

SELON LES PALESTINIENS

LES RAIDS ISRAËLIENS au Sud-Liban ont fait des victimes dans les camps de réfugiés

LIRE PAGE 2

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algerie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 0,50 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique, 8 fr. ; Canada, 60 c. ; Danemark, 2,50 kr. ; Espagne, 10 pes. ; Grande-Bretagne, 16 s. ; France, 15 fr. ; Iran, 45 rls. ; Italie, 250 L. ; Liban, 125 s. ; Luxembourg, 8 fr. ; Norvège, 2,50 kr. ; Pays-Bas, 0,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 0,50 fr. ; U.S.A., 60 cts. ; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements 0488 30

5, RUE DES ITALIENS
75121 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-23 PARIS
Tél. Paris 63377
Tél. : 770-91-29

A LA CONFÉRENCE DE CARACAS

Les États-Unis proposent d'étendre la limite des eaux territoriales à 12 milles

Le berceau de la vie

Que les Nations unies aient engagé la discussion sur le droit de la mer depuis foudi à Caracas, deux mois seulement après s'être attaquées aux matières premières, l'Assemblée extraordinaire de New-York, est un signe des temps. Le « monde fini », ayant mesuré ses trop étroites limites, a recensé ses ressources naturelles. Comment les exploiter rationnellement et équitablement ? Comment éviter le gaspillage et la foire d'empoigne ?

Ces questions s'imposent à tous les esprits, mais les réponses ne sont pas évidentes, d'autant plus que le droit de la mer a été peu exploré, en dépit de deux précédentes conférences des Nations unies. Il ne s'agit plus, cette fois, comme c'était le cas à New-York, de traiter de richesses terrestres et politiquement contrôlées, mais de ce qui, pour le moment, n'appartient à personne, appartient à tout le monde. « Nous ne devons pas remplacer les vieilles querelles sur terre par de nouvelles querelles sur les mers », a dit le secrétaire général, M. Waldheim, dans son discours inaugural.

Autre signe des temps : la confrontation inévitable ne sera pas celle de l'Est et de l'Ouest, mais celle du Nord et du Sud, des exploitants et de ceux qui ne le sont pas mais voudraient le devenir. Comment les États dépourvus de débouchés maritimes et surtout ceux qui n'ont pas une expérience technologique suffisante pour participer à la récolte des « fruits de la mer » pourraient-ils laisser les grandes puissances maritimes et industrielles se servir à leur guise ? Mais, l'a-t-on remarqué, comment croire que ceux qui disposent des moyens technologiques et des capitaux considérables qu'exige leur mise en œuvre pourraient accepter d'être de simples agents d'exploitation sans profits et sans avantages ?

Aussi voit-on deux écoles se dessiner : celle qui, comme les pays sous-développés, veulent confier à une organisation internationale l'exploitation de ce « patrimoine commun de l'humanité », et ceux qui, tels les États-Unis — leur représentant à Caracas s'en est clairement expliqué — insistent pour que ne soit pas entravée la liberté d'accès aux richesses de la mer, même si elles se trouvent dans des régions revendiquées par les États riverains. Richesses fabuleuses, si on en croit les experts des Nations unies. Selon eux, la mer pourrait fournir, en 1985, 18 % du nickel mondial, la moitié de la production mondiale de cobalt, de fortes quantités de manganèse. Et ce n'est qu'un début.

Comme il arrive souvent dans ces grands débats internationaux, la France — la plus petite des grandes nations, ou la plus grande des petites — essaiera de déterminer une position moyenne : elle se prononcera en faveur d'une organisation internationale, mais à condition qu'elle soit légère et non envahissante, qu'elle contrôle plus qu'elle n'exploite, et qu'elle emploie avec intelligence et équité les moyens efficaces dont disposent les États modernes.

La conférence de Caracas se doit non seulement d'organiser l'exploitation des richesses de la mer, mais aussi de les préserver, de lutter contre la pollution, de défendre l'environnement. Immense programme qui donne quelque peu le vertige. Les Nations unies ont été sages d'envisager déjà dans leur budget que les dix semaines de discussion prévues dans la capitale du Venezuela n'y suffiraient pas et que, pour définir le droit de la mer — berceau de la vie sur notre planète que l'homme libre, selon Baudelaire, « toujours chérira », — une quatrième conférence sera nécessaire l'an prochain à Vienne.

La troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer a ouvert ses travaux le jeudi 20 juin à Caracas, en présence de M. Carlos Andrés Pérez, président de la République du Venezuela, et de M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies. La délégation américaine a présenté un projet de convention en sept points. Les États-Unis reconnaissent notamment la nécessité d'étendre la limite des eaux territoriales dont tous les experts admettent, depuis longtemps, qu'elle ne répond plus à aucune justification. Ils reprennent à leur compte la notion de « patrimoine commun de l'humanité », que plusieurs résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies ont souhaité voir attribuer aux immenses richesses naturelles que recèlent les fonds marins.

Cent cinquante délégations examineront pendant dix semaines la centaine de points qui sont inscrits à l'ordre du jour. On remarque l'absence de Formose, qui n'a pas été invitée, et de la République démocratique du Vietnam, qui a refusé de venir, le G.R.P. n'ayant pas été convoqué.

Les travaux seront répartis entre trois grandes commissions. La première examinera le régime international du fond des mers et des fonds archéologiques et historiques enfoncés. La deuxième étudiera les problèmes posés par les débris, le plateau continental et l'exploitation économique des zones situées au-delà des limites territoriales. La troisième se saisira des questions relatives à la pollution et à la recherche scientifique. Les problèmes afférents à l'utilisation pacifique de l'espace océanique seront traités en séance plénière, ainsi que l'étude des mesures propres à favoriser l'adhésion des États aux conventions multilatérales. La conférence prendra fin le 28 août.

(Lire la suite page 6, 5^e col.)

La nouvelle crise de la radiotélévision

Le rapport de la commission de l'Assemblée et la prolongation des grèves pourraient conduire à une remise en cause des structures de l'O.R.T.F.

La grève générale des techniciens de l'O.R.T.F. se poursuit, ce vendredi 21 juin, et le conflit a pris une dimension nouvelle avec l'entrée du syndicat C.G.T. dans le mouvement. Jeudi, les délégués syndicaux ont repété un memorandum écrit de la direction générale, présenté comme une solution au conflit avec les « jeunes techniciens ». Mais désormais, la démarche des syndicats s'étend au fond du problème : l'avenir de l'O.R.T.F.

Simultanément, l'Assemblée nationale a décidé, jeudi, de rendre public le rapport établi par M. Roger Chénouard, député (r.p. ind.), au nom de la commission de contrôle de la gestion de l'Office, rapport de trois cent cinquante pages qui illustre les erreurs commises par les directions successives et met l'accent sur les taxes congénitales de l'O.R.T.F.

Présentant son rapport à la presse, M. Chénouard a déclaré que l'O.R.T.F. était « un organisme important et dynamique qui n'avait pas été géré avec le sérieux nécessaire ». Même si certains faits rapportés dans le document sont élogieux, ils n'ont pas le caractère explosif de ceux qui, en 1972, étaient relevés par le rapport sur la publicité clandestine.

En revanche, le rapport va plus au fond des choses et, pour la première fois peut-être avec cette ampleur, met le doigt sur ces raisons mystérieuses (conditions de fabrication des émissions, faison de la comptabilité analytique, absence de politique commerciale, etc.) qui expliquent parfois — sinon justifient — les graves déconvenues par le personnel. Des raisons qui laissent sans doute le public indifférent, mais qui conditionnent la solution d'un conflit qui tend à devenir permanent.

Certes les exemples de gabegie ne sont pas absents du document, et les personnels de l'Office y ont souvent leur part de responsabilité. Mais, en fait, les anomalies les plus graves que le rapport met en relief incombent aux directions successives, voire au gouvernement, dans la mesure où, tout le premier, il n'hésite pas à « profiter » de l'O.R.T.F. à peu de frais.

En quinze ans, huit directeurs généraux ou P.-D.G. ont succédé à la tête de l'Office, chacun ou presque apportant sa petite réforme. Le statut de l'Office, voté en 1964, a dû être corrigé en 1972, pour finalement n'être que « encore » véritablement appliqué en 1974. La comptabilité analytique, qui devait faire toute la lumière sur

Pour assurer la priorité aux transports en commun

M. Galley envisage de freiner les programmes autoroutiers dans les grandes agglomérations

Priorité aux transports en commun dans la région parisienne : protection des riverains des autoroutes contre le bruit ; telles sont les deux orientations définies par M. Robert Galley, ministre de l'équipement, à l'occasion de l'inauguration d'une section de 10 kilomètres de l'autoroute B-3 entre l'auteroute de Bagneux et l'autoroute du Nord ce vendredi 21 juin.

Cette déclaration, intervenant après la prise de position du président de la République contre le projet de vote express riverain à Paris, paraît confirmer qu'un tournant a été pris dans la politique des transports dans les grandes villes.

Les aménagements routiers, qui vont être prochainement inaugurés dans la région parisienne, illustrent ce changement. À partir du 25 juin, un couloir sur la file de gauche de l'autoroute du Nord sera réservé aux autobus et aux taxis entre la porte de la Chapelle et l'aéroport du Bourget dans le sens Paris-banlieue. Grâce à cette disposition, le ministre estime que 50 % des usagers se rendront à l'aéroport Charles-de-Gaulle par les transports en commun.

On peut s'interroger sur le sort qui sera réservé à certains projets autoroutiers, les programmes déjà lancés sont cependant maintenus. Dans la région parisienne, un tronçon d'autoroute de 3 kilomètres entre le boulevard périphérique et le tunnel de l'autoroute de Normandie, à Saint-Cloud, sera mis en service le 27 juin.

En province, une section des auto-

(Lire nos informations page 31.)

LE SECOND PILIER DU RÉGIME

Par MAURICE DUVERGER

Que le nouveau président de la République se préoccupe d'abord de la crise économique, qu'il s'efforce ensuite de rendre moins insupportable le sort des Français et des immigrés les plus défavorisés, rien de plus naturel, étant données l'urgence et la gravité de ces problèmes. Mais cela ne justifie pas qu'on jette dans une oubliette des questions moins directement ressenties par les citoyens mais non moins importantes au fond : celles qui concernent la libéralisation du système politique. Abaisser à dix-huit ans la majorité électorale, accroître les prérogatives du

Conseil constitutionnel : voilà de bonnes choses, mais très insuffisantes pour rattraper le sous-développement de notre pays en matière de démocratie.

Ce sous-développement porte essentiellement sur les pouvoirs du Parlement. Comme nous, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la République fédérale allemande, le Japon, le Canada, l'Australie, la Suède etc., sont des monarchies républicaines où le pouvoir gouvernemental est aux mains d'un homme, émanant en droit ou en fait du suffrage universel, qui assume la conduite de la politique nationale. Sauf en Italie, et dans quelques petits pays, la démocratie n'est plus ce régime d'assemblée, instable et impuissant, que l'Europe a connu entre les deux guerres. Mais partout un Parlement efficace et libre joue un rôle plus important qu'en France. Il ne renverse pas les gouvernements, mais il les contrôle minutieusement et il les force constamment à subir la critique de l'opposition, voire celle des députés de la majorité. Il constitue le second pilier du régime, en vérité, et pas seulement en trompe-l'œil.

(Lire la suite page 10, 4^e col.)

LA MONTÉE DE L'ISLAM EN AFRIQUE NOIRE

Devenir musulman, un moyen d'affirmer son indépendance

Abidjan. — Indéniable vitalité de l'islam noir. Est-ce parce que cette religion est la dernière née et de loin, l'Asie date de 622 ? Est-ce parce que son centre de gravité se trouve dans un tiers-monde à la démographie galopante ? Est-ce parce que l'Afrique entend manifester son

indépendance culturelle à l'égard de l'Europe ? Est-ce parce que, faisant mal le départ entre le spirituel et le temporel, l'islam bénéficie des vives politiques des Arabes ? Toujours est-il que le nombre des Africains noirs musulmans a considérablement augmenté depuis trente ans.

De notre envoyé spécial
HENRI FESQUET

lièrement du terrain ; sauf exception, le christianisme subit les contrecoups de la colonisation : il est assez fréquent, que des baptisés noirs parent à l'islam, mais exclu que des musulmans se convertissent au christianisme.

An Niger — comme au Mali, en Mauritanie, au Sénégal, au Nigeria — l'islam est maître. D'origine berbère ou éthiopienne, les Peuls, ethnies nomades d'éleveurs, en ont été pour s'en tenir au XIX^e siècle, les agents de pénétration. Les lieux sont faits : sur cinq millions d'habitants, 800 000 sont musulmans. Les quelque 240 000 antistes qui subsistent sont eux-mêmes plus ou moins islamisés. Quant aux chrétiens, dont la plupart ne sont pas d'origine nigérienne, ils ne sont qu'une vingtaine de mille.

Cette présence massive de l'islam ne fait que s'accroître. Dans telle agglomération au nord de Niamey, où les antistes dominaient naguère, ceux-ci n'hésitent pas, en signe de réprobation, à brûler l'emplacement où un marabout était venu prier. Aujourd'hui des mosquées sont sorties de terre, témoignage d'une foi bien enracinée.

À Maradi, à 670 kilomètres à l'est de Niamey, une mosquée est en construction. À Tera, à l'ouest, une madrasa (école coranique d'un degré supérieur) vient d'ouvrir ses portes et le nombre des marabouts a centuplé depuis cinquante ans. À Dogon-Douchi, à 240 kilomètres, on ne comptait aucun musulman en 1946. Presque toute la région adhérait maintenant à l'islam et le chef du canton s'est converti.

Beaucoup de mosquées qui étaient bise de simples enclos de paille tressée sont aujourd'hui construites en dur. Rares sont les villages qui en sont dépourvus, démentant ainsi le préjugé selon lequel l'islam n'est qu'un phénomène urbain.

(Lire la suite page 13, 1^{re} col.)

AU JOUR LE JOUR

PETITS COMMERCE

Les premières mesures sociales annoncées par le président de la République provoquent les habituelles réactions en pareil cas.

Pour le patronat, c'est trop ; pour les syndicats, ce n'est pas assez. C'est pourquoi on parle de bâton et de carotte. Mais les choses sont encore trop neuves et trop imprécises pour que l'on sache si le bâton fera mal, et si la carotte existe, et pour qui.

Le chef de l'Etat en est certainement conscient, lui qui retrouve dans sa majorité la réplique politique de la situation sociale. C'est ainsi que l'U.D.R., entre la chèvre et le chou, agit le bâton de la critique et soumet à condition la carotte de son soutien. Mais la carotte gaulliste tient sa valeur des élections de 1973 : elle ne fait plus partie des primeurs et le coup de bâton d'élections législatives anticipées pourrait bien faire baisser ses cours. Comme quoi le petit commerce vit dangereusement.

BERNARD CHAPIUIS.

Un dialecticien de la tension Jean Wahl est mort

Le philosophe et poète Jean Wahl est mort, le mercredi 19 juin, à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Jean Wahl a occupé dans la pensée française une place originale. On l'a parfois rangé dans les existentialistes. En réalité, il n'appartient à aucune école et déclarait lui-même ne pouvoir parler de l'existence qu'en montrant ce qu'elle n'est pas. C'était chez lui une méthode constante : pour rester fidèle à la réalité, pour progresser d'idée en idée, il n'est rien de tel que de choisir son antithèse. Wahl est un dialecticien de la tension et des antinomies, à la manière de Pascal, de Proudhon ou de Kierkegaard, non de la synthèse, comme Hegel ou Marx. À la fois poète, historien et philosophe, il a su unir la multiplicité des aspects de l'être.

Rompant délibérément avec la tradition idéaliste, il se tourna d'abord vers les philosophes pluralistes d'Angleterre et d'Amérique, qui devaient le marquer profondément. Mais le privilège qu'il accorda à l'expérience ne saurait légitimer l'empirisme. Le retour vers le concret, où il étudia W. James, Whitehead et Gabriel

Marcel, est un retour à une expérience qui doit ouvrir le chemin à l'objet, vers les autres sur un et un nous-mêmes plus passionnant.

JEAN LACROIX.

(Lire la suite page 26, 1^{re} col.)

SAMEDI 22 JUIN 1974

COURSES

A SAINT-CLOUD

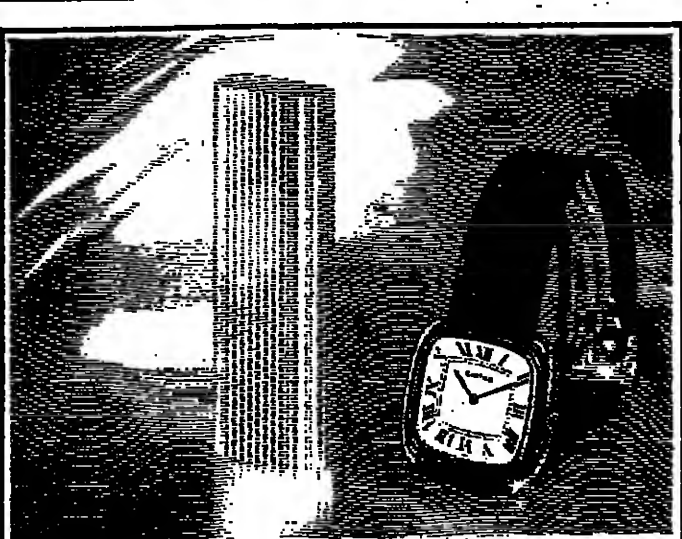
de belles épreuves sur distances variées dont

LE PRIX FILLE DE L'AIR

pour juments de 3 ans et au-dessus

2.150 mètres

100.000 F à la gagnante



le mut de Cartier

Paris

PROCHE-ORIENT

SELON LES PALESTINIENS

Le dernier raid israélien au Sud-Liban a fait de nombreuses victimes dans les camps de réfugiés

Le porte-parole du ministère israélien des affaires étrangères a déclaré, jeudi 20 juin, que les raids de l'aviation israélienne contre les bases de l'Organisation pour la libération de la Palestine (O.L.P.) ont pour but de frapper les organisations « qui ont pour but avoué et déclaré la destruction de l'Etat d'Israël ». Il a ajouté que ces raids visaient les quartiers généraux d'organisations palestiniennes « qui ont mis au point et commis la meurtre de civils israéliens innocents à Kyrath Chmonah, Maslot et Chamir ».

A Washington, cependant, le porte-parole du département d'Etat, M. Robert Anderson, a déclaré que les Etats-Unis regrettaient « profondément » les raids israéliens. M. Anderson a

déclaré « le cycle de violence » de part et d'autre de la frontière libanaise et a démenti que son pays ait donné « le feu vert » à Israël pour se livrer à des représailles contre les camps palestiniens installés au Liban. Le porte-parole du département d'Etat répondait aux affirmations du leader de la Saika, M. Zouheir Mohsen, qui avait déclaré que le « champion du crime Nixon » avait donné aux Israéliens, lors de son passage à Jérusalem, le feu vert pour une campagne d'extermination des Palestiniens.

A Beyrouth, le chef du gouvernement libanais, M. Solh, se proposait d'étudier ce vendredi avec les ambassadeurs des pays arabes l'éventualité d'une convocation du Conseil de sécurité.

Beyrouth. — Pour la troisième journée consécutive, l'aviation israélienne est intervenue, jeudi 20 juin, contre les camps de réfugiés palestiniens au sud du Liban. Quatre camps ont été bombardés par des Skyhawk et des Mirage frappés de l'étoile de David. Bilan de l'opération, selon les Palestiniens : trente tués et cent vingt-deux blessés, pour la plupart des femmes et des enfants.

Le chef du gouvernement, M. Solh, a reçu dans la soirée les ambassadeurs des pays membres permanents du Conseil de sécurité accrédités à Beyrouth, et des démarches ont été entreprises

De notre correspondant

auprès des gouvernements arabes pour décider d'une politique commune qui engagerait solidement les pays limitrophes de l'Etat hébreu.

Pour sa part, M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., a adressé un message aux gouvernements et chefs d'Etat arabes, dans lequel il dénonce le « complot impérialiste » qui vise à liquider physiquement la résistance palestinienne « avec le soutien de M. Nixon ». Allusion est faite au paragraphe du communiqué conjoint israélo-américain qui qua-

lifie les fedayin de « mercenaires ». Le chef de la résistance palestinienne s'élève contre les « actes de barbarie » et fait appel à l'aide des pays arabes en leur rappelant que « les camps de réfugiés soumis à un bombardement massif ne sont pourvus d'aucun moyen de défense pour se protéger contre ces turberies ».

La réaction israélienne paraît d'autant plus intolérable aux Libanais qu'elle intervient à un moment où disent-ils, les Palestiniens s'efforcent d'enlever à l'Etat hébreu tout prétexte pour se retourner contre le Liban. Plusieurs réunions de travail ont eu lieu, ces jours derniers, entre des responsables libanais et les chefs de l'O.L.P. Ceux-ci se sont engagés à s'abstenir de toute action susceptible de nuire au Liban ou aux populations des villages frontaliers. Selon les dirigeants de la guérilla, la résistance est déjà implantée en Israël et dans les territoires occupés, et elle n'hésitera pas à intensifier ses raids sans avoir besoin de la protection ou de la couverture des pays arabes limitrophes.

Dans une déclaration à la presse, l'ancien président de la République libanaise, M. Charles Elie, a affirmé que la principale défense militaire du Liban nous a toujours paru consister dans la mobilisation des autres fronts arabes et leur entrée en action dans les différents secteurs limitrophes d'Israël. Il nous semble déraisonnable d'avoir à subir tout seuls les agressions et les menaces de l'Etat hébreu, dit-il, qui se prépare, nous dit-on, une conférence à Genève qui concerne le dégellement et prétend assurer la solution de justice pour les Palestiniens et tous les Arabes. Notre point de vue est que Genève devrait être immédiatement accessible à tous les Arabes impliqués dans le conflit, y compris les Libanais et les Palestiniens, ou n'être accessible à personne. La stratégie qui consiste à décider pour dominer doit être rejetée par la vigilance et la solidarité interarabes. Par ailleurs, l'approbation entièrement l'initiative du gouvernement libanais de recourir au Conseil de sécurité, l'attente de ce recours, non point seulement la condamnation d'Israël, mais la mise au jour des intentions des puissances, grandes et petites, qui déclarent vouloir la paix au Proche-Orient.

EDOUARD SAAS.

La colère et l'impuissance

Salda (A.P.). — Dans le camp d'Ein-Ah-Hiloueh, situé à la périphérie de Salda, à une quarantaine de kilomètres au sud de Beyrouth, des enfants en larmes regardent leurs parents fouiller avec désespoir les décombres à la recherche des disparus et de leurs biens.

Une centaine des habitations de ce camp le plus grand du Liban, ont été endommagées, et pris de deux heures après la fin du raid israélien plusieurs étaient encore en flammes.

« Nous nous attendions à quelques choses, déclare une mère de famille palestinienne d'une trentaine d'années, mais pour l'amour de Dieu, que pouvions nous faire ? Nous n'avons ni abris, ni véritables moyens de défense. »

Elle raconte : « Peu avant midi, j'ai entendu les explosions. J'ai hurlé et couru vers la maison à la recherche de mes six enfants pour les conduire dans une tranchée. Mais il n'y avait pas de place pour nous. Alors nous sommes retournés en courant vers la maison, et avons essayé de nous abriter dans le coin d'une pièce. Des explosions faisaient déjà trembler tout le camp. Finalement, l'une des roquettes a touché notre maison, qui s'est effondrée dans une avalanche de poussière. Ce n'est que grâce à Dieu que nous avons survécu. »

Un forgeron fait le récit suivant : « Je me suis réfugié avec mes enfants vers une tranchée dans une cour derrière la maison. Mais deux de mes fils étaient avec les voisins. J'ai crié pour qu'ils viennent nous rejoindre. Ils ont été déshabillés devant mes yeux. »

Lorsque les journalistes sont arrivés, après la fin des raids, la colère grondait dans la population. Des groupes de réfugiés qui avaient perdu leur foyer criaient : « A bas Nixon et Kissinger. Tous deux nous ont trahis. Ils veulent notre fin. »

Un autre groupe lançait : « Dites aux Israéliens que nous ne renoncerons jamais. Ils peuvent nous tuer, mais nous ne les laisserons jamais vivre en paix en Palestine. »

Une femme de trente-six ans, dont le fils est mort au cours du raid, hurle : « Je souhaite qu'un flot d'acide brûle les pays arabes qui nous ont laissés tomber. Ils regardent maintenant de l'autre côté pendant que les Israéliens nous exterminent. » Pour un étudiant de vingt-trois ans : « Dans ce camp nous avons été les témoins des méthodes hitlériennes utilisées par les Israéliens pour tuer des civils innocents. Mais nous n'abandonnerons jamais. Mon père et ma mère ont été tués lors d'un raid précédent. Je ne resterai pas en repos tant que je les aurai pas vengés. »

AFRIQUE

M. GISCARD D'ESTAING A REÇU LES PRÉSIDENTS DU CAMEROUN ET DE LA HAUTE-VOLTA

M. Giscard d'Estaing a offert jeudi 20 juin un déjeuner en l'honneur d'El Hadj Ahmadou Ahidjo, président de la République du Cameroun. En quittant l'Élysée, ce dernier a déclaré que les nouveaux accords de coopération entre les deux pays seraient bientôt mis en application. D'autre part, interrogé sur la création d'un ministère de la coopération par M. Giscard d'Estaing, M. Ahidjo a déclaré que « tout ce qui peut renforcer la coopération est une bonne chose pour l'Afrique ».

Le président de la République française s'est également entretenu avec le général Lamizana, chef de l'Etat voltaïque. Interrogé sur la révision des accords de coopération franco-voltaïque, le général a affirmé : « Il faut adapter les textes à la situation actuelle, qui a changé dans tous les domaines, politique, économique et social, aussi bien en Haute-Volta qu'en France ».

Le chef de l'Etat voltaïque a également déclaré que la sécheresse sévissant dans le Sahel continuait à poser des problèmes à son pays et qu'il avait demandé la poursuite de l'aide de la France pour la réalisation d'un certain nombre de projets prévoyant la construction de barrages, le forage de puits, le reboisement et la reconstitution du cheptel.

Rhodésie

LES NATIONALISTES AFRICAINS DÉCIDENT DE BOYCOTTER LES PROCHAINES ÉLECTIONS

Le Congrès national africain (A.N.C.), parti politique regroupant la majorité des cinq millions et demi de Noirs rhodésiens, a fait savoir, jeudi 20 juin, qu'il ne présenterait pas de candidats aux élections que M. Ian Smith a décidées d'organiser au cours des six prochaines semaines (le Monde du 21 juin). L'initiative prise par le gouvernement de Salisbury pour mettre fin à l'impasse constitutionnelle qui persiste en Rhodésie depuis plus de huit ans a donc peu de chances de succès.

D'autre part, les leaders de l'A.N.C. ont annulé les entretiens prévus avec M. Ian Smith et rejeté sa proposition de réunir une « table ronde » entre Blancs et Noirs. L'A.N.C. a pris cette décision à la suite de l'arrestation, jeudi 20 juin, du Dr Edson Sithole, secrétaire de presse de l'organisation. Le ministre de l'ordre public, M. Desmond Lardner-Burke, a expliqué jeudi, devant le Parlement, que M. Sithole avait été arrêté parce qu'il avait entraîné les conditions fixées à sa mise en liberté provisoire.

M. Harold Wilson, premier ministre britannique, a déclaré jeudi, de son côté, que des élections législatives en Rhodésie n'auraient aucune signification aux yeux du Parlement britannique. — (Reuter.)

LES PROCÈS EN TUNISIE

Mandatée par l'Association internationale des juristes démocrates, par la Fédération internationale des droits de l'homme et par le Mouvement international des juristes catholiques Pax Romana, M^{lle} Christiane Bouchet, avocat à la cour de Paris, s'est rendue à Tunis du 30 mai au 3 juin pour une mission d'information sur la situation juridique et pénale des étudiants et universitaires détenus.

Les procès politiques se succèdent en Tunisie à un rythme accéléré (le Monde du 23 avril et des 2, 10 et 11 mai). Actuellement, d'après les informations recueillies, plus de deux cents personnes, dont quarante sont détenues essentiellement des étudiants, des lycéens et des enseignants de toute la Tunisie, sont inculpées pour complot contre la sûreté de l'Etat, maintien d'association illégale, propagation de fausses nouvelles et insultes au chef de l'Etat, dans une seule et même affaire en cours d'instruction qui devrait être jugée par la Cour de sûreté de l'Etat dans les mois qui viennent.

Cet important dossier, qui présente au niveau actuel de la procédure une régularité apparente, a été constitué grâce à une opération policière préalable faite au mépris des droits les plus élémentaires de l'individu et de la défense.

M^{lle} Bouchet fait notamment état de tortures subies par une jeune femme. D'autre part, le tribunal correctionnel de Tunis a condamné mercredi 19 juin un groupe de dix étudiants et enseignants, siens à deux ans de prison pour diffusion de tracts, diffamation des autorités et propagation de fausses nouvelles. Le tribunal a, dans la même affaire, condamné un instituteur à six mois de prison avec sursis et a prononcé l'acquiescement d'une institutrice.

Les inculpés appartenant à un groupe d'obédience marxiste-léniniste dirigé par un professeur. Ils avaient été arrêtés, il y a quelques semaines, à Bizerte, alors qu'ils distribuaient des tracts.

LA CONFÉRENCE DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL CONDAMNE LA POLITIQUE ISRAÏLIENNE DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉES.

Genève (Reuter). — Par 224 voix contre 0 et 122 abstentions, la conférence de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) a adopté, jeudi 20 juin, à Genève, une résolution dénonçant « la violation continue de la Convention internationale des droits de l'homme et des travailleurs dans les territoires arabes occupés ». Le texte condamne également la politique de « discrimination raciale, de violation des libertés syndicales (...) et d'atteinte aux libertés fondamentales de l'homme » menées par l'Etat hébreu à l'encontre des populations arabes.

Parmi les délégués qui se sont abstenus figurent ceux de la Communauté économique européenne, ainsi que ceux des Etats-Unis, du Canada, de la Nouvelle-Zélande. Les tentatives des délégués occidentaux pour édulcorer la formulation du texte se sont soldées par un échec.

La résolution, dont l'adoption a été accueillie par un tonnerre d'applaudissements, demande au directeur général de l'O.I.T. et à son bureau de tout mettre en œuvre pour « mettre fin immédiatement à ces violations et pratiques discriminatoires ».

La conférence internationale du travail réunit depuis le 14 juin deux délégués du gouvernement, un délégué des employeurs et un délégué des syndicats de 119 des 125 pays membres de l'Organisation internationale du travail (O.I.T.).

Egypte

LA FÊTE NATIONALE EST FIXÉE DÉSORMAIS AU 6 OCTOBRE

Le Caire (A.F.P.). — Le radio du Caire a annoncé, jeudi 20 juin, que le président Sadate avait donné des instructions pour que le 6 octobre, date du déclenchement de la guerre de 1973, soit désormais le jour de la fête nationale de l'Egypte, à la place du 23 juillet, qui ne sera plus que la fête de la « révolution égyptienne ».

Les directives du président Sadate précisent que les ambassades égyptiennes à l'étranger célébreront les deux journées.

ASIE

Pakistan

M. BHUTTO VA SE RENDRE AU BANGLADESH

Islamabad (A.F.P.). — Le premier ministre pakistanais, M. Au Bhutto, se rendra pour la première fois en visite officielle au Bangladesh du 27 au 29 juin. M. Bhutto, accompagné de son épouse, sera une importante délégation comprenant des parlementaires, des hauts fonctionnaires et de nombreux journalistes.

Sikkim

UNE NOUVELLE CONSTITUTION EST ADOPTÉE MALGRÉ L'OPPOSITION DU SOUVERAIN

(De notre correspondant.) New-Delhi. — Les changements constitutionnels qui ont eu lieu dans le petit Etat himalayen du Sikkim depuis un an, ont été confirmés le jeudi 20 juin dans le tumulte. Une constitution a été votée par le Parlement, où le parti du congrès du Sikkim, favorable à l'Inde, défilait à majorité absolue depuis la mi-avril. Cette loi fondamentale accorde plus de pouvoirs à l'Assemblée, au conseil des ministres, et laisse un rôle purement représentatif au souverain, le chogyal. La réalité du pouvoir exécutif revient à un fonctionnaire indien nommé par New-Delhi, et qui dirige l'administration de l'Etat.

La semaine dernière, à New-Delhi, le chogyal avait exprimé son désaccord sur plusieurs points de cette constitution rédigée par un expert indien (les élections avaient également été contrôlées par une personnalité indienne). Jeudi, il a refusé à la dernière minute de s'adresser à l'Assemblée de Gangtok. Celle-ci a également adopté une résolution appelant à une plus grande participation du Sikkim, qui est déjà un protectorat de l'Inde, aux institutions économiques et politiques indiennes.

CORRESPONDANCE

OU VA LE VIETNAM DU SUD ?

A la suite de la publication dans le Monde des 8, 9 et 10 mai d'une série d'articles sur le Vietnam du Sud de notre envoyé spécial Patrick Beyer, nous avons reçu de M. Pham Ngoc Kho, premier secrétaire chargé de la presse et de l'information de l'ambassade de la République du Vietnam (Saigon), une lettre dont voici les principaux passages :

Il est facile de dire par exemple : dans telle petite ville française, j'ai vu des bidonvilles, donc la France est un pays de misère ; est-ce vrai pour l'ensemble de ce pays ? Ainsi, vous citez d'habitude pour votre démonstration un petit village de la province de Quang-Ngai. C'est-à-dire dans une région septentrionale assez pauvre, et vous le donnez comme exemple pour le Vietnam du Sud ! Bien sûr, il y a l'inflation, la montée des prix et celui de l'essence en particulier, comme si la crise du pétrole était due au gouvernement du président Nguyen Van Thieu ! Mais c'est un mal mondial. Il n'est que de voir les difficultés européennes actuelles pour le comprendre. Alors, si les pays fortement industrialisés et prospères en d'autres temps sont ainsi touchés, croyez-vous qu'un petit pays du tiers-monde a peine sorti de la guerre puisse échapper au sort commun ?

De même, vous semblez reprocher au Vietnam du Sud l'aide étrangère qu'il reçoit. Bien sûr, le Vietnam du Sud a besoin de l'aide américaine, japonaise, ouest-allemande ou française. Comment croyez-vous que s'en tire le Vietnam du Nord ? Sans l'aide russe et chinoise, il se serait effondré depuis longtemps (...).

Quant à la corruption, c'est aussi un fléau mondial. Il y a des scandales qui éclatent dans tous les pays du monde, y compris les pays communistes. Il suffit de lire la Pravda, qui cite souvent des cas de corruption, ou d'écouter Le Duan dénoncer devant le parti Lao-Dong nord-vietnamien la corruption et le marché noir.

Quant au plaisir que les uns ou les autres peuvent trouver à lire ce où ils croient voir confirmation de leurs analyses venues d'un tout autre champ politique, il n'y a qu'une réponse : le succès de la révolution passe toujours par le travail de la vérité.

Les musées chinois

sont-ils ouverts ou fermés ?

À la suite de la lettre de M. Philippe Solers, publiée dans le Monde du 21 juin, M. François Wahl, auteur de la série d'articles « La Chine sans utopie », nous écrit :

Je n'ai aucune envie de faire semblant de polémiquer avec quelqu'un avec qui je suis d'accord sur à peu près tout. Pour préserver l'efficacité de ce qui a été écrit, je pense seulement : (de très rares) bribes du passé (les musées de Pékin, Nanjing, Changhaï sont-ils fermés, oui ou non ?), on ne peut rien y entendre. Les Chinois ne peuvent rien y entendre, dans un système d'arrangement du symbolique où ces vestiges n'ont plus aucun sens, où toutes leurs coordonnées (même pour la préhistoire) sont faussées. Ne reste qu'une vague fierté nationale à vide.

Quant au plaisir que les uns ou les autres peuvent trouver à lire ce où ils croient voir confirmation de leurs analyses venues d'un tout autre champ politique, il n'y a qu'une réponse : le succès de la révolution passe toujours par le travail de la vérité.

Pourquoi le changement ? lisez le tourment et la fatalité de TOURNOUX 125.000 exemplaires Plon

سكيت الامل

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Le président Nixon s'est efforcé de rassurer les leaders du Congrès sur ses promesses en matière nucléaire au Proche-Orient

De notre correspondant

Washington. — Conscient des inquiétudes et du malaise du Congrès (1), le président Nixon a donné jeudi 20 juin aux leaders parlementaires les assurances les plus formelles. Aucun accord n'a été conclu au cours de son voyage au Proche-Orient et les garanties et sauvegardes les plus efficaces seront mises au point pour empêcher que l'Egypte et Israël ne détournent le « fuel » (combustible) nucléaire et les réacteurs nucléaires à des fins militaires.

En effet, l'explosion nucléaire en Inde, en illustrant les possibilités offertes aux bénéficiaires de l'aide nucléaire d'une grande puissance de la détournement de son objet, avait créé ici de sérieuses préoccupations. Aussi le porte-parole du département d'Etat a-t-il bien souligné jeudi que l'accord envisagé avec Le Caire dépend de la négociation d'un arrangement bilatéral comportant de très strictes mesures de sauvegarde. Tant que cet accord bilatéral n'aura pas été conclu et soumis au Congrès, il n'est pas question d'envoyer du « fuel » au réacteur à l'Egypte, a-t-il affirmé en substance. Ainsi, au système d'inspection internationale s'ajoutent d'importantes garanties bilatérales, notamment l'engagement par l'Egypte de faire « rétrograder » (reprocesser) le « fuel » aux Etats-Unis ou en Europe.

La négociation s'engageait des ce vendredi avec une délégation de la commission égyptienne de l'énergie atomique, qui vient d'arriver dans la capitale. Le temps presse, car étant données les engagements antérieurs pris par la

commission de l'énergie atomique américaine avec d'autres pays, les stocks de « fuel » nucléaire s'épuisent. Il est donc nécessaire qu'un accord soit signé avant le 30 juin pour que l'Egypte soit assurée de recevoir du « fuel » au début de la prochaine décennie. Les contrats envisagés concernent en effet des livraisons de « fuel » dans un délai de sept à huit ans. Compte tenu de cette limite de temps, les Israéliens ne tarderont pas à se rendre eux aussi à Washington, immédiatement après les Egyptiens.

La guerre du Watergate

L'analyse des résultats positifs de la tournée présidentielle au Proche-Orient et la préparation du voyage de M. Nixon à Bruxelles, puis à Moscou, ont évidemment éclipsé les problèmes intérieurs. Ainsi, la question de l'impeachment n'a pas été évoquée une seule fois au cours des heures d'entretien que le président a eues avec les leaders du Congrès. Mais la querelle n'en continue pas moins de plus belle entre le procureur général et les divers enquêteurs. Les porte-parole de M. Nixon ont renouvelé leurs attaques contre la commission judiciaire de la Chambre au sujet des « fuites » continuelles, selon eux, altérant le cours normal et équitable de la procédure.

De son côté dans un document soumis à la Cour suprême au sujet du privilège de l'exécutif, le procureur général Jaworski souligne : « Le privilège de l'exécutif ne saurait être invoqué par une partie à une entreprise illégale pour empêcher la production de preuves concernant cette conspiration. » Jamais le procureur Jaworski n'avait été aussi vigoureux pour décrire la situation particulière du président Nixon, « compliqué non seulement aux termes de la recommandation du Grand Jury. Le procureur Jaworski, répondant à l'avocat présidentiel, M. Sinclair, qui affirmait que le président ne pouvait être cité devant un tribunal ordinaire avant d'avoir été éventuellement condamné au terme de la procédure d'impeachment, écrit encore : « Il est bon d'être certain qu'un président en exercice ne puisse l'objet d'inculpations. » M. Jaworski avait en fait dissuadé le Grand Jury de poursuivre M. Nixon, sans préciser cependant si sa recommandation venait de la conviction qu'une inculpation outrepassait les pouvoirs du Grand Jury ou si, pour des raisons évidentes, il considérait qu'une inculpation déclencherait une inutile bataille juridique.

HENRI PIERRE.

Brésil

AMNESTY INTERNATIONAL DÉNONCE UNE NOUVELLE VAGUE DE RÉPRESSION

Londres (A.F.P.). — Le secrétaire général d'Amnesty International, le vendredi 21 juin, dans un communiqué, a une nouvelle vague de répression enregistrée au Brésil au cours des dernières semaines en série, la « disparition » persistante d'opposants réels ou supposés au régime et la poursuite de pratiques brutales, de tortures, tout cela rend « dérisoires » les déclarations du gouvernement concernant un « miracle économique », ajoute M. Ennals.

Le secrétaire général d'Amnesty International cite parmi les « informations préoccupantes » reçues au cours des dernières semaines par l'organisation, basée à Londres :

« La découverte de six corps dans la région de Rio-de-Janeiro, apparemment victimes des escadrons de la mort », soutenus par la police ; l'arrestation de nombreux étudiants et universitaires de São Paulo, en avril, et de douzaines d'autres personnes dans les Etats de Paraíba, Alagoas et Ceará, dans le nord-est du pays.

« La requête, par les avocats de Rio, demandant au gouvernement de présenter au moins cinq personnes récemment arrêtées et depuis « disparues ». Parmi elles, l'ancien député et journaliste David Caporale, ancien combattant de la guerre civile espagnole et des maquis français.

« Une requête de l'ordre brésilien des avocats demandant au gouvernement qu'une enquête soit menée sur la détention et la torture de leur collègue Wellington Rocha Cantal, qui a publiquement affirmé avoir été battu, soumis à des chocs électriques, et privé de nourriture et de boissons pendant cinq jours.

« L'arrestation à São Paulo de Maria de Conceição Sacramento Coelho da Paz, cinquante-trois ans, mère de quatre enfants : la police cherche à obliger un de ses fils à se livrer. »

● RONALD BIGGS, l'un des principaux responsables de l'attaque du train postal Glasgow-Londres en 1963, qui s'était réfugié au Brésil il y a trois ans, sera expulsé dans les prochains jours. Le cour de Brasília a, en effet, rejeté jeudi 20 juin l'appel qu'il avait présenté en mai après la décision d'expulsion prise contre lui par le ministre brésilien de la justice. — (A.F.P.)

● Au Chili et en Uruguay, l'activité politique est interdite à tous les partis et les instances judiciaires voient leur marge d'action restreinte par l'introduction de la justice militaire, déclare le secrétaire général de la Commission internationale des juristes (CIJ), dans une étude publiée le jeudi 20 juin à Genève. Dans cette étude, basée sur les rapports des missions de la

Chili

LE GÉNÉRAL PINOCHET VA ÊTRE NOMMÉ PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Santiago-du-Chili (A.F.P.). — Le général Augusto Pinochet, actuel président de la junte militaire chilienne, assumera prochainement la charge de président de la République, annonce-t-on officiellement jeudi 20 juin, à Santiago-du-Chili.

Le secrétaire de presse de la junte de gouvernement, M. Federico Williamson, a indiqué que cette décision avait été prise par les principaux dirigeants gouvernementaux afin de donner un statut juridique au régime chilien. Ainsi, le général Pinochet assumerait le pouvoir exécutif avec le titre de chef de l'Etat chilien. Le porte-parole de la junte a également déclaré que le gouvernement publierait un décret-loi précisant notamment divers aspects juridiques relatifs aux vice-présidences.

Les observateurs estiment que le général d'aviation Gustavo Leigh Guzman, l'amiral José Toribio Merino et le général des carabiniers Cesar Mendos, qui partagent actuellement le pouvoir avec le général Pinochet, seront nommés vice-présidents de la République. On ignore s'ils assumeront cette fonction simultanément ou à tour de rôle et pour des périodes définies à l'avance.

Commission, qui se sont rendues dans les deux pays en avril et mai dernier, le secrétaire général de la CIJ a souligné : « Au nom de la lutte contre le communisme et le marxisme, les gouvernements militaires (au Chili et en Uruguay) cherchent à éliminer toute influence de la gauche, en particulier dans les sphères de la politique, de l'éducation et des syndicats. » — (A.F.P.)

Union soviétique

AVANT LA VISITE DU PRÉSIDENT NIXON Les autorités arrêtent des activistes juifs par crainte de manifestations

La police soviétique a appréhendé, jeudi 20 juin, sept activistes juifs, probablement pour prévenir d'éventuelles manifestations pendant la visite du président Nixon, attendu le 27 juin à Moscou. On apprend-on de sources juives à Moscou. En effet, l'un des interpellés a été informé qu'il serait détenu pendant quinze jours, c'est-à-dire jusqu'au lendemain du départ d'U.R.S.S. du chef de l'Etat américain. Des mesures analogues avaient été prises en 1972 pour le premier séjour du président Nixon.

En revanche, on apprendait à Washington dans les milieux proches du Congrès que M. Kissinger aurait déclaré, au début du mois de juin au sénateur Jackson, que l'U.R.S.S. était prête à garantir que quarante mille juifs seraient autorisés, chaque année, à émigrer. La promesse soviétique, dont s'est fait l'écho le secrétaire d'Etat, aurait été accompagnée de la reconnaissance que certaines vexations visaient les Israéliens n'étaient pas conformes à la loi soviétique. Le sénateur Jackson, qui s'oppose à l'octroi à l'U.R.S.S. de la clause de la nation la plus favorisée, ne semble pas satisfait par cette promesse, car, à son avis, il ne s'agit que d'une faible augmentation de l'émigration autorisée actuellement.

Enfin, la Bibliothèque juive contemporaine de Paris signale plusieurs cas douloureux. Par exemple, celui du sinologue Vitaly Roubine, chassé de son travail depuis sa demande d'émigration en 1972. Arrêté le 12 avril, il est accusé respectivement de spéculation et de port d'arme illégale.

(Ces quelques exemples montrent qu'actuellement les autorités soviétiques tentent de condamner, pour des délits de droit commun, des personnes qui veulent quitter l'U.R.S.S.)

IMPORTANT ACCORD ENTRE L'UNION SOVIÉTIQUE ET UNE FIRME CHIMIQUE AMÉRICAINE

Le ministre soviétique du commerce extérieur a signé le jeudi 20 juin avec la société américaine Chemicon Construction Corp. (CHEMICON), qui fait partie du groupe General Tire and Rubber Co. un contrat d'un montant de 200 millions de dollars. Il s'agit là de la plus importante des ventes de produits chimiques de l'Union soviétique et une société privée américaine.

Chemicon Construction Co. va construire près du nouveau complexe industriel Togliatti, sur la Volga, quatre unités d'ammunition qui constitueront les premiers éléments d'une grande unité de production d'engrais qui sera mise dans les vingt années à venir.

A travers le monde

Birmanie

● DEUX MÉDECINS SOVIÉTIQUES faits prisonniers en avril 1972 en Birmanie par les rebelles de l'Armée nationale shan (N.S.A.) ont été libérés, annonce-t-on officiellement à Bangkok. M. Stanislav Victorovich, dentiste, et M. Boris Oragorjievitch, chirurgien travaillant dans le service de chirurgie dentaire de la ville de Tomy, au nord-est de la Birmanie, où ils furent enlevés. — (A.F.P.)

Corée du Sud

● LA CROIX-ROUGE SUICOÉENNE a proposé à l'organisation similaire nord-coréenne, par l'intermédiaire du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), une reprise de leurs négociations sur la réunion des familles divisées, négociations suspendues depuis juillet dernier. — (Reuters.)

Kenya

● SOIXANTE-SEPT PERSONNES ont trouvé la mort au cours de raids nocturnes dans le nord du Kenya par des bandits et voleurs de bétail, selon des sources de la région de janvier 1973 à avril 1974. Selon cette statistique, l'armée kenyana a tué sept bandits et trente voleurs ont été tués. — (Reuters.)

Liechtenstein

● LA PRÉSIDENT DE LA COUR SUPRÊME de la principauté, M. Walter Hildebrand, a été assassiné le 20 juin en plein tribunal d'un coup de pistolet par un ressortissant suisse. Reinhold Glatz, mécontent du jugement rendu dans un procès civil. — (A.F.P.)

Nations unies

● LA DÉLEGATION SOVIÉTIQUE A L'ONU s'élève dans une lettre adressée au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies qui présente, estime-t-elle, une image complètement déformée des activités soviétiques dans la région de l'océan Indien. Ce rapport, qui traite de la présence militaire des grandes puissances dans l'océan Indien, avait déjà fait l'objet d'expressions de réserve de la part du gouvernement français (voir Le Monde du 19 juin).

EUROPE

Autriche

L'élection présidentielle de dimanche s'annonce très serrée

Quelque cinq millions d'électeurs autrichiens doivent désigner, le dimanche 23 juin, le nouveau président de la République. Deux candidats sont en lice : M. Rudolf Kirchschlaeger, ministre des affaires étrangères, présenté par le parti socialiste (S.P.O.), et M. Alois Lugger, maire d'Innsbruck, qui défend les couleurs populistes.

Cette consultation anticipée est la conséquence de la mort au mois d'avril du président Franz Jonas. Le mandat de M. Jonas, qui avait été élu en 1971 après avoir été porté pour la première fois à la présidence en 1965, devait s'achever en 1977. L'élection présidentielle est en Autriche toujours très disputée, mais elle s'annonce cette année particulièrement serrée. Le vote est obligatoire.

De notre envoyé spécial

Schwarzenau. — « Notre sécurité repose sur trois piliers : une politique étrangère qui doit aider à faire comprendre aux autres Etats que notre République est démocratique et démocratique est nécessaire à la paix et à la coopération en Europe ; une politique de défense dans laquelle la sécurité est la composante militaire ; enfin un « oui » clair des citoyens à cette République. » Le discours de M. Alois Lugger, maire d'Innsbruck, s'adresse à la foule rassemblée sur la grand-place de cette bourgade de Haute-Autriche, située non loin de la frontière tchécoslovaque. Les quelques centaines de villageois rassemblés pour saluer le « Herr Bundesminister », écoutent avec attention cette dissertation sans paraître autrement troublés par l'averse qui s'abat soudain sur eux.

Ministre des affaires étrangères dans l'actuel gouvernement, M. Kirchschlaeger a choisi de faire campagne sur le thème de la sécurité. C'est un Tyrolien, il a le technique du ski, il a le sens de l'humour. C'est un homme qui connaît bien le thème et qui a fait de ce thème son cheval de bataille. Il parle avec lenteur, les lèvres bougent à peine, le débit est un peu monotone, le ton didactique. Le discours se déroule avec sérénité, sans clin d'œil à la foule ni familiarités. Le public se concentre pour suivre l'exposé de ce cours d'instruction civique pour grands débutants. On n'applaudit pas M. Kirchschlaeger, on l'écoute.

Pour une fois la propagande électorale a raison : elle présente M. Kirchschlaeger comme un « homme d'Etat » et c'est en effet avec une grande hauteur de vue qu'il s'exprime le candidat du parti socialiste à la présidence. Cela impose le respect, mais cela peut aussi le desservir, surtout face à un concurrent qui lui, a tout misé sur la bonhomie. Aussi la pétillante dame députée à la Diète de Basse-Autriche qui accompagne le ministre dans sa dernière tournée électorale, s'adresse-t-elle sur les qualités humaines du candidat.

« Il ne s'agit pas, s'écrit-elle, de faire ruisseler la télévision. Il ne s'agit pas de dire qu'on sera un président humain. Le Doktor Rudolf Kirchschlaeger lui, — et les « ra » vigoureux roulent à travers la petite place — a montré persévérance en Europe ; une politique de défense dans laquelle la sécurité est la composante militaire ; enfin un « oui » clair des citoyens à cette République. » Le discours de M. Alois Lugger, maire d'Innsbruck, s'adresse à la foule rassemblée sur la grand-place de cette bourgade de Haute-Autriche, située non loin de la frontière tchécoslovaque. Les quelques centaines de villageois rassemblés pour saluer le « Herr Bundesminister », écoutent avec attention cette dissertation sans paraître autrement troublés par l'averse qui s'abat soudain sur eux.

Cette facilité de contact paraît avoir servi le candidat populiste. Inconnu de plus de la moitié des Autrichiens il y a quelques mois, il talonne aujourd'hui son concurrent, si l'on en croit certains sondages. M. Kirchschlaeger, il est vrai, a joué de malchance. Au beau milieu de la campagne, le camp adverse a révélé que le candidat des socialistes avait appartenu pendant deux ans après la guerre au parti populiste. La nouvelle a fait sensation, surtout dans les rangs du S.P.O. Non seulement M. Kirchschlaeger n'était pas un « rouge » — en effet, catholique, il n'est pas membre du parti socialiste — mais encore voilà qu'on apprendait qu'il était connu naguère avec les « noirs ». Quitter un parti ou en changer est en Autriche pratiquement inconcevable. Pour certains militants socialistes, la pillule a été dure à avaler. Presque plus dure que la révélation du passé beaucoup moins glorieux des deux candidats.

La guerre, repêché par la même occasion : M. Lugger a été membre du « mauthausen », organisation paramilitaire d'extrême-droite et M. Kirchschlaeger a appartenu au front patriotique créé en 1934 par le chancelier Dollfus.

Malgré ce choc, la discipline de vote devrait jouer presque à plein chez les électeurs socialistes. Par contre, les communistes, refusant de choisir entre « blanc bonnet et bonnet blanc », ont appelé à voter nul. Il en est de même des gauchistes, dont les caricatures parlent du candidat Alois Kirchschlaeger. Si elles sont peu nombreuses, environ cinquante à soixante mille, — ces voix pourraient faire cruellement défaut au candidat du parti socialiste, au soir du scrutin. Pour M. Kirchschlaeger, la question reste, dans ces conditions, de savoir dans quelle proportion l'électorat du petit parti libéral, qui n'a pas donné de consigne de vote, lui accordera ses suffrages et si, d'autre part, son catholicisme progressiste lui permettra de mourir ici et là sur l'électorat populiste. En tout cas, l'issue de la consultation de dimanche s'annonce très serrée. Un dernier sondage publié jeudi par les populistes ne donnait pas plus de 1 % d'écart (soit environ cinquante mille voix) entre les deux candidats.

MANUEL LUCBERT.

Grande-Bretagne

Deux nouvelles défaites de M. Wilson aux Communes raniment les rumeurs d'élections prochaines

De notre correspondant

Londres. — Westminster vit depuis le jeudi 20 juin dans une fièvre électorale qui rappelle les plus beaux jours de janvier dernier, lorsque l'on attendait de M. Edward Heath, alors premier ministre, qu'il fixe la date des élections générales. Trois fois en l'espace de vingt-quatre heures, le gouvernement de M. Harold Wilson a été battu à la Chambre des communes, et l'on attend plus maintenant du premier ministre qu'il fixe une date pour une nouvelle consultation du pays.

Déjà mis en minorité mercredi par 161 voix sur un amendement à la loi de finances, le gouvernement a subi une double défaite, à l'issue d'un débat sur la suppression du tribunal des relations industrielles et sur les projets de nationalisations. Il n'a obtenu que 290 voix (contre 311 à l'opposition), d'abord sur un texte qu'il avait lui-même présenté, ensuite sur une motion des conservateurs et les libéraux ont voté contre le gouvernement avec les nationalistes écossais et les députés unionistes d'Irlande du Nord.

Outre ses échecs en séance, le gouvernement avait déjà subi quatre défaites en commission sur la loi de finances, et de nouvelles défaites sont à craindre la semaine prochaine. La « drôle de guerre » au Parlement est terminée. Comme l'a promis M. Heath, l'opposition, après trois mois de battement, s'est décidée à montrer les dents.

Dans de telles conditions, il est difficile pour M. Wilson de gouverner longtemps sans demander au pays de lui renouveler son mandat. Le problème est de savoir quand il convoquera les électeurs. Si certains observateurs n'ont pas une consultation au mois de juillet, la plupart continuent à croire que le premier ministre attendra l'automne, sans doute le début du mois d'octobre, pour se présenter devant le pays.

Les sondages donnent actuellement une avance de plus de 8 % aux travaillistes, ce qui se traduirait à la Chambre des communes par une confortable majorité d'environ 90 sièges, mais M. Wilson connaît les inconvénients d'une consultation anticipée : d'abord la période estivale n'est sûrement pas la

"QUESTIONS D'ACTUALITÉ" dirigée par F.-H. de Virieu

PIERRE PEAN

pétrole

la 3^e guerre mondiale

PIERRE GEORGES

avec la collaboration de :
PIERRE SALVAT • GILLES DELAMARRE • GERARD ALBOUY
JEAN-CLAUDE BUGUIN

champions à vendre

CALMANN-LÉVY

EUROPE

LA SUISSE EN QUÊTE D'UN VINGT-TROISIÈME CANTON

II. — L'enjeu du 23 juin

Par JEAN-CLAUDE BUHRER

Les citoyens de sept districts jurassiens du canton de Berne doivent dire par référendum, le dimanche 23 juin, s'ils veulent ou non constituer un nouveau canton suisse — le vingt-troisième. Dans un premier article (« le Monde » du 21 juin), Jean-Claude Buhrer a raconté le long combat des séparatistes. Depuis quelques années, les autorités de la Confédération se préoccupent de cette question. Suivant les recommandations d'une commission de bons offices, le gouvernement cantonal a mis au point une procédure d'autodétermination.

Delémont. — Pendant un quart de siècle, la question jurassienne a alimenté les passions. Partisans et adversaires de la séparation de la minorité francophone du canton de Berne se sont affrontés. Pourtant si les positions des deux camps demeurent irréductibles, la campagne qui s'achève n'aura pas été aussi vive que l'on craignait. Compte tenu de la portée de l'enjeu, le débat a été particu-

lièrement apaisé, mais il se livre essentiellement sur le plan des idées. Il n'y a pour ainsi dire pas eu d'incidents. A la veille d'un choix lourd de conséquences, nombre de jurassiens ont pris conscience de la menace d'éclatement que la procédure engagée par les autorités cantonales bernoises fait planer sur leur région.

Le plébiscite du 23 juin constitue la première étape d'un mécanisme aussi ardu et complexe que la question jurassienne elle-même. Le processus a été engagé grâce à une révision de la Constitution cantonale bernoise adoptée le 1^{er} mars 1970 et reconnaissant expressément le droit d'autodétermination à la minorité francophone. Dans une deuxième étape, les districts mis en minorité le 23 juin pourront, dans les six mois, soit demander à former un canton du Jura à territoire limité, soit rester dans le canton de Berne. Dans une troisième étape, à condition bien entendu que le canton du Jura à territoire limité soit créé, les communes limitro-

phes auraient deux mois pour décider de se joindre ou non au nouveau canton. Enfin un traitement particulier est réservé au district de langue allemande de Laufen. Si un nouveau canton francophone est créé, il pourra rester bernois ou demander son rattachement soit au canton de Bâle, soit à celui de Soleure.

Après le refus du Parlement bernois de voter le Jura d'un véritable statut d'autonomie et la dissolution qui s'ensuivit parmi les éléments modérés, le gouvernement cantonal se résigna à déclencher le processus d'autodétermination. Le Rassemblement jurassien avait d'abord vivement critiqué la procédure adoptée, dont il dénonçait le caractère « machisavélique ». S'ils n'avaient cessé de réclamer l'organisation d'un plébiscite, les autonomistes estimaient qu'il devait être réservé aux habitants de langue française et que les jurassiens éta-

blés dans d'autres cantons devaient également être consultés. Or, le 23 juin, c'est l'ensemble de la population de sept districts jurassiens, y compris les citoyens de langue allemande, qui sera appelé à se prononcer. Aux yeux des séparatistes, cela pourrait fausser le résultat du scrutin. Néanmoins, après de longues hésitations, le Rassemblement jurassien a accepté d'entrer dans le jeu et a décidé de faire campagne

en faveur du « oui » tout en contestant les modalités d'application du référendum d'autodétermination. En même temps, les autonomistes ont déjà clairement fait savoir qu'en cas de majorité du « non », ils demanderaient immédiatement, comme le prévoient les nouvelles dispositions constitutionnelles, la création d'un canton du Jura à territoire limité aux seuls districts favorables à la séparation.

La prise du pouvoir à portée de la main

« La prise du pouvoir cantonal est désormais à portée de la main », déclare sans ambages, M. Roland Béguelin, animateur du mouvement séparatiste. « Au début, ajoute-t-il, nous avions envisagé de saboter le plébiscite, de rendre inopérant. Mais devant l'impudence des militants et les encouragements des autorités fédérales, nous avons saisi l'occasion qui nous est offerte de créer, coûte que coûte, un vingt-troisième canton suisse, même à territoire limité. Notre « oui » entrainera la constitution d'un nouveau canton comprenant au minimum les districts de Porrentruy, Delémont et de Franches-Montagnes, plus le territoire nord du district de Moutier, il aura une superficie supérieure à celle du canton de Neuchâtel et comptera près de 70 000 habitants. »

« Plus industrialisés que la moyenne fédérale, le nouveau canton sera certainement viable, comme en témoignent le projet de budget établi par un économiste du service des finances de Genève, poursuit M. Béguelin. Doté de ses propres institutions, le Jura sera mieux armé pour défendre ses intérêts, donc relancer son économie. Il est aussi dans l'intérêt des jurassiens du sud de voter « oui », sinon ceux-ci ne représenteraient plus que 7 % de la population du canton de Berne, et seraient donc réduits à la portion congrue. »

Le secrétaire général du Rassemblement jurassien est catégorique sur un point : « Notre lutte, affirme-t-il, ne cessera que le jour où les six districts francophones seront regroupés dans un canton du Jura indépendant et souverain. Un canton du Jura à territoire limité entrainerait immédiatement en conflit avec Berne pour revendiquer les territoires du sud. C'est pourquoi le seul moyen de préserver l'unité du Jura et de rétablir la paix intérieure est de voter oui le 23 juin. »

Les positions des antiséparatistes sont tout aussi tranchées. Contrairement aux autonomistes, ils estiment qu'il n'y a qu'un moyen d'éviter l'éclatement du Jura : maintenir le statu quo. Ils ont également annoncé qu'ils ne se donneraient pas pour bat-

tus si la oui l'emportait le 23 juin. Ils entreprendraient aussitôt les démarches nécessaires pour permettre aux districts qui le désirent de demeurer au sein du canton de Berne. « Les habitants du Jura bernois, observe M. Roland Staehli, l'un des chefs de file des adversaires de la séparation, sont des hommes libres jouissant de mêmes

L'ANCIEN EVÊCHÉ DE BALE

D'une superficie de 1 468 kilomètres carrés pour quelque cent quarante mille habitants — soit 15 % de la population du canton de Berne, l'ancien évêché de Bâle comprend cent quarante-cinq communes réparties dans sept districts, dont six de langue française (Courmayeur, La Neuveville, Moutier, Delémont, Franches-Montagnes, Porrentruy) et un de langue allemande, Laufen.

Selon le dernier recensement, le Jura compte 58 % de catholiques (majoritaires dans les quatre districts du Nord) et 41 % de protestants (majoritaires dans les trois districts du Sud). 77 % de l'ensemble de la population sont francophones et 22 % se déclarent de langue allemande. Par son étendue, le Jura viendrait au dixième rang des cantons suisses et au seizième rang par sa population. Grâce à l'habitat rural et à la métallurgie, il est un peu plus industrialisé que la moyenne des cantons suisses : 9 % de la population active travaillent dans l'agriculture, 66 % dans l'industrie et l'artisanat, enfin 25 % dans le commerce et les services.

droits que leurs concitoyens du reste du canton. Grâce aux révisions constitutionnelles, ils ont déjà obtenu un statut de minorité parfaitement valable. Nous rejetons toute politique fondée sur les concepts de l'éthnie. Nous ne sommes pas à ceux qui veulent tracer de nouvelles frontières au moment où l'on souhaite un rapprochement des peuples. »

Le Nord et le Sud

En fait, la campagne pour le scrutin du 23 juin a révélé la permanence d'indéniables divisions entre jurassiens. Ces divergences sont à l'image d'un pays compartimenté, au relief accidenté traversé par des chaînes de montagne et des gorges étroites qui, aujourd'hui encore, rendent difficiles les communications entre les vallées. « Le Jura est un tout dont un pan est suisse, l'autre français », explique l'historien Victor Erard. Une barrière est perceptible entre le Nord catholique et le Sud protestant. Historiquement déjà les districts méridionaux ont entretenu des liens plus étroits avec Berne et l'émigration allemande était plus forte. Les gens du Sud sont aussi d'apparence plus réservée que leurs compatriotes du Nord, qui ont tendance à regarder davantage vers la France.

Ce clivage était déjà apparu lors du référendum de 1959. Il a été confirmé lors du renouvellement, le 5 mai dernier, du Parlement cantonal. Alors que les trois districts du Nord ont généralement élu des députés favorables à l'autonomie, ceux du Sud ont donné la préférence à des candidats antiséparatistes, ce qui laisse présager un résultat serré le 23 juin.

Pendant toute la campagne, les forces en présence ont mis l'accent sur la nécessité de sauvegarder l'unité du Jura. Mais tout porte à croire que l'on s'achemine vers un éclatement de la région francophone. Pris entre les deux camps, le Mouvement pour l'unité du Jura, qui a conseillé l'abstention ou le vote blanc, s'est retrouvé en porte à faux. D'ailleurs, au cours des dernières semaines, plusieurs personnalités de la troisième force se sont ralliées soit au oui soit plus rarement au non. Quant aux princi-

aux partis politiques, ils marquent un certain embarras. Seuls les agrariens se sont ouvertement prononcés en faveur du non et les démocrates chrétiens ont fait campagne pour le oui. Mais radicaux et socialistes ont préféré laisser la liberté de vote à leurs sympathisants.

Etant donnée la détermination des autonomistes, la création d'un vingt-troisième canton au sein de la Confédération paraît désormais inéluctable. Le principal enjeu du scrutin du 23 juin est donc de savoir quelle en sera l'étendue. L'un des points chauds de la bataille est la cité de Moutier, située à cheval sur le nord et le sud du Jura, et que les deux camps se disputent ardemment. Pour assurer la régularité du référendum du 23 juin les autorités fédérales ont nommé cinquante observateurs chargés de surveiller la déroulement du scrutin. C'est la première fois que le gouvernement helvétique collabore directement à une consultation pilote organisée par un canton.

FIN

RIDEAUX VOILAGES
Marcel SELCER
Maître Artisan Tapissier
1, Impasse Druinot
Paris 12 628.35.30

« Rencontres à la Fnac »

Une formule qui, autour des nouveaux livres, ouvre le dialogue entre les auteurs, les critiques et le grand public

Le livre est un échange entre les hommes. Encore faut-il qu'il trouve son public.

Le rôle du libraire n'est donc pas seulement de vendre des livres, mais de faciliter l'accès d'une œuvre à son public. C'est pourquoi, autour d'un livre, autour d'une œuvre, autour d'un thème, la Fnac a imaginé ces « Rencontres à la Fnac ». Auxquelles participent des auteurs, des critiques, des spécialistes de tel sujet qu'étudie tel ouvrage... et surtout le public.

Ainsi pourra s'établir un dialogue direct entre ceux qui écrivent et ceux pour qui ils ont écrit. (Et, si on ne s'arrête pas aux frontières strictes de la littérature, pourquoi ne pas étendre ce dialogue à d'autres formes

d'expression — qu'elles soient théâtrales, ou cinématographiques, ou autres...)

Il reste qu'une telle formule, parce qu'elle est neuve et parce qu'elle prévoit un contact permanent, pose des problèmes de mise au point.

A partir de l'idée, il fallait donc vérifier la qualité de l'accueil qui pouvait lui être fait. S'assurer des participations. Trouver le rythme et le ton.

Cela valait un « galop d'essai ». Qui, depuis le début du mois, est en train de se faire. Mais qui, dès maintenant, a vérifié le bien-fondé de la formule.

Il fallait ces « Rencontres à la Fnac » parce qu'elles correspondent à un besoin des auteurs, à un besoin du public, à un besoin qu'a la littérature d'être en contact avec son temps et l'actualité des hommes.

Les « Rencontres à la Fnac » vont donc se poursuivre jusqu'au 6 juillet. Et puis s'arrêter.

Parce que les vacances seront là. Et parce qu'il est nécessaire de dégager tous les enseignements de cette tentative pour sortir le livre du ghetto intellectuel et social où il s'enferme volontiers.

Ceci permettant de reprendre en septembre (et, cette fois-ci, pour longtemps) ce dialogue dans une librairie que sont les « Rencontres à la Fnac ».

Sous la seule réserve des places disponibles, ces « rencontres » sont ouvertes à tous les publics. Pour y assister, il suffit de retirer une invitation (gratuite) à Fnac-Montparnasse, 6 jours avant chaque manifestation prévue au programme.

Samedi 22 juin, 15 h-20 h	
Le cinéma au féminin (projections et débats).	... avec des films, et la participation de Yvonne Bellon, Paule Delsol, Nelly Kaplan, Agnès Varda.
Mardi 25 juin, 18 h-20 h	
Les chansons et les poésies de la résistance. (A partir du livre de Pierre Seghers : « La résistance et ses poètes », Seghers éd.)	... avec Pierre Seghers et Marcel Mouloudji.
Mercredi 26 juin, 18 h-20 h	
L'actualité du livre.	... présentée par le Club des Critiques (*).
Jeudi 27 juin, 18 h-20 h	
Vendre en français. (Débat sur l'étiquetage des produits de consommation.)	... avec Alain Fantaplé (Haut-Comité de la langue française) et Jacques Cellard (Langue et Communication).
Vendredi 28 juin, 18 h-20 h	
Débat sur la poésie d'aujourd'hui. (A partir du livre de Jean-Claude Renard : « Notes sur la poésie », éd. Le Seuil et du livre de Michel Deguy : « Actes » chez Gallimard.)	... avec les auteurs, Georges-Emmanuel Clancier et Jean-Pierre Prévost (réalisateur de l'émission tv « Les Poètes »).
Samedi 29 juin, 15 h-20 h	
La censure et l'antocensure cinématographiques. (Débats et projections.)	... avec Henri Chapier (Le Quotidien de Paris) et Pierre Kast (réalisateur).

Mardi 2 juillet, 18 h-20 h	
Science-Fiction, aujourd'hui et demain. (A partir du livre d'André Ruellan : « Tunnel », Lafont éd.)	... avec l'auteur, Jacques Sadoul (éd. « J'ai lu »), Raphaël Sorin (coll. « Champ libre ») et Robert Lout (coll. « Dimensions », chez Calmann-Lévy).
Mercredi 3 juillet, 18 h-20 h	
L'actualité du livre.	... présentée par le Club des Critiques (*).
Jeudi 4 juillet, 18 h-20 h	
Jean Renoir... à partir des livres de Jean Renoir : « Ma vie et mes films » (Flammarion éd.) et « Écrits 1926-1971 » (Belfond éd.).	... avec André Bercoff (directeur littéraire chez Belfond), Claude Gautier (« Du Cinématographe », en collaboration avec Jean Cocteau) et plusieurs réalisateurs. Avec la projection d'un court-métrage inédit : « Jean Renoir, directeur d'acteurs ».
Vendredi 5 juillet, 18 h-20 h	
Débat sur le livre et la mer. (A partir du livre d'Alain Colas : « Mon tour du monde pour une victoire ».)	... avec Etienne Lalou, avec Gérard Janichon et Jérôme Ponce (qui ont bouclé le tour du monde sur le Damien), J.-P. Abraham (du Centre nautique des Glénans); animation par Claude Chebel (France-Inter).
Samedi 6 juillet, 15 h-20 h	
Les métiers du cinéma. (Débats et projections.)	... avec la participation de producteurs, réalisateurs, acteurs et critiques de cinéma.

(*) Ont accepté de participer régulièrement au « Club des Critiques » : Gilles Anquetil (les Nouvelles Littéraires), Claude Bonnefoy (la Quinzaine littéraire), Jean-Louis Bory (le

Nouvel Observateur), Jean-Jacques Brochier (le Magazine littéraire), Françoise Dacout (Elle), Jean-Frédéric (le Nouvel Observateur), Jean-François Josselin (le Nouvel Observateur),

Robert Kanters (le Figaro), Gilles Lapouge (Ouvrez les guillemets), Jean Prasteau (le Figaro), Jean-Dieter Wolfrömm (le Magazine littéraire).

Les invitations peuvent être retirées à Fnac-Montparnasse - 136, rue de Rennes, Paris 6^e (à partir du 6^e jour précédant chacune des Rencontres)

صوتنا في العمل

EUROPE

Portugal

Tandis que les postiers mettent fin à leur grève

M. Alvaro Cunhal se prononce pour une véritable indépendance des territoires d'outre-mer

Lisbonne (A.F.P., A.P.). — Les employés et ouvriers des postes et télécommunications, qui étaient en grève générale depuis lundi, ont repris le travail, jeudi 20 juin, sans avoir obtenu satisfaction. Cette grève, qui touchait trente mille travailleurs, était considérée comme la plus grave

que le Portugal ait connue depuis l'installation du nouveau régime. Son échec apparaît comme une victoire des partis de gauche, membres de la coalition gouvernementale et de l'intersyndicale portugaise, proche du parti communiste.

la situation y est différente de celle qui existait au Chili avant la chute du régime Allende.

« Nous faisons confiance aux forces armées »

Un vaste plan d'intervention des forces armées dans les principaux bureaux de postes et télécommunications devait être mis à exécution jeudi matin en vue de rétablir l'activité des services, indiquent de multiples sources, indépendantes de l'un ou l'autre des partis armés et de l'autre du premier ministre. Le déclenchement de l'opération a été suspendu dès l'annonce de la fin de la grève, précisent ces communiqués.

Le communiqué du premier ministre ajoute que ce plan avait été préparé à la demande du gouvernement et dans une totale indépendance de vues avec les forces armées. Il précise que le gouvernement est prêt à mettre immédiatement en vigueur le nouveau barème de salaires proposé à la commission syndicale au cours de la dernière séance de négociations des que celui-ci aura été accepté par les travailleurs des P.T.T. Ce nouveau barème implique une augmentation des charges salariales et sociales de l'ordre de 430 millions d'escudos (88 millions de francs). On rappelle que la proposition gouvernementale a été refusée par la commission syndicale, qui a retiré son cahier de revendications et décidé la fin de la grève en raison, disait-elle, de la détérioration du mouvement provoquée par « les manœuvres de division du parti communiste et de ses alliés ».

Dans une interview accordée aux agences de presse étrangères, M. Cunhal, secrétaire général du parti communiste portugais, a déclaré de son côté : « Un danger fasciste subsiste au Portugal, mais

M. Alvaro Cunhal, qui est aussi ministre du gouvernement provisoire, a précisé que les forces armées portugaises, qui ont fait le 25 avril avec l'appui des masses populaires, ne peuvent être comparées à l'armée des généraux chiliens. Pourtant, selon M. Cunhal, « la réaction au Portugal a su tirer les enseignements du coup d'Etat de Santiago. Elle veut, dit-il, utiliser le même processus de pressions économiques et se servir des revendications légitimes du peuple pour créer un climat d'insécurité et paralyser les branches essentielles de l'économie en vue de détruire l'ordre démocratique qui se bâtit au Portugal. Le fascisme, a déclaré M. Alvaro Cunhal, a encore des positions dans l'appareil d'Etat et dans la société portugaise. Il y a aussi l'influence de grands groupes napoléon protégés par le fascisme et qui détiennent encore le pouvoir économique à défaut du pouvoir politique. Nous sommes attentifs à ce danger et nous faisons confiance aux forces armées. »

Interrogé sur les raisons de la participation du parti communiste au gouvernement provisoire, M. Alvaro Cunhal a déclaré que « la coalition actuelle constitue une alliance de forces sociales et politiques très différentes mais qui ont deux objectifs essentiels : détruire la ma-

chine d'Etat fasciste pour construire un nouvel Etat démocratique et en finir avec la guerre coloniale ».

A propos de l'activité des mouvements gauchistes, le secrétaire général du parti communiste portugais a déclaré que son réel danger était de faire le jeu de la réaction. « Ce n'est pas un danger révolutionnaire et d'ailleurs nous avons aussi des objectifs ultérieurs qui dépassent bien le programme du mouvement des forces armées », a-t-il déclaré.

En ce qui concerne le problème colonial, M. Alvaro Cunhal a souligné que le programme du mouvement des forces armées comporte deux points essentiels, à savoir : « La reconnaissance du fait que la solution est politique et non pas militaire, et la volonté d'en finir vite avec la guerre. » « Il y a aussi, a-t-il dit, la reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance et c'est un progrès important. » Cependant, estime le secrétaire général du parti communiste portugais, « il y a des forces sociales et politiques qui envisagent d'une façon différente les moyens pratiques de parvenir à ce résultat. Autodétermination ou indépendance n'ont pas encore une signification identique pour toutes les forces participant au gouvernement ». En ce qui concerne le parti communiste, M. Cunhal a rappelé sa position bien connue selon laquelle la solution repose sur la reconnaissance du droit des peuples de Guinée-Bissau, Angola et Mozambique à l'autodétermination et à l'indépendance, « à une indépendance qui ne signifie pas la substitution de la domination coloniale par une autre forme de domination coloniale ou néo-coloniale ».

LE P.A.I.G.C. MENACE DE REPREDRE LA LUTTE ARMÉE « JUSQU'À LA LIBÉRATION TOTALE »

Dakar (A.F.P.). — Radio-Liberté, station émettrice du P.A.I.G.C. (Parti pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et les Îles du Cap-Vert), affirme, dans un commentaire en langue portugaise capté jeudi à Dakar, qu'un refus, de la part du Portugal, d'accepter les principes énoncés par le P.A.I.G.C., ne pourrait conduire qu'à « une réactivation de la lutte armée jusqu'à la libération totale ».

Enonçant ces principes, le radio a, par ailleurs, donné lecture du texte complet du programme de ce mouvement qui, depuis sa remise à jour par le congrès du P.A.I.G.C. de juillet 1973, n'avait jamais été publié intégralement.

En ce qui concerne les relations entre la Guinée-Bissau et le Cap-Vert, qui furent l'un des points d'achoppement des négociations de Londres et d'Alger, le programme prévoit l'unité des deux pays dans l'indépendance, la forme restant à définir par les représentants des deux peuples.

A la Mutualité

MM. MARCHAIS ET VITORIANO CRITIQUENT L'ACTION DES GROUPES « GAUCHISTES »

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, et José Vitoriano, membre de la commission exécutive du comité central du parti communiste portugais, ont dénoncé d'une même voix, le jeudi 20 juin, à la Mutualité, le risque que fait peser, d'après eux, l'action des groupes « gauchistes » sur l'expérience portugaise. Pour M. Marchais, ces « pseudo-révolutionnaires » veulent déstabiliser le large rassemblement des forces populaires et de l'armée au Portugal. Alors qu'on ne les a guère vus à l'œuvre dans la lutte antifasciste, ils se livrent à une démagogie effrénée et s'efforcent de créer un climat d'insécurité. Naturellement, leurs homologues français leur emboîtent le pas. Ces bassesses déshonorent leurs auteurs ».

M. José Vitoriano a, de son côté, vivement critiqué ces « groupes d'aventuriers irresponsables qui se déclarent de gauche et font le jeu de la réaction ». Il souligne la fragilité de l'équilibre politique portugais et met en garde les travailleurs contre le risque de compromettre cet équilibre en désorganisant la vie économique.

Dédié à ceux à qui la vie a manqué pour raconter...

Soljénitsyne

Soljénitsyne

L'archipel du Goulag

Seuil

SEUIL

Architectes, Avocats,
Dentistes, Médecins,
Bureaux d'études,
Experts comptables, etc.
... et toutes
professions libérales.

A Courbevoie
dans le cadre de
la nouvelle résidence
Montjoie-Saint-Denis
Place Hérod, face à l'Hôtel de Ville

1200m² de locaux
à usage
professionnel
à vendre

sur 2 niveaux
Disponibles : fin 1974
Prêts bancaires possibles
Prix moyen : 2620 F le m²
Locaux archives : 778 F le m²

Renseignements et
bureaux de vente sur place
tous les jours de 14 h 30 à 18 heures



SEMICLE
Société d'Immobilier pour la Construction de Logements Économiques
5 av. Barle-Aubert
75008 Paris
766 5176

ROSA
VOLAGE
Marcel S
L'Agence
Paris 12

EUROPE

Allemagne fédérale

Le Bundestag a ratifié le traité normalisant les relations avec la Tchécoslovaquie

De notre correspondant

Bonn. — Le Bundestag a ratifié, le jeudi 20 juin, par 232 voix contre 190, le traité normalisant les relations entre la République fédérale d'Allemagne et la Tchécoslovaquie. Ce texte, dont la mise au point avait été très longue et laborieuse, avait été signé le 11 décembre 1973 à Prague par le chancelier Brandt et M. Lubomir Strougal, président du conseil des ministres tchécoslovaque. Par ce traité, la R.F.A. et la Tchécoslovaquie déclarent « comme nul l'accord de Munich du 29 septembre 1938, pour ce qui concerne leurs relations mutuelles », s'engagent « à ne pas recourir à la menace ou à l'emploi de la force » et reconnaissent l'inséparabilité des frontières.

Le débat au Bundestag, qui a duré deux jours, n'a apporté aucun élément nouveau. Le gouvernement fédéral et les partis de la coalition d'une part, l'opposition chrétienne-démocrate d'autre part, ont rappelé leurs positions traditionnelles sur l'Ostpolitik. Le chancelier Helmut Schmidt a déclaré que le traité de Prague méritait une large majorité, car il permet de faire sortir les Allemands et les Tchécoslovaques « du cercle vicieux de l'injustice ».

L'opposition des chrétiens démocrates

M. Schmidt n'a pas été entendu. A quelques exceptions près, les députés chrétiens-démocrates ont voté comme un seul homme contre la ratification. Leur argumentation n'a pas varié depuis les traités de Moscou ou de Varsovie. Ils se déclarent, au fond, d'accord avec le gouvernement fédéral sur le but général de sa politique, mais ils estiment ne pas pouvoir accepter la traduction diplomatique de celle-ci. Le porte-parole de l'opposition pour la politique à l'Est a regretté que le traité de Prague crée plus de problèmes qu'il n'en résout, les deux parties interprétant différemment la clause sur la « nullité » de l'accord de Munich. Le traité

est déséquilibré, a-t-il déclaré en substance, parce que les revendications des Tchécoslovaques ont été satisfaites dans le texte du traité lui-même, alors que les demandes de la République fédérale sont seulement prises en considération dans d'obscurs documents annexes.

Cette argumentation n'a pas convaincu M. Herbert Wehner, président du groupe parlementaire social-démocrate. Il a accusé la C.D.U.-C.S.U. d'accorder, « sous une forme déguisée, ses faveurs à une politique qui a été, et est, pour être dirigée vers la destruction de l'Etat tchécoslovaque. Plus mesuré, M. Egon Bahr, architecte de la politique à l'Est, qui est redevenu simple député après la démission de M. Brandt, a déclaré que les traités avec l'Europe de l'Est avaient permis à la République fédérale d'avoir une influence et un poids supplémentaire dans le monde. Aucun Allemand, a-t-il dit, n'a perdu quoi que ce soit, « si ce n'est des illusions ».

La C.D.U.-C.S.U. a annoncé qu'elle se prononcerait contre la ratification du traité, dès ce vendredi au Bundestag. Cependant, l'opposition du Bundestag peut être levée grâce à la majorité absolue dont la coalition libérale-socialiste dispose au Bundestag.

DANIEL VERNET.

DIPLOMATIE

S'ADRESSANT AU CORPS DIPLOMATIQUE

« La politique extérieure de la France portera la marque du changement » déclare M. Giscard d'Estaing

Devant tout le corps diplomatique, réuni au palais de l'Élysée, le jeudi 20 juin dans l'après-midi, M. Valéry Giscard d'Estaing a défini les grandes lignes d'une politique extérieure qui, a-t-il dit, portera la marque du changement. Le chef de l'État a présidé les trois points de son premier discours de politique internationale qu'il prononce depuis son accession à l'Élysée, le chef de l'État a présidé les trois points de son premier discours de politique internationale qu'il prononce depuis son accession à l'Élysée, le chef de l'État a présidé les trois points de son premier discours de politique internationale qu'il prononce depuis son accession à l'Élysée.

1) « Le changement veut dire, en premier lieu, qu'après bien des années de l'histoire, la France s'est réconciliée avec elle-même et qu'elle veut désormais consacrer ses forces, son imagination et son talent à forger son avenir. Elle le fera en restant elle-même, c'est-à-dire libre de ses engagements et maîtresse de ses décisions. »

2) « Il signifie ensuite que la France mettra son dynamisme au service de la coopération internationale la plus étendue et la plus concrète. A la grande tâche de l'union de l'Europe, dans laquelle elle est engagée aux côtés de ses partenaires de la Communauté, elle apportera sa détermination. Aux efforts heureusement entrepris pour promouvoir la détente et la profonde compréhension entre tous les peuples de notre continent, elle ajoutera ses propres efforts d'organisation économique ou sociale, elle donnera son soutien actif. »

3) « Ce changement signifie enfin que la France, confirmant et accentuant sa mission libérale, fera tout ce qui dépend d'elle pour contribuer à l'achèvement d'une ère nouvelle dans les relations internationales fondées sur le respect et l'estime mutuels, sur un esprit de compréhension et de liberté, et pour que tombent partout dans le monde, sous la pression des peuples, les barrières de la contrainte et de l'intolérance. Elle espère aussi introduire dans les rapports entre les États plus de simplicité, plus de confiance et, oserai-je le dire, plus d'optimisme. »

En jaquette

C'est en jaquette et en pantalon rayé que M. Giscard d'Estaing, entouré du premier ministre, M. Chirac, du ministre des affaires étrangères, M. Sauvagnargues, du ministre de la coopération, M. Abelin, et du secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. Desreumaux, a reçu ses hôtes. En revanche, dans la cour, les diplomates n'ont pas touché le lapis rouge habituel ni les gardes à cheval casqués ; ils ont été accueillis par des marches militaires jouées par la musique de la garde républicaine.

LA DÉCLARATION ATLANTIQUE

« La liberté de décision de la France est intégralement préservée » affirme M. Sauvagnargues

« Je suis pleinement satisfait de la réunion de l'OTAN d'Ottawa, tant pour ce qui concerne l'avenir de l'alliance que pour ce qui concerne les positions françaises que j'avais décrites avant mon départ, qui ont été intégralement maintenues, et sur lesquelles nous avons obtenu plein succès », a déclaré M. Sauvagnargues, ministre des affaires étrangères, le jeudi 20 juin au micro de France-Inter. « Il fallait, comme je l'ai dit avant mon

départ, préserver la liberté de décision non seulement de la France, mais de ses partenaires européens. C'est ce qui a été intégralement fait (...). » A ajouté le ministre.

Parlant de ses entretiens avec M. Kissinger, M. Sauvagnargues a dit : « Je ne voudrais absolument pas présenter cette affaire en termes de match entre moi-même et M. Kissinger. (...) Je dois souligner qu'il n'y a pas victoire parce que des deux côtés un esprit raisonnable a prévalu et que le secretaire d'Etat américain (...) s'est montré (...) d'un esprit coopératif qui me laisse bien augurer de la suite. Maintenant que cette équivoque est levée, il faut bien le dire, les Américains étaient à l'origine responsables parce que ce sont eux qui ont soulevé cette affaire, — cette hypothèse est maintenant levée sur nos relations, je crois qu'on peut avoir un espoir raisonnable que tout cela va évoluer dans des conditions acceptables. »

Le texte (de la déclaration atlantique) est bon, a conclu M. Sauvagnargues (...). Pour ses passages les plus intéressants, il est dû à mon prédécesseur, M. Robert et M. Kissinger a tenu lui aussi à le rappeler. Mon rôle à moi a été de mettre la machine sur les rails. Je n'ai pas fait beaucoup plus, mais je dois qu'il n'est quand même pas tout à fait inutile de rappeler que c'est une querelle qui durait déjà depuis d'assez longs mois et qui est maintenant terminée. »

La vingtième assemblée de l'Union de l'Europe occidentale, qui s'était ouverte le mardi 18 juin, a clos ses travaux jeudi en fin de matinée après avoir adopté deux rapports :

— celui de M. Jung (C.D.P. belge) sur « la sécurité en Méditerranée » par 28 voix contre 9. Le document constate que « la défense européenne ne peut avoir une autre base que l'OTAN ». Il demande à la France de reprendre dans le cadre de l'OTAN son « ancienne responsabilité de commandement en Méditerranée occidentale ».

— celui de M. Leynen (démocrate chrétien belge) sur les obstacles à l'union politique de l'Europe par 46 voix contre 1. Ce rapport déplore « l'absence d'une harmonisation des points de vue européens dans le domaine de la sécurité ». Il réclame « la création, dans le cadre de l'Union européenne, d'un centre de décisions politiques en matière de politique étrangère ».

A ce propos, on commente avec intérêt, dans les couloirs de l'Élysée, la décision prise par Sir John Peel, président sortant de l'Assemblée, de poser sa candidature au poste de secrétaire général de l'U.E.O., qui sera vacant le 1^{er} octobre prochain. Cette candidature répondrait aux vœux émis par l'Assemblée que le prochain secrétaire général soit désormais « une personnalité politique ».

Mercredi, l'Assemblée de l'U.E.O. a mis en échec une nouvelle offensive britannique pour institutionnaliser les consultations de l'Europe avec les États-Unis.

Le mouvement pour l'indépendance de l'Europe : un document vide de contenu.

De son côté, le mouvement pour l'indépendance de l'Europe, qui groupe essentiellement des gauchistes, a présidé (M. Gorse (U.D.R.), ancien ministre, estime dans un communiqué que « la déclaration atlantique adoptée à Ottawa est un document vide de contenu réel ». « Aucune perspective, disposition ou contrainte nouvelle n'y apparaît, poursuit le M.I.E. Cette déclaration ne traduit en rien le projet de nouvelle charte atlantique proposée en mai 1973 par M. Kissinger, qui suggérerait une communauté économique et politique intégrée sous tutelle américaine. Dès lors, rien s'oppose à l'accepter. Mais l'on pourrait aussi poser la question inverse : pourquoi l'avoir signée ? »

La conférence de Caracas sur le droit de la mer

(Suite de la première page.)

Quelques heures avant l'ouverture de la séance inaugurale, M. John Stevenson, chef de la délégation américaine, a annoncé, au cours d'une conférence de presse, que les États-Unis sont disposés à négocier un traité de sept points. Le premier établit la limite des eaux territoriales à 12 milles marins (contre 3 milles actuellement). Aux conférences précédentes, en 1958 et 1960, Washington s'était opposé à cette mesure, qui a pour effet d'étendre le droit de navigation et de survol notamment. Aujourd'hui, la limite de 3 milles, qui correspondait à la distance parcourue par un boulet de canon, est anachronique. De nombreux pays ont étendu unilatéralement la limite, dans certains cas jusqu'à 200 milles, ce qui fait l'objet de nombreuses contestations.

En inaugurant la conférence, M. Carlos Andrés Pérez, chef de l'État vénézuélien, a vivement critiqué les organisations internationales qui sont, à ses yeux, « l'instrument des grandes puissances ». Il s'est prononcé en faveur d'une « éthique des ressources marines, qui oppose les valeurs de l'équité et de la justice aux simples considérations matérielles » sur lesquelles se fonde la politique des Grands.

M. Kurt Waldheim a déclaré ensuite que l'essentiel était d'éviter que ne se reproduise l'expérience négative des conférences de 1958 et 1960. Il souhaite que la conférence puisse établir une nouvelle convention capable de régler les problèmes sans en créer de nouveaux. Le danger, à ses yeux, est de remplacer « les règles qui régissent sur terre par de nouvelles règles sur mer ». Or, l'enjeu est considérable, car « on s'est aperçu que les ressources marines sont immenses ». Il a souligné la nécessité de trouver les moyens d'adapter la future convention aux nouvelles données qui ne manqueront pas d'apparaître dans l'avenir, de telle sorte que cette convention ne tombe pas en désuétude peu de temps après avoir été adoptée.

Enfin, M. Shirley Amerasinghe, chef de la délégation de Sri-Lanka (Ceylan) et président de la conférence, affichant un certain scepticisme après l'exhortation du secrétaire général des Nations unies, a déclaré que si la conférence ne parvenait pas à mettre au point une convention — crainte exprimée par la majorité des participants — il serait bon qu'elle en pose au moins les fondements. Une nouvelle conférence pourrait d'ailleurs se tenir à Vienne l'an prochain.

M. Stevenson a précisé que les États-Unis n'ont pas d'intention d'étendre unilatéralement la limite de leurs eaux territoriales à douze milles. Le programme américain ne présente pas de garantie que les pays en voie de développement possédant des ressources minières seront protégés contre la concurrence des pays qui disposent d'une technologie hautement

Libre passage dans les détroits

Les six autres points de la proposition américaine sont : libre passage dans les détroits internationaux, sans discrimination d'aucune sorte ; extension de la juridiction des États riverains sur les ressources biologiques et non biologiques situées au-delà des eaux territoriales ; édition de mesures pour la protection des océans et des côtes contre la pollution ; pour l'exploitation des fonds marins à grande profondeur, mise au point de règlements internationaux destinés à protéger cet « héritage commun de l'humanité » ; protection des intérêts de toutes les nations dans l'acquisition et la diffusion des connaissances scientifiques océanographiques ; établissement d'un système d'arbitrage susceptible de remplacer une fois pour toutes le droit du plus fort par le droit et la justice. »

M. Stevenson a précisé que les États-Unis n'ont pas d'intention d'étendre unilatéralement la limite de leurs eaux territoriales à douze milles. Le programme américain ne présente pas de garantie que les pays en voie de développement possédant des ressources minières seront protégés contre la concurrence des pays qui disposent d'une technologie hautement

les GS parlent franc.

Les GS ne racontent jamais d'histoires. Quand elles disent qu'elles consomment moins de 7 litres aux 100 à 90 km/h, vous pouvez les croire sur parole : leur coefficient de pénétration dans l'air est exceptionnel. Quand elles se disent être en avance sur leur temps vous pouvez les croire aussi : à l'heure actuelle, ce sont les seules de leur catégorie à être dotées d'une suspension hydropneumatique. Enfin, quand elles vous disent qu'elles ne sont pas chères, elles ont bien raison. Il vous suffit de comparer leur prix à celui de leurs concurrentes. Les GS parlent franc, et c'est bien agréable.

Parce que un litre est un litre, un franc est un franc.



La gamme GS commence à 14400F (plus frais de transport et de mise à disposition).

CITROËN TOTAL

CITROËN GS

صوتك في المستقبل

Lisez

Le Monde des Philatélistes

En Auvergne M. Giscard d'Estaing célébrera dimanche le 30^e anniversaire des combats du mont Mouchet

M. Valéry Giscard d'Estaing participera dimanche 23 juin, à Auvers (Haute-Loire), à la cérémonie commémorative des combats du mont Mouchet qui opposèrent, il y a trente ans, maquisards et occupants. Le président de la République arrivera à 11 h. 30 à Clavières (Cantal), à 2 kilo-

mètres d'Auvers, et déposera une gerbe au monument du mont Mouchet.

Le président de la République prononcera ensuite une allocution et visitera le musée consacré à la Résistance.

« Il s'est passé ici un épisode trop méconnu, mais très héroïque, de la Résistance française », déclarait le général de Gaulle le 5 juin 1959, lors de sa visite au mont Mouchet.

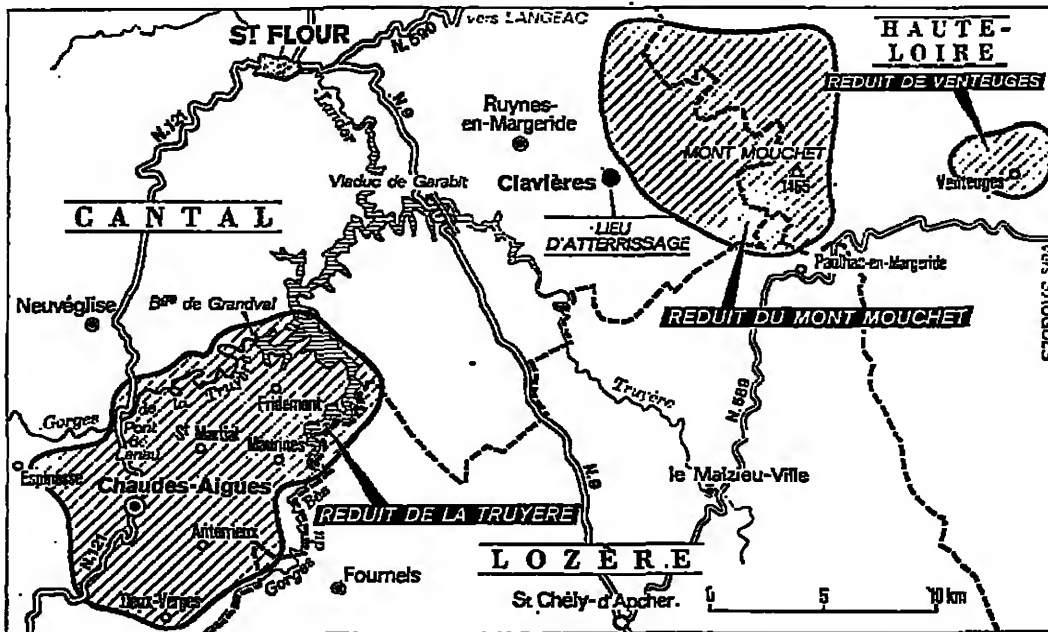
En effet, fin mai 1944, à quelques jours du débarquement allié, les chefs des maquis d'Auvergne s'apprêtent à accueillir une force aérienne qui agira de l'intérieur avec les forces débarquées. L'opération n'aura pas lieu, mais l'installation des maquisards se fait au mont Mouchet, sur un plateau boisé à plus de 1 400 mètres d'altitude «abri idéal», notent les historiens (Gilles Lévy et Francis Cordet dans *A nous, Auvergne!* Presses de la Cité, Paris, 1974).

Après le regroupement, l'instruction et l'organisation d'unités prêtes à agir avec les éléments aéroportés, deux autres «réduits» sont mis

en état de défense: les réduits de la Truyère et de Venteuges. La montée au maquis amène près de six mille hommes dans ces trois zones.

Alerté par l'ampleur de la mobilisation et par la qualité de l'organisation, l'état-major de la Wehrmacht décide d'annuler le maquis. Une première attaque, dans la nuit du 1^{er} au 2 juin, est stoppée par les maquisards. Après plusieurs jours d'escarmouches et d'accrochages, une seconde offensive, le 10 juin, est accompagnée de massacres dans les villages voisins, notamment à Ruynes-en-Margeride et à Clavières. Dans la soirée, l'ennemi se replie en direction de Saint-Flour. La troisième attaque, le 11 juin, sera la bonne: après de violents combats autour de Clavières, les Allemands atteignent le mont Mouchet; les maquisards gagnent le réduit de

la Truyère. Les pertes sont de cent soixante morts et de quatre-vingt blessés du côté français, de deux cents morts et de cent blessés du côté allemand. La Truyère sera à son tour évacuée, après la rude bataille de Chaudes-Aigues, les 20 et 21 juin. Les opérations ont coûté la vie à plusieurs centaines de maquisards. Elles ont entraîné surtout de sévères représailles contre la population civile. L'idée de concentrer les résistants dans des réduits sera désormais abandonnée. «Bref», concluent Gilles Lévy et Francis Cordet, au lendemain des combats du mont Mouchet et de Chaudes-Aigues, il apparaît nécessaire de tirer les leçons de ce qu'on peut considérer comme une erreur tactique et d'orienter les maquisards vers des actions de guérilla tenant compte du rapport réel des forces en présence.



Le Sénat adopte le projet de loi sur la répression des infractions commises par les transporteurs routiers

Les sénateurs ont adopté, le 20 juin, avant l'Assemblée nationale, le projet de loi tendant à permettre un contrôle plus efficace de la réglementation appliquée aux transports routiers: composition des équipages, durée maximale du temps de conduite, repos journalier et hebdomadaire, etc.

Aux officiers de police judiciaire et aux inspecteurs du travail, quatre catégories nouvelles de personnels sont ajoutées et auront compétence pour ce contrôle. Il s'agit:

- Des inspecteurs et des contrôleurs des lois sociales en agriculture;
- Des fonctionnaires ou agents ayant qualité pour constater les infractions à la législation sociale dans les établissements contrôlés par le ministère de l'Industrie;
- Des inspecteurs des transports et contrôleurs des transports routiers;
- Des agents en douane.

Un «titre» spécial concerne le transport des matières dangereuses ou explosives. Les pénalités encourues par les infractions de ce type sont sensiblement aggravées.

«Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 3 000 à 30 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement, toute personne qui aura:

- 1) Transporté ou fait transporter par chemin de fer, par route ou par voie de navigation intérieure des matières dangereuses, dont le transport n'est pas autorisé;
- 2) Transporté ou fait transporter par chemin de fer, par route ou par voie de navigation intérieure des matières dangereuses sans satisfaire aux prescriptions de sécurité concernant l'obligation d'étiquetage, les limitations de poids et l'interdiction d'emballage ou de charge-

ment en commun, spécifiques à ces matières.

3) Utilisé ou mis en circulation par chemin de fer, par route ou par voie de navigation intérieure des matériels aménagés pour le transport des matières dangereuses et n'ayant pas satisfait aux visites et épreuves auxquelles ces matériels sont soumis.

4) Fait circuler ou laissé stationner des matériels transportant des matières dangereuses sur une voie ou un ouvrage dont l'utilisation est interdite en permanence aux transports de ces matières.

Ces dispositions sont celles adoptées par le Sénat après le vote d'amendements proposés d'un commun accord par le rapporteur, M. CHAUTY (non-inscrit), et par le secrétaire d'Etat aux transports, M. CAVALLIER.

Les sénateurs ont ensuite accueilli le premier président de la Cour des comptes, qui a «déposé», sur le bureau de leur assemblée, son rapport annuel sur l'utilisation des fonds publics. M. EDOUARD BONNEFOUS (gauche dém.), président de la commission des finances, approuvé par M. Alain Fohrer, a exprimé le vœu que la collaboration entre sa commission et la Cour des comptes puisse s'exercer d'une manière plus poussée au moment de l'examen du budget.

À la fin de la séance, le Sénat a voté la convention générale de la Sécurité sociale conclue avec le gouvernement nigérien.

Le rapporteur, M. LOUIS MARTIN (non-inscrit), a exprimé l'émotion de la commission des affaires étrangères à l'annonce du coup d'Etat qui a conduit au remplacement de M. Dion Hamani par le lieutenant-colonel Koumbé.

Les sénateurs ont aussi approuvé une convention franco-espagnole d'abornement de leur frontière commune. — A. G.

La Hénin: le nouveau grand du verre?

Non. Mais il en faut pour déguster du vin de Listel, un des excellents produits des domaines viticoles de la Compagnie des Salins du Midi. Les Salins du Midi, le nouveau fleuron du groupe La Hénin, c'est la terre généreuse du Midi avec ses vignobles et ses vastes marais salants. 1 500 hectares de vignes s'étendant au long de la Mer Méditerranée, sur la côte des sables du Golfe du Lion, produisent chaque année 12 millions de bouteilles de bon vin des sables et de pur jus de raisin. Les Salins, eux, ont produit, en 1973, 1 300 000 tonnes de sel. Alors, on peut le dire, La Hénin c'est un très grand propriétaire agricole (avec des vergers pour boire un peu de bon vin et du sel de mer pour faire de la bonne cuisine). Compagnie des Salins du Midi et des Salins de l'Est. 51, rue d'Anjou - 75008 Paris - 265.95.70.

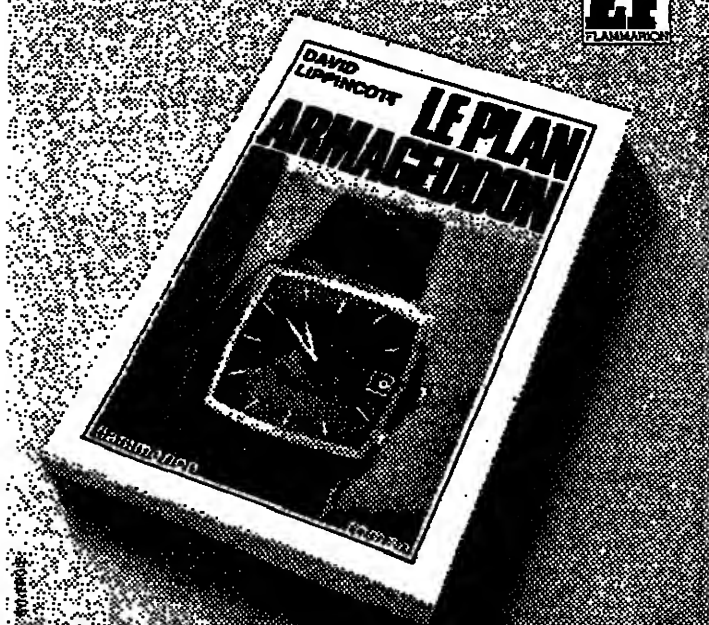
LA HÉNIN

Les grands du crédit, du service et de l'investissement immobilier.



POUR SE FAIRE ENTENDRE IL ACHOISI LA DYNAMITE

Le Plan Armageddon est un livre qui vous explique comment utiliser la dynamite pour faire entendre sa voix. C'est un livre qui vous apprend à utiliser la dynamite pour faire entendre sa voix. C'est un livre qui vous apprend à utiliser la dynamite pour faire entendre sa voix.



FLAMMARION POUR CONNAÎTRE LES LIVRES AVANT DE LES ACHETER. Service lecture conseil - 022 54 10

Compagnie La Hénin, 21, rue de la Ville l'Évêque - 75008 PARIS - 260.33.15

Agence L. M. Olliver

POLITIQUE

LA LOI D'AMNISTIE ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Lecanuet : tracer la frontière entre le supportable et l'odieux

Les députés ont examiné et adopté, jeudi 20 juin, en première lecture, le projet de loi portant amnistie, projet que nous avons notamment présenté dans « Le Monde » daté 9-10 juin.

Rapporteur de la commission des lois, M. GERBET (rép. ind. Eure-et-Loire) rappelle que ce texte d'amnistie est le sixième depuis la Libération et note que le texte comprend trois innovations : « La grande indulgence et la plus grande compréhension envers les jeunes (...); l'extrême libéralisme envers les commerçants, artisans et membres des professions libérales concernant le non-règlement de certaines cotisations sociales (...); le grand et légitime effort, enfin, vers la réconciliation nationale par l'effacement définitif et généreux des conséquences des événements douloureux d'Algérie. »

M. LECANUET, ministre de la Justice, après avoir remarqué que « la crainte et la fonction ne sont pas les seules voies de la justice », et précisé que le président de la République et le gouvernement soutiennent qu'un nouveau départ s'accompagne d'un certain détachement et donc d'un certain « oubli du passé », souligne : « Cependant cet oubli ne saurait être systématique et général. Nous nous proposons de le graduer et de le diversifier (...). »

Le garde des sceaux détaille ensuite le contenu du projet de loi. A propos des infractions qui, selon lui, traduisent « les réactions de certaines catégories de citoyens à des mutations économiques, sociales ou culturelles auxquelles ils étaient mal préparés », il déclare : « Il s'agit là d'infractions à l'égard desquelles l'amnistie sera portée d'un effet d'apaisement social qui nous paraît particulièrement souhaitable. »

« Dans le domaine des mœurs,

dit-il aussi, le devoir du législateur est de tenir compte d'une évolution des consciences et des comportements qui est une donnée de fait irrécusable quel que soit le jugement moral que l'on puisse porter à cet égard. »

LE GARDE DES SCEAUX : la réconciliation définitive de tous les Français

Le ministre de la Justice évoque aussi l'amnistie concernant les événements d'Algérie. Il remarque à ce sujet que les deux dernières lois d'amnistie votées en 1966 et en 1968 résistent dans les « timides habitudes » du droit d'amnistie. Ainsi les conséquences civiles et professionnelles des infractions amnistées n'étaient pas effacées, ce qui n'est pas le cas dans le texte en discussion.

« Par ces mesures de caractère tout à fait exceptionnel, souligne M. Lecanuet, le gouvernement entend sceller la réconciliation définitive de tous les Français. Les événements d'Algérie étaient, en effet, eux aussi, exceptionnels, et ils ont déchiré la conscience d'un grand nombre de nos concitoyens. Beaucoup ont pensé de bonne foi défendre la cause de l'unité nationale en se livrant à des actes parfois très graves. Mais on ne peut faire abstraction des mobiles souvent nobles et désintéressés qui les animèrent. »

Après avoir présenté les propositions du gouvernement à ce sujet, le ministre résume : « L'ensemble de ces mesures témoigne de la volonté du président de la République et du gouvernement d'effacer les ultimes séquelles du drame algérien dans un souci d'unité de réconciliation nationale. »

Dans la discussion générale, M. DE BENOUILLE (syp. U.D.R., Paris) déclare qu'il n'est pas entièrement satisfait par les

dispositions concernant les infractions commises à l'occasion des événements d'Algérie. Il souhaite ainsi que les effets de l'amnistie soient étendus à toutes les sanctions qui ont été prises, comme les révoications prononcées sans qu'il y ait eu intervention des tribunaux, et réclame la réconstitution de carrière.

M. DONNEZ (rép. Nord) estime qu'un des principaux soucis des parlementaires doit être de protéger contre les récidives ceux qui ont été, une première fois, victimes des agissements d'individus que l'on se proposait d'amnistier.

Après M. CRESSARD (U.D.R., Ille-et-Vilaine), qui présente l'historique de l'amnistie et déclare notamment à propos des événements d'Algérie : « Nous pourrions oublier volontairement ceux qui ont désobéi et entraîné d'autres hommes dans la révolte contre la patrie », M. BAUDOUIN (rép. ind. Manche) se félicite que l'amnistie concerne des événements liés à des revendications politiques, sociales ou universitaires. Il souhaite que soit admise la possibilité d'une réconstitution de carrière pour ceux qui seront amnistifiés des infractions commises durant les événements d'Algérie.

M. GUERMEUR (U.D.R., Finistère) approuve l'amnistie concernant les événements d'Algérie (« Il faut tourner la page, étant entendu, dit-il, que l'oubli de tous ne doit pas être considéré comme la revanche de quelques-uns ») et celle relative aux commerçants et artisans qui ont refusé de régler leurs cotisations maladie et retraite. Il souhaite que des instructions soient données aux cultures pour qu'elles leur accordent le droit d'acquiescer leurs sollicitations « en retard par paiements échelonnés ». M. VILLAS (P.C., Paris) estime que l'amnistie des individus n'empêche pas que demeurent les causes profondes de la délinquance. Il approuve les mesures concernant les objec-

teurs de conscience, les femmes poursuivies pour s'être fait avorter et les commerçants et artisans. Il proteste, par contre, contre « le rétablissement de l'intégralité de leurs droits pour ceux qui, durant la guerre d'Algérie, ont porté les armes contre la France et parfois participé avec l'O.A.S. à des actes de terrorisme et à des assassinats ». Le député réclame enfin l'amnistie pour les fonctionnaires qui, étant en service dans les territoires d'outre-mer, ont été révoqués pour avoir refusé une mutation en métropole et pour les travailleurs immigrés victimes de sanctions administratives.

M. ZUCCARELLI (rad. de gauche, Corse) souhaite une modification de la loi instituant le vote par correspondance ou par procuration dont l'application « prête trop souvent à des tentatives dangereuses ». M. SOUS-TELLE (non-insc. Rhône) appelle à la « clémence » et déclare : « Comment admettre que, douze ans après, le drame algérien laisse encore des traces des amertumes ? (...) Il nous appartient d'effacer définitivement les discriminations dont souffrent encore ceux qui, à tort ou à raison, ont voulu défendre une certaine conception de la France et de son prolongement africain. » Le député réclame notamment la réconstitution de carrière.

M. KRIEG (U.D.R., Paris) estime qu'« en ce qui concerne les événements d'Algérie ou d'Indochine, le moment est venu de ne rien laisser subsister du tout » mais s'insurge de « toute une série d'amnisties catégorielles ». Il regrette aussi que l'amnistie puisse influencer profondément la conduite d'un certain nombre de nos concitoyens ou même parfois — ce qui est plus grave encore — la façon de rendre la justice. Enfin, M. COMMENAY (U.C., Landes) se félicite de ce projet « dont le vote est la manifesta-

tion traditionnelle et indispensable des exigences de l'unité nationale ». En ce qui concerne les événements d'Algérie, il souhaite que le gouvernement « consente à aller plus loin pour que cette loi soit tout à fait véritablement et définitivement terminée ». Il réclame enfin l'amélioration du système pénitentiaire.

Dans sa réponse, M. LECANUET déclare, notamment, à propos de la réconstitution de carrière demandée par plusieurs parlementaires : « Sur ce point, comme sur tous les autres, décidé à me plier aux contraintes de la solidarité ministérielle, je ne puis de mon propre chef aller au-delà des dispositions du projet gouvernemental. D'autant que nous le faisons nous souvenant de susciter l'inquiétude au sein d'un certain nombre de corps de fonctionnaires et peut-être même de militaires. Toutefois, sans me

retrancher derrière la solidarité gouvernementale, je souhaiterais appeler votre réflexion sur le danger qu'il y aurait à engager la réconstitution de carrière à l'occasion d'un projet d'amnistie (...). Si généreuse soit votre volonté de clémence et d'oubli, si présente soient à votre esprit les raisons politiques, la raison d'Etat que vous avez invoquée, si grande soit ma compréhension personnelle pour la noblesse des inspirations qui ont conduit certains fonctionnaires ou officiers à commettre des actes par ailleurs répréhensibles, pour nous — nous considérons qu'en promouvant des sanctions dans ces cas-là l'Etat a commis une faute à réparer. C'est en toute objectivité que l'homme qui vous parle — il se trouve dans l'opposition à l'époque que vous évoquez — nous invite à vous souvenir de ce qu'était alors la responsabilité de l'Etat. »

Les contrôleurs aériens amnistiés

Au cours de la discussion des articles, les députés, en adoptant des amendements, décident notamment :

— De supprimer la notion de caractère collectif en ce qui concerne l'amnistie des délits commis à l'occasion de conflits relatifs à des problèmes agricoles, ruraux, artisanaux et commerciaux ;

— D'amnistier les infractions de toute sorte (et non plus seulement les délits) commis « en l'absence de tout acte de violence » et à l'occasion d'élections (amendement de M. LAUBIOL (U.D.R., Yvelines)) ;

— De supprimer, contrairement au souhait de M. Lecanuet, l'amnistie des délits d'outrages aux bonnes mœurs, commis notamment par la voie de la presse et du livre (amendement de M. GERBET) ;

— D'amnistier les citoyens français ayant une double nationalité, condamnés ou poursuivis pour insoumission, désertion ou refus d'obéissance, qui ont effectivement accompli un service militaire dans le pays de leur autre nationalité (amendement de M. Gerbet) ;

— D'amnistier, en dépit de l'avis du garde des sceaux, les faits ayant motivé les sanctions prises à l'encontre des officiers, contrôleurs et des personnels de la navigation aérienne à l'occasion des conflits survenus au cours de 1972 et 1973 ;

— De refuser d'amnistier ceux qui ont incité à la désertion (amendement de M. Gerbet) ; les délits prévus par la législation assurant la protection des monuments historiques et des sites (amendement de M. MESMIN, rép. Paris) ; l'abandon de famille et l'abandon de foyer (amendement de M. DONNEZ) ; les infractions à la législation sur la pollution (amendement de M. LAOURENCE, P.C., Gironde) ; les personnes ayant conduit un véhicule en état d'ivresse et responsables d'un accident de la circulation ayant entraîné la mort (amendement de M. Donnez) ;

— Que le non-règlement des cotisations d'assurance-maladie et maternité, et de cotisations d'assurance-vieillesse, ne fait obstacle ni à l'ouverture du droit aux prestations d'assurance-maladie et maternité à partir du 1^{er} janvier 1974, ni à l'attribution d'assurance-vieillesse correspondant aux cotisations versées (amendement du gouvernement) ;

— De supprimer l'amnistie pour les condamnations avec applica-

tion du sursis et avec mise à l'épreuve lorsque la durée d'emprisonnement est inférieure ou égale à trois mois ;

— Que l'amnistie n'implique pas le droit à réintégration dans un établissement universitaire ou scolaire auquel appartenait le bénéficiaire de l'amnistie « à moins que la poursuite de ses études ne l'exige » (amendement de Mme CONSTANT, P.C., Haute-Vienne, et de M. Lagorce) ;

En revanche, les députés refusent d'amnistier les jeunes gens, poursuivis ou condamnés, qui n'ont pas demandé à bénéficier du statut d'objecteur de conscience faute d'en avoir eu connaissance ; les mesures administratives d'expulsion, d'assignation à résidence et d'interdiction de séjour ayant frappé des étrangers (M. Lecanuet précise toutefois que le gouvernement n'exclut pas la possibilité de réviser la réglementation relative aux expulsions) ; les suspensions de trois mois de permis de conduire.

L'Assemblée nationale rejette également un amendement qui tend à refuser l'amnistie aux policiers et aux militaires qui, ont commis des brutalités à l'égard de tiers ou de jeunes recrues du contingent et aux fonctionnaires qui ont pratiqué des écoutes téléphoniques. Elle repousse aussi une proposition prévoyant que l'amnistie pour les infractions commises en relation avec les événements d'Algérie n'entraîne pas la réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur et d'autres décorations.

Enfin, deux amendements, émanant l'un de M. Soustelle souhaitant que « les officiers généraux soient réintégrés dans la carrière de réserve », l'autre de M. DE BENOUILLE laissant au président de la République la possibilité de procéder à des reconstructions de carrière, ne sont pas adoptés.

Au cours de la discussion, de nombreux députés ont protesté contre les décisions de la commission des finances, qui, invoquant l'article 40 de la Constitution, a déclaré à plusieurs reprises irrecevables leurs amendements, ceux-ci ayant, selon la commission, pour conséquence soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation d'une charge publique. Les parlementaires regrettaient la sévérité de la commission. M. ICART, président de la commission des finances, a précisé qu'il continuerait d'appliquer « avec rigueur » l'article 40. L'ensemble du projet amende a finalement été adopté à l'unanimité. — M. S.



le parc des aigles en forêt de Chantilly de luxueuses demeures dans un site exceptionnel

Les cottages du Parc des Aigles sont construits pour ceux qui apprécient la forêt, la solitude et le calme des jours ordinaires, le cheval, le golf, le tennis et tous les sports des heures de détente. Dans un cadre boisé, équipé d'une piscine et de tennis, avec des commerces intégrés, le Parc des Aigles est à 200 m de la ville de Gouvieux et à 1 km de Chantilly : 3 routes et une autoroute, plus une gare conduisent à Paris en trente minutes.

● Visitez ses 3 maisons-témoins de 4 à 9 pièces avec jardins privés de 600 à 2.200 m².
Saint-Cloud cottage de 4 pièces 116 m² sur 2 niveaux + 25 m² de combles.
Ascot cottage de 5/7 pièces 189 m² sur 2 niveaux + 55 m² de combles.
Chantilly cottage de 6/7 pièces 185 m² sur 2 niveaux + 45 m² de combles.
on accède au Parc des Aigles par la N 309, entre Chantilly et Gouvieux.



c'est un programme GIC-Construction/NORWEST-France mandataire : SERIM, 58 rue de l'Arcade, Paris 8^e.

● renseignements et vente :
VIP, 69 rue Lecourbe, Paris 15^e.
tél. 567.54.56

sur place, tous les jours de 14 à 19 h
samedi et dimanche de 10 h 30 à 19 h
tél. 457.27.57

à renvoyer à :
VIP, 69 rue Lecourbe, Paris 15^e.

Veillez m'adresser, sans engagement de ma part, votre documentation Le Parc des Aigles sur les cottages de □ pièces.

Nom _____
adresse _____
tél. _____

Les députés et les rapports des commissions spéciales

A l'unanimité, l'Assemblée nationale a décidé, jeudi 20 juin, de rendre publics les rapports établis par la commission de contrôle de la gestion de la gestion financière de l'O.R.T.F.

M. BUCOLONE (P.C., Hauts-de-Seine) a protesté contre le fait qu'un journal ait publié des extraits du rapport sur le téléphone alors que l'Assemblée ne s'était pas encore prononcée. M. CORREZE (U.D.R., Loiret-Cher), rapporteur de la commission de contrôle, a souhaité que le bureau de l'Assemblée prenne des décisions pour éviter le renouvellement de telles « rumeurs ». M. GAU (P.S., Isère) a, lui aussi, protesté contre la divulgation du rapport dans la presse.

En ce qui concerne l'O.R.T.F., M. CHENAUD (rép. ind.), rapporteur de la commission spéciale, a expliqué que le rapport devait être publié et non seulement pour que l'Assemblée soit informée, mais par égard pour le public, qui s'interroge souvent à bon droit sur le sort de la télévision et dans l'intérêt de l'Office lui-même.

Après cette intervention, M. FANTON (U.D.R., Paris) devait demander si la présidence de l'Assemblée comptait déposer les plaintes nécessaires pour obtenir que les auteurs de la

divulgation des rapports soient retrouvés et condamnés.

Après de la même séance, les députés ont décidé de constituer une commission spéciale pour l'examen du projet de loi instituant une taxe locale d'habitation. M. FORER (U.D.R., Maine-et-Loire), président de la commission des lois, ayant souligné que cette commission avait quasiment terminé l'examen du texte, M. BOULLOCHER (P.S., Doubs) a, en revanche, estimé que le projet relevait de la compétence de quatre des six commissions permanentes de l'Assemblée, ce qui nécessitait la constitution d'une commission spéciale. Quant à la demande d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi instituant la taxe professionnelle, elle a aussi été repoussée.

Enfin, M. DESRIER ARNAUD, premier président de la Cour des comptes, a déposé sur le bureau de l'Assemblée le rapport de la Cour des comptes pour l'année 1973-1974. Après que M. ICART, président de la commission des finances, se fut félicité du dépôt de ce texte, « pièce maîtresse de notre dispositif de contrôle des finances publiques », M. LA COUR (U.D.R., Maine-et-Loire) a regretté que le rapport ne soit pas davantage diffusé dans l'opinion publique.

صناعات الراحيل

POLITIQUE

AU COURS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE

M. Mitterrand propose un impôt sur les banques et la création d'une entreprise publique de la machine-outil

M. François Mitterrand avait laissé à l'un des jeunes membres du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, M. Jean-Pierre Cot, le soin de répliquer à la déclaration de politique générale de M. Chirac. Il a attendu de connaître les grandes mesures économiques et sociales de la nouvelle équipe pour répondre à M. Giscard d'Estaing, qui était venu personnellement les présenter à la télévision. Le premier secrétaire du P.S. en a profité, jeudi 20 juin, au cours d'une conférence de presse, pour critiquer la conception de l'information qui existe à l'O.R.T.F., dans les stations périphériques et dans une large fraction de la presse écrite.

En se limitant à un dialogue avec le président de la République, le député de la Nièvre entend conserver son rôle de porte-

parole de toute l'opposition. Pour autant, il n'est pas question qu'il abandonne ses responsabilités au P.S. Ce point a été clairement précisé de même que M. Mitterrand a démenti les rumeurs selon lesquelles les assises nationales du socialisme pourraient amorcer un processus de succession au sein du P.S. en faisant de M. Rocard l'éventuel digne héritier de la Nièvre.

L'essentiel des propos de l'ancien candidat à la présidence de la République a toutefois été consacré à une refutation des positions de la nouvelle équipe au pouvoir aussi bien sur le plan diplomatique que sur le plan économique et social. Le bref hommage rendu, au passage, à M. Michel Jobert, a fait apparaître plus clairement encore le parallélisme qui existe surtout dans le domaine de la politique étrangère

entre les analyses du premier secrétaire et les critiques que « la Nation » dissimule presque quotidiennement à l'encontre du chef de l'Etat et du gouvernement.

Toutefois, M. François Mitterrand ne s'en est pas tenu à cette simple critique et il a cherché à actualiser les propositions qu'il avait avancées durant la campagne pour l'élection présidentielle. Le député de la Nièvre préconise notamment la création d'un impôt exceptionnel sur les profits des banques et celle d'une entreprise publique de la machine-outil, estimant, en effet, que la structure industrielle de la France n'est pas satisfaisante et que ce n'est que par un effort dans ce domaine que le pays peut espérer redresser sa balance commerciale, grâce aux exportations. — T. P.

M. François Mitterrand commence par rappeler les progrès de son pays qui doit atteindre le seuil des 150 000 adhérents à la fin de l'année et qui a été fixé comme objectif de représenter 25 % de l'électorat. « Pour ce qui me concerne, précise-t-il, je suis premier secrétaire du parti socialiste jusqu'au prochain congrès ordinaire. Je continuerai d'assurer le rôle qui m'a été confié et j'ai l'intention, sans accident imprévisible, de poursuivre la tâche engagée au lendemain du congrès d'Épinay pour contribuer au progrès du socialisme et à la victoire de la gauche. Le congrès ordinaire de 1975 ne sera donc pas un terme mais une étape ».

En ce qui concerne l'évolution de la politique française, M. Mitterrand tire de la campagne électorale la leçon que le problème des grands moyens d'information se pose désormais de la même manière qu'il se posait autrefois. Il souligne que la presse écrite, notamment populaire, illustrée, connaît un processus analogue. « L'ensemble des médias, explique-t-il, joue contre le candidat des masses populaires. » En réponse à des questions, M. Mitterrand a encore accentué ses critiques en parlant du « syndicat des marchands de soupe » qui est maître de l'information et en invitant le président de la République à débarrasser le pays des « opérations de bourse de crime ». Le premier secrétaire du P.S. évoque même au passage le rôle de M. Denis Baudouin, président-directeur général de la Sofrad et délégué général à l'information, qui est à ses yeux « un homme politique chargé de transformer l'information en propagande ». Enfin M. Mitterrand se prononce pour un maintien du monopole de l'O.R.T.F.

A propos du nouveau style instauré par M. Giscard d'Estaing, le député de la Nièvre note que « il tombe sous le sens que le président de la République doit se défaire autant que possible des surcharges des suites de l'époque Louis-Philippe, période durant laquelle on entendait derrière l'habit bourgeois préserver les sacrements des monarchies absolues ». « Je ne suis pas sûr, poursuit-il, que la simplicité des gestes recouvre une conception différente. M. Giscard d'Estaing parle bien, mais il parle beaucoup. A quelque niveau que se situe le pouvoir exécutif, il doit préserver

● M. François Mitterrand assistera le 30 juin, à Londres, à la conférence des leaders de l'Internationale socialiste. Du 2 au 5 juillet, le premier secrétaire du P.S. se rendra au Portugal, où il doit rencontrer les responsables politiques. Enfin le député de la Nièvre a prévu de se rendre à Cuba en octobre.

le droit de l'opposition, en particulier dans le domaine de l'information. On ne peut pas dire que le régime de M. Giscard d'Estaing soit autant qu'il le faudrait démocratique tant qu'il traite l'information comme un monopole de fait, une chasse gardée. Treize millions de Français sont réduits au silence depuis le 20 mai ».

Une erreur d'analyse

Le premier secrétaire du P.S. analyse alors le plan économique de lutte contre l'inflation, qu'il juge « pointilliste ». En outre, il estime que ce plan est fondé sur une erreur d'analyse. « Si on tient, comme paraît le faire le président de la République, l'hypothèse selon laquelle l'inflation vient de la demande, explique-t-il, il faut d'abord songer à protéger l'épargne. Or les mesures prises dans ce domaine sont dérisoires. Si l'inflation dépend des coûts, il faut une politique des prix, et non pas... ».

Il reprend là encore les propositions de sa campagne électorale

(indexation de l'épargne, emprunt de 10 milliards, baisse de la T.V.A. sur les produits de première nécessité, blocage temporaire des prix — non agricoles — à la production...), mais les actualise. En ce qui concerne l'emprunt, il pense qu'une partie devrait être gérée et que la politique énergétique a besoin d'être précisée. Il propose en outre :

— La création d'un impôt exceptionnel sur les profits des banques ;

— La création immédiate d'une entreprise publique de la machine-outil.

Le plan de M. Giscard d'Estaing a été construit selon M. Mitterrand, à l'imitation des plans intermédiaires allemands, mais sans que les structures industrielles françaises correspondent à celles de l'Allemagne fédérale. Le député de la Nièvre ajoute :

« Le conseil des ministres est riche pour renouer des idées vagues. Dans ce domaine, le gouvernement est imbécile. Le verbe n'a rien perdu avec le changement de gouvernement ».

Quant aux mesures sociales, M. Mitterrand constate que l'essentiel est renvoyé à des projets à long terme.

Dans ses réponses aux questions, M. Mitterrand reproche notamment au premier ministre de n'avoir pas pris ses responsabilités en acceptant le plan économique et social qui lui a été proposé. Interrogé sur MM. Michel Rocard et Michel Jobert, le premier secrétaire du P.S. estime que la force de caractère et l'intelligence des deux hommes pouvaient contribuer à modifier le paysage politique français. En ce qui concerne l'ancien secrétaire national du P.S.U., M. Mitterrand explique qu'il se réjouirait de le voir dans la même formation que lui, mais que cela dépend surtout de M. Rocard. Le premier secrétaire du P.S. précise, en outre, que le problème ne se pose pas en terme de « substitution ». En ce qui concerne l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Mitterrand souligne qu'il s'agit d'un « des derniers esprits intrançaisants en politique étrangère ».

VILLENEUVE-SUR-LOT :
M. CAYREL SUCCEDE
A M. RAPHAËL-LEYGUES

Le conseil municipal de Villeneuve-sur-Lot a élu à l'unanimité M. Jean-Claude Cayrel (P.S.) comme maire. Il a ensuite désigné trois adjoints : MM. Descayrac (P.S.), Boudage (P.C.) et Pasquet (centre gauche). M. Cayrel, dont la liste a été élue en totalité le 18 juin, succède à M. Raphaël-Leygues, ambassadeur de France en Côte-d'Ivoire, ancien député U.D.R. (le Monde du 18 juin).

● M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères, parti, vendredi 21 et samedi 22 juin, aux travaux du groupe des démocrates européens de progrès du Parlement européen, qui se réunira à Fort-de-France, sur le golfe d'Alsace, sous la présidence de M. Yvon Bourges, ancien ministre, député U.D.R. d'Ille-et-Vilaine. L'ancien premier ministre de la République d'Irlande, M. Lynch, sera également présent. Un parlementaire américain, M. Donald Reagan, membre de la Chambre des représentants, assistera à la partie des travaux portant sur les rapports entre l'Europe et les Etats-Unis. M. Jobert se rendra, dimanche 23 juin, à Verdun.

● L'Assemblée parlementaire Pré-sence et Action du gaullisme s'est réunie jeudi 20 juin à l'Assemblée nationale, pour la première fois depuis l'élection présidentielle, sous la présidence de M. René Lacombe, député U.D.R. du Maine-et-Loire, et en présence de M. Pierre Messmer. Dans un communiqué, M. Lacombe indique que « chacun a pu s'exprimer avec franchise et parfois avec une certaine brutalité sur les événements politiques qui ont suivi la mort du président Pompidou ». « Ensuite, se tournant vers l'avenir, les trente-cinq membres présents ont décidé de concentrer leurs efforts pour rester unis, quelles que soient les nuances politiques auxquelles ils appartiennent, et de faire abstraction de leur intérêt personnel, ou de leur carrière, pour ne considérer que l'intérêt national ».

perfectionnement
de la copie
électrostatique :

copie instantanée
Gestetner
sans préchauffage

Pour recevoir
une documentation
"copie électrostatique",
adresser ce coupon
à Gestetner
71, rue Camille-Groult
94400 Vitry Tél. 680 47-85
M. _____
Adresse _____

Pour être sûr de réaliser votre projet immobilier.

Vous voulez acheter un terrain, construire une maison... bref, vous avez un projet immobilier. Pour vous aider à le réaliser, la Société Générale a créé pour vous le Plan Diamant.

Le Plan Diamant, c'est la certitude de réaliser votre projet, quelle que soit l'évolution de la conjoncture.

Vous constituez votre apport personnel progressivement, par mensualités. Ensuite, vous êtes assuré d'obtenir un prêt. L'originalité du Plan Diamant fait que votre apport personnel et le prêt automatiquement accordé vous permettront de réaliser votre investissement malgré la hausse du prix de la construction.

Ainsi, ce que vous prévoyez aujourd'hui c'est ce que vous aurez demain. Le Plan Diamant, c'est aussi la certitude d'obtenir votre prêt à un taux préférentiel de 7,50%.

Votre terrain, votre maison... venez en parler à la Société Générale. Nous vous parlerons de tous les avantages du Plan Diamant.

Plan Diamant:
la certitude d'un prêt à 7,50%



Société Générale
La banque de ceux qui demandent plus à la vie.

DÉÇUS PAR LA COMPOSITION DU GOUVERNEMENT

Les réformateurs alsaciens organisent une Journée régionale

Les réformateurs des départements alsaciens vont manifester une nouvelle fois la mauvaise humeur que leur inspire la composition du gouvernement. On se souvient que l'annonce du maintien de M. André Bord à un poste de secrétaire d'Etat — alors que l'on avait parlé de M. Pierre Schiélé, sénateur, Centre démocrate, pour faire partie de l'équipe ministérielle — avait provoqué le mécontentement des centristes de cette région et en particulier de la fédération du Bas-Rhin du Centre démocrate qu'anime M. Jean-Marie Caro, député. Démocratie moderne, organe du Centre démocrate, avait repris à son compte ces protestations (le Monde du 14 et du 18 juin).

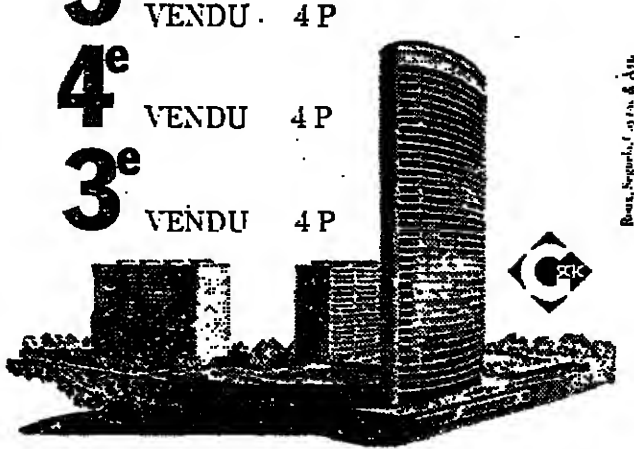
Samedi 23 juin, les responsables régionaux du parti de M. Jean Lecanuet s'abstiendront de participer au conseil politique du Centre démocrate, qui se réunira à Paris, pour assister aux Journées régionales centre-réformateur qu'il organise à Colomb.

Les parlementaires alsaciens à l'origine de cette initiative sont, outre M. Caro, MM. Adrien

Zeller (Bas-Rhin), Justin Haus-herr (Haut-Rhin) et Rüdiger Müller (Haut-Rhin), députés ; Louis Jung, Michel Kauffmann, Alfred Kieffer, Michel Kistler (Bas-Rhin), Marcel Nuninger, Pierre Schiélé, Charles Zwicker (Haut-Rhin), sénateurs. Dans la déclaration rendue publique à la veille de la journée régionale, ils rappellent que l'Alsace a « massivement demandé le changement en faisant confiance à M. Giscard d'Estaing », et soulignent que la représentation alsacienne dans le nouveau gouvernement est « pour l'instant » une « déception ». « Le passé n'a-t-il pas été préféré au changement ? », demandent-ils avant d'affirmer que l'un de leurs « objectifs prioritaires » est de « mettre un terme aux faiblesses de fonctionnement du conseil régional » (dont le président est M. André Bord) ; un autre de ces objectifs étant « d'enrichir la pensée et le comportement des partis politiques nationaux par l'apport d'une volonté de progrès plongeant ses racines dans la personnalité régionale ».

Le France: 425 très beaux appartements vendus. 80 très beaux appartements à vendre. (livraison 4^e trimestre 74)

40 ^e	VENDU 5 P		
39 ^e	VENDU 5 P		
38 ^e	RÉSERVÉ 5 P		
37 ^e	RÉSERVÉ 5 P		
36 ^e	747 700 F 5 P		
35 ^e	701 300 F 5 P		
34 ^e	694 700 F 5 P	16 ^e	543 900 F 4 P
33 ^e	RÉSERVÉ 5 P	15 ^e	541 800 F 4 P
32 ^e	721 300 F 5 P	14 ^e	539 500 F 4 P
31 ^e	677 000 F 5 P	13 ^e	537 400 F 4 P
30 ^e	VENDU 5 P	12 ^e	RÉSERVÉ 4 P
29 ^e	578 000 F 4 P	11 ^e	VENDU 4 P
28 ^e	RÉSERVÉ 4 P	10 ^e	530 700 F 4 P
27 ^e	VENDU 4 P	9 ^e	528 500 F 4 P
26 ^e	569 700 F 4 P	8 ^e	VENDU 4 P
25 ^e	567 200 F 4 P	7 ^e	VENDU 4 P
24 ^e	VENDU 4 P	6 ^e	VENDU 4 P
23 ^e	561 900 F 4 P	5 ^e	VENDU 4 P
22 ^e	559 200 F 4 P	4 ^e	VENDU 4 P
21 ^e	VENDU 4 P	3 ^e	VENDU 4 P
20 ^e	VENDU 4 P		
19 ^e	RÉSERVÉ 4 P		
18 ^e	548 400 F 4 P		
17 ^e	RÉSERVÉ 4 P		



Une documentation sur cet ensemble unique en France.
Nom: _____ Prof: _____
Adresse: _____ Tél: _____
G. SCIC 15 Bd de Vaugirard 75015 Paris

Le France - Au pont de Neuilly.
Du 2 au 6 pièces. Prix fermes et définitifs.

POLITIQUE

Le second pilier du régime

(Suite de la première page.)

En France, l'Assemblée nationale est devenue depuis quinze ans une chambre d'enregistrement où la voix des opposants est submergée par celle des partisans du gouvernement qui obéissent à l'Élysée au doigt et à l'œil. On est tombé d'un excès dans l'autre. Aucun Parlement d'Occident n'est réduit à un tel abaissement. Avant que M. Giscard d'Estaing ne soit devenu président de la République, son parti était conscient de ce défaut capital de notre système et promettait d'y porter remède. Dans leur programme doctrinal présenté en 1966, les républicains indépendants dissimulaient leur volonté de donner à la fonction parlementaire « le contenu maximum qui soit compatible avec l'autorité de l'exécutif ». Leur chef a tenu des propos analogues pendant la campagne électorale. Il rejoignait ainsi le vœu d'une grande majorité des Français, tel que l'ont révélé tous les sondages d'opinion dans les dernières années. Rien n'autorisait à penser que M. Giscard d'Estaing ait changé d'intention.

Les premiers contacts avec le Parlement manifestent une volonté de dialogue plus forte qu'auparavant, comme le montre le nouveau style des questions d'actualité qui rapproche heureusement de la pratique anglaise. Mais cette première timonerie ne fait pas le printemps, d'autant que seul le libéralisme du président de l'Assemblée nationale l'empêchera de disparaître dans le ciel tant que l'opposition n'aura pas la maîtrise d'une partie de l'ordre du jour, dans ce domaine comme dans les autres. Pour donner aux députés français le même rôle dans l'État qu'à leurs homologues des autres démocraties d'Occident, il faudrait nécessairement établir des garanties institutionnelles sérieuses, c'est-à-dire susceptibles de résister au bon plaisir du prince et de ses courtisans. Dans cette perspective, les gestes actuels de libéralisme sont

ambigus. Annoncent-ils des réformes futures qui nécessitent naturellement un délai de réflexion et de préparation, ou sont-ils destinés au contraire à rendre moins sensible le besoin de telles réformes, c'est-à-dire à empêcher qu'on ne les fasse.

La question ne comporte pas de réponse claire en l'état actuel des choses, d'autant que cette réponse ne dépend pas seulement du président de la République, mais des députés. L'écrasement de l'Assemblée nationale par les prédécesseurs du chef de l'État tenait en effet à deux éléments distincts : la faiblesse des droits reconnus à l'opposition d'une part, la docilité de la majorité aux usages de l'Élysée d'autre part. Le premier seul relève des réformes institutionnelles dont on vient de parler, complétées par l'établissement de nouvelles habitudes. Le second ne dépend absolument pas des textes, mais du rapport de forces qui s'établit entre les partis majoritaires, le gouvernement et l'Élysée.

Le Parlement n'a pas seulement pour fonction de permettre à l'opposition de s'exprimer et de contrôler le gouvernement, mais aussi d'empêcher que la majorité ne soit un bloc rigide, monolithique, obéissant « à cadavre » en toutes circonstances. Certes, en Grande-Bretagne, en République fédérale d'Allemagne, au Japon, en Suède, etc., il existe une forte discipline de la majorité, sauf dans les cas très rares où les frontières de celle-ci restent incertaines. Cette discipline assure la stabilité et l'efficacité du gouvernement. Mais elle ne concerne en général que les votes de confiance et elle s'accompagne presque toujours d'une discussion interne plus ou moins vive qui tend vers des compromis plutôt que vers des décisions imposées d'en haut, unilatéralement. A cet égard, le style de l'U.D.R. ressemble plus à celui d'une armée que d'un parti démocratique.

Les nouveaux rapports de forces entre l'Élysée et les partis de la majorité permettent-ils une évolution dans ce domaine ? Les avis sont partagés. L'U.D.R. n'a plus de leader, qui puisse obtenir une obéissance inconditionnelle. Elle ne tient pas le nouveau président de la République pour son chef. Elle ne nourrit pas en général pour lui ni pour le premier ministre des sentiments de sympathie et de révérence. D'un autre côté, les députés U.D.R. savent qu'aucune autre majorité n'existe à l'Assemblée nationale, que l'actuelle est moins mauvaise pour eux que la dissolution et qu'il faut donc s'en accommoder. Cela les pousse naturellement à adopter une attitude analogue à celle des républicains indépendants : en 1967-1968, au temps du « soul mais... ». Comme ces derniers, ils pourraient développer une fronde dans les commissions et dans les débats, qui donnerait à l'activité parlementaire une impulsion nouvelle. Ils commencent à le faire déjà.

Certains pensent qu'ils ne pourront pas aller très loin dans cette voie parce que la menace de dissolution et le soul de leur avenir les ramèneront vite à plus d'obéissance. Beaucoup ne reviendraient pas au Parlement après des élec-

tions si les amis du président soutenaient un candidat contre eux. Le ralliement ne serait-il pas plus payant ? Après tout, un grand nombre d'élus U.D.R. sont des conservateurs s'il en est des réactionnaires. Même en politique extérieure, ils n'ont accepté les aspects progressistes du gaullisme que contraints et forcés, parce que cette soumission conditionnelle leur élection et leur carrière. S'il leur donnait des garanties analogues, ils seraient aussi fidèles au nouveau roi qu'au fondateur de la dynastie, plus même, parce qu'ils auraient moins de déclinement à l'ère.

Mais M. Giscard d'Estaing souhaite sans doute provoquer des hommes nouveaux et il a beaucoup de partisans à récompenser. Pour la masse des députés U.D.R., la voie du ralliement restera probablement fermée. Celle de la résistance l'est-elle aussi ? Moins qu'on ne le croit, probablement. La menace de dissolution ne sera-t-elle pas bientôt un avertissement en carton, si elle ne l'est déjà ? On ne peut guère dissoudre l'Assemblée nationale quand on a réuni seulement 50,8 % des suffrages exprimés. D'autant que les sacrifices imposés par la lutte contre l'inflation vont provoquer pas mal de défections chez les électeurs de M. Giscard d'Estaing. Si l'U.D.R. trouve un stratège capable de la conduire, elle pourrait ainsi peser lourdement sur le gouvernement, ce qui ferait évoluer dans un sens plus parlementaire notre régime semi-présidentiel et le rendrait plus conforme au schéma dessiné par la Constitution. On peut penser que la résilience pour les gaullistes une chance d'échapper à l'effondrement.

Un autre facteur essentiel pèsera sur l'évolution des rapports entre la majorité parlementaire et l'Élysée : la réussite du nouveau président dans ses efforts pour regrouper ses partisans et la nature de ce regroupement. Le type de liens qui unit actuellement M. Giscard d'Estaing à ses amis républicains indépendants ressemble à ceux qui constituaient les partis de droite sous la Troisième et la Quatrième République : groupes parlementaires unissant des clientèles autour de personnalités, sans militants dans le pays ni structures solides. Cela correspond aux petites entreprises familiales de l'archo-capitalisme. La plupart des nations industrielles connaissent aujourd'hui, même à droite et au centre, des organisations politiques plus en harmonie avec les organisations économiques nouvelles : parti conservateur britannique, C.D.U.-C.S.U. allemand et même démocratie chrétienne italienne. Si le nouveau président de la République ne dispose pas d'un tel moyen d'action collective, son pouvoir restera personnel, c'est-à-dire moins assuré, et la majorité disposera d'une relative indépendance au Parlement. Cela ne serait pas plus démocratique cependant, malgré l'apparence, parce que la participation constante à la vie politique des citoyens les plus actifs, qui constituent les militants des partis modernes, est devenue un des éléments d'une démocratie vivante.

MAURICE DUVERGER.

LA BAGAGERIE
"Édition Spéciale"
La valise : 60, 68, 75, 80 cm : 295 F
Les 3 valises : 68, 75, 80 cm : 750 F

13, rue Tranchesi (15)
41, rue de Four (15) 74, rue de Passy (16)
Tour Massé Marquand (15) PARIS

(Publicité)

La Caisse de Garantie de la F.N.A.I.M., Société de Caution Mutuelle, dont le siège est à PARIS (8^e), 123, rue du Faubourg-Saint-Honoré, informe le public qu'à la suite de la vente du portefeuille de gestion de M. BARNET, la garantie qu'elle avait accordée à M. Georges BARNET, 18, rue de Suresnes à Vanves, à compter du 1^{er} octobre 1973, cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs de la date de la présente publication (article 44 du Décret du 28 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même Décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectués pendant la période de garantie pour les opérations visées par la Loi du 2 janvier 1970 et restant couvertes par la Caisse de Garantie à condition d'être produites par le créancier dans les trois mois de la présente publication au siège de la Caisse de Garantie.

Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut, en aucune façon, mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité du Cabinet ci-dessus indiqué.

Le successeur de M. BARNET pour la gestion immobilière est M. E.L.I.S.A.L.T. L'activité de transactions immobilières est transférée au siège du Cabinet de M. E.L.I.S.A.L.T., 83, boulevard de la République à Vanves.

VACANCES EN ISRAEL

CIRCUITS - AUTOCAR
8 jours : 2220 F.
15 jours : 2890 F.

AVION + AUTO + HOTELS
8 jours : 1950 F.
15 jours : 2580 F.
Location auto 800 km : 800 F.

SÉJOURS - PLAGES
Natyria 8 j. : 1920 F.
Herzlia 8 j. : 1915 F.
Country-Club : 8 j. 460 F.

SÉJOURS - VILLES
8 jours à partir de 1800 F.

Et de nombreuses autres formules

Demandez la brochure à votre agence de voyages ou à ZENITH 14, r. Thérèse 75001 PARIS. Tél. 266 44 77-742 65 80

(Publicité)

La Caisse de Garantie de la F.N.A.I.M., Société de Caution Mutuelle, dont le siège est à PARIS (8^e), 123, rue du Faubourg-Saint-Honoré, informe le public qu'à la suite de la vente du portefeuille de gestion de M. BARNET, la garantie qu'elle avait accordée à M. Georges BARNET, 18, rue de Suresnes à Vanves, à compter du 1^{er} octobre 1973, cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs de la date de la présente publication (article 44 du Décret du 28 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même Décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectués pendant la période de garantie pour les opérations visées par la Loi du 2 janvier 1970 et restant couvertes par la Caisse de Garantie à condition d'être produites par le créancier dans les trois mois de la présente publication au siège de la Caisse de Garantie.

Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut, en aucune façon, mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité du Cabinet ci-dessus indiqué.

Le successeur de M. BARNET pour la gestion immobilière est M. E.L.I.S.A.L.T. L'activité de transactions immobilières est transférée au siège du Cabinet de M. E.L.I.S.A.L.T., 83, boulevard de la République à Vanves.

صكوك الاموال

JUSTICE

DEVANT LA COUR D'ASSISES DE PARIS

Drame de la jalousie ou roman d'espionnage ?

« Les personnages et les faits qui vont vous être présentés sont rigoureusement authentiques... » C'est avec ces mots que le procureur général a ouvert le procès du 19 juin devant la cour d'assises de Paris, Maurice Remy, un homme d'âge mûre, héros minable, histoire de fou ? Les deux, sans aucun doute. On appréciera l'humour noir du récit s'il ne débouche pas sur une réalité imprévue : le 28 octobre 1969, rue Sainte-Opportune à Paris, M. Alain Etienne, trente-quatre ans, a été grièvement blessé, à son domicile, de trois balles de revolver tirées par des inconnus. La victime était totalement étrangère à la fiction dans laquelle vivaient les principaux acteurs du roman. Elle aurait pu en mourir, sans connaître l'histoire.

Ancien membre de l'O.A.S., devenu militant du Service d'action civique (SAC), Jean-Philippe Graziani, dit de Saint-Rémy, vingt-six ans, fait partie en 1969 d'un groupe clandestin de lutte antirévolutionnaire et anticomuniste (ARAC). Il vient d'entrer en contact avec Georges de Kober, dit le « colonel », cinquante-deux ans, ancien membre influent de l'O.A.S., officier déchu, qui enquête secrètement sur les activités des gauchistes.

Graziani possède des renseignements sur M. Alain Etienne, agent de l'O.R.T.F., un dangereux maoïste qui détient un important dépôt d'armes et de nombreux documents particulièrement intéressants. Le « colonel » est d'accord pour monter une opération contre lui. Graziani, dans ce but, décide de séduire une amie de M. Etienne, Mlle Geneviève Leleup. Au cours d'une liaison, il obtient d'ultimes renseignements sur les activités de l'adversaire. L'ARAC donne le feu vert. On peut passer à l'action.

M. Gilles Margre, vingt et un ans, un ami si rencontré chez le « colonel », est chargé de recruter deux hommes de main : MM. Lionel Lebec et Marc-Antoine Agati. La mission consiste à « neutraliser » M. Etienne pour fouiller son appartement et s'emparer des documents qu'il y cache. Le « colonel » devra ensuite procéder à l'interrogatoire afin de découvrir le dépôt d'armes. Mais dès le début, une bavure s'est produite. L'intervention. Alors que M. Etienne est ligoté et bâillonné, M. Margre, par mégarde ou par maladresse, semble-t-il, appuie sur la détente de son revolver. Bien que touché à la jambe, M. Etienne se jette sur son agresseur. Trois autres coups de feu claquent. Le commando prend la fuite. Tous ses membres devaient être arrêtés au cours des mois suivants.

Il ressort de l'enquête que M. Alain Etienne n'a jamais milité dans quelque mouvement politique que ce soit. Le dépôt d'armes et les documents secrets n'existent pas, le mystérieux

La condamnation du « Parisien libéré » pour diffamation envers le docteur Guilmet

M. Émilien Amaury fait appel

Après la publication, dans le Monde du 19 juin, d'un article intitulé « L'état de la condamnation du directeur du Parisien libéré pour diffamation envers le professeur Guilmet », le directeur de ce quotidien, M. Émilien Amaury, nous a adressé la lettre suivante :

Le Parisien libéré du 1^{er} octobre ne « laisse » pas « entendre » que le docteur Guilmet « recherchait la publicité dans la presse à l'occasion des grèves du cœur ». Il ne « prétendait » pas qu'il « avait été blâmé à ce sujet par le conseil de l'Ordre des médecins », comme vous croyez devoir le porter à la connaissance de vos lecteurs dans vos dernières éditions datées de ce jour. « Il se contente de reproduire, entre guillemets, le communiqué du conseil de l'Ordre déclarant notamment : « Certaines interventions chirurgicales ont été données lieu à des manifestations publicitaires intempestives et réitérées dans la presse écrite, parue et éditée. Le bureau du conseil national de l'Ordre tient à faire connaître sa réprobation d'une telle pratique. Celle-ci met en vedette leur auteur dans des conditions d'autisme plus regrettables qu'il n'hésite pas à formuler contre les collègues de sa discipline des critiques graves, ainsi que des accusations tendancieuses contre les grandes administrations hospitalières qui, pourtant, ne cessent d'accroître leurs efforts. »

Il se contente de reproduire la déclaration de M. Michel Poniatowski, alors ministre de la Santé, qui s'indignait du bruit ayant accompagné l'opération de la petite Céline, le 9 août : « La malade et la fille d'une enfant de treize ans, disait le ministre, auraient été accompagnées de silence et de pudeur. Une salle d'opération

Peines d'emprisonnement pour les trafiquants de cartes de travail dans les Yvelines

La troisième chambre correctionnelle de Paris présidée par M. Paul Gallardot a statué jeudi 20 juin sur le trafic de cartes de travail attribuées dans les Yvelines en 1973 et 1974 grâce à de faux certificats de logements et d'emplois à des ouvriers marocains qui versèrent chacun une somme de 2 000 à 3 000 F. L'affaire fit quelques bruits lorsque le 6 mars 1970 des maoïstes vinrent saccager à la mairie de Meulan les locaux de l'Agence nationale de l'emploi dont le chef, M. Marcel Boreau, fut malmené.

L'enquête, discrète à ses débuts, permit bientôt de découvrir que si M. Boreau et son supérieur, le chef de centre de la direction départementale de la main-d'œuvre à Versailles, M. Jean-Paul Samsonetti, facilitaient, sans doute sans esprit de lucre, des attributions irrégulières de cartes de travail, quelquefois de faux, ils étaient aussi impliqués dans d'autres trafics. M. Marcel Dupont, autre mafieux de la chaîne, M. El Hassan Montouck, propriétaire d'un hôtel de Triel-sur-Seine, semblaient avoir également profité, bien qu'il s'en soit toujours défendu, des fonds versés par les travailleurs immigrés.

L'un des employés complaisants, M. Lahcene Tli, avait, d'autre part, poussé l'audace jusqu'à établir des certificats d'emploi dans son entrepôt, qui avait cessé d'exister en 1967. Réfugié en Espagne, à Alicante, où il venait d'acquiescer une villa, M. Dupont n'a pas été extradé. Son état de santé le rendrait intransportable. Il a donc été condamné par défaut à deux ans d'emprisonnement et 3 000 F d'amende. M. Tli, également en fuite, a été condamné par défaut à un an d'emprisonnement et 2 500 F d'amende.

Ont en outre été condamnés : MM. Montouck, à deux ans d'emprisonnement dont un avec sursis et 3 500 F d'amende ; Samsonetti, à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et 2 000 F d'amende ; les autres prévenus, à des peines d'amende.

Le meurtre de Brigitte Dewèvre

M^{re} PIERRE LEROY : j'attends depuis deux ans et demi que justice me soit rendue.

M^{re} Pierre Leroy, le notaire de Bruay-en-Artois, s'est rendu mercredi 19 juin en compagnie de M^{re} Lefort du barreau de Lille au cabinet de M. Camille Cochet, doyen des juges d'instruction de Paris : celui-ci lui a donné connaissance de la procédure concernant l'information ouverte sur sa plainte en diffamation contre les responsables d'un article publié le 8 octobre 1973 par le magazine belge « Choc-Hédo ».

M^{re} Leroy a pu lire ainsi les déclarations faites par les auteurs de l'article, MM. Théo-Rod et Jean-Pierre Van Den Bergh, et par M. Henri Pascal, premier juge d'instruction à Béthune, qui a contesté leur avoir accordé une interview. Questions sur des déclarations faites le 17 juin par le jeune Jean-Pierre à M. Sablayrolles, le magistrat parisien chargé d'instruire l'affaire du meurtre de Mlle Brigitte Dewèvre, M^{re} Leroy répondit qu'il en ignorait la teneur et il ajouta : « Peu importe. Ce que je veux c'est obtenir un non-lieu le plus vite possible. J'attends depuis deux ans et demi que justice me soit rendue. On semble l'oublier. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi un non-lieu partiel ne peut pas être signé en faveur de ma femme et de moi-même. Il faudra bien que je sois dédommagé un jour du tort considérable qui m'a été causé. »

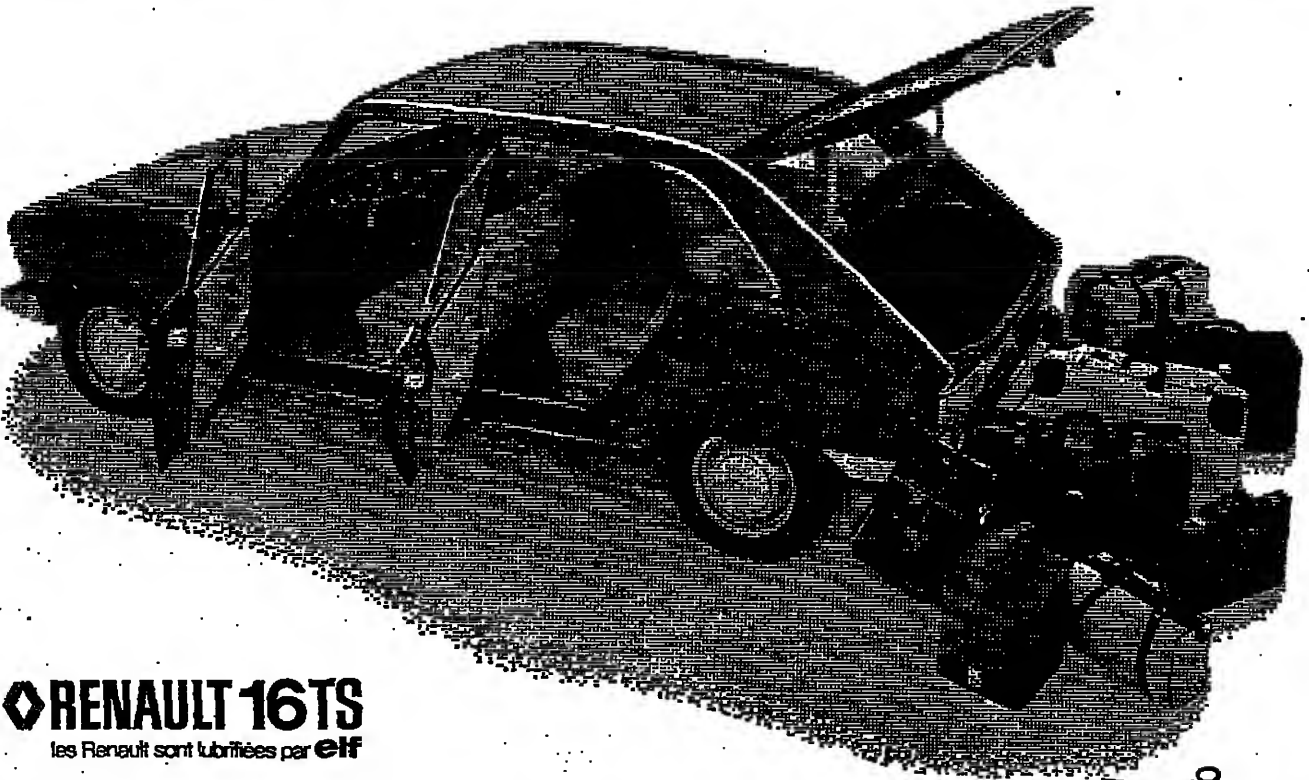
Avec tous ses bagages, un passager de Renault 16 TS ne consomme qu'1,8 litre aux 100 km.

9 litres aux 100 km*. Pour 5 personnes et leurs bagages. C'est ce que consomme la Renault 16 TS. Et en plus elle offre l'équilibre, l'agrément de conduite et la tranquillité absolue de la Renault 16. Elle offre ensuite ce qui fait d'elle une Renault 16 TS, un raffinement dans le confort, dans les équipements que vous cherchiez en vain sur d'autres voitures de sa catégorie :

lève-glaces électrique, compte-tours électronique, allume-cigares avec éclairage de nuit, dégivrage de lunette arrière, lecteur de carte, phares de recul... etc. C'est facile à contrôler. Empruntez à votre concessionnaire Renault une Renault 16 TS. (En option, boîte automatique si vous le souhaitez). Pendant 2 jours. Vous pouvez y aller dès aujourd'hui. Il vous attend.

Vérifiez-le.

Votre concessionnaire Renault vous prête une Renault 16 TS. Pendant 2 jours.



RENAULT 16 TS
les Renault sont lubrifiées par elf

Bon pour un prêt-essai de la Renault 16 TS.

Retournez ce bon à : Nom : Adresse :
RENAULT INFORMATIONS B.P. 142
92109 Boulogne-Billancourt Prénom :

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

TRECA

EPEDA

SIMMONS

ont choisi CAPELOU pour présenter leurs MEILLEURES LITIERES

Modèle TRECA

LIVRAISON GRATUITE DANS LA JOURNÉE EXPOSITION CENTRE D'ESSAI

CAPELOU Distributeur

MAGASIN DE VENTE

37, Av. de la République PARIS 13^e - 10400 PANTHER - TEL. 357.48.35 +

(Publicité)

La Caisse de Garantie de la F.N.A.I.M., Société de Caution Mutuelle, dont le siège est PARIS (8^e), 129, rue du Faubourg-Saint-Honoré, informe le public que pour conservation personnelle et sur la demande expresse de M. Marcel FAPUIGNOT, LA LOIS NOTARIE, 2, rue Ch. Berger, Franceville, la garantie qu'elle avait accordée à M. Marcel FAPUIGNOT à compter du 1^{er} oct. 1963 Transactions immobilières, à compter du 1^{er} janvier 1968 Caution immobilière, cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs de la date de la présente publication (article 44 du Décret du 20 juillet 1973).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même Décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la Loi du 2 janvier 1970 et restant couvertes par la Caisse de Garantie à condition d'être produites par le créancier dans les trois mois de la présente publication au siège de la Caisse de Garantie.

Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que la présente avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut, en aucun cas, mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité du Cabinet ci-dessus indiqué.

La demande de restitution de tableaux saisis

UNE MISE AU POINT DE M. WILDENSTEIN

Après la publication, dans le Monde du 20 juin, d'un article consacré à la demande de restitution de tableaux saisis, par M. Daniel Wildenstein, celui-ci nous a adressé la mise au point suivante :

« C'est la société américaine Wildenstein Incorporated qui a engagé l'instance en restitution de tableaux lui appartenant et non acquis par l'un de ses clients. Je ne suis pas le président de ladite société. »

« Il s'agit effectivement d'œuvres de Rembrandt, d'Utrillo et de Théodore Rousseau, qui n'ont rien à voir avec le Douanier Rousseau, malgré la pointe d'humour que cela pouvait apporter à cette affaire et à laquelle votre rédaction n'a pu résister. »

« Il n'est pas question d'exportation frauduleuse, Wildenstein Incorporated a acquis tous les tableaux d'une manière régulière avec autorisation de la Banque de France ainsi que cela a été indiqué à l'audience par le commissaire du gouvernement. »

(PUBLICITE)

MODE MASCULINE

DOMINANTE COTON

DANS LES BOUTIQUES

SMALTO

Le style de la coupe Smalto pour l'été dans les créations boutique est le coton se taille la part du lion. Ventes à rayons et carreaux (800 F), pantalons de bain (100 F), chemises (150 F), sous-vêtements (100 F), et des costumes légers non démodés.

RIVE DROITE : angle François-Truchaut ; RIVE GAUCHE : Centre Maine-Montparnasse.

ouvrages des sociologues Pierre Bourdier et Jean-Claude Passeron (« les Héritiers », « la Reproduction... »), il existe une

La revanche des maîtres d'école

Mais l'apparition aux postes de commande de cette génération d'hommes, qui ont subi l'école, est tout aussi importante que M. Baby a annoncé son intention de gouverner davantage avec le cabinet et moins avec les directeurs qui sont ses subordonnés. Ça aussi de changer profondément le style et la philosophie de l'administration centrale. Ayant fait de la pédagogie, il est venu, en tant que ministre, contre un milieu universitaire qui les rejetait, ils seront des interlocuteurs exigeants et médians à l'égard des universités. Ils ne seront pas des technocrates, mais ils formeront des maîtres et la recherche pédagogique laissera déjà transparaître cet état d'esprit. Ils ne seront pas des technocrates, mais ils trouveront des solutions concrètes, directement utilisables dans leurs classes, et non de spéculations théoriques. Ils ne seront pas des technocrates, mais ils auront un minimum de l'équilibre et une

Il ne faudrait pas toutefois que la civilisation à engager l'enseignement primaire et secondaire dans une responsabilité trop lourde n'est plus de mise. Surtout au moment où les universités prennent peu à peu conscience de leur responsabilité dans la formation des maîtres, qui devra commencer au plus vite, sera ce sujet révélateur : ce n'est pas en informant les maîtres de la formation des maîtres de recettes, même mieux élaborées qu'avant, qu'on les aidera à résoudre les problèmes qui se posent à l'heure actuelle. Il faut que jamais l'école a besoin de l'Université pour que cette dernière lui donne les outils de réflexion critique qu'elle se propose d'affronter aux questions les plus délicates de la vie. A condition que les universités cessent de se faire simplement plaisir à elles-mêmes, et qu'elles se proposent d'être au service des maîtres d'écoles.

FRÉDÉRIC CAUKEN

AU COLLOQUE DU CONSEIL ŒCUMÉNIQUE DES ÉGLISES A BERLIN

Sur l'initiative du Conseil œcuménique des

Eglises, cent cinquante femmes de quarante-huit pays participent à Berlin, jusqu'à la fin de la semaine, à un colloque sur « Le sexisme dans le monde contemporain ». Cette réunion prépare l'assemblée générale du C.O.E. qui aura lieu à

Berlin. — « Cette réunion m'aura au moins permis de rétablir notre féminisme. » Ce propos un peu désabusé d'une femme occidentale résume l'état d'esprit des femmes de la 1^{re} Internationale féminale venues participer au colloque de Berlin. Pour certaines, le choc, en effet, aura été rude. Vos femmes du tiers-monde, sont des privilégiées de riches, un luxe qui n'est pas à notre portée. Un signe parmi d'autres de la décadence

La beauté du cadre où s'est tenue la réunion — une maison de repos située dans la plus lointaine banlieue sylvestre de Berlin, loin du bruit et des hommes — n'a pas empêché les participants à cette discussion entre celles qui mettent l'accent sur la libération des femmes et les autres. Ces dernières, au nombre de quatre, ont insisté sur le fait que toutes les victimes les femmes, la majorité d'entre elles, sont aujourd'hui encore des opprimées plus graves, des victimes plus nombreuses et urgentes que les petites sous-développées, misère, néo-colonialisme.

Rommes, en
deuxième se
sexe au poli
journalistes h
certaines disc
vian, sembla-
telle qu'elle
qu'il ne s'agis
une guerre des
qu'une théolog
Mies Marum, a
l'indignation
patricat et a
poraine insidie
et non contr
patricat à e
d'aujourd'hui
chaque genre d

« Je suis une femme extrêmement heureuse », affirma, en toute simplicité, une représentante de la femme qui se fait aussitôt : « Mais j'ai souffert de la discrimination raciale. Dans notre pays, les femmes étaient, la plupart du temps, considérées comme nécessaires dans la vie. » Une autre, professeur de théologie en Argentine, estimait que la femme avait le droit de participer de toute la race humaine ; tandis qu'une Vénéto-namienne demandait qu'une Venisienne pouvait avoir le droit d'être femme, mais pas comme le sien. Dans les petits groupes de discussion on ne s'embarrassa pas pour dire leur fait aux Européennes. Il y a ici des femmes qui ont entendu et comprennent bien se souvenir qu'elles participent à l'oppression du tiers-monde. » On est toujours l'oppressée, qu'on a, et les autres l'oppressent, qu'on n'a pas.

Une telle phrase, prononcée par

APPRENEZ L'ANGLAIS
EN UN TEMPS RECORD

LE REGENCY
RAMSGATE BEACH, KENT

- Le REGENCY est à la fois un hôtel et une école
- Pas de limite d'âge
- Classe de 10 élèves en moyenne de 8 heures par jour
- Les cours sont encadrés dans chaque chambre
- Etrangers de Cambridge
- Sauna, piscine ouverte, etc.

REGENCY, RAMSGATE, KENT G. 5.
TEL TRAFLET 512-13
ou Mme ROULLON
4, r. de la Préfecture, 93 SAISONNE
tél. 858-72-13 en soirée

Le nouveau secrétaire d'État aux universités veut «animer le changement»

M. Jean-Pierre Soisson, à qui on a confié le nouveau secrétariat d'Etat aux universités, n'a pas perdu de temps : depuis sa nomination au gouvernement, il a tracé les grandes lignes de la politique universitaire, au cours d'une conférence de presse tenue le 20 juin.

Depuis de nombreux mois, le ministère concentrait toutes ses énergies sur le projet de réforme de l'enseignement primaire préparé par M. Joseph Bédarride et donnait l'impression de négliger l'enseignement supérieur. L'Université, « le cœur de la France », — M. Solson, député de l'Yonne, maire d'Auxerre et vice-président de la fédération des républicains, — devrait donner une impulsion nouvelle. Le nouveau secrétaire d'Etat à l'Instruction publique a-t-il eu l'intention de s'attarder à ce projet ?

M. Solsson a confirmé que son secrétariat d'Etat comprendrait trois directions :

— Une direction des enseignements de la recherche et des personnels, qui comprendra tous les services concernés par la vie des établissements d'enseignement supérieur (enseignement recherche, personnel, fonctionnement administratif et financier). Ainsi « le chef d'établissement trouvera en face de lui des interlocuteurs dont il peut avoir besoin pour mener à bien son action ».

— Une direction des affaires générales et financières qui n'aura aucune tâche de gestion, mais sera chargée de la planification de la carte universitaire.

du budget et des équipements
— La direction des bibliothèques et de la lecture publique

Le secrétariat d'Etat élabore un programme général d'actions à établir en collaboration avec les organes consultatifs et en harmonie avec les perspectives du plan 5. Les universités et autres établissements d'enseignement supérieur définiront à partir de ce programme les formes d'activités pour l'enseignement et la recherche. Le nouveau secrétariat d'Etat a l'intention, d'autre part, de réviser les critères d'attribution des crédits, pour « encourager financièrement les initiatives tendant notamment à la mise en place de

- Clarifier la situation des enseignants

M. Solisson a annoncé son intention d'étudier avec les organes consultatifs et les instances académiques, le problème épineux des salaires et des carrières des enseignants, pour lesquels l'existence de plus de quarante types différents de situations lui paraît faire « un effort de clarification » permanent à l'égard du déblocage des carrières.

En outre, les nouvelles responsabilités des enseignants, notamment en matière de gestion, pourraient être prises en compte dans les carrières universitaires.

● Aider les étudiants les plus défavorisés

Estimant qu'il faut aujourd'hui donner à l'éducation un caractère d'assommoir sa situation d'indulgent le secrétaire d'Etat souhaite soit entreprise « une réflexion nouvelle sur les conditions de l'étudiant », qui conduise à une « substitution progressive de l'aide directe à l'aide indirecte ». Les étudiants les plus démunis pourraient ainsi bénéficier d'une aide financière accrue. Les bureaux d'affaires sociales des facultés des lettres, des sciences et des lettres seraient créés et la Centralisation des universités et écoles (CNUOUS) sera réformée.

● **Participer**
à la vie régionale

Les universités seront appelées à jouer un rôle plus important dans le développement régional en liaison avec les organismes représentatifs des régions. M. Sois a déclaré qu'il attachait beaucoup d'importance à la réalisation d'une carte universitaire « co-

rente » pour « éviter tout à la fois la concentration excessive et les déserts ». Le critère économique serait, à cet égard, dominant, plusieurs régions pouvant se grouper pour favoriser le développement d'établissements capables d'acquies un potentiel d'enseignement et de recherche « de niveau international ».

La tâche la plus urgente du secrétariat d'État est la réforme du second cycle universitaire qui entrerait en application, selon les cas, aux retours de 1975 et de 1978. Cette réforme devra s'accompagner d'une amélioration des méthodes du contenu des enseignements. Ainsi, les techniques nouvelles d'enseignement — notamment audiovisuelles — seront encouragées financièrement.

D'autre part, un effort accru sera accompli pour favoriser la formation professionnelle et de nouvelles filières, afin de permettre une meilleure adaptation à l'emploi et faciliter l'insertion des étudiants dans la vie active. Des expériences d'enseignement par alternance avec des activités professionnelles seront aussi effectuées.

YVES AGNÈS.

● Le professeur Rokkan étant retenu à Bergen par une raison de force majeure, la journée d'études que l'Association française de science politique devait tenir sous sa direction le samedi 22 juin 1974 est annulée.

● Valréas (Vaucluse) sera

« vive marie » le jeudi 27 juin de 8 heures à 12 heures, a annoncé, le jeudi 20 juin, le comité de défense du lycée de Valréas (voir le *Monde* du 18 juin). Usines, bureaux et magasins seront fermés, et les valréasiens seront invités à descendre dans la rue.

l'égard des autres délégations :
« Et maintenant nous allons en-
tendre le point de vue de l'Asie.
Je pense qu'il est bon qu'il s'ex-
prime. Je lui demanderai toute-
fois d'être brève, car il est déjà
fort tard. »

Faut-il que des réunions de
femmes ressemblent à des congrès

des diplomates pour avoir l'air sérieux? Là se situe un autre paradoxe des féministes occidentales: les femmes, souvent d'âge mûr, qui se réunissent à Berlin ne sont pas des «pétroleuses» ni de simples ménagères. A mi-chemin entre la suffragette et le jadis et la militante du M.I.F., la société qu'elles dénoncent. Elles ont une culture, une formation, des hommes: diplomates, responsables sociaux, exerce des responsabilités politiques, sociales ou d'Église. On dirait que beaucoup sont plus efficaces, plus intelligentes que les hommes, en un mot: que les hommes, en un mot:

L'inconfort des avant-gardes

Elles connaissent pourtant l'inconfort des avant-gardes : il faut avoir franchi les barrières pour en apprécier — et en dénoncer — la hauteur, il faut avoir réussi à se libérer un peu de l'oppression pour en concevoir le poids. Mais nous avons, dit M^{lle} Gisèle Halimi, invitée par le congrès, le pouvoir du savoir. Cela nous donne l'obligation de le mettre au service de celles qui n'ont pas eu la chance de s'en tirer. C'est de nous qu'elles doivent apprendre les moyens de lutte et des schémas de libération. L'langage propre à séduire les femmes occidentales mais qui n'a pas convaincu les autres.

Le téléjournal très nuancé d'une femme pasteur de la République démocratique allemande représentera une position d'indépendance, la libération de la femme passe par quatre étapes : prise de conscience de l'oppression ; création des conditions légales, sociales et politiques pour l'égalité des sexes ; changement mental ; mise en œuvre. Dans son pays, il reste à entreprendre la dernière étape. Alors qu'en R.D.A. l'immense majorité des femmes travaillent à l'extérieur de la maison, une enquête récente nous apprend qu'effectivement encore 78 % des tâches ménagères. La division des rôles s'installe plus durablement dans l'inconscient que dans les lois. C'est pourquoi il est si difficile, conçoit-elle long, l'homme et la femme devront le parcourir ensemble. Pour le moment, l'homme ne voit que la perte qui en résulte pour l'homme, mais il faut réussir à présenter l'égalité de l'homme et de la femme comme un enrichissement pour l'homme et un bien pour la femme. »

BRUNO FRAPPAT.



MOQUETTE ANGLAISE

UNIE OU MOTIFS LE STOCK LE PLUS IMPORTANT DE PARIS

VENTE MASSIVE ARRIVAGE DIRECT

APPORTEZ VOS DIMENSIONS

NOUS SOMMES VOTRE SPECIALISTE!
LES PRIX, LA POSE ET LE STOCK SUR PLACE

**N'HESITEZ PAS A VISITER NOTRE
NOUVEAU DEPOT DE VENTE**

SI VOUS AVEZ

- UNE CHAMBRE!
- UN APPARTEMENT!
- UN BUREAU!
- UN HOTEL!
- UN BATIMENT!

A MOQUETTER

MONDIAL

MOQUETTE

"BRITISH CARPET CENTER"
90, BD JOURDAN PARIS-14°

a 50 m de la Porte d'Orléans - Tél. 336.38.62



OUVERT : Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h-21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h-20 h

La montée de l'islam en Afrique noire

(Suite de la première page.)

A Niamey même, dans l'aire du Musée national dont les pelouses surplombent le Niger, les employés se contentaient de voir dix ans d'un seul lieu de culte : un cercle de pierres posées sur le sol ; il leur en faut, en 1974, trois ou quatre. Le nombre de ceux qui observent le jeûne du ramadan a quadruplé. En ville, le Moudoud, fête de la naissance du prophète, est célébré avec un cérémonial à la grande joie des enfants, qui font écarter des pétards et tourner des gerbes de fleurs artificielles.

500.000 mètres carrés de tapis

A tous ces facteurs s'ajoute la propagande tapageuse des pays arabes donateurs. Lorsque le colonel Kadhaï s'est rendu cette année à Niamey, il a été reçu triomphalement. Les journaux ont fait grand cas de l'assistance libyenne : 500 000 mètres carrés de tapis pour les mosquées ; 200 000 dinars en 1974 à l'intention des boursiers des écoles professionnelles (contre 5 millions en 1971) ; 375 millions pour l'Institut islamique ; des milliers d'ouvrages ; 82 millions pour la construction ou l'aménagement des mosquées ; 1 500 000 pour les émissions religieuses à la radio ; 20 billets d'avion pour le pèlerinage à La Mecque, etc.

Cette générosité ne laisse personne insensible. Mais si certains nigériens s'en félicitent sans restriction, surtout dans les milieux officiels, beaucoup sont réservés ou agacés. Ils n'ignorent pas le caractère intéressé de cette assistance et supportent mal qu'on utilise la religion à des fins politiques. Ils en souffrent comme d'une humiliation et comme d'une perversion de l'idéologie religieuse.

« Quantitativement certes, l'islam est en progrès, nous a déclaré un notable musulman. Mais qualitativement, dans les cœurs, j'en doute. » Les pays arabes, a-t-il ajouté, veulent nous asservir. »

Universalisme

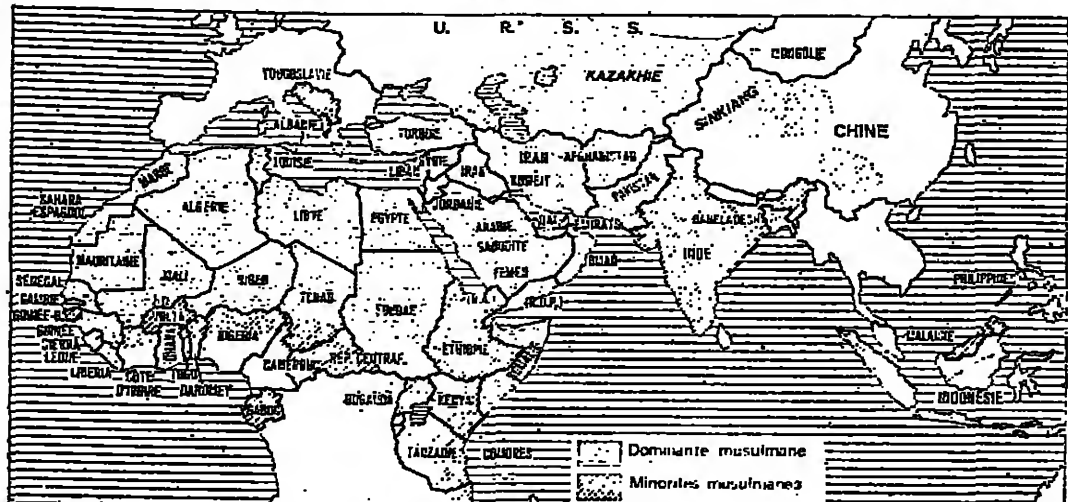
Les jeunes, et particulièrement les étudiants, se détachent de la religion ou au minimum de la pratique. Ils ne sont pas dupes de la sincérité de certaines conversions. Un musulman s'occu-

pant d'alphabétisation avance même qu'il y a une régression de la foi et de la connaissance de l'islam. La fréquentation accrue des mosquées, dit-il, ne s'est pas traduite par un meilleur comportement moral.

La tolérance est une note de l'islam noir. Me Houbou Amah, il était encore président de l'Assemblée nationale lorsque nous l'avons interrogé à la veille du

qui interdisait à leur personnel d'interrompre leur travail pour faire leur prière. Finalement, le temps où l'on « enlevait » des enfants pour les baptiser ! Aujourd'hui l'islam a pignon sur rue. Le président de la République a fait en 1973, pour la première fois, son pèlerinage à La Mecque et affiche depuis son prénom musulman. Cinq marabouts se relaient à la radio pour les émissions religieuses. La polygamie — qui

des marabouts, véritables escrocs et détourneurs de fonds. » Une pratique courante — celle-là inoffensive — consiste à faire boire l'eau ayant servi à effacer les versets du Coran écrits à la craie sur un tableau noir. Les marabouts — honnêtes ou non — font sonner. Il y en a dans chaque village. Dans telle ville de treize mille cinq cents habitants, on en compte cinquante-quatre, dans une autre de cinq mille, dix-huit.



coup d'Etat nigérien — fait remarquer le caractère « récapitulatif » de l'islam qui honore Jésus et Marie, alors que le catholicisme est, selon lui, « la religion des empêcheurs et des esclavagistes ». Faisant ressortir le caractère universaliste de l'islam, nous interrogeons le colonel Kadhaï : « L'islam, nous dit-il, n'est ni arabe ni noir. Il est l'islam tout court et n'obéit pas aux nationalismes des peuples qui l'adoptent. » Mais il regrette la dispersion de l'action islamique.

« L'islam manque cruellement d'une direction spirituelle commune. » On pourrait ajouter qu'un

La disproportion des forces chrétiennes et musulmanes au Niger est telle que les rapports interreligieux ne sont pas détériorés par la concurrence. Il en va différemment en Haute-Volta, pays limitrophe, où le catholicisme est solidement implanté. Un habitant sur trois seulement est musulman à Ouagadougou. La proportion est de 30 à 60 %. Les chrétiens sont de 40 à 60 % (contre 10 % en 1961). Il suffit de se promener dans les rues pour constater les progrès de l'islam : les mosquées de quartier, en forme de pain de sucre, ont poussé par dizaines. La mosquée principale a été agrandie ; deux nouvelles mosquées sont en construction.

Le président de la communauté musulmane — un ancien chrétien — insiste sur le changement de climat depuis l'indépendance. Finales les vexations des colons

est seulement tolérée par l'islam — est en recul. A l'abri de son palais, l'empereur des Mossi est musulman depuis deux générations.

La vigueur de l'islam en Haute-Volta, la création dès 1958 d'une union culturelle et, en 1972, d'un comité pour la jeunesse et d'un bulletin ne suffisent pas à faire oublier les difficultés. Les intéressés eux-mêmes ne les cachent pas. Ils réclament que l'on débarrasse l'islam de l'ignorance, des influences et des pratiques étrangères aux préceptes du Coran, de la mendicité chronique des enfants des écoles coraniques, des faux marabouts, « charlatans, exploitateurs qui s'inspirent par la peur ».

C'est au nord du Togo que nous avons entendu les plaintes les plus sévères contre les marabouts. Un chef de circonscription prétend que ces hommes, qui s'occupent de la réussite d'un examen, pour la guérison d'un malade — homme ou animal — ou pour améliorer ses affaires, pratiquent l'envoûtement. A l'en croire, ils droguent leurs clients et les tiennent ainsi à leur merci. « La plupart des crimes crapuleux accomplis depuis deux ans dans la région, affirme-t-il, sont le fait

Une Union musulmane du Togo vient d'être créée, qui, comme en Haute-Volta, engage la lutte contre les marabouts dévoyés, ainsi que contre les « confréries » peu orthodoxes.

Lié au commerce

Depuis 1924, la population du Togo a presque triplé, tandis que le nombre des musulmans sextuplait. Plus d'un Togo sur dix appartient à l'islam. La plus forte concentration se trouve au centre, dans la région Kotohou. La haoussa est la langue véhiculaire de l'islam, parlée par une ethnique de marchands ambulants qui s'installent et revendent des pagnes, des tissus et des produits de l'artisanat. Il se confirme ainsi une fois de plus que le sort de l'islam noir est lié à celui du commerce. Sokodé est considérée

comme la capitale historique de l'islam, car c'est dans cette ville qu'a été érigée la première mosquée en 1820. En 1971 a été inaugurée la mosquée d'Hassanoum (à 60 kilomètres à l'ouest de Lomé), construction élégante aux couleurs claires. En plusieurs endroits, les vieilles bâtisses de terre battue ont été remplacées par des édifices en pierre. De nouvelles écoles coraniques ont été créées, dotées de professeurs arabes. Une centaine d'étudiants togolais travaillent dans les grandes universités d'Afrique du Nord.

Impregnation progressive

Tolérants, les musulmans ne s'en font pas moins une très haute idée de leur religion et se sentent pas ordinairement parmi les chrétiens, dont ils reconnaissent les qualités, du moins pour les animistes, qui suivent les coutumes d'un autre âge. « Les pains sont du bois pour chauffer l'enfer », confie un musulman à l'évêque de N'djaména (Dahomey), qui ne partage nullement ce point de vue. Dans ce diocèse de 400 000 habitants, les musulmans (60 000) sont fort nombreux par rapport aux chrétiens (12 000), mais restent peu devant les animistes : 330 000. Ici encore l'islamisation s'est faite à partir du Nord, dans le sillage des commerçants ; mais elle atteint aussi les paysans du Sud. A l'est, on note une lente avancée des musulmans, mais les ethnies de la montagne se révèlent imperméables. C'est dans la plaine que s'effritent les coutumes païennes. Depuis une dizaine d'années, les petits villages sont dotés de mosquées. Une école coranique est née à Djougou. L'islam semble définitivement installé. Les missions chrétiennes, faisant la part du feu, ne font aucune évangélisation dans ces régions musulmanes. Il leur arrive même de faire machine arrière ; ainsi ce village animiste du nord-est du Dahomey, où une église était déjà en construction et qui depuis trois ans est presque entièrement à l'islam.

Qu'en est-il de la Côte d'Ivoire, largement ouverte sur l'océan et dont la somptueuse capitale de 800 000 habitants retient encore, malgré son climat, 40 000 Blancs ? Le christianisme y conserve un certain prestige. Le président de la République n'est-il pas catholique ? Cinquante pour cent des jeunes appelés au service militaire se disent chrétiens, ce qui est manifestement faux, mais socialement bien considéré. A l'université d'Abidjan, les étudiants — ils sont quelque cinq mille Noirs — détestent, sans le dire, les Arabes et sont attirés d'un apollonisme fonder. Leur sympathie va à Israël, mais Boumediène les impressionne. Les élèves musulmans sont discrets. Ils ne se réunissent pas entre eux, ne prient pas en public, mais pratiquent néanmoins. Le cordon ombilical avec leur village natal n'est pas rompu. Ils s'y rendent régulièrement, quitte à se laisser dépouiller d'une grande partie de leur bourse d'études par une innombrable famille. Eux cent mille des deux millions de musulmans que compte la Côte d'Ivoire sont des étrangers, l'une des meilleures de Paris

gers, surtout des Maliens et des Guinéens. La population totale dépasse cinq millions. Cinq cent mille seulement sont chrétiens. Où basculera la grande masse des animistes ? Le nord-ouest du pays est entièrement islamisé depuis une cinquantaine d'années. Bousaka est musulman à 70 %. Gagnoa également, qui fut jadis un foyer d'anticolonisme ainsi qu'Anyama, à 30 kilomètres de la capitale. On note aussi des conversions au nord de la forêt et dans l'est. On remarque d'autre part que le commerce du kola est entièrement entre les mains des musulmans.

Mais le phénomène d'islamisation est moins le fait du prosélytisme que de l'impregnation progressive. Les missionnaires sont rares. Les conversions ne se font pas ordinairement parmi les intellectuels et les étudiants. L'effort des communautés musulmanes pour assurer l'instruction religieuse des jeunes est partiellement réussi. On n'a pas d'autre part l'impression que la religion musulmane joue un rôle important dans le développement de l'Afrique et dans son expansion politique. L'islam s'est hissé au-dessus des idéologies socialistes, qui ont eu plus d'influence sur les dirigeants que leur culture religieuse. A cet égard, le christianisme paraît un peu moins handicapé.

On reproche parfois à l'islam noir d'être une religion de seconde zone, sous prétexte qu'il s'est laissé influencer par les coutumes locales. Ce n'est pas faux ; mais s'il compose avec l'animisme et ne repousse pas un certain syncrétisme, l'islam noir acquiert de ce fait une efficacité qu'on ne saurait négliger. De nombreux Noirs voient en lui une sorte d'animisme supérieur et épure, une réponse à ses recherches et à ses tâtonnements. (1).

HENRI FESQUET.

(1) PRO MONDI VITA n° 28, 6, rue de la Limite, Bruxelles 3.

LE CENTRE DE PSYCHOLOGIE EXPERIMENTELLE TRIBU
Georges GUELFAND - Roland VESNOUT - Aldo NONIS
organisés les 29-30 JUIN 1974
UN GROUPE DE RENCONTRE animé par Aldo NONIS
Utilisation des techniques verbales directes pour favoriser un travail corporel et émotionnel.
Dates : 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 JUILLET
75009 PARIS - Tél. : 878-75-19

« AU CARRÉ D'AGNEAU »
CHEZ ALBERT
122, av. de Maine, 92. 47-82 (F. Remy)
TERRASSE PLEIN AIR
Ses démoiselles en brochette
Son homard poché vivant
Son célèbre carré d'agneau
Sa carte, l'une des meilleures de Paris

Deux archevêques noirs répondent au colonel Kadhaï

Au cours de la conférence pan-africaine de la jeunesse, qui s'est tenue à Benghazi (Libye), le colonel Kadhaï avait dénoncé, le 23 mars dernier, « la mentalité du pape et des prêtres qui veulent exercer leur domination sur l'homme africain », et déploré que le christianisme « ait été utilisé en Afrique noire pour obtenir l'asservissement de l'homme africain » (Le Monde du 28 mars).

Deux archevêques noirs, à notre connaissance, ont relevé ces propos, le cardinal Paul Zoungana, d'Ouagadougou, et Mgr Bernard Yago, d'Abidjan. Le premier, en quelques lignes d'une étonnante virulence, le second dans un exposé qui frappe, au contraire, par sa sérénité.

C'est dans sa cathédrale, le jour de Pâques, que le cardinal s'est ainsi exprimé : « Quelqu'un qui se dit grand initiateur en beaucoup de choses se serait hasardé à vouloir engager les Africains à se débarrasser du christianisme, du pape et des prêtres : or, Dieu seul est grand, nos frères ! Il est permis à un chef d'Etat, si riche et si prétentieux soit-il, d'être ignorant, mais pas malhonnête. Nous, chrétiens, nous n'avons point démenti de la culture en Afrique, loin de là. » Mgr Yago estime démodé toute « guerre sainte » et veut écarter l'hypothèse que le projet d'un émetteur de radio africain, « la

Voix de l'islam », veuille « altérer la foi chrétienne ». Il rappelle qu'au onzième siècle les Almoravides détruisaient l'empire animiste du Ghana, et qu'au dix-neuvième siècle la conquête égyptienne du Soudan méridional a décimé les populations ; il évoque la traite des esclaves africains par les musulmans (80 000 par an au dix-neuvième siècle).

Dans certains territoires, comme en Côte d'Ivoire, ajoute Mgr Yago, la diffusion de l'islam a bénéficié de la colonisation. Nous devons tous, musulmans et chrétiens, nous montrer modestes devant l'histoire et chercher aujourd'hui avec passion les chemins de l'entente et de l'amour fraternel. Croyons-nous, oui ou non, au dieu unique, père de tous, juge et justificateur des hommes ? Si oui, une nouvelle guerre de religion entre musulmans et chrétiens serait dramatique, parce qu'elle aboutirait à notre auto-détruction mutuelle.

Enfin, qu'on ne s'y trompe pas : il arrive que des apôtres de l'authenticité africaine rejettent aussi bien l'islam que le christianisme, comme des religions étrangères qui ont corrompu leur culture traditionnelle. Utiliser l'argument d'authenticité pour compromettre le christianisme, ne profiterait pas à l'islam, mais fournirait, au contraire, des armes contre lui. »

HENRI FRENAY
la nuit finira
Prix littéraire de la Résistance 1974
Mémoires 1940-1945
éditions ROBERT LAFFONT

le portugal ouvre ses portes à l'europe
venez le découvrir, cet été, en vacances
pour préparer vos vacances adressez-vous à votre agence de voyages ou à la CASA DU PORTUGAL, 7 rue scribe 75009 paris. tél. 073.44.71

MOQUETTE ANGLAISE
UNE OU MOT
LE STOCK
LE PLUS IMPORTANT DE PARIS
ASSISE
IMAGE DIRECTE

pour acheter au soleil
provenance côte d'azur languedoc roussillon corse espagne
LISEZ
MEDITERRANEE IMMOBILIERE
Tranquillement assés dans votre fauteuil, vous trouverez dans cette revue, parmi des milliers d'annonces, le mas, la maison, l'appartement ou le terrain dont vous rêvez... sur la côte ou dans l'arrière-pays.
Soyez les premiers à acheter le numéro SPECIAL ETE de :
NOM
ADRESSE

RELIGION

Le « procès » Hans Kung

DEUX SYNODES RÉUNIS EN SUISSE
DEMANDENT LA LIBERTÉ D'EXPRESSION POUR LES THÉOLOGIENS

L'affaire Kung a rebondit. Selon des informations en provenance de Suisse, le « cesse-le-feu » tacite entre le théologien Hans Küng (République fédérale d'Allemagne) et la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi (le Monde du 15 octobre 1973) aurait pris fin. Le docteur Küng est en litige avec les autorités romaines, on le sait, pour ses prises de position jugées trop avancées sur plusieurs questions doctrinales, et notamment celle de l'infailibilité pontificale, qu'il a traitée longuement dans son livre : *Infailible ? Une interrogation*, publié en 1971.

Deux synodes diocésains, qui ont lieu actuellement en Suisse, se sont inquiétés de la reprise des hostilités par Rome. A Coire, dans le canton des Grisons, cent délégués synodaux ont signé une pétition, qu'ils ont remise à leurs évêques, pour demander que la liberté de recherche des théologiens soit respectée et que ne se reproduise jamais le « cas Pfürner » (1).

Le synode de Bâle, réuni en session extraordinaire les 15 et 18 juin, a voté une motion sur

ce nouveau raidissement de Rome. « Un tel procès, lit-on dans la motion, détruit la crédibilité de l'autorité de l'Eglise et entrave l'effort pastoral et le travail œcuménique commun. »

Le *Tagesspiegel*, journal allemand, annonce que Hans Küng aurait été invité à une nouvelle fois à venir à Rome pour se défendre.

(1) Le Père Pfürner, dominicain et professeur à l'université de Fribourg, avait dû cesser son enseignement sur la morale de la sexualité à la demande du Vatican, et il abandonna la prêtrise et l'ordre dominicain au début de l'année 1974. Dans un article paru dans la revue *Jésuite*, à Genève, le Père Ludwig Kaufmann critique le procédé utilisé par la Congrégation pour la doctrine de la foi dans cette affaire : « Le procès romain était secret, il n'est resté non seulement pour le public mais également pour les évêques suisses. La conférence épiscopale a été ignorée d'une façon telle sur l'instance romaine qu'on ne peut pas ne pas voir là une flagrante contradiction avec l'appel solennel (...) de Paul VI, lorsqu'il annonça la réforme de la Curie, exprimant par là une collaboration fraternelle avec les évêques. »

SCIENCES

Framatome, Westinghouse et le C.E.A. étudieront
la sûreté des réacteurs à eau pressurisée

Le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), la société Framatome et la société Westinghouse ont conclu un accord pour des études en commun sur la sûreté des réacteurs à eau pressurisée. Une installation d'essai sera construite à Cadarache (Bouches-du-Rhône) pour environ 20 millions de francs, dont la moitié à la charge du C.E.A. Framatome est la société du groupe Creusot-Loire qui construit en France, sous licence Westinghouse, les réacteurs à eau légère sous pression.

Westinghouse a fourni la licence des réacteurs à eau pressurisée à Framatome, qui les réalise pour l'Electricité de France. Des études de sûreté ont été déjà faites aux Etats-Unis sur ce type de réacteur. Mais le C.E.A. et Framatome veulent étudier, de manière plus approfondie, ce qui risque de se passer en cas de rupture ou de fuite dans le système de refroidissement du cœur du réacteur. L'accident de refroidissement, les spécialistes le redoutent.

car, alors, la chaleur produite dans le réacteur est mal évacuée ou même cesse de l'être (le Monde du 11 juin).

Dans un réacteur à eau pressurisée, le refroidissement est assuré par l'eau sous pression. En cas de fuite ou de rupture, la pression baisse ou disparaît, et il se forme de la vapeur qui se mélange à l'eau. Cet ensemble eau-vapeur se propage dans le circuit de refroidissement et peut atteindre les pompes chargées de faire circuler l'eau. Le C.E.A. et l'industrie se proposent d'étudier ce qui se passe lorsqu'un orage anormal d'eau et de vapeur atteint les pompes. Pour cela, une installation expérimentale dénommée Eya sera réalisée à Cadarache entre juillet et septembre 1975. On se servira de la vapeur qui sort du réacteur prototype des sous-marins nucléaires français, le RAT (prototype à terre), pour envoyer de la vapeur dans une boucle de refroidissement où circulerait de l'eau sous pression, grâce à une pompe fournie par Westinghouse. Les essais commenceront pendant six à douze mois. — D. V.

DÉFENSE

De préférence à des offres britanniques et suédoises

LE DANEMARK ACHÈTE DES CHARS OUEST-ALLEMANDS

(De notre correspondante.)

Copenhague. — Le ministère danois de la défense a décidé, après de longues hésitations, de commander à la firme ouest-allemande Krauss-Maffei de Munich, cent vingt chars de combat Leopard, d'une valeur de 445 millions de francs environ, pour renouveler son parc de blindés constitués essentiellement de chars britanniques. Les premières livraisons auront lieu au début de 1976. La firme Krauss-Maffei a promis, en échange, d'acheter, à titre de

compensation, des produits industriels danois, notamment des moteurs Diesel.

C'est le désir de répondre au plan de standardisation de l'OTAN sur le flanc nord de l'Europe qui l'a emporté au Danemark sur toutes les autres considérations. Le char britannique Chieftain, tout récent, avait été écarté à la fois pour des raisons techniques et économiques, de même qu'avaient été rejetées des propositions suédoises en faveur d'un char sans tourelle SAM-X-30 français ne paraît, à aucun moment, avoir intéressé les dirigeants de Copenhague, à qui il avait été présenté. — C. O.

● M. Alain Ventat, vingt-huit ans, poursuivi pour défection, incarcéré à la prison de Fresnes le 15 mai, puis transféré dans les hôpitaux militaires du Val-de-Grâce et Beghin, a été mis en liberté après un mois de grève de la faim. Son procès devant le tribunal permanent des forces armées de Paris avait été renvoyé le 7 juin (le Monde du 9-10 juin). Selon le parquet militaire, son état ne lui permettait pas de comparaitre. Très affaibli, M. Alain Ventat a été transféré à l'hôpital Ambroise-Paré, à Boulogne-sur-Seine.

● Des secours exceptionnels d'urgence seront attribués aux familles de militaires du contingent, décédés au cours du service national. Le service social des armées a été autorisé par le ministre de la défense à verser, dans les trois jours suivant le décès, 2 500 F pour les familles des appelés combattants et 5 000 F pour les épouses des appelés mariés. Cette mesure sera appliquée rétroactivement aux familles des militaires appelés, décédés depuis le début de l'année 1974.

AÉRONAUTIQUE

En raison
de certaines difficultésLA SNIAS OBTIENT
UN DÉLAI SUPPLÉMENTAIRE
DE DEUX MOIS POUR PRÉSENTER
SON BILAN FINANCIER

En raison de difficultés, qui tiennent essentiellement à la nécessité d'une réorganisation interne, la direction de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) a obtenu de ses autorités de tutelle et de ses instances supérieures, comme le conseil de surveillance, un délai supplémentaire de deux mois pour présenter son bilan financier de 1973 devant l'assemblée générale ordinaire des actionnaires. Le tribunal de commerce a, du reste, approuvé le report à septembre de la date limite de l'assemblée générale des actionnaires — qui avait eu lieu l'an dernier un 28 juin — et le report de la présentation officielle des comptes.

Une telle procédure n'est pas exceptionnelle, mais elle n'est pas non plus fréquente. En fait, il s'avère que les activités de la Société nationale, en raison notamment de la mévente de ses avions civils, ont stagné en 1973, puisque le chiffre d'affaires (hors taxes) — de l'ordre de 4 255 millions de francs y compris les investissements publics en — a peine dépassé de 6 % sur l'exercice de 1972. Le déficit paraît d'ores et déjà important.

Le report de l'assemblée générale des actionnaires s'explique aussi par la difficulté pour la SNIAS d'établir ses comptes de l'an dernier, selon de nouvelles conventions comptables qui viennent d'être arrêtées en accord avec le ministère des finances et de l'économie.

MÉDECINE

● La centième implantation d'un stimulateur cardiaque à énergie isotopique sur un garçon de quinze ans et demi, à l'hôpital Broussais à Paris, a été célébrée mercredi 19 juin dans le service du professeur Dubost (chirurgie cardio-vasculaire), en présence du professeur Paul Laurens, inventeur de cette technique, plus de huit cents appareils fonctionnant grâce au plutonium 238 ont été implantés, de par le monde, depuis la mise en place du premier stimulateur de ce genre, le 27 avril 1970, à l'hôpital Broussais. Cet appareil, dont la durée de vie peut atteindre dix ans, contre deux à trois ans pour les stimulateurs à piles chimiques, a vu cependant sa diffusion limitée en France, notamment en raison de son coût élevé.

● Des élèves sages-femmes se sont mises en grève, notamment à Rennes, depuis le 13 juin (trente-trois élèves sur quarante-quatre) et à Limoges, depuis le 17 juin (onze élèves sur une vingtaine). Les grévistes, qui ne suivent plus les cours et qui n'assistent ni leurs stages ni leurs gardes, dénoncent en particulier leurs mauvaises conditions de formation pratique en raison de la carence de personnel hospitalier pour les seconder.

● L'école d'infirmières de Dijon et son internat ont été fermés, jeudi 20 juin, aux élèves grévistes sur ordre de la direction générale du centre hospitalier régional de cette ville. La décision a été prise sans consultation de la directrice de l'école. Environ cent cinquante élèves sur les deux cents inscrites dans cette école ont cessé, depuis le mardi 18 juin, de suivre les cours et de faire leurs stages.

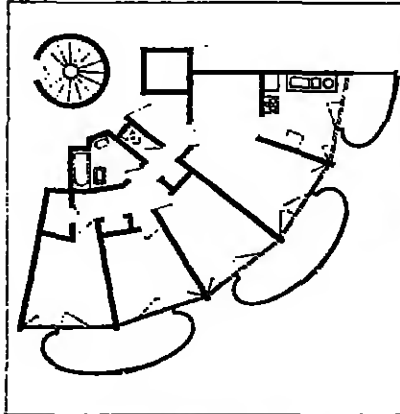
NOUVEAU CRETEIL QUARTIER DU PALAIS

DES APPARTEMENTS TOUT EN LUMIÈRE ET EN BALCONS

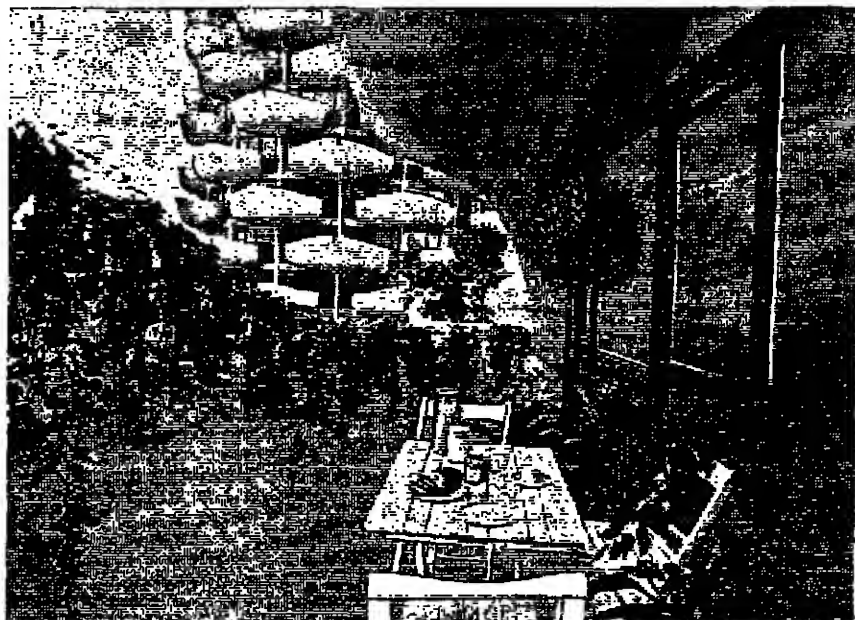
VENTE ET LOCATION

Pas une pièce sans balcon.
Ici, chaque pièce, qu'elle soit séjour, chambre ou cuisine, chaque pièce ouvre sur un balcon.
L'exposition multiple, le nombre et la surface des fenêtres, rendent les appartements exceptionnellement clairs.

Un espace nouveau.
Beaucoup de gens recherchent des logements en rupture avec la standardisation croissante. Ceux-là découvriront avec bonheur un espace nouveau à vivre et à aménager.
Un espace sans ennui ni uniformité (ici, plan du 4 pièces).



En septembre 74, le métro.
La ligne n° 3 Charenton-Batard est en cours de prolongation au-delà de « Maisons-Alfort-Juillet ». L'ouverture de la station « Créteil-Université » à 200 mètres de chez vous est pour septembre 1974.
Vous serez alors en 30 minutes au cœur de Paris... sans changement.



A votre porte, tous les équipements du Nouveau Créteil.

Créteil est préfecture du Val-de-Marne et ville-pilote. A deux pas du Quartier du Palais, vous avez : le lac (60 ha), le parc (130 ha), la préfecture, le plus grand centre commercial d'Europe, un I.U.T., des C.E.S. et C.E.T., l'hôtel de ville, la maison de la culture, l'université... Et au pied même de votre appartement, l'école maternelle. A la récréation, la mère voit l'enfant de son balcon.

Financement.
Ce programme bénéficie de l'ensemble des financements privilégiés : crédit foncier, 1 %, etc., et tout le monde peut en bénéficier.

Des plans de financement adaptés à chaque cas peuvent être étudiés gratuitement, sur demande.

Visite des appartements.
Vous pouvez visiter les appartements témoins tous les jours, sauf le mardi, de 14 h à 19 h et les samedi, dimanche et lundi de 11 h à 19 h, au Quartier du Palais, Bâtiment D.

Renseignements :
— sur place,
— au Civalma, 041 94, 56 rue Pierre-Brossolette, 94000 Créteil. Tél. 899.56.40.
— à la Boutique Ocil, 55 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08. Tél. 522.67.10 et 387.33.28.



400.000 PERSONNES LOGEES
5759 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08.
Tél. 522.67.10 et 387.33.28.

La Boutique Ocil est maintenant ouverte tous les mercredis jusqu'à 22 h.

Je désire recevoir sans engagement de ma part la brochure Créteil-Université.

Nom _____ Prénom _____ Adresse _____ Dpt _____

Donner à : M. le Directeur de la Boutique Ocil, 55 bd Malesherbes, 75381 Paris Cedex 08.

صلى الله عليه وسلم

Le Monde

DU TOURISME ET DES LOISIRS

Les premières intentions du secrétaire d'Etat

LA CARTE DE LA SIMPLICITÉ

Pour peu que l'on y soit élu républicain indépendant, la région Rhône-Alpes serait-elle le terrain privilégié des secrétaires d'Etat au tourisme ? C'est un hasard, mais c'est un fait — et M. Giscard d'Estaing l'a retenu lui-même avec amusement — M. Gérard Ducray, élu républicain indépendant du Rhône, occupe aujourd'hui ce poste gouvernemental après M. Marcel Anthonioz, élu républicain indépendant de l'Ain et M. Aimé Paquet, ancien élu républicain indépendant de l'Isère. Voilà du moins dans le changement une certaine forme de continuité.

« Heureux et fier », mais aussi intimidé — « cela fait tout de même quelque chose de pénétrer à Mafignon et trente-deux ans », — M. Ducray n'avait peut-être pas une vocation particulière pour les fonctions dont il a aujourd'hui la charge. Avocat au barreau de Villefranche-sur-Saône, élu député en 1968 — le plus jeune de la législature — réélu en 1973, encore benjamin dans l'équipe ministérielle où il vient d'entrer, ce petit homme vif, dont les traits un peu rudes ne parviennent pas encore à effacer les fraîcheurs de l'adolescence, se retrouve à la barre du tourisme. Pourquoi pas ?

Fromage et vin

Dès le 18 juin, c'est à Villefranche-sur-Saône, bien sûr, qu'il est venu inaugurer ses nouvelles fonctions et résider à l'ouverture d'un parc de loisirs. Ce fut l'occasion d'un discours-programme dans lequel il a esquissé les trois axes de sa politique : l'économique, le social et le technique.

Sa région, on pourrait dire son fief, le Beaujolais, est devenu en vingt ans un lieu de tourisme. Chaque année, ce sont maintenant plus de deux millions de personnes qui passent dans ses coteaux en parcourant les différents circuits, de caveau en caveau, de Ciochemerie à Chiroubles, de Beaujeu à Fleurie, découvrant au passage le cloître de Salles ou visitant le musée Claude-Bernard, à Saint-Jullien. Le nouveau secrétaire d'Etat a voulu son développement par un itinéraire ordinaire dans lequel, il est vrai, la viticulture jouait le rôle moteur.

« Mal-mème, dit-il, j'ai accueilli des foules de gens. »

Sans que le Beaujolais puisse être tenu pour un microcosme, M. Ducray a trouvé déjà matière à réflexion.

« Ce tourisme, dit-il, doit être développé. Ce n'est qu'un tourisme de passage. Faute d'équipements hôteliers, les visiteurs ne peuvent encore passer une nuit en Beaujolais proprement dit. Ce n'est qu'à Villefranche que l'on trouve des hôtels capables de recevoir les passagers de tout un autocar. Déjà, ici, il y a donc beaucoup à faire. »

Dans son esprit, c'est d'abord de la création d'auberges rurales qu'il devrait s'agir, « quelque chose de simple : fromages et vin ». Pourquoi pas aussi un

Les Pyrénées en priorité

Ainsi, comme M. Jarrot, au ministère de la qualité de la vie, auquel est rattaché maintenant le secrétariat au tourisme, M. Ducray se prépare, lui aussi, à « vendre la France au Français ».

« En vrac, j'ai jeté quelques projets. Pour les vacances de neige, je pense qu'il y a maintenant à développer en priorité les Pyrénées, qui peuvent offrir aux Français, mais aussi aux Espagnols qui en sont proches, beaucoup de possibilités. »

« J'ai des idées », confie le nouveau secrétaire d'Etat, beaucoup de malices dans l'œil. Il n'entend pas pour autant les révéler encore. Pour l'heure, il s'informe.

Des idées, mais aussi une ambition qui est sa conclusion : « Ce qui compte, c'est de laisser son empreinte une fois qu'on a quitté le poste. » Ce n'est évidemment pas le plus facile.

JEAN-MARC THEOLLEYRE.



Un bilan de santé des plages françaises

CHACQUE été la France est à la plage. Les communes qui ourlent notre littoral ne sont guère qu'un millier et elles n'habitent — heureux mortels — que cinq millions de Français. Mais à la belle saison, l'afflux des baigneurs multiplie ce chiffre par trois. Du coup, la propriété des rivages ne peut plus être laissée au bon vouloir des édiles du bord de mer. Elle devient une affaire nationale. Sur-tout quand on sait les dangers qui menacent ces plages. Des milliers de tonnes de détritus vont y être abandonnées par les vacanciers, d'autres milliers de tonnes amoncelées par la mer. Il faut savoir encore que 10 % de ceux qui résident sur la côte en été déversent directement leurs eaux sales dans la mer, sans aucun traitement.

Selon les calculs du groupe interministériel chargé des problèmes de pollution marine, cela représente chaque jour près de 800 tonnes de matières solides aux- quelles s'ajoutent 1500 tonnes de polluants industriels.

Pour que nos rivages soient tout de même fréquentables, tout le monde va s'y mettre... même les industriels. Saint-Gobain, Pechiney, Solvay, B.S.N. et quelques autres sociétés de moindre calibre ont fondé l'association Progrès et environnement. Celle-ci, depuis quatre ans, parraine chaque été l'opération « vacances propres ». On fournit aux municipalités des sacs en plastique et leurs supports, à charger pour elles de les déposer sur les plages et d'assurer le ramassage. Des drapeteux alignent les « poubelles » à ceux qu'embarassent leurs restes de pique-nique. L'an dernier, 94 000 tonnes de détritus ont été ainsi collectées.

Cette année, cent dix villes du littoral (soit 400 kilomètres de plage) vont participer à l'opération. Tout le monde apparemment y trouve son compte, même les industriels du plastique, qui vont vendre aux communes plus de deux cent cinquante mille sacs.

Ruban bleu

Celles-ci, en maints endroits, sont obligées de faire nettoyer les grèves plusieurs fois en cours de saison. Le flot apporte deux fois par jour son lot de bouteilles en plastique et de bouillottes de masout. Cette grisaille est devenue si gênante que lorsque la municipalité est négligente ce sont les estivants eux-mêmes qui ratisseront, en maugréant. Le temps n'est pas loin où les stations de bord de mer devront garantir à leurs clients une plage nette.

Une douzaine d'entre elles brandissent bien haut le ruban bleu que leur a attribué M. Michel Poniatowski, alors qu'il était ministre de la santé. Cela signifie que dans l'eau de leur baignade on n'a identifié qu'un minimum de colibacilles récents. Ces bactéries, inoffensives par elles-mêmes, sont de bons indi-

cateurs de pollution. Ruban bleu égale donc en principe salubrité maximum.

Le ministre de la santé a, en effet, entrepris depuis trois ans une enquête sur la pollution bactérienne des plages et son incidence éventuelle sur l'état de santé des vacanciers. Trois fois par semaine des prélèvements d'eau et de sable sont effectués en quatre-vingt-dix points choisis dans des stations balnéaires classées. A noter que celles-ci

Dès leur première campagne d'analyses, en 1972, les fonctionnaires de la santé essayèrent tout de même d'établir une sorte de classement des plages. Ils se référèrent aux chiffres proposés à l'Organisation mondiale de la santé par un bactériologiste danois, le professeur Bonde.

Surprise et embarras : 13 % de nos baignades, recelant de dix mille à vingt mille colibacilles fécaux par litre d'eau, devaient être classées comme

tables et contestées. En fait, personne ne sait très précisément à partir de combien de germes une baignade doit être interdite. Les scientifiques ne sont même pas d'accord sur la capacité d'auto-épuration de l'eau de mer.

Des flacons et un zodiac

Au surplus, les premières constatations de l'enquête menée en France sont décevantes. D'abord il n'y a pas de rapport entre les débris flottant sur l'eau et sa qualité bactériologique. Une baie limpide peut être infestée de streptocoques fécaux. Le nombre des germes n'est pas non plus en rapport avec la fréquentation de la plage. On n'en trouve pas davantage en août qu'en janvier. Une plage ruban bleu en été peut être bactériologiquement très sale en hiver. On ne sait pourquoi. Et puis les résultats des analyses sont fort inconstants. Il y a des germes ici et pas plus loin. Il y en a à midi et beaucoup moins une heure après. Enfin, il ne semble exister aucun parallélisme entre l'état bactériologique d'une baignade et la santé des baigneurs qui la fréquente. Bref, on est dans le brouillard le plus épais. La mer, cette inconnue.

Dans ces conditions, on comprend que le ministère de la santé aurait souhaité mener son travail scientifique avec le maximum de discrétion. Mais des fuites révèleront au public, l'été dernier, le caractère « douteux » de 33 % de nos plages. On répondit en produisant les apaisements. Aucune de nos plages n'était inutilisable, elles étaient d'ailleurs surveillées et en cas de pollution, on traitait jusqu'à les interdire. Puis, pour faire bonne mesure, le ministre attribua quelques rubans bleus aux plus « propres », mais se garda bien de citer le moindre chiffre.

Restent les vrais problèmes : les plages « surveillées » contenant moins de 10 % du littoral et elles comptent à coup sûr parmi les moins suspectes. Mais les autres ?

MARC-AMBRIOISE RENDU.
(Lire la suite page 16.)

La chasse aux pollueurs est ouverte

OPERATION choc sur les rivages français durant cet été. Elle va se dérouler sur trois fronts simultanément. D'abord sur les plages, ensuite auprès des estivateurs, enfin sur le rive, six départements-pilotes ont été choisis : Pas-de-Calais, Vendée, Charente-Maritime, Hérault, Var, Alpes-Maritimes. Le ministère de l'environnement veut y éliminer les points noirs, supprimer les décharges sauvages, nettoyer le sable, installer des WC, déplacer les parkings trop proches de l'eau. Les communes décidées à participer à ce grand nettoyage toucheront des subventions.

Simultanément, dans les six départements-pilotes, deux cent mille plaquettes sur la propreté du littoral accompagnées de questionnaires vont être distribuées. C'est une sorte de référendum sur l'agrement de nos rivages dont on connaîtra les résultats à l'automne.

Enfin la guerre aux mer. Dans le Finistère et au large de Marseille, des centres régionaux d'opération de sécurité et de sauvetage (les CROSS) mettent en œuvre leurs radars, leurs bateaux et leurs avions au service de l'antipollution. Il s'agit de repérer les tankers abusifs et si possible de les punir. Des avions patrouillent nuit et jour. Un dispositif secret leur permet même par nuit d'écouter une coulée de pétrole sortant d'un navire. Alerte : une vedette fonce sur les lieux, identifie le bateau et prend dans l'eau des échantillons de masout. En laboratoire, on est capable aujourdhui de reconnaître une qualité de brut et de déterminer sa provenance. Photos, échantillons, analyses, procès-verbal, tout le dossier est transmis immédiatement aux tribunaux s'il s'agit d'un bateau français. Le capitaine risque jusqu'à 100 000 francs d'amende et jusqu'à deux ans de prison. S'il s'agit d'un navire étranger, le dossier sera transmis en urgence aux affaires étrangères. Là s'arrêteront nos capacités d'intervention. Le reste dépend de chaque gouvernement et de sa sévérité à l'égard de ses propres amateurs.

sont, par principe, équipées de stations d'épuration. Dans les échantillons, les laboratoires travaillent pour le ministère recherchant les bactéries indicatrices de pollution et, parfois, la présence d'autres polluants comme la lignine rejetée par les papeteries, les hydrocarbures ou les pesticides. On mesure aussi levures, champignons et bactéries se trouvant dans le sable.

En même temps, les médecins des communes concernées ont reçu un questionnaire écrit concernant l'état sanitaire de la population. En y répondant, ils participent en somme à une enquête épidémiologique sur les maladies des vacances. Ce travail durera encore deux étés. C'est seulement lorsque toutes les données en auront été collectées, à l'automne 1975, qu'on pourra en tirer des conclusions. Mais, au fait, qu'entend-on par eau de mer « polluée » ? A partir de combien de germes par litre doit-on la considérer comme dangereuse pour la baignade ? Force est de constater qu'il n'existe pas, pour le moment, une norme de pollution bactériologique des eaux marines.

« suspectes » : 20 %, contenant plus de vingt mille germes par litre, tombaient dans la catégorie « inutilisables ».

Selon les normes internationales, le tiers de nos plages étaient donc polluées. On interrogea nos voisins européens et l'on s'aperçut avec soulagement que les « normes » du professeur Bonde étaient à la fois con-

A SUIVRE...

Les voyages en bobines

LE VIII^e Festival international du film de tourisme Tarbes-Pyrénées, qui s'est déroulé du 5 au 14 juin, se dénomme, dès l'an prochain, Festival international du film de l'information touristique.

Les entretiens de Tarbes, laboratoire d'idées doublant les projections du Festival, ont souligné le vaste marché ouvert au film de tourisme. L'ambition du Festival est désormais de voir affluer vers lui tous ceux qui sont concernés par ce marché, et tous les distributeurs poten-

tels.

Offices de tourisme et producteurs privés sont autorisés à y présenter des films hors compétition. Films qui pourraient, selon les suggestions faites par les représentants du Centre national du cinéma et de l'association Art et essai, M.M. Léglise et Lescure, être retenus pour des circuits parallèles de maisons de la culture et de maisons de jeunesse pour soutenir des expositions.

Déjà amorcée, la réalisation d'un fichier du film de tourisme se poursuivra, de concert avec le rassemblement de documentations sur tous les utilisateurs éventuels. Les animateurs du Festival de Tarbes, auquel ont participé cette année soixante pays, vont jusqu'à prévoir la mise en place d'une vidéothèque qui viserait à être un instrument de travail, de documentation et de recherche.

Lors de la séance de clôture, M. Roland Dorchain, président du jury, a souligné que la nette tendance nouvelle, des films présentés avait été « le souci

d'aller avant tout à la découverte des hommes, au travers des charmes particuliers à chaque pays ».

M. Vland, directeur national de la Cinéma-thèque française, a découvert « la variété et la richesse des rencontres de ce Festival » et, mettant en relief l'effort d'adaptation intervenant indubitablement dans la conception du film de tourisme, a salué « la voie nouvelle qui s'est dégagée au pied des Pyrénées. — G. D.

LE PALMARÈS DU FESTIVAL :

Pythie d'or, attribuée à En France, film réalisé et produit par « Création 9 Information », présenté par le Commissariat général au tourisme français.

Pythie d'argent, attribuée à Maramures, pays en bois, film réalisé par Mihailbacu, produit par la cinématographie d'Etat « Bucarest » et présenté par le ministère du tourisme roumain et Publistem.

Pythie de bronze, attribuée à Temples de l'éternité, film réalisé par J. Florin et présenté par le Comité gouvernemental du tourisme tchécoslovaque.

Pris Albert - L'Europe, trophée « Océan Blanc », offert par le Comité du Festival attribuant à *Highland*, film de Bill Brind, Office national du film du Canada.

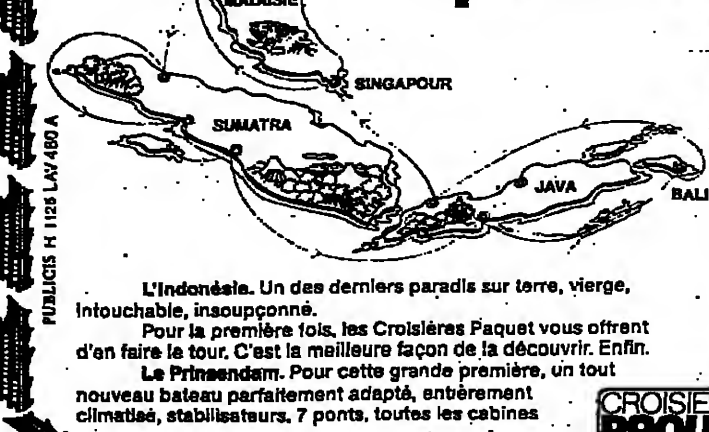
LE CLASSEMENT DU PUBLIC :

Premier prix : l'Allemagne (Office national du tourisme de l'Allemagne de l'Ouest).

Deuxième prix : En France (Commissariat général au tourisme).

Troisième prix : Impressions d'automne (Cinéma-thèque canadienne) ; l'Autriche, un grand pays, un grand accueil (Office du tourisme autrichien) ; En été (Office du tourisme norvégien) ; Temples de l'éternité (Comité du tourisme tchèque) ; la Musique au cœur de l'Europe (Tchécoslovaquie).

Les croisières Paquet vous ouvrent les portes de l'Indonésie.



avec douche ou bain, night-club, cinéma, salons, bars, restaurants, piscine. Un port d'attache : Singapour.

Le programme. Deux croisières par mois, départ de Paris le jeudi, arrivée à Singapour le vendredi — séjour à terre en hôtel de luxe jusqu'au lundi.

Le soir, départ pour 15 jours de croisière : 3 pays - 9 escales fabuleuses - 9 temples de l'Asie. 20 jours après vous êtes à Paris. Vous n'en croyez pas vos yeux.

Croisières Indonésiennes à bord du Prinsendam : 6492 F. Paris/Paris.

Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages, ou écrivez-nous pour nous demander notre catalogue. Croisières Paquet : 5, bd Malesherbes - Paris 8 - Tél. 266-57-59

Nom _____ Adresse _____ Prof. _____

Agent général France de la Holland America Cruises.



tourisme



COTE D'AZUR : chers émissaires

Y a-t-il encore

« **L** ES plages de la Côte d'Azur ne présentent pas de risques sanitaires », le diagnostic émane du docteur Maurice Aubert, directeur du Centre d'études et de recherches de biologie et d'océanographie médicale (CERBOM) de Nice. Saur accident inopiné, et réserve faite pour quelques points noirs très localisés et surveillés, le spectre de la pollution ne hantera pas cet été les rivages azuréens. La thérapeutique des grands émissaires de rojet en mer des eaux usées des communes littorales s'est incontestablement révélée efficace.

La création, en 1972, d'un service original, la cellule d'intervention contre la pollution dans les Alpes-Maritimes (CIPALM) a également permis à la Côte d'Azur, malgré ses sujétions démographiques, de conserver les plages accueillantes. Hydrocarbures, micro-déchets transportés par le courant littoral, eaux sales des violents orages locaux, prolifération d'algues parasites dans les zones cloisonnées : les problèmes de pollution ne sont pourtant pas absents.

Avec une moyenne de 70 F par habitant et par an au cours des six dernières années — subventions comprises — la ville de Cannes détient probablement le ruban bleu des dépenses d'assainissement consenties par les communes littorales. C'est elle aussi qui possède depuis l'été dernier l'émissaire en mer le plus long (1 200 mètres) et le plus profond (il repose par 85 mètres de fond) des côtes françaises. L'effort d'investissement est cependant général dans ce domaine sur la Côte d'Azur. La ville de Nice a consacré, pour sa part, 35 millions de francs en cinq ans pour améliorer ses équipements : construction d'une station de prétraitement, pose d'un émissaire en mer de cinq cents mètres de long, à quatre-vingt-deux mètres de profondeur, doublant en cours de collecte général. Au total, six émissaires importants ont déjà été raccordés aux collecteurs des agglomérations urbaines ; trois autres et quatre stations d'épuration sont en cours d'étude ou de réalisation dans le département des Alpes-Maritimes.

Les grands émissaires implantés à partir des calculs du CERBOM, et de façon telle que l'action auto-

épuratrice de la mer joue avant que les eaux polluées ne soient ramenées vers les zones littorales, ont fait leur preuve dans le domaine de la salubrité des plages. « Nous avons pu constater, indique le docteur Aubert, que les eaux des plages de Nice, après le réjet effectif des effluents domestiques de l'agglomération en un point éloigné du rivage, présentent un taux de bactérie inférieur à celui admis pour les piscines. »

La Côte d'Azur une piscine ? Certainement pas. Le littoral est fragile, constamment agressé et en permanence durant l'été à surveiller de près, comme s'y emploie la CIPALM : surveillance terrestre à l'air d'une embarcation, par des prélèvements d'eau tous les quinze jours en cent quarante-cinq points différents (les résultats des analyses étant transmis dans les dix jours aux communes intéressées) ; surveillance aérienne avec un biplace qui survole chaque jour la bande côtière et dont l'observateur à bord signale les traces de pollution (déchets ou hydrocarbures).

Rattachée au service départemental des Ports et chaussées maritimes, la cellule qui dirige un fougueux polytechnicien, M. Claude Pradon, a ainsi effectué l'an dernier mille deux cents prélèvements en mer, soixante-dix-huit missions de surveillance aérienne représentant 18 000 kilomètres de vol, et établi plus de mille fiches d'état de propreté des plages ou des conditions météorologiques. Elle fera encore mieux cette année, puisque deux brigades au lieu d'une vont opérer. Une dizaine de « points noirs » (plus de mille gannes bactériennes pour cent millions d'eau de mer), correspondant à des vallées non assainies et à quelques égouts dépourvus d'émissaire, restent à supprimer. « Ils le seront un à un d'ici deux ans », promet M. Pradon. Aucun de ces petits foyers de pollution très localisés et contrôlés ne constituerait toutefois un danger pour la santé des baigneurs.

La CIPALM a également lancé, en liaison avec les municipalités et les responsables des ports de plaisance, un « service de nettoyage » des plages et

des plans d'eau portuaires, assurés par de furieux bateaux avaleurs de déchets et briseurs d'eau, les « pélicans ». Les trois engins utilisés cette saison (1) seront dotés d'un nouveau dispositif de récupération des hydrocarbures, permettant de recueillir, dans les conditions optimales, 17 mètres cubes de polluant liquide à l'heure. Les plages de la côte sont en effet, elles aussi, à la mer d'une nappe de mazout traitée lâchée par un lointain pétrolier.

Cette nappe sera peut-être transportée sur des dizaines de miles par le redoutable courant littoral qui part de Naples, épouse les côtes jusqu'à Toulon et forme une boucle en tournant au nord de la Corse ou de la Sardaigne, abandonnant ici ou là le cagot d'un marchand de primeurs de Livourne, l'emballage d'un charbonnier de Vintimille ou l'anonyme bouteille de plastique (heureusement, la brise de terre entraîne au large chaque nuit les déchets de surface).

Deux autres formes de pollution spécifique préoccupent les responsables : la pollution rémanente due aux eaux d'orages, très sales,

charriées par les vallons et petits fleuves côtiers, la pollution organique secondaire résultant d'un phénomène d'eutrophication (les restructurations irrégulières du rivage ont perturbé les courants marins, d'où une surcharge organique des eaux et une efflorescence massive de micro-algues, qui aboutit à la saturation biologique du milieu). La première est sans solution, sinon celle consistant à hisser le drapeau de détresse pour le temps nécessaire à la dilution des eaux pluviales. La seconde, a priori inoffensive pour l'homme, peut être corrigée par des brèches pratiquées dans les ouvrages, digues, enclaves portuaires ou autres.

Restent enfin à résoudre les problèmes posés par la fréquentation elle-même des touristes, ambivalente s'il en est. Etudes et rapports le disent ordinairement : en chaque baigneur et plus encore en chaque plaisancier à moteur « sommeille un pollueur qu'il convient sans cesse de rappeler à ses devoirs civiques. La CIPALM va reprendre et amplifier cet été la campagne de sensibilisation du public qu'elle avait déjà entreprise l'an dernier. La diffusion de huit mille affiches diverses et de trente mille auto-collants (contre deux mille et dix mille en 1973) est notamment prévue ainsi qu'une journée antipollution en juillet.

On envisage également de généraliser la distribution de sacs en

plastique dans les ports à l'usage des plaisanciers (un arrêté du préfet des Alpes-Maritimes a rendu obligatoire la disposition d'une poubelle à bord de chaque bateau). « L'objectif consiste non seulement à amener le public à plus de respect de l'environnement, précise M. Pradon, mais aussi à l'associer à notre action en l'incitant à signaler toute anomalie à « S.O.S. pollutions accidentelles ». Quant à l'entretien des plages, il fait partie des servitudes que l'on figure : polvérisation d'antiseptiques parfumés au citron, à la lavande ou à l'aillet à Nice, arrosage à grande eau chaque nuit à Cannes, où quarante à cinquante employés municipaux passent leur temps, en saison, à « toiletter » huit kilomètres de littoral.

Etien que la superficie des plages (600 000 mètres carrés) ait augmenté par divers aménagements de 40 % depuis 1965, le baigneur ne sera pourtant pas mieux loti : 2 mètres carrés de sable en moyenne pour chacun ! Mais sur la côte, l'été, il faut croire que le paradis, c'est les autres...

GUY PORTE.

Un bilan de santé

(Suite de la page 15.)

Faute de se donner des normes de pollution bactérienne provisoires, on ne voit pas au nom de quoi les pouvoirs publics pourraient y limiter ou y interdire les baignades. La salubrité des plages ? Un mot

dont on se demande finalement s'il a un sens.

Et pourtant on ne cesse d'en parler, et pas qu'au ministère de la Santé. Ainsi le ministère de l'Équipement met-il en place dans vingt-quatre départements côtiers des « cellules d'intervention » contre la pollution

marine. Dotés d'un véhicule, d'un canot zodiac et de flacons de prélèvement, quelques hommes sont chargés de dresser l'inventaire de tous les déversements : égouts, ruissellements, tuyaux plus ou moins clandestins, rejets des navires, etc.

Du mazout pour les anges

Pour accomplir cette besogne de détection de la pollution, aux usages de La Barre-de-Monts (Vendée) a commencé à fonctionner pendant les week-ends de Pâques et de la Pentecôte, lors du séjour des premiers campeurs. En juillet et août, comme déjà l'année dernière, cinq mille campeurs occuperont les terrains aménagés en bordure de mer. Or chaque campeur rejette en moyenne 100 litres d'effluents par jour. Déverser 500 000 litres d'eaux usées d'urgence dans la mer aurait entraîné une pollution massive — et dangereuse — de la plage. Aidée par la direction départementale de l'Agriculture et l'Agence financière de bassin Loire-Bretagne, conseillée par le bureau d'études Betura, la municipalité de La Barre-de-Monts,

A LA BARRE-DE-MONTS ont mis en route

Pour la deuxième année, la station d'épuration des eaux usées de La Barre-de-Monts (Vendée) a commencé à fonctionner pendant les week-ends de Pâques et de la Pentecôte, lors du séjour des premiers campeurs. En juillet et août, comme déjà l'année dernière, cinq mille campeurs occuperont les terrains aménagés en bordure de mer. Or chaque campeur rejette en moyenne 100 litres d'effluents par jour. Déverser 500 000 litres d'eaux usées d'urgence dans la mer aurait entraîné une pollution massive — et dangereuse — de la plage. Aidée par la direction départementale de l'Agriculture et l'Agence financière de bassin Loire-Bretagne, conseillée par le bureau d'études Betura, la municipalité de La Barre-de-Monts,

dont le rare souci de l'hygiène publique mérite d'être souligné, a résolu le difficile problème de l'épuration des effluents saisonniers en faisant construire par la société Degremont une station de traitement d'un type nouveau, Flopac, capable de venir à bout d'une pollution « accidentelle ».

Toutes les stations touristiques ont une caractéristique commune : leur population, plus ou moins réduite pendant la plus grande partie de l'année, gonfle brusquement pendant le saison d'été ou d'hiver. Souvent, cette population passe en quelques jours du simple au double : en 1973, à La Barre-de-Monts, par exemple, le nombre des campeurs est passé de quatre cents le 30 juin à deux mille cent soixante-quinze le 1^{er} juillet. Cette

CHYPRE
Paris-Nicosie

Mardi et Samedi en Trident Sun Jet de
Cyprus Airways

Réervations :
BEA : (1) 260.33.40

6, rue de Berri - 75008 Paris-Tél : (1) 353.49.52 - 223.22.59

employez
le mot juste :
l'assistance voyage
c'est
elvia

On dit qu'une assistance en vaut une autre... Pas toujours. Il vous suffit de regarder ce que vous offre l'assistance internationale elvia.

En cas d'accident ou de maladie, elvia se charge notamment du rapatriement du malade ou du blessé ainsi que de sa famille. elvia prend à sa charge les frais médicaux et d'hospitalisation.

En cas d'accident ou de panne de voiture, elvia met à la disposition du voyageur en difficulté un chauffeur et un véhicule de remplacement. elvia rapatrie le véhicule et ses passagers. elvia offre également d'autres services, par exemple une assistance juridique complète.

Votre garantie elvia appartient à l'un des plus importants groupes suisses d'assurances. Alors soyez précis : lorsque vous demandez à votre agent de voyage où à votre assureur-conseil une assistance voyage : dites elvia, l'assistance complète du voyageur, en France, en Europe ou dans le monde entier.

elvia chaque fois que vous demandez une assistance voyage.
elvia - 15 rue de Berri - 75008 PARIS - 359.55.09

En cas de mini-marée noire, les « cellules » intervenant avec leurs filets et leurs produits anti-hydrocarbures prétent main forte aux municipalités. Ce travail effectué au ras de la côte. Un peu plus au large, dans 12 milles des eaux territoriales, un réseau d'observation de la qualité du milieu marin est en place depuis le 1^{er} juin. LA, c'est le ministère de l'environnement qui coordonne les opérations. Les prélèvements sont faits soit par des autorités portuaires, soit par le Centre national d'exploitation des océans (C.N.E.O.), soit par l'Institut scientifique des techniques des pêches maritimes (I.S.T.P.M.). Les laboratoires d'analyses ne sont pas moins divers. Mais toutes les données seront traitées par l'ordinateur du C.N.E.O., à Brest.

« An moins dans les estuaires et devant un certain nombre de grandes villes comme Le Havre, Brest, Nantes, Bordeaux, Marseille, Cannes, dit-on au ministère de l'environnement, nous allons savoir ce qui se passe en matière de pollution. Et cela dans le temps comme dans l'espace. »

Cet été, c'est une mobilisation pour la propreté du rivage qui est déclenchée. De la bonne volonté, quelques moyens encore modestes, des initiatives d'un moins trois ministères, mais peu de coordination et surtout aucun critère de pollution bactérienne. Les baigneurs jugeront sur pièce ce que vaut cette défense des plages « à la française ».

MARC AMBROISE-RENDU.

ALBANIE
deux semaines... 1955 F

(transport en avion)
départs : 27 - 16.7 - 30.7 et 13.8

LIBAIR
17 rue de Turbigo - PARIS 2e
Tél. 231.57.84 et 508.06.60
Cott. Lic. A 569

A PARTIR DU 1^{er} JUILLET

PALMA
et
ALICANTE
desservies au départ
de Marseille - Alger - Oran

cnan

La COMPAGNIE NATIONALE ALGÉRIENNE DE NAVIGATION est heureuse d'annoncer à sa fidèle clientèle qu'elle exploite un service régulier par Car-Ferry sur deux nouvelles lignes :

Marseille - Alicante - Oran - Alicante - Marseille
Marseille - Palma - Alger - Palma - Marseille

Du 1^{er} juillet au 30 Septembre, un départ tous les :

Lundi : Alger - Palma - Marseille
Mardi : Marseille - Alicante
Mercredi : Alicante - Oran
Jeudi : Oran - Alicante - Marseille
Samedi : Marseille - Palma
Dimanche : Palma - Alger

450 places en couchettes - 120 places assises
Garage pour 150 voitures
Des prix étudiés - De nombreuses réductions
et évidemment l'accueil et le confort CNAN

Renseignez-vous auprès des agences de voyages
et réservez votre place dès aujourd'hui.

صلى الله عليه وسلم

tourisme

des plages propres ?

AQUITAINE : pollution sans frontière

LES plages de la côte aquitaine seront prêtes à temps pour la grande ruée estivale. L'opération aura pourtant été grande jusqu'au dernier moment parmi les élus, inquiets de la lenteur avec laquelle les crédits promis avaient été débouqués. Ce n'était qu'une affaire de procédure administrative : les fonds provenant des budgets de la mission Aquitaine étaient transférés au ministère de l'équipement, puis délégués par celui-ci aux services maritimes des départements qui les mettent en œuvre. Dans les Landes, la participation du département est forfaitaire, mais en Gironde les subventions viennent en complément des crédits d'Etat.

Les grandes tempêtes de l'hiver ont rejeté cette année sur le littoral des déchets de toute sorte provenant, pour la plupart, de la côte contigüe, où les camions-bennes espagnols déchargent chaque jour dans les zones de tonnes d'ordures. Foute d'une solution diplomatique, toujours espérée mais longue à être adoptée, les communes et les départements recommencent donc chaque année les travaux de déboulement.

Ceux-ci ont débuté il y a une quinzaine de jours dans les Landes avec deux équipes munies de bulldozers-râteaux et de souffleries qui brûlent les déchets. Le nettoyage doit être terminé vers le 25 juin. En Gironde, deux équipes ont également été prévues ; la première est au travail, les derniers coups de râteau devant être donnés début juillet. Le préfet d'Aquitaine a manifesté pour sa part l'intention d'assister à une opération de nettoyage.

JOEL AUBERT.

BRETAGNE : la grande ombre du « Torrey-Canyon »

LES rochers de la côte de granit rose ont oublié depuis longtemps ce triste matin du 10 juin 1967 lorsque la nappe de pétrole échappée du « Torrey-Canyon » a touché les côtes bretonnes. Pas ses habitants. Pour ceux-là et tous les habitants de l'Armor le mot pollution a pris un sens concret qui s'est élargi depuis. Si lorsqu'une association de consommateurs fit connaître les résultats de son enquête sur la pollution des plages, le tollé soulevé dans les syndicats d'initiative n'empêcha pas nombre de responsables du tourisme de prendre le problème au sérieux ; pour la pêche comme pour les pollutions on ne croit plus aujourd'hui aux capacités illimitées de la mer.

« Quand un estomac ramasse sur sa plage un déchet de pollution, les collectivités et administrations s'efforcent de répondre avec des moyens accrus. Nombre de stations se sont attaquées aux débris rejetés par les hommes ou par la mer, essayant divers matériels avec un bonheur mitigé. Les déchets et les sols sont trop différents d'une plage à une autre pour qu'une machine y soit efficace », constate M. Martin, maire de Trégastel. Dans cette station de deux mille habitants l'hiver, dix mille l'été, on ne croit plus guère aux campagnes d'édu-

tion — surtout l'été. Dès les premiers beaux jours, une équipe d'ouvriers municipaux, avec pour bannière une tonne d'engrais, ramasse deux fois par mois, après les plus grandes marées, les 7 kilomètres du littoral. L'été, l'ensemble du personnel de la voirie est affecté à la toilette quotidienne de la station. Malgré le coût financier, les routes de la commune défoncées, Trégastel s'est payé une station d'épuration et un réseau d'égouts. L'été prochain il n'y aura plus de déversoir direct à la mer.

C'est loin d'être le cas de toutes les stations, mais à la direction départementale de l'agriculture on fait partir de 1970 une ère nouvelle. Avant, huit stations d'épuration sur le littoral en une dizaine d'années (non compris cinq centres urbains). Depuis, neuf financements ont été réalisés. Il en faudrait encore une douzaine. Le conseil général a voté cette année un budget de quatre millions de francs pour l'assainissement quand l'Etat, toutes sources de financement confondues, en accorde un million sept cent mille. Cet effort d'équipement a d'ailleurs été également réparti sur le littoral comme dans l'intérieur et la protection du Trieux par exemple devrait être presque totale en 1975.

Les algues vertes

On s'emploie de plus en plus à déceler des formes de pollution moins visibles de la mer. L'institut scientifique et technique des pêches maritimes qui assure la surveillance sanitaire des exploitations conchylicoles a effectué une enquête sur la prolifération anarchique des algues vertes. De son côté la direction de l'action sanitaire et sociale avec une discrétion certaine procède depuis 1973 à une série de prélèvements dans certaines stations classées.

Enfin, la direction départementale de l'équipement a entamé un programme d'étude dans plusieurs directions. Avec le CNEXO (Centre national d'exploitation des océans) et l'Agence de bassin Loire-Bretagne, elle mène une étude sur le problème des exutoires en mer et l'éventuelle recherche d'un traitement plus poussé des eaux usées. Le conseil général, qui a fait l'acquisition depuis un

an et demi d'un houllographe, a voté au budget 1973 la moitié des crédits pour une cellule de lutte contre la pollution marine. Cette cellule effectue des prélèvements et des analyses sur différents points du littoral, recherchant et échantillant les points de rejet en mer.

Elle devrait entrer en fonction cet été. Il restera encore à coordonner ces diverses actions. La limite entre la terre et l'eau est aussi une frontière administrative, et les cloisonnements restent encore nombreux s'ils ne sont imperméables. Aussi étudie-t-on la mise en place à la fin de l'année d'un comité d'ici là les responsables administratifs des régions du littoral départemental de coordination de la Manche et de l'Océan se seront concertés lors d'une réunion de travail, qui devrait se tenir au début du mois de juillet à Nantes.

JEAN VIDEAU.

(VENDEE), les responsables de la station la machine à fabriquer l'eau claire

« marée humaine » reste étale pendant deux mois environ, puis redescend aussi soudainement qu'elle a monté. Seuls, les occupants des grands week-ends et autres ponts tirent pour quelques jours les stations de leur hibernation. Cette population en accord avec l'environnement des problèmes de tous genres, dont l'un des plus sérieux relève de l'assainissement, et donc de l'hygiène et de la santé publique.

S'il existe une station de traitement des effluents urbains conçue pour la morte-saison, celle-ci est, bien entendu, incapable d'absorber les rejets de la population temporaire. Si la station est construite pour traiter les volumes énormes d'effluents de la haute saison, elle sera extrêmement coûteuse. En outre, elle ne pourra atteindre sa pleine efficacité du jour au lendemain : les effluents de haute saison ne seront donc épurés convenablement qu'après un délai de quelques semaines, c'est-à-dire peu avant le reflux massif des « vacanciers ».

A La Barre-de-Monta, l'épuration se fait en plusieurs étapes. Les eaux usées passent d'abord à travers une grille fine (4 millimètres d'espacement) faisant office de passe-pas. Ainsi sont-elles débarrassées de la plus grande partie de leurs déchets solides. Elles sont ensuite brassées dans un bassin de stockage de 150 000 litres. Situé sur le toit de la station de façon à ne pas offenser la vue des estivants, ce bassin a un double usage. D'une part, il sert à amortir les pointes de « consommation » et, d'autre part, ce brassage évite la décoloration prématurée des eaux usées.

La troisième étape du traitement

consiste en une flocculation. Du chlorure ferrique et de la chaux versés dans les eaux usées (100 kilos du premier et 150 kilos de la seconde) sont nécessaires chaque jour, lorsque la station marche à plein) sont précipiter en huit ou neuf minutes les matières en suspension et les matières colloïdales. Après décantation, les eaux usées ne contiennent donc plus que les matières dissoutes. La seule flocculation-décantation les débarrasse de 70 à 74 %.

Le double rôle

Après la flocculation, les eaux usées sont devenues claires mais elles contiennent encore, en solution, 25 % des matières organiques dont elles étaient chargées au départ. On les fait alors percoler à travers un filtre spécial composé de petits granulés poreux entassés sur une épaisseur de 1,50 mètre. Les pores de ces granulés n'ont que quelques dizaines de microns, mais cette taille modeste leur suffit pour servir d'abri aux bactéries contenues dans l'eau. A partir de ces pores, les bactéries se développent et arrivent à former un film gluant sur toute la surface des granulés. Elles jouent donc un double rôle : elles consomment les matières biodégradables dissoutes, et le film bactérien attrape au passage les particules en suspension qui ont échappé à la flocculation. La prolifération des bactéries, nourries aux dépens des matières organiques biodégradables, est telle que le filtre de granulés doit être lavé une fois par jour : une circulation à contre-courant arrache le film qui, en se développant à l'excès, colmaterait l'amas

de leurs matières organiques (biodégradables ou non), de 97 à 99 % de leurs phosphates et de 50 % de leurs détergents en produisant 25 à 30 mètres cubes par jour de boues très liquides que l'on déverse sur des décharges contrôlées. Notons que dans les stations classiques de traitement des eaux usées on n'utilise pas la flocculation, qui est, en effet, réservée au traitement des eaux destinées à la consommation humaine.

pollution biologique, 99 % des germes (pathogènes ou non) et 97 % des matières en suspension disparaissent dans les eaux usées à l'arrivée de celles-ci dans la station de traitement.

Il reste enfin à se débarrasser de l'effluent final. Celui-ci a été suffisamment épuré pour que son rejet en mer ait pu être envisagé. Mais aucun amateur de baignade ou de jeux de plage n'apprécie la vue ou le voisinage d'un tuyau d'égout, même si celui-ci charrie des eaux très épurées. L'effluent final est donc injecté dans le sable d'une dune aplaniée sur 1 000 mètres carrés grâce à des drains de 30 à 40 centimètres de profondeur : 25 millions de litres de rejets épurés ont été ainsi injectés dans le sol au cours des mois de juillet et d'août 1973.

YVONNE REBEYROL.

Bienvenue en Suisse ZERMATT

Zimmermann hôtels - Tél. : 15-61/23/71 61 - Téléc. : 38 201
HOTEL SCHWEIZERHOF : 100 lits, sont rénovés, chambres avec bain privé, téléphone, radio, bar, cuisine équipée.
HOTEL NATIONAL-BELLEVUE : 150 lits, chambres avec bain privé ou douche, téléphone, radio. Exposé au Midi. Restaurant, dancing. Ouvert du 15 septembre au 30 décembre.
Propre à séminaires, congrès de travail et petite congrès aux mois d'avril, mai, juin et septembre.

AEROGLISSEUR SEASPEED



vers l'Angleterre sur coussin d'air même avec votre voiture

250 passagers et 30 voitures. Une demi-heure de Boulogne ou Calais à Douvres. 100 à l'heure au ras des vagues. Le voyage de l'an 2000.

Si vous laissez votre voiture, une formule originale : train - aéroglesseur, départ gare du Nord PARIS-LONDRES : 105 F

Prix spécial pour les jeunes de moins de 26 ans : 80 F. Renseignements : Gares SNCF, Air-Transport - 4, rue de Surène - Paris - Tél. 265.05.41 - 265.04.84, Chemin de fer britannique - 12, bd de la Madeleine - Paris - Tél. 073.58.70 ou votre agence de voyages.

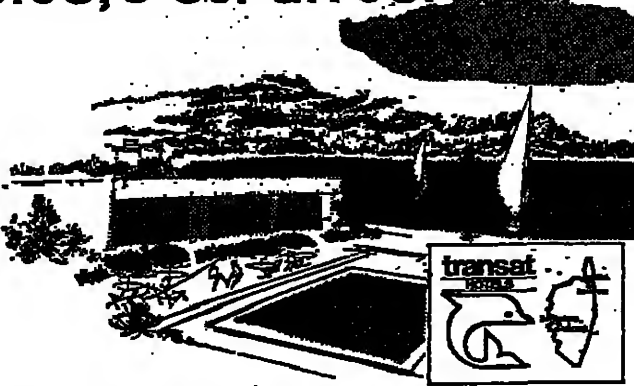


bases aéroglesseurs Boulogne-Calais BP 336/2 Tél. 31.71.22 Calais BP 428 Tél. 34.65.70

A 90 minutes de Paris un Hôtel Transat en Corse, c'est un service et un confort raffinés.

A 90 minutes de Paris, le soleil, la plage, la mer, la montagne, les fleurs vous attendent. Les jardins, les spécialités corses, la piscine, le bar, le tennis, la forêt, la voile vous attendent.

Le Night-Club, les terrasses, les loggias, les terrasses, les parfums, la pêche vous attendent. Du 12 mai au 30 septembre 1974, près d'Ajaccio l'hôtel San Bastiano vous attend.



Le San Bastiano. Un Hôtel Transat en Corse.

Prix par jour basse saison : 98 F - haute saison : 130 F. Réservez dès aujourd'hui auprès de votre Agent de Voyages ou à la Compagnie Générale Transatlantique. Autre hôtel de la chaîne Transat en Corse : La Marana près de Bastia.

TOURISME HOTELS RECOMMANDES

Bretagne

56340 CARNAC
HOTEL BRITANNIA ***
Loggia sur mer - Parking
Tél. : (97) 52-54-35
Du 20 JUIN au 1^{er} SEPTEMBRE

Bord de mer

34500 BEZIERS
HOTEL LOU TAMAROU *** NN
Piscine - tennis - plage privée - voile
ski nautique - promenade en péniche
sur canal de Midi.
Ouvert à l'année.
Réservations : Ecr. ou tél. : 76-00-55.

Suisse

AROSA (Grisons)
HOTEL VALSANA (1^{re} classe)
Courts de tennis. Piscine plein air
et piscine couverte.

NICE - COTE D'AZUR
H. AZUR ** 06300 - Tél. : (93) 85-74-20
Centre f. mer 45 chaises av. S.B., w.c.,
cuisine, frigo, tél. Doc. gratuite.

Mer

34300 LE CAP D'AGDE
LE SABLONNET Hôtel *** NN
130 chambres en bord de plage.
2 piscines - voile promenade en
péniche sur canal du Midi.
Réservations : Ecr. ou tél. : 94-13-17.

Province

BORDEAUX
LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX ***
N. Appts calmes, 44 à 64 F. t.t.c.
Centre affaires et spectacles.
2, place de la Comédie, Bordeaux.
Tél. : 53-64-03 à 06.

Côte d'Azur

HOTEL REGINA CANNES *** NN
Construction récente, au centre des
palaces de la Croisette, sans restau-
rant. — Prix modérés. — Parking.
Tél. : (93) 38-29-43 et 38-05-43.

Campagne

MIRMANDE (Drôme)
LA CAPITELLE ** N.N. Cadre médié-
val. Séjour ou étape Sud Valence.
3 km Av. N.V. Pension depuis 50 F.
Tél. : (75) 61-02-72.

Stations thermales

LE BOULOU (Pyr.-Or.) La station du
foie et de la vésicule. **HOTEL DES
SOURCES** ** NN. Ouverture 23 mars.

Montagne

LE SAUZE 04 - ALPES DU SUD. 1.400
m. HOTEL LE DAHU *** NN. piscine -
tennis - sauna.
Ouvert du 15 juin au 10 septembre.

tourisme

La bonne humeur sous les pieds d'un cheval

VENTRU, asthmatique, l'énorme soufflet de cuir était déjà là il y a plus d'un siècle et demi. Amarré au plus noir de la vieille forge — avec sa chaîne et son boulet de forçat, — il a vu passer des générations de maréchaux. Graissé chaque année, il a toujours bon souffle. On dirait qu'à Kerdouin (Morbihan) le temps a fait un détour. Ici, comme son père, le maréchal Quoëlle (vingt-huit ans) ferait les chevaux.

Au vrai, la forge a bien failli fermer ses portes. Il y a quinze ans à peine, papa Quoëlle ne chômait pas. « Quand j'étais gosse, dit le fils, j'ai vu bien souvent une bonne douzaine de chevaux attendre leur tour sur la place. » Tant pis, tant mieux, s'il fallait attendre ! C'était un peu le fils au hameau — une poignée de maisons au milieu des champs. On apportait son lit, on discutait ferme. C'était l'occasion de se rencontrer. On ne courait pas les routes tous les jours, d'une ferme à l'autre, au pas du cheval.

Quinze ans seulement ? Ils ont l'air, ce rythme et ces histoires, de dater d'une autre siècle.

Alors ? Comment vit-il, le maréchal ? Il n'a pas lâché le marteau ni l'enclume. Il restait des socs à « battre » — moins « fin » qu'au temps des chevaux — mais à battre quand même. Il restait à forger les outils des maçons, les grilles, les portails, les rampes d'escalier des nouvelles résidences. Il a tenu, mais il gardait un regret au cœur. Les chevaux lui manquaient.

Et puis le centre équestre de Ker-Blanket, près de Sarzeau, est venu s'installer à quelques kilomètres. Il était temps ! « Je commençais à perdre la main. » Et pour-

monter les outils : le « rogno-pied » pour « parer » le sabot, la « mailloche » qui peut aussi bien arracher que « brocher » le clou, la « dégorgeoir », la « triquoise », il détaillait le clou, de bas en haut : la pointe, le grain d'orge, le fers, le collet, la trappe. Il passe au fer : les éponges, la couverture, les marmelles, les étau-pures, le pinçon. Et le voilà faisant des croquis : « Il faut savoir ce qu'il y a dans le pied d'un cheval avant de forger. » C'est le leçon d'anatomie. « On aurait tôt fait de sortir de la

Hôtes ! Ces moments sont trop rares. Le centre n'a besoin du maréchal qu'une ou deux fois par semaine. Il en fait ses dimanches. Sans eux, il aurait peut-être abandonné sa forge de semaine. Il espère que le goût du cheval va se répandre davantage. « Il y a encore beaucoup de jeunes qui voudraient monter. »

Mais les vrais dimanches, à propos ? Les congés, les vacances ? A vingt-huit ans, on y pense aussi. « Ça, non, c'est impossible. » Un jour de chasse par-ci par-là, c'est tout. « Evidemment, en usine, on fait ses heures, et puis après on a ses week-ends, ses congés payés... »

Est-ce qu'il s'écarterait, au bout du compte, sa condition pour l'autre ?

Il ne pousse pas de cris, ni pour ni contre. Il réfléchit. Et il conclut : « Pour le moment, non. »

JEAN RAMBAUD.

MÉTIER D'AUTREFOIS

tant il l'avait affinée, cette main — ou plutôt ces mains, car un maréchal doit être ambidextre — à Saumur, « au service ». Cours théoriques, cours pratiques, examens, nomination : des mois durant il avait ferré les plus belles montures du Cadre noir. Braves bêtes, les chevaux de labour, mais quand même... Les demi-sang, les pur-sang, c'est autre chose ! Et le travail aussi.

On va parler travail. Sur son sujet, il s'échauffe comme fer au feu, le jeune maréchal. Il laisse tomber — tant pis ! — la pièce de charrie à souder d'urgence. Il

« murelle » et de « piquer » en pleine chair, si l'on ne savait pas.

Encore faut-il savoir cheval par cheval, car la théorie est une chose, mais il vient un moment où la science doit céder la place à l'art. Il faut « sentir » le pied et « avoir en tête » quand on rafroge la terre avant de l'ajuster, tout rouge, pour qu'il prenne la forme exacte de la corne, auparavant rognée. C'est la minute où monte cette odeur — l'odeur de la corne brûlée — devenue si rare au village et qui, pour un maréchal, fils de maréchal, vaudra toujours tous les ancêtres. C'est la minute de vérité. Les gosses du centre équestre — et les autres — font cercle pour attendre ce moment-là. L'enclume, la forge, le soufflet, le forgeron suant et cette fumée acre qui monte... ça charrie toujours, comme jadis, des tas d'images vieilles comme les mythologies.

ASSOCIATION de RENCONTRE et LOISIRS pour CÉLIBATAIRES
Une méthode moderne qui vous permet :
— de multiplier vos relations (masculines et féminines) ;
— de participer à des soirées dansantes ;
— de passer vos vacances avec d'autres célibataires.
Dem. une documentation à
elys club
B.P. 251-08 (r. La Botte)
75364 PARIS Cedex 08
Tél. 256.02.47 (24 h sur 24)
A DÉCOUPER

PLM Saint-Jacques. L'efficacité fonctionnelle plus la grande tradition hôtelière. Il y a 2 ans c'était nouveau. Aujourd'hui, c'est toujours nouveau.

Le PLM Saint-Jacques est un grand hôtel. Un grand hôtel ouvert depuis 2 ans. Dans Paris, à 5 minutes de Montparnasse. Le PLM Saint-Jacques, il y a 2 ans c'était très nouveau.

812 chambres ultra-fonctionnelles, 4 restaurants dont 2 au moins, le café français et le restaurant japonais, méritent un détour, 12 salles de réunion de 10 à 3000 places, une salle de presse, un secrétariat pour hommes d'affaires, des boutiques, un cinéma (et bien sûr la télévision dans votre chambre), un practice de golf, un club de jeux de société, un salon de coiffure, un centre de relaxation corporelle... l'énumération serait trop longue.

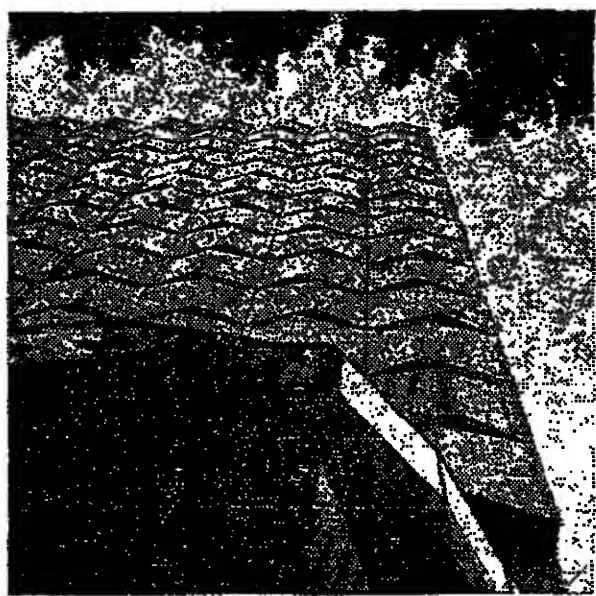
Le PLM Saint-Jacques c'est aussi un grand hôtel d'aujourd'hui. Géré avec des moyens d'aujourd'hui : un ordinateur qui veille à tout, retient tout, organise tout.

Mais le PLM Saint-Jacques, ce n'est pas seulement une liste impressionnante de services et c'est

beaucoup plus qu'une grande machine très efficace. C'est aussi une certaine tradition du savoir accueillir et du bien recevoir. Celle de PLM.

C'est pour tout cela que le PLM Saint-Jacques, efficace mais chaleureux, fonctionnel mais humain, 2 ans après son ouverture est toujours un hôtel très nouveau.

PLM



Hôtel PLM Saint-Jacques. Dans Paris.
Nous avons programmé l'utile. Alors il nous reste du temps pour l'agréable.

Hôtel PLM Saint-Jacques - 17, Boulevard Saint-Jacques 75014 PARIS - Tél. : 589.89.80 - Tél. ext 27740



A pied, par le train ou en voiture...

car ferries Sealink

LA PLUS GRANDE FLOTTE POUR L'ANGLETERRE

Brochure Sealink dans les gares et les bureaux de tourisme SNCF, aux Chemins de Fer Britanniques Paris, dans les Agences de voyages ou à Air-Transport, 4, rue de Surène, Paris 8^e.

SNCF

fantaisies de Septembre

2 Croisières de 11 jours à bord de MERMOZ

Le Jardin des Hespérides
BALEARES, ESPAGNE, MADRE, CANARIES, MAROC
du 1^{er} au 12 Septembre 1974

Raguse et Lion de St Marc
SICILE, GRECE, YOUgoslavie, VENISE
du 13 au 24 Septembre 1974

Pour plus amples renseignements, adressez-vous à votre agence de voyages ou aux Croisières Paquet, PARIS : 8 bd Malesherbes 75008 - Tél. 246.57.59
MARSEILLE : 70, rue de la République 13002 - Tél. 91.90.34
vous recevrez une documentation détaillée

CROISIÈRES PAQUET

صلى الله عليه وسلم

tourisme

DE PADOUE A VENISE

Quand les doges faisaient l'école buissonnière

Si on apprécie les voyages en bateau, si on préfère aux grondements des autoroutes le calme et le parfum champêtre d'une petite voie fluviale, si on aime enfin les paysages vénitiens et les villas patriciennes qui égrènent leurs façades tout le long de la rivière, il faut se rendre de Padoue à Venise par le canal de la Brenta qui reliait déjà au dix-septième siècle la ville du Santo à celle de San Marco.

Il Burchiello, joli bateau de soixante places, suit fidèlement l'itinéraire classique de son ancêtre le Burchiello d'autan, jusque dans les canaux par des rames et tirés par des chevaux que peignent Canaletto et qui regut à son bord d'illustres voyageurs tels que Goldoni, Casanova, Goethe et Byron. Si la Brenta, jadis pleine de gondoles et de barques sculptées et dorées, fut longtemps la façon la plus agréable de gagner Venise, elle reste encore, aujourd'hui, la meilleure préparation à l'éclatante découverte de la Sérénissime, de sa lagune et de ses canaux.

On sort de Padoue par le canal San Gregorio, bordé de vertes prairies, et on aperçoit déjà sur chacune de ses rives les deux premières villas : la Giovannella blanche et rouge, et la San Antonio ornée de statues.

Après avoir dépassé le confluent du canal et du large source dans le Trentin pour achever son cours dans l'Adria-

tique, le bateau atteint l'écluse de Stra, laissant sur sa gauche la villa Loredan et sur sa droite les villas Foscari et Negrelli. C'est peu après Stra qu'on atteint le Palazzo Pisani, immense construction classique élevée dans les premières années du dix-huitième siècle par les architectes Preti et Figninella pour les Pisani, patriciens de Venise. Acquis en 1807 par Napoléon, la villa, aujourd'hui Villa Nazionale, abrita, en 1806, Victor-Emmanuel et la comtesse Maffiore, son épouse morganatique, avant de devenir monument national en 1882.

C'est dans une des salles du palais, décorée par Zuccherelli et dont les meubles de style Empire avaient été amenés par Napoléon 1^{er}, qu'Hilfer rencontra Mussolini au cours de la dernière guerre. Le palais Pisani qui comprend cent soixante-huit pièces où se mêlent et s'entre-mêlent des meubles et des décors du dix-huitième siècle, des fresques de style pompéien de l'ordre des consoles Empire, donne une impression nostalgique de grandeur et d'abandon. Ornée de surprenants décors en trompe-l'œil dus à Domenico Tiepolo, fils du grand Giambattista Tiepolo, cette immense pièce possède un admirable plafond peint par ce dernier et exécuté à la gloire de la famille Pisani en 1782, dernière œuvre italienne de Tiepolo alors âgé de soixante-neuf ans avant son départ pour l'Espagne où il devait mourir en 1770.



bords de la Brenta telle une falaise isolée, argentée par l'âge, un peu atteinte par la pluie et le vent mais toujours noble, et d'une simplicité de ligne, toute palladienne.

Burchiello, qui jette l'ancre devant le jardin municipal, à une portée de fusil de la Piazzetta, sur le quai des Esclavons, au cœur même de la Sérénissime.

ANDRÉE JACOB.

* Office national italien de tourisme, 21 rue de la Paix (2^e), tél. 873-30-92.

* Il Burchiello, excursion touristique à travers le canal de la Brenta et la lagune de Venise organisée par le Service Express avec la collaboration de l'Ente provincial per il Turismo de Padoue et Venise et l'AAS de Venise. Deux fois par semaine dans les deux sens (dimanche excepté).

L'intérieur ne le cède en rien à la noblesse de la façade. C'est une œuvre d'art d'une simplicité et d'une élégance incomparables, remarquablement construite et de parfaite proportion. De nombreuses fresques ornent les murs du premier étage. Elles sont l'œuvre de Battista Franco et de Zelotti. Elles sont en assez bon état et méritent une longue visite : quant au rez-de-chaussée, il est orné de voûtes elliptiques et on y trouve encore la cuisine, la salle des provisions et le logement des domestiques.

Après la Malcontenta, le Burchiello atteint une nouvelle écluse, puis, en approchant de Mestre, le paysage change et on traverse une région où tout est contraste. À droite se déroule un site champêtre fait de champs et de vignobles, mais à gauche la vue s'étend sur un panorama que Goldoni n'a certes pas connu, celui d'un univers où les pylônes de haute tension et les raffineries de pétrole ont remplacé petit à petit les arbres centenaires et les vieux domaines agricoles.

La petite « Fiuma », aménagée en canal au dix-septième siècle, déroule alors son cours jusqu'à sa dernière écluse, celle bâtie par la République de Venise en 1680 d'après un projet établi quelque deux cents ans auparavant par Léonard de Vinci et pour laquelle on a utilisé le marbre.

On sort alors de la rivière Brenta pour pénétrer dans la lagune et les installations portuaires de la ville des Doges, avant d'entrer dans le large canal de la Giudecca où Venise nous apparaît dans toute sa splendeur avec, à droite l'église de la Rédemption, une des dernières œuvres de Palladio, et, à gauche, la masse imposante de la Salute, que Longhena construisit au dix-septième siècle. C'est la fin du voyage pour le

Pour la punition d'une dame

Après la visite de la villa Nazionale, le Burchiello reprend sa descente vers Venise et chaque rive apporte aux visiteurs la charmante présence de ses nombreuses villas. On ne peut les énumérer toutes. Elles sont plus de soixante, ces maisons de campagne construites par des patriciens, des doges, des nobles vénitiens qui s'y retiraient l'été pour fuir la chaleur de la lagune et se consacrer aux joies bucoliques des moissons et des vendanges.

C'est dès qu'on a quitté le palazzo Pisani qu'apparaît sur la droite la villa Soranzo, qui porte encore sur sa façade des fresques, à demi effacées, dues à Benedetto Caliari, frère de Véronèse. Elle fait face à la Lacarra Pisani dite la Barbariga, longue maison du dix-huitième siècle à un étage dont le fronton porte un soleil de pierre. Avant l'écluse de Dolo, deux maisons apparaissent au milieu des vignes et des champs : la Smania, la Giobellina (dix-huitième siècle) recouvertes toutes deux d'un lumineux enduit rose vif. C'est ensuite une colonnade de maisons du dix-huitième siècle, de palais néo-classiques et de vieilles cha-

nelles avant que le bateau atteigne l'écluse de la petite ville de Mira.

C'est à la sortie de celle-ci qu'on déjeunera, à Oriago, dans un restaurant situé au bord de l'eau, avant de reprendre la route fluviale qui franchit deux colonnes de briques plongeant dans l'eau marquant les limites de la province de Padoue et de celle de Venise.

Évoque une écluse, et voici l'embarcadere qui marque l'entrée de la Malcontenta, chef-d'œuvre d'Andrea Palladio construit en 1555 pour les frères Nicolas et Alois Foscari, doges de Venise, comme en témoigne l'inscription placée au-dessous du portique principal.

La Malcontenta, ainsi nommée dît la légende à cause d'une dame infortunée de la famille Foscari qui y fut, dit-on, emprisonnée durant de longues années, comme punition d'une vie vénitienne un peu légère, est restée à peu de chose près, telle que l'a décrite Palladio en 1570 dans *Quattro libri dell'architettura* (quatre livres sur l'architecture). C'est une belle demeure champêtre construite pour être approchée par voie d'eau et qui se dresse sur les

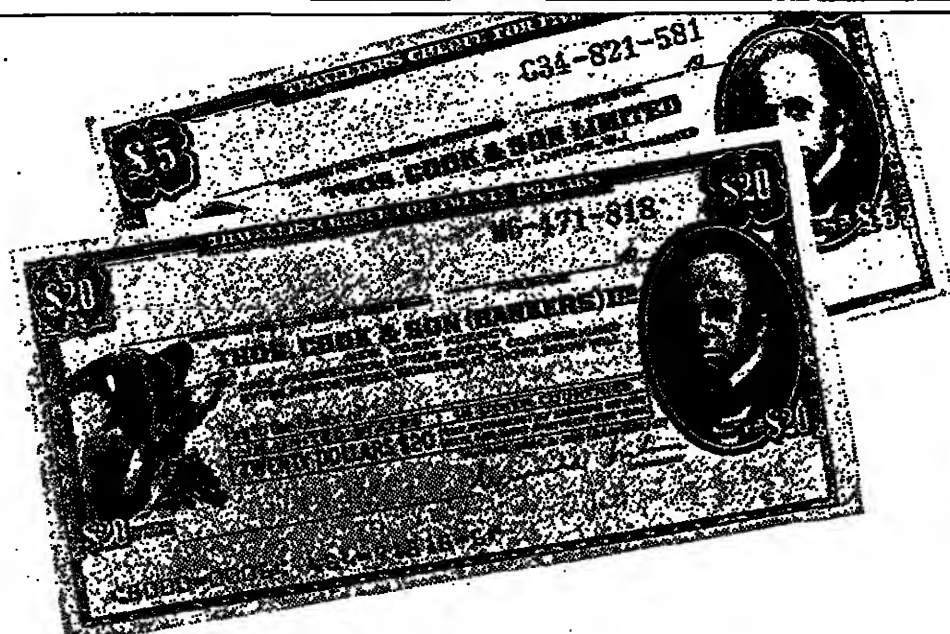
Circuits Touristiques de 3 à 7 jours pour découvrir la République Démocratique Allemande

Le REISEBURO de la R.D.A. vous propose trois intéressants circuits, à des prix choc, pour visiter la R.D.A. Départs chaque semaine jusqu'au 23 septembre (sauf 1^{re} semaine de septembre) - Circuits en autocar ou en voiture particulière. Hôtels 1^{re} catégorie - Guides et interprètes.

- Circuit A : 3 jours
Berlin, Dresde, Meissen, Leipzig, Berlin.
- Circuit B : 5 jours
Berlin, Dresde, Leipzig, Wittenberg, Potsdam, Berlin.
- Circuit C : 7 jours
Berlin, Dresde, Meissen, Leipzig, Weimar, Eisenach, Erfurt, Potsdam, Berlin.

Pour tous renseignements concernant ces circuits et toute forme de voyages individuels ou en groupe, consultez :
CGIT : 10, rue de Sèze 75009 - PARIS Tél. 742-43-50
TRANSTOURS : 149, av. de l'Opéra - 75009 PARIS Tél. 742-47-39
WAGONS-LITS : 14, Bd des Capucines - 75009 - PARIS Tél. : 260-33-10 ou votre agence de voyages.

REISEBURO
de la R.D.A.



Partout dans le monde. Les travel chèques Cook, c'est l'argent - sécurité.

Si vous perdez (ou si vous vous faites voler) vos chèques de voyages Cook, on vous les remplace rapidement. Partout dans le monde.

Les chèques de voyage Cook sont également acceptés partout dans le monde. Car partout dans le monde, on connaît le célèbre visage de Thomas Cook. On le connaît et on lui fait autant confiance dans les hôtels, les restaurants et les magasins que dans les banques.

Avant de partir à l'étranger, assurez-vous que vous avez bien la garantie Cook sur vos chèques de voyage. Demandez vos chèques de voyage Cook en dollars ou en livres sterling à votre banque ou à Thos Cook & Son Bankers France Ltd, 2 place de la Madeleine - Paris.

COOKS
TRAVEL
CHEQUES

C-E-N-T-R-E

organise des Ateliers Résidentiels dans un château de Ville-de-France (près 15 hectares et piscine)
Pour Adultes et Adolescents
en JUIN - JUILLET - AOUT
Yoga (indien et tibétain), Bioénergétique, Gestalt, Massage d'Enlène, Ecologie, Agriculture, Biologie, Danse, Musique, Peinture, etc.
REUNIONS D'INFORMATION : les 23, 24, 27 juin, à 21 heures
44, rue de Rennes - 75006 PARIS
Renseignements et informations 24 heures sur 24 à : 322-33-55, ou écrire : 52, rue de Vercueil - 75007 PARIS.

Stage de voile de 14 jours à GUISSENY - Finistère

Si vous avez plus de 17 ans, vous pourrez vous initier et vous perfectionner, sur dériveur, vous initier à la croisière côtière.

PREUX : 525 F.

Renseignements :
CENTRE NAUTIQUE GUISSENY
29240 Guissey.

connaissiez-vous les 2 visages de la tunisie



Une jeune équipe de Tunisiens, spécialistes du tourisme, vous réserve le meilleur accueil pour organiser des séjours sur mesure, individuels ou de groupe.
Profitez de leur présence en France pour réaliser vos vacances ou vos congrès.

la tunisie
c'est
TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu
75001 PARIS Tél. : 265-22-55
Grand : Brochure 34 pages
coursiers sur demande
NOM :
Adresse :

Au Mas Roumany

en pleine montagne, à 3 km de la mer. M-Th. PASCO organise des
STAGES DE TISSAGE
toute l'année
Mas Roumany
COSPREN par Port-Vendres, 66507

dans bien des circonstances, quand on ne connaît pas l'Anglais, on se tait ou on l'apprend avec le Cours "Tourist" PHILIPS.

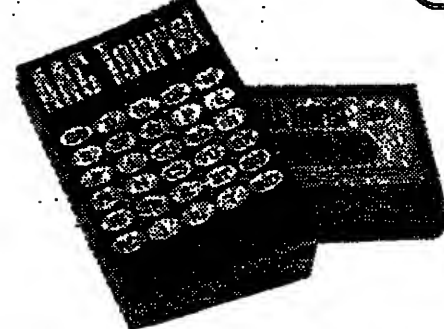
Mieux qu'un dictionnaire, le manuel du cours AAC Tourist vous permettra quelle que soit votre langue maternelle, de vous faire comprendre en utilisant quelques unes des 300 phrases traduites dans 30 LANGUES DIFFÉRENTES.

Ces 300 phrases, judicieusement sélectionnées parmi les plus utiles, sont contenues dans un seul manuel commun à toutes les langues.

Il existe en outre, UNE CASSETTE PERMETTANT DE PARFAIRE VOTRE PRONONCIATION DANS CHACUNE DES LANGUES que vous aurez choisies.

Pour approfondir vos connaissances dans les 8 langues les plus répandues, PHILIPS propose également un cours complet de 18 cassettes, en 3 niveaux, "les langues par l'image", méthode largement éprouvée depuis plusieurs années.

Tous ces cours sont utilisables sur tous les magnétophones à cassette standard, ou sur l'Audio K 7 PHILIPS suivant la méthode Audio-Active-Comparative, qui vous permet de contrôler votre prononciation de la façon la plus rigoureuse.



PHILIPS

Division Electro-Acoustique 64, rue Carnot - 92150 Suresnes - Tél. 772-51.00 poste 608

tourisme

GACHETTE A L'ŒIL DANS

Pour la gibecière du chasseur photographe

C'ELA n'est ni une nouveauté ni un secret : le bon matériel photographique est toujours cher, sinon très cher. Qu'il s'agisse du seul boîtier, « base » de tout un système qui pourra s'enrichir peu à peu d'un grand nombre d'accessoires complémentaires — tous coûteux, eux aussi — ou que nous ayons affaire à l'optique, tous les objectifs d'une même gamme atteignant vite, en fonction de leur longueur focale et de leur ouverture, des sommets parfois... vertigineux.

A cet état de fait, des raisons bien simples : les fabricants consciencieux, et, par conséquent, soucieux de livrer des matériels irréprochables, ne lésineront jamais sur la qualité. Ils choisiront des alliages calculés pour être à la fois extrêmement robustes et aussi légers que possible ; ils n'hésiteront jamais à doter un obturateur de dizaines de pièces micrométriques supplémentaires pour en obtenir une précision irréprochable ; les objectifs seront construits à partir de lentilles taillées dans les cristaux

les plus purs, polies avec soin, traitées, puis serties enfin dans des montures ajustées au millième de millimètre...

Et puis les grandes marques, enfin, ne se priveront jamais de faire payer aussi leur « griffe », majorant, à qualité égale avec des constructeurs moins prestigieux, le prix d'une signature universellement connue...

Focales moyennes et artillerie lourde

Cela posé, à quel prix moyen reviendra l'équipement de l'amateur voulant se constituer un fourre-tout de vrai chasseur photographe ? Dans la mesure où cet équipement peut varier considérablement, il est difficile de répondre précisément. Nous avons préféré à l'établissement d'un devis stéréotypé, qui ne signifierait finalement pas grand-chose, aller, carnet en main, flâner le long des vitrines du magasin récemment ouvert par la FNAC, rue de Rennes à Paris, et relever les prix (affichés le 15 juin) des

objectifs et accessoires qui nous ont semblé indispensables dans le sac du chasseur d'animaux. Le choix est vaste.

Qui dit chasse photographique dit aussi nécessairement téléphotographie, nous commencerons par les longues focales. Si le télé « courant » de 135 mm est, dans la plupart des cas, un peu court pour « tirer » de petits animaux, et plus encore des volatiles, il pourra néanmoins rendre de précieux services sur le terrain. Dans le cas des safaris africains, notamment, où les véhicules approchent de si près des animaux totalement indifférents, qu'il faudra parfois même « rétrograder » à la focale inférieure, 90 ou même 50 mm pour mettre une tête de lion pleine page...

Chez Nikon, le Nikor f. 4,5 de 300 mm est affiché au prix de 1 768 F, ce qui nous semble raisonnable. En revanche, les deux zooms de cette même marque (f. 4,5/50-300 mm et f. 4,5/80-200 mm) au prix respectif de 4 610 et 3 219 F restent très chers pour les services qu'ils sont appelés à ren-

dre. Soligor propose un télé de 300 mm (f. 5,5) au prix de 727 F et un f. 6,3 de 400 mm à 938 F. Le zoom de ce fabricant (f. 4,5/75-260 mm) est vendu, pour sa part, 1 439 francs. Le f. 4/300 mm de Pentax reste abordable à 1 790 francs.

Chinonflex, marque assez récemment venue sur le marché français, (et qui semblerait, petit à petit, s'y faire une place au soleil aux côtés des très grands), vend 760 F un télé de 500 mm, ce qui peut paraître... trop bon marché peut-être ! Pour ceux qui recherchent l'artillerie lourde, un télé de 1 000 mm de fabrication soviétique, le M.T.O., f. 10 et système à miroir, au prix très accessible de 2 308 F, adaptable sans bague spéciale sur tous les boîtiers type Pentax, c'est-à-dire au diamètre de 42 mm à vis.

Nombre de photographes s'équipent, pour de telles prises de vues (et ont tout à fait raison d'agir de la sorte), d'une solide croix d'épaule, qui les aidera à parfaire leur stabilité au moment du déclenchement.



Bien des amateurs ignorent encore que le bougé ne pardonne pas, et qu'avec un 300 mm au bout du boîtier, il faut avoir le malin et le souffle sûr pour presser en douceur le bouton de déclenchement même au cent vingt-cinquième de seconde. Stitz propose une croix à 210 F, qui voisine avec une petite croix (marque illisible) à 82 F.

Les plus malins feront l'acquisition du fameux petit tri-pode « de table » de chez Leitz (127 F) qui, complété de la grosse rotule du même fabricant — hélas ! fort onéreuse : 307 F, — jouera le rôle d'une poignée à toute épreuve et rendra d'innombrables services en macrophoto (l'ensemble supporte sans broncher un Leica, la chambre Visoflex et le soufflet), ou dans le cas de vues prises en lumière faible.

La poignée-croix Novoflex à mise au point rapide (par glissière), coûte 937 F ; mais il faut ajouter à ce prix, celui d'une bague d'adaptation au boîtier, qui variera entre 193 F et 276 F, selon le type d'appareil. (La même marque vend au prix de 1 801 F, son télé f.9 de 640 mm.).

Gros sous

On ne dira jamais assez qu'un posémètre de secours devrait, à la veille d'une lointaine expédition, figurer dans la trousse du photographe : une défaillance du posémètre incorporé à l'appareil peut survenir. Et les réparateurs de cellules ne sont pas mannaie courante dans les réserves du Kenya...

Mais les posémètres, eux aussi restent chers : la Weston Euro-Master (cellule au sélénium) est vendue 323 F, étui compris, et, avec sa gaine de cuir, la très fameuse Lumalux III (cellule au C.D.S.), coûte 419 F.

Pas d'équipement vraiment complet sans un bon trépied : là encore, on aura tout intérêt à mettre le prix au départ, une fois pour toutes. Un trépied doit obligatoirement être lourd pour être vraiment sta-

ble : se méfier, donc, des modèles « extra-légers » qui achèvent des utilisateurs eux-mêmes un peu légers en l'occurrence ; ils vibreront au moindre petit choc, ou moindre souffle de vent... Un bon exemple de trépode, le n° 3 de la maison Gitzo (415 F), sur lequel on peut adapter la grosse rotule Leitz, par exemple, ou encore une plate-forme (compter environ 150 à 250 F pour un matériel convenable).

Pour la macrophotographie (qui, ne l'oublions pas, fait aussi partie intégrante de la chasse photographique), le soufflet s'imposera très vite si les premiers résultats obtenus avec de simples bagues-allonges se sont avérés satisfaisants. Tous les fabricants, ou presque, proposent un soufflet. Premier prix à la FNAC, 280 francs. Certains modèles, plus perfectionnés, se complètent d'un dispositif ingénieux permettant, ce qui est loin d'être superflu, de contretyper soi-même ses propres diapositives à volonté, en lumière du jour ou à l'aide d'un éclair électronique.

C'est volontairement que, dans cette très rapide revue des matériels, nous avons écarté systématiquement les appareils proprement dits. Le choix est trop vaste pour que chacun ne sache ou ne puisse trouver dans tous les cas le boîtier idéal.

Pour nous, l'appareil parfait est celui qui, au-delà de ses qualités intrinsèques, sera le mieux intégré à un « système » complet, permettant à son propriétaire d'enrichir son équipement au fur et à mesure de l'évolution de ses goûts (voire de ses besoins). Après avoir débuté avec un seul objectif, il se trouvera ainsi, si bon lui semble, l'heureux possesseur d'un matériel couvrant toutes les techniques, de la macrophotographie à la téléphotographie en passant par la reproduction de documents, le portrait et — pourquoi pas ? — la microphotographie. C'est une affaire de bon vouloir. Et aussi une affaire... de gros sous.

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

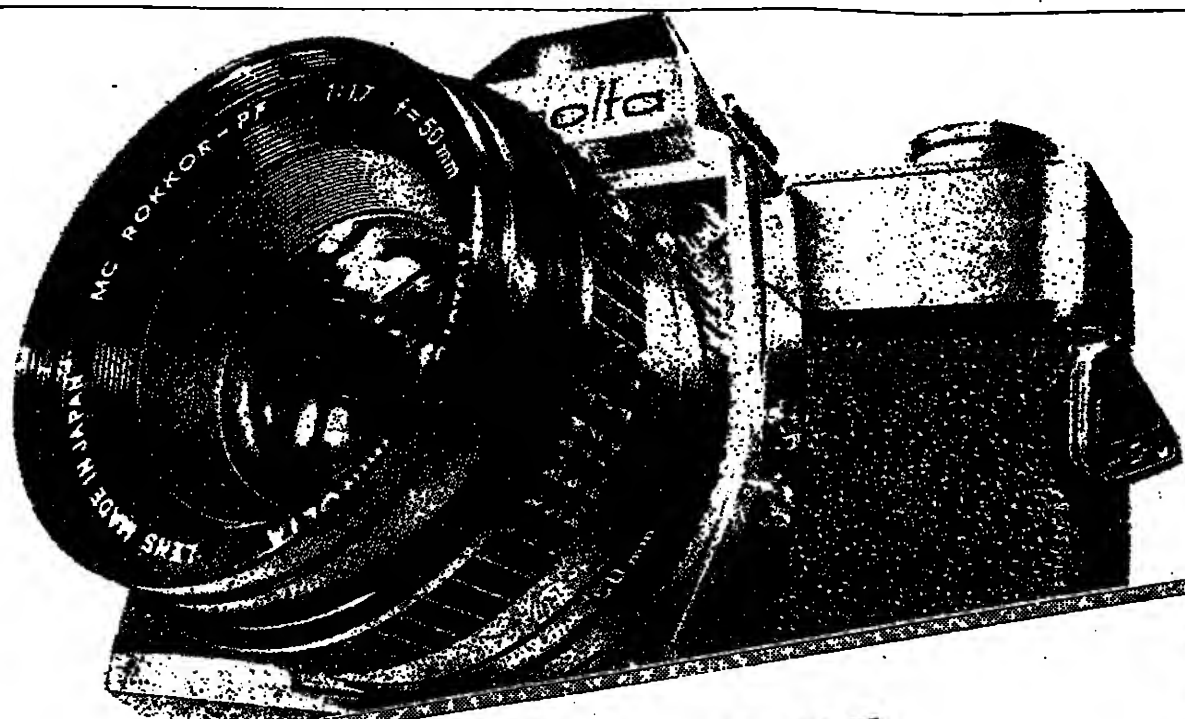


PHOTO-CINEMA SEULS
LES 7 BHV
VOUS GARANTISSENT

1 Les prix les plus bas de Paris et de la Région Parisienne

2 Crédit court 3 versements sans intérêts

3 La reprise possible de votre ancien appareil.

4 La reprise et l'échange dans les 15 jours du matériel neuf vendu en cas de non satisfaction

5 La vente d'appareils d'occasion contrôlés, vérifiés, par nos techniciens en fonction des stocks

et tous les jours, jusqu'au 6 juillet, des affaires exceptionnelles aux rayons photo-cinéma.

bazar de l'hôtel de ville



1 des 3 raisons d'aimer VAL D'ISERE l'été

les stages (14 ou 7 jours) :

SAFARI VANDIOISE

- Chasse photographique
- Initiation Ecologique
- Balades en montagne

UNIVERSITÉ PHOTOGRAPHIQUE ET CINÉMATOGRAPHIQUE

Cours intensifs de photos ou cinéma

Pour réserver votre séjour hôtellerie ou votre forfait téléphonez à 179 00 00 01. Télés 32617 Diffusion Vidéo

Bon C? à retourner à l'Office de Tourisme - B.P. 28 73150 Val-d'Isère, pour recevoir une documentation très complète

Adresser

COUPON

صلى الله عليه وسلم

LES SAFARIS-PHOTOS

Voir sans être vu

LES vacances approchent et malgré le tour de vis fiscal décidé par le gouvernement, beaucoup d'argent va être dépensé dans les magasins de photo-clubs. C'est tout d'abord la même chose : la perspective d'être libre pendant un mois, de vivre au grand air dans une région ou dans une ville différente, l'idée de voyager à l'étranger, tout cela pousse l'imaginaire et avive les desirs. On se dit qu'il faut profiter de ces vacances pour acheter un appareil photo ou une caméra. Souvent même les deux : pour ne pas faire les chosés à moitié.

Si l'expérience des uns pouvait servir aux autres, bien des erreurs, des déceptions, des dépenses inutiles seraient évitées.



Un art qui dure 365 jours par an

Cinéma et photographie sont deux arts trop différents pour être menés parallèlement. N'achetez donc pas un appareil 24 x 36 et une caméra sous prétexte que l'un complète l'autre. Au contraire, l'un exclut l'autre. Le photographe est un témoin, perçutuellement en éveil, mais relativement passif et effacé devant l'événement. Sa qualité est d'être toujours là et de voir. Il faut regarder, c'est-à-dire oublier. L'appareil et appuyer instinctivement quand le moment arrive. La photographie n'est donc pas un passe-temps de vacances, mais un art véritable qui s'exerce 365 jours par an, dans la rue, le métro, à la sortie des bureaux, sous la pluie.

Attention aux pièges tendus par notre société de consommation, que nous critiquons, mais dont nous entretenons avec délectation les défauts : l'appareil est peu de chose. Non que certains modèles ne soient pas supérieurs à d'autres, mais le photographe ne doit pas se laisser fasciner, comme les automobilistes qui chérissent leur voiture non plus comme moyen de transport mais comme signe d'appartenance à un certain niveau social ou professionnel : « Je suis riche, voyez mes ailes... » Ne perdez donc pas trop de temps en longues comparaisons.

Nous avons publié dans ces colonnes, en rubrique « Photo et cinéma » (1), le résultat d'une enquête de tests effectués scientifiquement qui montrent que la quasi-totalité des appareils mis sur le marché fonctionnent bien et permettent de faire de bonnes photos. D'une façon générale, ne vous encombrez pas de ces monstres lourds et volumineux qui font « bien » et « résistent » mais qui vous gêneront et vous donneront un spectacle. Choisissez soit un appareil 24 x 36 très compact, dont le seul inconvénient est d'avoir, dans la plupart des cas, un objectif fixe (dont la focale, généralement de 40 mm, est un peu trop courte à notre avis), mais qui a l'énorme avantage de pouvoir être glissé dans une poche de blouson, de garder dans un sac à main. Si vous êtes un passionné sincère et que vos finances vous le permettent, choisissez un très bon ap-

pareil (1) avec deux objectifs, un 50 mm et un 100 mm. Éventuellement, achetez un « doubleur » de focale, qui vous permettra de transformer votre 100 mm en téléobjectif de 200 mm. Cela est parfaitement suffisant. Ne n'oubliez pas que la bonne photo, c'est vous qui la faites, pas votre appareil.

Pourvu que l'idée existe

Le cinéma est complètement différent de la photo. Filmer n'est pas « faire du cinéma ». Quand on s'impressionne des centaines de mètres de pellicule, il faut éliminer, c'est-à-dire couper, puis monter, c'est-à-dire coller, tout cela en suivant une idée, c'est-à-dire un scénario. Puis il faut souder à partir d'un commentaire et d'une musique.

Le cinéma est une façon très complète de s'exprimer, mais qui prend beaucoup de temps, demande beaucoup de patience et nécessite donc de la passion. Contrairement au photographe, le cinéaste est complètement actif en ce sens qu'il doit savoir ce qu'il cherche. On ne filme bien que sur une idée préexistante. Un cinéaste ne se promène pas comme un photographe, au hasard, les rues, en appuyant de temps en temps sur le déclencheur. S'il se rend en Thaïlande, par exemple — puisque le pays est très à la mode —, ce ne doit pas être pour filmer des vases qui feront bien sur l'écran quand on les montrera aux amis réunis : les « klons » de Bangkok, le village sur l'eau de Darnoon-Saduk ou encore l'artisanat de Chiang-Mai. Avant le départ, le cinéaste doit savoir ce qu'il cherche, ce qu'il veut dire ou ce qu'il veut démontrer. Ce pourra être la culture du riz ou celle du jute, le problème du surpeuplement de la région de Bangkok ou celui des déséquilibres de la ville (les encombrements de la circulation notamment). Ce pourra être aussi, d'une façon plus générale, l'illustration du déséquilibre du pays, riche dans la région de Bangkok, très pauvre à l'est, près de la frontière du Laos, ou, précisément, existe une guérilla communiste. On pourra également faire un film sur le comportement des touristes en pays exotiques : le sujet n'a pas été traité, et c'est bien dommage. Peu importe le thème, pourvu que celui-ci existe.

On est loin, très loin de la photographie. Il y a pourtant entre cinéma et photographie un point commun : qu'on ait un appareil 24 x 36 en main ou une caméra, le plus difficile pour l'amateur est de résister au désir de faire « du beau » ou « de l'art ». Quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent, on photographie et on filme de belles fleurs tropicales et des huttes de paille avec femmes indigènes sur le seuil, de préférence poitrine nue. Mais on oublie de montrer que ces pays lointains qu'on décrit Somerset Maugham et Pierre Soule s'industrialisent, se banalisent, perdent leur originalité avec leur culture. La Malaisie n'a plus guère de tigres, mais des hôtels de vingt ou trente étages s'y construisent, en même temps que des usines et des bureaux à air conditionné. Dans ces pays dont nous n'imaginons qu'une odeur d'aventure et de mystère, nait un prolétariat urbain triste et pauvre, sans fleurs ni couleurs. Combien de cinéastes, même professionnels, savent filmer le laid et le triste, simplement parce qu'ils existent ?

Comme en photographie, réservez donc le cinéma aux scènes familiales. Ne polluez pas les pays étrangers où vous passez vos vacances avec ces engins agressifs et aveugles que sont les caméras. Dégagez-vous de cette obsession du souvenir qu'on rapporte chez soi puisque précisément il n'y a pas de souvenir pour celui qui n'a rien vu. Mais si vous avez l'impression sincère que le cinéma est une façon de dire des choses que vous pensez ou que vous avez vues, alors lancez-vous dans l'aventure cinématographique. Car il s'agit bien d'aventure. Il vous faudra organiser vos vacances autour du film que vous voulez réaliser, et ne faire que cela : le cinéma est sans partage. Une fois rentré chez vous, sachez aussi que vous n'aurez pas trop de tout votre temps libre pour cons-

Les réserves de l'Hexagone

TERRAIN de manœuvres idéal pour le chasseur photographique qui n'a pas toujours le temps — ou les moyens — de prendre un avion en partance pour le Kenya ou autres lointains « paradis », les réserves naturelles de France (quelles soient « officielles » ou de statut libre) lui réservent des émotions et des résultats garantis. Les animaux y sont protégés, donc moins méfiables que par ailleurs, surveillés, donc nombreux. Outre les bêtes, la flore, elle aussi, s'y voit à l'abri des déprédations qui s'exercent trop souvent là où n'existe aucune réglementation.

— Réserve naturelle du Lac Léal, sur la commune de Seclès (Aude) : flore de tourbières, nombreuses, distantes, vingt-cinq espèces de sphagnum recensées à ce jour.

— Réserve naturelle de Tignes-Champagny et de Val d'Isère-Bornaval, en Savoie : 3 717 hectares au total, prolongent le parc de la Vanoise. Lagopèdes, lièvres, bouquetins, chamois, flore variée, etc., etc.

— Réserve naturelle de Nivola (Haute-Égypte) : mixte du parc national des Pyrénées-Océaniques, elle abrite des sites remarquables (nombreux lacs) et une faune intéressante, où se côtoient ours, renards et corbeilles.

— Réserve zoologique et botanique de Camargue : flamants roses, gypsiers, messages rémises, rochers, échantillons divers, etc., etc.

— Réserve du golfe du Morbihan : bernaches crues, canards silifères, herbiers à zosteres.

— Réserve ornithologique de la Dombie, dans l'Ain : aigrettes garzettes, hérons pourpres, etc.

— Réserve des Sept-Îles Albert-Champdier (Côte-d'Or) : 18 hectares d'un rocher où l'on rencontre une flore rare, gypsiers, renards, etc., etc.

— Réserve de la vallée de la Dordogne : 18 hectares d'un rocher où l'on rencontre une flore rare, gypsiers, renards, etc., etc.

— Réserve de la vallée de la Dordogne : 18 hectares d'un rocher où l'on rencontre une flore rare, gypsiers, renards, etc., etc.

— Réserve de la vallée de la Dordogne : 18 hectares d'un rocher où l'on rencontre une flore rare, gypsiers, renards, etc., etc.

— Réserve de la vallée de la Dordogne : 18 hectares d'un rocher où l'on rencontre une flore rare, gypsiers, renards, etc., etc.

— Réserve de la vallée de la Dordogne : 18 hectares d'un rocher où l'on rencontre une flore rare, gypsiers, renards, etc., etc.

— Réserve de la vallée de la Dordogne : 18 hectares d'un rocher où l'on rencontre une flore rare, gypsiers, renards, etc., etc.

— Réserve de la vallée de la Dordogne : 18 hectares d'un rocher où l'on rencontre une flore rare, gypsiers, renards, etc., etc.

— Réserve de la vallée de la Dordogne : 18 hectares d'un rocher où l'on rencontre une flore rare, gypsiers, renards, etc., etc.

tourisme

truire cet ensemble vivant et intelligible qu'on appelle un film.

simplement au retour d'une promenade ?

ALAIN VERNHOLES.

(1) Voir le Monde des 10 novembre 1973, 30 mars et, surtout, 1^{er} juin 1974.



saisi en plein vol...

Avec Vivitar, plus de distance, vous êtes présent partout à la fois, vous franchissez l'espace !

105 modèles d'objectifs, du 20 au 800 mm. GARANTIS 5 ANS

toutes les prises de vues possibles

Les objectifs Vivitar ont subi avec succès les tests d'endurance au cours des SAFARIS-PHOTO 1972-1973 du Parc de la Vanoise.

Idées photo ciné Distributeur exclusif (Gros ou documentation exclusivement) 26 rue Courat, 75020 PARIS

SAFARIS PHOTO DE LA VANOISE

avec le Club de Val d'Isère Images et Connaissances de la Montagne

Cinq années d'expérience.

Refuges privés à Val d'Isère (camp de base) - Champagny-en-Vanoise - Morat - Termignon-en-Maurienne - Le Grand Paradis (Italie) - Des guides et des moniteurs qualifiés - Leçons de photo (initiation, et perfectionnement) - Prêt de matériel de photo et d'optique - Laboratoire noir et blanc - Service de développement rapide de la couleur.

Des vacances actives et instructives à la découverte de la flore et de la faune dans le cadre des Parcs Nationaux de la VANOISE et de GRAND PARADIS.

Quelques titres du programme :

Affair marmottes — Le plus petit arbre du monde et la plante carnivore — Chasse photographique aux chamois — Observation aux jumelles des mœurs des grands mammifères alpins — Approche de bouquetins — Le circuit balcon des glaciers suspendus — Une journée sur l'alpage avec les bergers transhumants — Lagon de macrophoto sur le terrain — Randonnée à travers le parc, avec nuit en refuge, etc.

STAGES DE 6 ET 13 JOURS, DU 16 JUIN AU 14 SEPTEMBRE

avec hébergement et pension en hôtel ** et ***

6 jours depuis 535 F

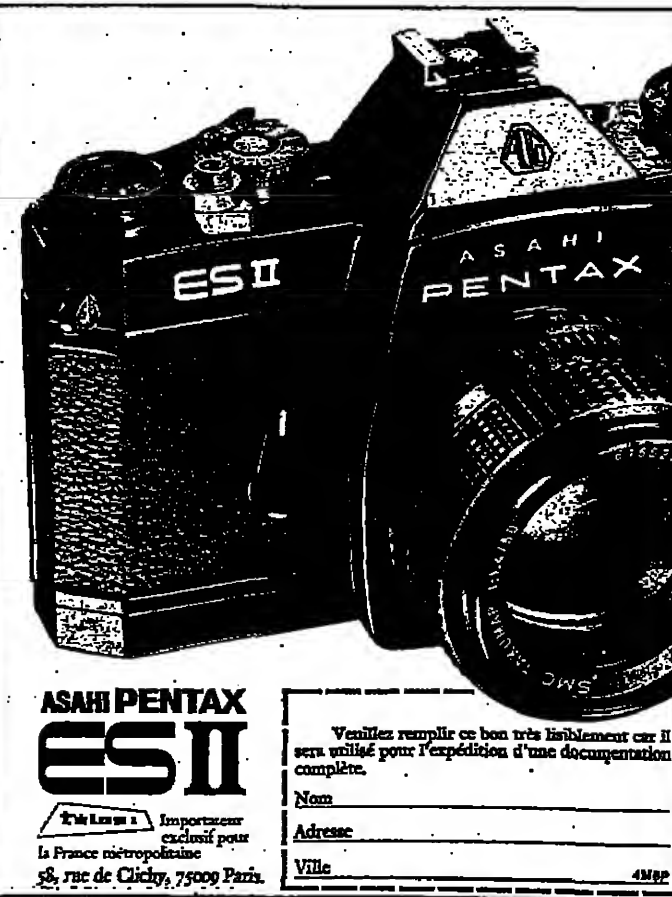
13 jours depuis 1.000 F

WEEK-END à partir du 14-9 jusqu'aux chutes de neige permanentes.

Reservations et inscriptions : CLUB IMAGES ET CONNAISSANCES DE LA MONTAGNE

S.P. 47 - 73150 VAL-D'ISÈRE

Tél. : 06-06-03



ASAHI PENTAX ESII

Veuillez remplir ce bon très soigneusement car il sera utilisé pour l'expédition d'une documentation complète.

Nom

Adresse

Ville

LES OBJECTIFS

SOLIGOR

LEADER INCONTESTE LE MEILLEUR RAPPORT PERFORMANCES/PRIX

POUR ATTEINDRE LA CIBLE

10 TELEOBJECTIFS DE 105 à 800 mm
8 ZOOMS DONT UN 180 à 410 mm

Et aussi : 45 à 135 mm 1/3.5 - 55 à 135 1/3.5 - 70 à 235 1/3.5 - 75 à 280 1/4.5 - 90 à 230 1/2.5 et le COMPACT DESIGN 80 à 200 mm 1/3.5. Conçus par des techniciens de premier plan, assistés de puissants ordinateurs, les objectifs SOLIGOR sont adoptés dans le monde entier par les professionnels les plus exigeants. Ils existent pour les principaux reflex 24 x 36 du marché et en monture universelle à bague interchangeable (emploi de boîtiers de marques différentes pour une seule gamme d'objectifs).

Documentation détaillée et liste des concessionnaires SOLIGOR.

TECHNI-NEPHOT Agent général pour la France
B.P. 106 - 93404 SAINT-OUEN

صبرنا من الأهل

mode

Un Extrême-Orient... très parisien

Il y a quelque chose de mystérieux dans cette fascination qu'exerce Paris sur les Asiatiques. Ils veulent y vendre. Ils y achètent. Chose plus étonnante, ils veulent y concevoir et y fabriquer... pour revendre chez eux. Aussi s'y instal-

lent-ils et y vivent-ils toujours plus nombreux. Sur ce dernier point, le spectacle de la rue est éloquent.



CIE DE L'ORIENT ET DE LA CRIVE : veste monnaie kaki clair garnie de bleu, pour homme, et veste chinoise rouge sang de bœuf, toutes deux en toile de coton rustique. 175 F et 120 F, Maine-Montparnasse et 22, Faubourg-Saint-Honoré.

SOMA : robe d'été en forme d'afes de papillon, dans une double mousseline de soie, portée avec un collier à motif d'eau en papier mâché multicolore. 425 F et 140 F, 400, rue Saint-Honoré.

AB : veste du Pakistan en satin de coton violet vif à délavé, dans une coupe droite, col officier surplumé comme les bordures. 35 F, 5, rue des Capucins.

(Croquis de Marce.)

lent-ils et y vivent-ils toujours plus nombreux. Sur ce dernier point, le spectacle de la rue est éloquent.

De Chine, de l'Inde, du Pakistan et du Japon nous arrivent pour l'été toutes sortes de vestes et d'ensembles destinés au dépaysement des jeunes citadines. Sobres et bien coupés, ces vêtements apportent un rien d'insolite par des détails faits à la main : garnies en contrastes, fermures ou impressions au cadre sur de fins cotons ou des soies chatoyantes. C'est ainsi que la Compagnie française de l'Orient et de la Chine (1), pionnière dans l'importation du style Mao, troque du matériel lourd en échange de textiles, de vanneries, de porcelaines et de thé.

Elle a maintenant réussi à stabiliser les coloris de ses bleus, qu'il n'est plus indispensable de trapper et de laver pour éviter de se voir nu, dès le premier jour, en « homme bleu » du Hoggar. A cette teinte, d'ailleurs plus vive, on a ajouté le rouge sang de bœuf et un haké tirant sur le vert. Trois tailles et des prix très raisonnables permettent d'habiller hommes et femmes.

Soma (2), la maison de l'Inde, est un organisme officiel regroupant de nombreux aspects des productions artisanales inspirées d'un art millénaire, adaptées aux exigences du monde occidental. On se voit proposer désormais, à côté des saris et des vêtements traditionnels, des ensembles à pantalon, blouson et chemise coordonnés, en cotons flammés unis, de tons inimitables : bleu, rose, vert, turquoise, jaune ou marron. Ces toiles, tissées à la main, sont également vendues au mètre (27 F en 120 centimètres de large).

A l'inverse de ces deux compagnies, les maisons japonaises font leur percée dans la mode parisienne sous une forme qui rompt avec l'import-export traditionnel. Les fils du Soleil levant, qu'on rencontre par-

cord avec un correspondant de Tokyo et du personnel nippon, un rayon de cadeaux de luxe : parfums et accessoires des grands couturiers, sacs en crocodile, bijoux et cristalleries.

Quand on connaît le gigantisme des grands magasins du Japon qui ont tous des accords avec l'un ou l'autre des grands noms du faubourg Saint-Honoré ou de l'avenue Montaigne, on ne s'étonne pas de leur fringale pour ce qui vient de France.

Paris les attire comme un aimant. Mais ce n'est pas à sens unique. En effet, de nombreux modélistes japonais sont passés par l'école de la Chambre syndicale de la couture. Des stylistes et des tailleurs s'installent ici depuis les années 60. Kenzo est le plus célèbre, et sa marque « Jap » (3) est mondialement appréciée, ce qui lui a permis de bénéficier à son tour... des contrats de Tokyo. Kazuo Miyake (4) suit ses traces, avec un style différent. Enfin Sumiya (5) réussit la quadrature du cercle. Il s'agit là d'une chaîne de boutiques de mode au Japon qui a formé une équipe de stylistes spécialisés pour le marché jeune européen. Certains de ses modèles, notamment les robes et les ensembles brodés, sont importés, tandis que d'autres, fabriqués ici, sont exportés « made in Paris » vers le Japon.

NATHALIE MONT-SERVAN.

- (1) Maine-Montparnasse, 22, faubourg Saint-Honoré, etc.
- (2) 400, rue Saint-Honoré.
- (3) Passage Choiseul et 12, rue du Cherche-Midi.
- (4) En vente chez C. & L., 43, rue d'Anjou.
- (5) Galerie des Champs et 163, boulevard Saint-Germain.

maison

Le jardin illuminé

Pour maintenir le jardin en éveil, pendant les solitudes d'été, divers luminaires conçus pour l'extérieur se disposent le long des allées, sous les frondaisons ou au bord de la piscine. Mais, comme le font les Scandinaves, un jardin illuminé toute l'année apporte un décor qui prolonge celui de la maison.

Pour guider les visiteurs vers la porte d'entrée, des appliques de formes modernes se fixent sur le mur de la maison : elles peuvent aussi éclairer une terrasse, citadine ou de vacances. Nous avons ainsi remarqué : une applique rectangulaire, en verre taillé, s'accrochant à une façade en gros crépi (« Hekia », Parson, 98 F). Une lampe-boule, en verre opale, est encastrée dans une applique carrée en matière synthétique blanche ou bleu lavande (« Raak », 87 F, à Lumière et Fonction). Une sphère aplatie, en verre perlé, est montée sur un bras en plastique noir (« Florval », Philips, 261 F) : une boule de verre transparent laisse voir l'ampoule, fixée sur une potence à 25 centimètres de diamètre (Boutique danoise, 270 F).

Pour éclairer une terrasse, nous avons trouvé une applique, en métal laqué blanc : le cylindre protégeant l'ampoule est monté sur un système de suspension à cardan, ce qui permet d'orienter la lumière (« Cardan », Parson, 350 F). Une grosse boule, d'un blanc translucide, se pose au sol. Elle est reliée à une prise de courant par un fil souple en spirale (« Acapi », 385 F). Mobile, également, une lampe renouvelle le style « tempête ». Son armature en plastique jaune, orange ou vert s'accroche à une branche ou se pose sur une table ou un rebord de fenêtre (« Mobilamp », 75 F, Acapi et Boutique danoise).

Pour éclairer allées et mas-

sifs, les bornes lumineuses donnent une lumière d'ambiance. Dans la série des « Litafior », en forme de champignon, nous avons vu une borne de 1 mètre de haut (« Acapi », 230 F) et un luminaire plat pour éclairage rasant (Lumière et Fonction, 197 F). Une borne ressemblant à un tuyau coulé, en amanté-céramique, projette la lumière selon un angle de 60° (« Condalux », Parson, 488 F) ; du même fabricant, une borne en métal plastifié blanc de forme pentagonale (« Pentallux », 410 F).

Pour faire jaillir de la nuit un parterre de fleurs, un buisson ou la ramure d'un arbre, les projecteurs étanches ont l'avantage de la mobilité. Des petits spots, à pinces ou à fixer, peuvent être équipés de filtres de couleur (« Litaproof », de 31 à 41 F chez Acapi). Un projecteur à planter dans le sol, pour ampoule de 300 watts, est doté d'un boîtier avec grille anti-éblouissante (« Etron », 383 F, à Lumière et Fonction). Un ensemble de six projecteurs, avec piques de sol, est vendu avec 33 mètres de fil et un transformateur de courant, 700 F, à la Boutique danoise.

JANY AUJAME.

- * Parson, 12, rue du Moulin-Vert, 75014 Paris, indique ses dépôts.
- * Lumière et Fonction, 224, bd Raspail, 75014 Paris.
- * Philips, 50, avenue Montaigne, 75008 Paris, indique ses dépôts.
- * Boutique danoise, 42, avenue de Friedland, 75008 Paris.
- * Acapi, 28, rue de Leningrad, 75008 Paris.

EXPOSITIONS

DE VIGNE EN GRÉS

A l'occasion du festival du Marais, Suzette Jader présente dans sa boutique, l'été, à la place des Vosges, une exposition placée sous le signe de la vigne. Michel Tourrière l'interprète en dessins et sculptures où ses traits stylisés évoquent les vignes et l'automne. Robert Deblander, par ses créations en grés, s'est inspiré de la bouteille ; il présente une cinquantaine de pièces, dans la matière rude et lisse qu'il japonise avec sobriété.

* 51, rue de Béranger, 75004 Paris, jusqu'au 25 juin.

ESPACE ET COULEURS

Dans la salle d'exposition Harmonie (centre français de décoration des couleurs), trois architectes d'intérieur ont aménagé un appartement pour un couple et deux enfants. Dans 60 mètres carrés et 3,40 m. de hauteur, ils ont installé un séjour, une cuisine, une chambre des parents avec salle de bains et, au-dessus, en loggia, une zone pour les enfants. Dans cette recherche d'utilisation de l'espace, la coordination des couleurs joue un rôle important. Jean-Louis Berthel, Jean-Pierre Khalifa et le studio l'Abaque ont utilisé trois couleurs Harmonie de base qui se retrouvent sur les matériaux et objets produits par les adhérents de ce groupe.

* Harmonie, 37, avenue Montaigne, 75008 Paris, jusqu'au 31 octobre.

hippisme

Le dimanche à deux têtes

D'autres ayant salué et montré abondamment la visite de la reine Elizabeth à Chantilly, qu'on nous permette de revenir d'abord, de la journée de dimanche, un autre événement, plus discret, mais, pour l'amateur de courses, aussi notable : celui qui marquait la fin de l'écurie Bathynary.

Après que se furent éteints les flambeaux, qu'eurent été rangées les capelines, qu'eurent été démontés l'ancien de la reine, on vendait, à Lamorlaye, tout l'effectif d'une propriétaire qui, précédemment lors de la précédente visite royale aux courses françaises, en 1972, avait gagné, avec Arca, la Coupe de S. M. la Reine Elizabeth II, et avait été présentée en grande solennité à la souveraine, devant tout le public de Longchamp : Margit von Thyssen, comtesse Bathynary.

La comtesse Bathynary, héritière d'une double tradition hippique puisque sa famille crée, les fameux haras Erhenhof et que celle de son époux, gagna un Derby d'Epsom, commença à s'intéresser aux courses françaises après avoir conquis tous les lauriers allemands et quelques-uns d'outre-Manche (Pia) — au début des années 60. Presque d'emblée, ce fut le succès avec des chevaux comme Samos III, Belmondo, Quebracho et surtout, un peu plus tard, Caro.

La propriétaire achetait alors le plus grand haras français, celui de Bois-Roussel, près de Sées, et faisait venir d'Amérique, pour gérer son élevage et son écurie, trois hommes

de grand talent : le docteur Morra, au visage aigu et basané de sorcier, et qui l'est, en effet, lorsqu'il s'agit de débiter le futur champion dans la démarche maladroite d'un foal ou lorsqu'il y a, quelque part dans le monde, une bonne affaire (hippique) à réaliser ; l'entraîneur Ange Penna, peut-être le numéro un mondial dans sa profession ; le jockey Jean Cruguet, l'efficacité à cheval.

Ce fut un feu d'artifice de grandes victoires : l'Arc de triomphe avec San San, la Poule d'essai avec Metahar, le Prix Morry avec Filiberto et Promessa, Giff Giff, etc. En même temps, l'écurie s'était structurée. Elle comportait une antenne aux Etats-Unis, où la propriétaire s'était constituée un prodigieux « portefeuille » de parts d'équitation, avec des participations dans Vaguelly Noble, Wilfridy, Never-Bend, etc. Il y avait aussi une succursale en Irlande, des attaches en Argentine, sans compter les liens fidèles avec la maison-mère des portes de Hambourg. Tout cela, nourri par le vieux sang de Telford et de Neckar, judicieusement revivifié par les apports de ceux de Nerve Dancer, Nasrullah et autres Prince Quillo, paraissait façonné dans l'airain.

D'où vient-il que celui-ci se fassent ? Des familles apparentées entre les hommes : Penna n'allia pas Cruguet qu'à regret, puis passa à la grande écurie rival, celle de Daniel Wildenstein. On invoque aussi des accidents de santé de la comtesse Bathynary. De fait, depuis deux ans,

on ne la voit pratiquement plus aux courses et, à chacune de ses rares visites, elle paraît un peu plus amoindrie qu'à la précédente. Mais peut-être faut-il aussi faire appel à une explication plus générale : la pérennité hippique ne va jamais de pair avec le gigantisme. Presque toutes les écuries qui s'étaient fixées de trop larges horizons se sont éloignées de celui qui était d'abord à leur portée.

En toute sérénité

Du moins, dans le cas de l'écurie Bathynary, le renoncement s'effectuait dans la plus parfaite dignité sportive. Ce n'est pas l'abandon auquel on est accablé dans basse. C'est le fait qu'on décide dans la sérénité, alors qu'on a de nombreux atouts en main — et Yukon River avait bien montré, quelques heures avant la vente aux enchères de dimanche, en remportant le prix de Lamorlaye — la dernière victoire en France de la casaque bleu et orange — et en posant peut-être sa candidature au Grand Prix de Paris.

D'ailleurs, les amateurs ne s'y sont pas trompés : lesdits atouts se sont ardemment disputés autour de l'estime du commissaire-priseur. Les vingt-huit sujets qui étaient à vendre ont réalisés 8,5 millions de francs, soit plus de 230 000 francs de moyenne pour chacun. Balompe, récent vainqueur du Grand Prix du Printemps, à Saint-Cloud, a frisé le million de francs.

Même à ce prix, son acheteur, l'entraîneur américain Horatio Luro — un grand ami de Penna — a réalisé une excellente affaire : il y a de l'argent à gagner dans les courses sur herbe aux Etats-Unis pour un quatre-ans bâti à chaud et à sable comme l'est Balompe.

William Gill a payé 700 000 francs, pour le compte d'un de ses clients, un fils d'In Reality, Rowsky, qui est une « peinture ». M. Buffard (pointe Bleue) a signé — d'un style évidemment alerte — un cheveu du même montant pour Mutevika, une sœur de Metahar, un peu légère et frêle, mais sa sœur l'était aussi.

Ces deux sujets — comme la plupart des autres — accomplissent leur carrière en France. Consolation pour tous ceux qui approuvaient une sympathie particulière à l'égard de l'écurie Bathynary : sous d'autres casques, les chevaux continuent ; d'ailleurs, si l'écurie disparaît, l'élevage demeure ; et, enrichi comme il l'a été par les apports américains, il peut produire des champions supérieurs encore à ceux qui l'ont déjà illustré. C'est le sort que l'on souhaite à Bois-Roussel, à sa propriétaire, et à l'équipe qui y œuvre.

Deux chiffres

Il y avait au 22 528 entrées payantes à Chantilly pour le prix de Diane 1973 (sans la reine d'Angleterre). Il y en a eu 25 854 pour le prix de Diane 1974. Mais limiter à la différence entre les deux chiffres la place tenue par la reine dans la réunion de dimanche relèverait d'un calcul faux.

Le monde des courses n'est plus assez royaliste pour ne pas faire un triomphe à un souverain régnant. Elizabeth II en a remporté un. Celui de sa pouliche, gagnante du « Diane » dans un temps qui approchait de deux dixièmes de seconde le record de Allez France, a été plus indiscutable encore. Cela Highwire marcherait, dans les prochains mois, sur les traces familiales de Brigadier Gérard que nous ne saurions pas étonner. Deux d'entre eux pour notre confrère John Hialop, et dont le nom résonnait, d'évidence, une prédestination royale.

MICHEL LAMONTAGNE.

LOUIS DENIEL.

DIMANCHE A PARIS

Un nouveau complet de la chanson Dimanche à Paris est en vente retour vers la ville des banlieusards qui, le dimanche, s'ennuient.

C'est du moins le cas des amateurs du groupement d'intérêt économique qui préside aux destinées des « Russes de Paris », la galerie marchande du Centre international des congrès et de la porte Maillot.

En effet, une soixantaine de boutiques attirantes encadrent la grande auditorium sur deux niveaux : rue haute et rue basse, où sont rassemblés antiquaires, magasins de cadeaux, d'articles de Paris, de confiserie et d'alimentation, deux coiffeurs, deux disquaires, un fleuriste, un grand magasin japonais, vingt spécialistes de mode, dont Louis Féraud, Pierre Cardin, Lancel, Esmé et Racine. Cartier, Breg, Aldebert, Comptoir Cardinet et Vincara défendent les couleurs de la bijouterie. Double 7, la Samaritaine et Toboggan celles des joies. Parmi les éditeurs, seul Flammarion a compris l'intérêt de ce centre international.

N. M.-S.

La Pompadour
SOLDE
SA COLLECTION ÉTÉ
robes, ensembles, manteaux
tailleurs-pantalons
tuniques, blazers, impers
GRANDES TAILLES
du 42 fort au 50
32 bis, Bd HAUSMANN
Me Chausse d'Alain

LISON BONFILS
JACQUES GILES PARIS
SOLDES 14 RUE DES CANETTES 326 49-40

CARNET D'ADRESSES

POUR ELLE

DIVERS

Vacances

L'ÉTÉ, confiez-vous vos fourrures. Nous prenons soin d'elles. Garde, Réparation, Transformation, Nettoyage. CONSTANT, 14, rue d'Alsace, 53, r. Caulaincourt. Tél. 506-35-45.

50 ANS D'EXPERIENCE

Réparations, restaurations, bijoux, horlogerie, dentiers. JABARDON (1820). Atelier : 25, r. N.-D.-de-Lorette. 578-01-28.

SERVICES

Restaurant pour Mariages

Auberge avec Salons pour Mariages et Réceptions
LE CLOS DU MOULIN 550, 31-31. Auberge de plain-pied à 7 Montparnasse - Salons 50 à 150 personnes. Menus tr. étudiés, cocktail 15,50 F. Buffet campagnard 25,50 F. 34 bis, rue des Plantes (14°).

LIBRAIRIE SAINT-GERMAIN

140, bd St-Germain, PARIS (6°). Société Nouvelle des CLES INÉVITABLES, 112, r. Lauriston-16°. Tél. : 523-22-86. Société de la structure anticambriolage de style. Blindage de porte. Dépannage culture. Confection de toutes sortes de clés.

سوريات الاميل

chronique sportive

EN CONCOURS HIPPIQUE, LA VICTOIRE SE FORGE A PIED

Le championnat du monde des cavaliers se disputera à La Baule tout au début du mois de juillet. Les spectateurs et les téléspectateurs s'attendent à tenir compte des évolutions du couple cheval-cavalier. Cependant, il est une phase des concours hippiques qui détermine en grande partie les chances de victoire : c'est celle qui se fait à pied et qui comprend le repérage du parcours.

« La piste est ouverte pour la reconnaissance du parcours. » L'appel propagé à tous les échos de l'ancien hippodrome, la barrière enfin levée, les cavaliers ont péniblement, comme si l'obligation de marcher leur coûtait. La position assise à longueur de journée sur des animaux supportant le plus gros du travail et de la fatigue, favoriseraient-elle une certaine forme de paresse ? Face au terrain légèrement bombé en hauteur de la piste fameuse du cross, théâtre de l'histoire homérique, les tribunes se sont vidées en un éclair. Le public, profitant du long entracte après un lever de rideau plus que terme, est allé se désaltérer sous la paillette arbrant le bar, ou déambuler sous les frondaisons du Grand-Parquet, ce pur chef-d'œuvre de poésie champêtre. Combien sont-ils à savoir que le premier « tour » de l'épreuve vedette bouclé à pied par ces messieurs revêt une importance très voisine du second accompli à cheval ? Que de sa reconnaissance et de son analyse dépend le succès ou l'échec ? La charmante potinière de Fontainebleau est bien trop occupée à bourdonner pour s'en soucier. Avant que la lutte ne s'engage, les concurrents, au coude à coude, les plus jeunes un peu pâles d'appréhension, se dirigent vers l'obstacle n° 1, une mécanique barbelée que tous les chevaux, sans oublier les plus timides et non les moins sérieux, franchiront de volée.

En ce mois de juin, sous un ciel de Toussaint lourd de nuées, le tournoi auquel nous sommes conviés, doit se dérouler suivant le barème A sans chronomètre, les fautes étant pénalisées en points. A égalité de score pour la première place, les cavaliers effectueront un barrage sur un parcours réduit surélevé, et cette fois le chronomètre départagera. Le

usé porte la signature respectée du commandant Loïc Hamon, premier chef de piste de France et de Navarre, délégué technique international, titre qui lui vaut l'honneur d'être fréquemment appelé en consultation à l'étranger. Bien entendu, c'est lui qui réalisera, et achève d'élaborer dans le plus grand secret, le parcours du Championnat du monde des cavaliers disputé du 30 juin au 8 juillet prochain à La Baule.

Architectes d'obstacles

Avec les généraux Lombardi et Laila, Hans Brinkmann outre-Rhin, cet ancien amateur de cross militaire, du temps où il était en garnison à Alençon, « dans un régiment réputé très sportif », figure en tête des commissaires de piste qualifiés, sans forcer la note, de véritables architectes d'obstacles. Un métier qui n'est pas une sinécure, en période de concours. Lever au aurore pour construire le tracé cogité dans la solitude du cabinet et bien souvent chamboulé sur place, coucher, s'il y a une nuit, une nuit, à l'heure où s'éteint la dernière étoile, vraiment il faut, pour la subtil, alimenter cette « drogue de vie » entièrement vouée aux cavaliers et trop souvent exposée à leurs humeurs.

Taille moyenne, la silhouette à peine cotonnée d'embonpoint, la soixantaine à peine grisonnante, coiffé d'un souple chapeau de sport et vêtu de chemise moutarde, le commandant Hamon, au centre de la piste, observe, l'œil en tapinois, la petite troupe qui à présent se rapproche du numéro deux, un oxer comblé de feuillages inclinant au respect certes, mais large, très large, avec ses quatre chandeliers garnis de deux barres superposées à 1 m 50 d'intervalle.

Cet obstacle dominé, on veut l'espérer, sans incident, changement de direction pour aborder le numéro trois et là, instantanément, aux yeux des vieux routiers, la « patte » du commandant se retrouve qui imprime à ses figures une belle ampleur — « attention aux jarrets de nos montures » — tout en laissant au cavalier le choix de son itinéraire. Et le numéro trois, c'est encore un oxer, très dépouillé ce dernier, de style « au rebais » pour plaire à M. Jean

d'Orgel, l'entraîneur national de l'équipe de France qui souhaite habiller ses cavaliers à sauter des obstacles « nus » quand la tendance générale est aux obstacles massifs. A chacun ses recettes, elles surabondent dans les cours d'écurie.

Après un vertical de barrière et le seul de la rivière abordé, comme il se doit, en bourrasque, pour ne pas laisser au cheval le temps de se faire peur, l'effaire se consomme avec un double très classique, mais de tous les doubles autorisés, le plus rébarbatif : une barre de Spa, obstacle incliné suivi d'un « droit » à 7 mètres, distance maximale tolérée : 10 mètres. Cette association oblige le cheval qui s'est allongé sur le premier obstacle à reporter sur une seule foulée (patata, hop !) tout son poids vers l'arrière-main pour pouvoir monter ses épaules sur le suivant. Malheureusement, le problème de la foulée n'est pas identique pour tous. Limité dans son modèle et ses actions, l'anglo-arabe, par exemple, n'ajustera pas son saut et ne s'étendra pas avec l'aisance du pur-sang, toujours apte à nous émerveiller par la splendeur de ses allures.

Mais les distances arrêtées par le règlement restent bonnes, l'harmonie des mouvements intacte. La classe, aidant, le couple cavalier-cheval finit par se tirer des situations les plus tangentes.

Et les « habits rouges », toujours à pied, toujours peinant, achèvent le tour : quelques stations multicolores, un mur de briques, un obstacle avec bidet, nécessitant par son profil une sérieuse remise en ordre, une barre en X, et puis, et puis... Je cède 30 centimètres de « ficelle », le bûche couché sur l'encolure, et vole au poteau.

La stratégie est arrêtée. Reste à vérifier en selle si, comme l'a écrit un poète subtil : « La tactique ruine la stratégie » ou si, bien comprise et sentie, elle la complète.

« En piste le numéro 1 du programme : Rivegas, monté par M. Hubert Perot. » La voix du speaker vibre parmi les gradins surchargés de spectateurs. Un coup de sonnette, une large volte au galop pour assurer le train. « Partii ! »

ROLAND MERLIN.

AORS que se déroule la Coupe du monde de football. M. Marc Vion, professeur d'anglais à l'Institut universitaire de technologie d'Angers, nous adresse quelques réflexions sur le comportement « type » du supporter tel qu'on peut le rencontrer dans les tribunes d'un stade.

C'était un de ces matches de milieu de saison où tout le monde est médiocre. Les « visiteurs », retroqu岸ville sur leur aut comme des hérissés sur un taillis, les joueurs locaux, d'une maladresse à la mesure de leur domination, c'est-à-dire constante, l'arbitre tatillon, ses juges de touche désinvoltes et pusillanimes. Jusqu'aux ramasseurs de balle qui se désolèrent plus ou moins de leur « job » et disputaient de petits matches dans le match aux quatre coins du stade.

A la soixante-cinquième minute de jeu, le score était toujours nul, et tout donnait à croire que la situation s'évoluerait guère avant la fin. Comme, par ironie du sort, les gradins étaient relativement plus garnis qu'à l'ordinaire, je décidai brusquement d'oublier un peu le match et de me mettre à l'écoute des spectateurs.

Bien entendu, j'ai d'abord repéré les exaltés, les forts en gueule. Les chroniqueurs patentés du football, et des sociologues comme Bourdieu ou Magnan. ont déjà suffisamment analysé le comportement de ce type de supporter pour que l'on me dispense d'y insister. Extravertis, noyés, avec tendance plus ou moins grande à l' Exhibitionnisme, ils se rendent essentiellement au stade pour se défouler, et se délivrer des rancœurs accumulées en six jours de clientèle de vie. Comme on parle de mêlée spontanée au rugby, on pourrait à leur sujet parler sinon de psychodrame, du moins d'une échauffourée de happening. Quelques spécimens m'ont pourtant paru mériter d'être jetés sur l'éclairage qu'ils jettent sur la consistance psychologique d'un individu préservé par le semi-anonymat d'une foule. Je cite, entre autres :

— L'optimiste invétéré. Pour ce type, le supporter, toujours inconditionnel, la présence au stade procède d'une foi totale en la valeur de son équipe et chaque attaque est un but en

puissance, quel que soit le moyen à utiliser pour l'obtenir. Naturellement, c'est dans cette catégorie que se trouvent plus de chauvins exaltés et de fanatiques.

Le pessimiste, non moins invétéré. Le même, en négatif, avec des sous-groupes, du genre blasé ostentatoire, pisse-vinai-gre agressif, voire sado-masochiste. Ce genre de supporter, ou plutôt d'anti-supporter, dont le soutien à l'équipe est inversement proportionnel à l'intérêt, souvent sincère, qu'il lui porte, est quasi inexistant en Angleterre. On le rencontre assez souvent en France :

— Le bouffeur d'arbitre. Sans se référer nécessairement à la belle-mère ou à Cédipe, n'y aurait-il pas malgré tout des joueurs adverses, n'attend pas l'arbitre à la sortie du stade — n'en est pas moins nocif, dans la mesure où ses élucubrations s'exercent au détriment de la tranquillité de son voisinage.

Enfin, je me suis mis à l'écoute, si l'on peut dire, des supporters silencieux. Tout véritable supporter « souffre et ne crie pas », et on pu dire. Sans adhérer complètement à la formule (après tout, un stade de vingt mille muets serait une bien triste chose), je pense néanmoins que c'est dans ce groupe, minoritaire en certaines villes, majoritaire en d'autres, que se recrutent le plus de connaisseurs. Il faut d'ailleurs croire que leur apport au jeu n'est pas négligeable, car, pour citer un exemple, c'est devant des tribunes à demi vides et des spectateurs à demi passifs que le SCO d'Angers, de tout temps, a réalisé ses meilleures performances. On peut même se demander si le goût du SCO pour un football délicat, technique, artiste, n'est pas né, en partie, de la relative apathie de son public et de l'indifférence apparente de celui-ci aux résultats.

Cela dit, il ne faudrait pas croire à la « pureté » de tous les spectateurs silencieux. De plus en plus, la discrétion d'un spectateur pendant le match s'explique tout bonnement par le fait qu'il écoute son transistor. Ici, c'est un turiste, l'esprit tendu vers les seuls résultats du tiercé. Ailleurs, c'est un adepte des mathématiques modernes. L'oreille collée au poste, il ne s'intéresse au match que dans la mesure où il peut le remplacer dans l'ensemble où se jouent les autres matches à la même heure.

Cela dit, il ne faudrait pas croire à la « pureté » de tous les spectateurs silencieux. De plus en plus, la discrétion d'un spectateur pendant le match s'explique tout bonnement par le fait qu'il écoute son transistor. Ici, c'est un turiste, l'esprit tendu vers les seuls résultats du tiercé. Ailleurs, c'est un adepte des mathématiques modernes. L'oreille collée au poste, il ne s'intéresse au match que dans la mesure où il peut le remplacer dans l'ensemble où se jouent les autres matches à la même heure.

A quinze ans d'intervalle, j'ai vu jouer à Angers deux merveilleux Noirs. Et bien ! de même que l'ancien ne pouvait se permettre une erreur de passe sans se faire houspiller, de même Edwige, onze, les surnoms habituels, « bénéficie »-t-il, de la

part d'une fraction importante du public, d'une attention critique s'exprimant dans le meilleur des cas par la soganardise, dans le pire, par de grossières insultes. Rien d'étonnant, dans ces conditions, si ce joueur marque plus de buts sur terrain adverse qu'à domicile. On pourrait citer bien d'autres cas du même genre, et notamment ceux de Joseph et de Salif Keita, à Marseille ou ailleurs.

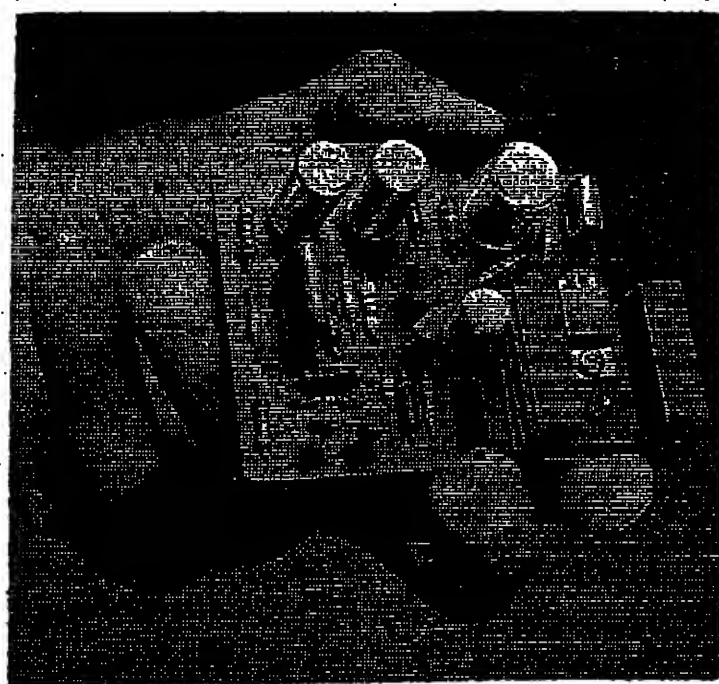
Après les exaltés, je me suis intéressé aux bavards, à ceux que je qualifierais de forcés de la parole. Ce genre-là — qui fait rarement parler de lui, car il ne crée aucun scandale, ne brandit pas son poing aux joueurs adverses, n'attend pas l'arbitre à la sortie du stade — n'en est pas moins nocif, dans la mesure où ses élucubrations s'exercent au détriment de la tranquillité de son voisinage.

Enfin, je me suis mis à l'écoute, si l'on peut dire, des supporters silencieux. Tout véritable supporter « souffre et ne crie pas », et on pu dire. Sans adhérer complètement à la formule (après tout, un stade de vingt mille muets serait une bien triste chose), je pense néanmoins que c'est dans ce groupe, minoritaire en certaines villes, majoritaire en d'autres, que se recrutent le plus de connaisseurs. Il faut d'ailleurs croire que leur apport au jeu n'est pas négligeable, car, pour citer un exemple, c'est devant des tribunes à demi vides et des spectateurs à demi passifs que le SCO d'Angers, de tout temps, a réalisé ses meilleures performances. On peut même se demander si le goût du SCO pour un football délicat, technique, artiste, n'est pas né, en partie, de la relative apathie de son public et de l'indifférence apparente de celui-ci aux résultats.

Cela dit, il ne faudrait pas croire à la « pureté » de tous les spectateurs silencieux. De plus en plus, la discrétion d'un spectateur pendant le match s'explique tout bonnement par le fait qu'il écoute son transistor. Ici, c'est un turiste, l'esprit tendu vers les seuls résultats du tiercé. Ailleurs, c'est un adepte des mathématiques modernes. L'oreille collée au poste, il ne s'intéresse au match que dans la mesure où il peut le remplacer dans l'ensemble où se jouent les autres matches à la même heure.

MARC VION.

Continental Edison assure la protection automatique de ses téléviseurs couleur par un disjoncteur électronique...

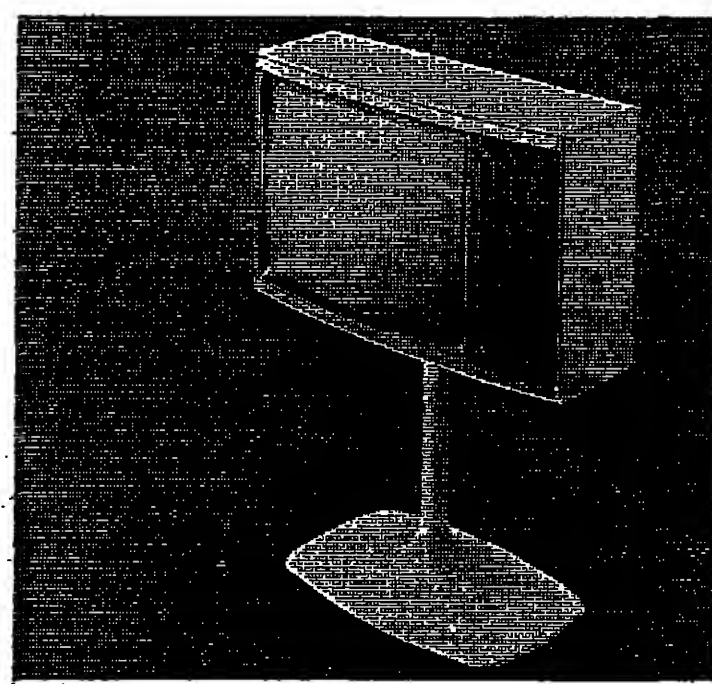


Les nouveaux téléviseurs couleur CONTINENTAL EDISON ont un tube 110" et des touches à effleuriment avec affichage lumineux du programme. Ils sont entièrement transistorisés. Mais ils ont quelque chose en plus : un disjoncteur électronique. Ce disjoncteur n'est pas une pièce essentielle à la bonne marche du téléviseur,

mais il est un perfectionnement, une sécurité supplémentaire qui protège l'ensemble des éléments du téléviseur et garantit à l'appareil une exceptionnelle fiabilité.

... tout le monde ne peut pas en dire autant

Continental Edison a créé la ligne galbée pour qu'un téléviseur couleur puisse aussi être beau...



Ce nouveau téléviseur ne ressemble à aucun autre : affiné, profilé, galbé, il se regarde avec plaisir, même lorsqu'il est éteint. Ebénisterie vernie, ou blanche avec façade bleu nuit, pied design (en option), ce sont les éléments d'une harmonie très pure

qui s'intègre à tous les décors. Parce que ce téléviseur couleur fera longtemps partie de votre vie, nous avons voulu qu'il soit beau. Les beaux téléviseurs, c'est une tradition CONTINENTAL EDISON.

... personne ne peut en dire autant

Continental Edison

Toute une gamme de téléviseurs couleur : 67, 56 et 51 cm. Ebénisterie laquée blanche ou bois verni.

LETTRES

Jean Wahl est mort

(Suite de la première page.)

Pour cette aventure, les poètes et les artistes valent autant sinon plus que les philosophes. Les poètes-philosophes — Rimbaud, Van Gogh, Cézanne — sont les véritables sources de philosophie. Il y a souvent plus dans la fureur du poète que dans la sagesse du philosophe. Il le sait d'autant mieux qu'il est lui-même, dans l'existence sans connaître, le poète d'une sorte d'extase de la connaissance. Si l'expérience poétique est la plus parfaite, c'est précisément qu'elle est union des contraires, « être poète, c'est avoir conscience de son propre inconscient ».

Loins de lui nuire, cette expérience poétique l'aidera à devenir un de nos meilleurs historiens de la philosophie : tout platonicien avec Platon, cartésien avec Descartes, hégélien avec Hegel, et surtout kierkegaardien avec Kierkegaard. Wahl est « attention pour la pensée d'autrui », était-il dit. Semblable à l'âme suivant Platon, il sait se faire « puissance de toutes choses », s'identifier du dedans à ceux qu'il étudie, les questionnant et les interroguant jusqu'à leur faire avouer leurs pensées implicites, leurs secrets, leur itinéraire.

Poète et historien, Wahl a été aussi un pur philosophe, auteur d'un Traité de métaphysique où il cherche surtout à approfondir la méditation intérieure des grands penseurs et à donner son sentiment intime, et d'un livre sur l'expérience métaphysique, où il se révèle tout entier. L'expérience métaphysique, étant sans objet, doit se nourrir de toutes les autres : scientifique, esthétique, religieuse. C'est une expérience au second degré, une expérience de l'expérience. Le métaphysicien est celui qui s'éprouve lui-même et la philosophie devient pour lui épreuve de la conscience. C'est cet effort pour éprouver les autres, pour s'éprouver lui-même qui est tout Jean Wahl.

Il distinguait trois niveaux de l'être et donc de l'expérience. C'est certes de la métaphysique traditionnelle, de l'expérience de la vérité, qu'il a toujours défendue. Mais, au-dessous de lui, il y a le niveau de l'infra-humain, qui constitue ce fond obscur, cette torpeur énorme qui est dans et sous la nature, la trans-dépendance. Il disait lui-même qu'il

était moins l'homme de l'amour que de la passion, et il a connu cette sorte de passion de la nuit, des expériences spirituelles, où s'abîma toute lumière. Mais, au-dessus de l'homme, il y a la trans-ascendance, ce qui nous dépasse intimement, l'expérience mystique dont il a toujours écouté l'appel. Le sentir, sous sa double forme de sensation et de sentiment, est notre présence à la totalité du réel. Wahl est cet esprit qui savait se faire toute sensation et tout sentiment.

Ainsi pratiquant-il déjà et pressentant-il une voie de la philosophie. Au-delà des idées claires et distinctes, le philosophe doit savoir inventer des formes inédites, des formes informelles, des formes incertaines de penser que le poète et le philosophe ont découvertes. « Peut-être l'époque est-elle venue où il faut inventer le langage au lieu de le trouver », disait-il. Il ne s'agit pas seulement de constater ses propres réactions devant les grands problèmes de la philosophie, devant les grandes volontés d'action et devant les grandes œuvres d'art, devant tel mouvement du cœur ou tel aspect fugitif du monde, et construire, à partir d'elles, tant bien que mal et suivant l'exemple de Descartes, des édifices provisoires.

JEAN LACROIX.

[Né le 25 mai 1888 à Marseille, Jean Wahl fit ses études aux lycées Jeanne-d'Arc et Louis-le-Grand. Il entra à l'École normale supérieure en 1907. Agrégé de philosophie en 1910, docteur de lettres en 1920, il enseigna aux lycées de Saint-Germain, de Tours et du Mans, puis aux universités de Besançon, de Nancy, de Lyon, et enfin à la Sorbonne. Arrêté pendant la seconde guerre mondiale, interné à Drancy, il fut libéré en raison de son état de santé. Sa carrière universitaire ne fut pas limitée à la France, puisqu'il donna aussi des cours à l'université de Chicago, à Smith College, à Mount Holyoke College et à Pennsylvania State College. Il laisse une œuvre philosophique importante. Citons, parmi ses principaux travaux, son sujet de thèse : le *Bûle de l'instinct dans la philosophie de Descartes* (1920), ses *Études sur le Parménide de Platon* (1926), le *Méandre de la conscience dans la philosophie de Hegel* (1930), *Vers le concret* (1932), *Études kierkegaardiennes* (1938), *Existence humaine et transcendance* (1944), *Rapports pour une histoire de l'existentialisme* (1950), la *Pensée de l'existence* (1951), son *Précis de métaphysique* (1953), les *Philosophes de l'existence* (1964), *Vers la fin de l'ontologie* (étude sur Heidegger, 1965).

M. YVES CAZAUX PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES

La Société des gens de lettres a constitué son bureau pour 1974-1975. Président : M. Yves Cazaux ; premier vice-président : M. Philippe Duménil ; deuxième vice-président : M. Pierre-François Collin ; troisième vice-président : Mme Béatrice Tournier ; quatrième vice-président : M. Jean De Beer ; secrétaire général : M. Jean Roussellot ; rapporteur général adjoint : M. Georges Tolson ; trésorier : M. Roger Bous ; trésorier adjoint : M. Pierre Rossi.

[Né en 1909 à Paris, M. Yves Cazaux a embrassé la carrière préfectorale après avoir été avocat stagiaire. Il a été notamment préfet de la Nièvre, de l'Yonne, du Gard, etc. En retraite depuis 1971, il est membre du conseil d'administration pour l'aménagement de la ville nouvelle d'Évry. Auteur d'ouvrages historiques, notamment sur « Marie de Bourgogne », « Guillaume le Taciturne ».]

A L'HOTEL DROUOT

Samedi

EXPOSITIONS

de 11 h. à 18 h.

- S. 3. - Bons meubles XV^e, XVII^e et XVIII^e. M^{me} Morelle.
- S. 6. - Beau mobilier XVIII^e siècle. Tapisseries. MM. Revillon d'Apraval, Courvet-Castella. M^{me} Audap. Godeau, Solant.
- S. 10. - Argenterie Mobilier. Tapisseries. M^{me} Delaport.
- S. 11. - Tableaux XIX^e siècle. Bronzes. Meubles et sièges anciens et style. Tapisseries. M^{me} Offici.
- S. 12. - Tableaux anciens. Bel ameublement. MM. Lebel, Prost, Lecoate. S.C.P. Laurin, Guillois, Buffetaud.

VENTE A VERSAILLES

GALERIE DES CHEVREUX-LEOIRS
6 bis, avenue de Soaux
MARDI 25 JUIN à 21 heures
IMPORTANTS
TABLEAUX MODERNES
Guillaume, Villard, de Bayle, Chaball, L.-O. Moreau. Gen Paul M^{me} F. et J. MARTIN, c.p. ass.
Tél. 930-38-08
Exposition du 21 au 25 juin.

CARNET

Réceptions

L'ambassadeur d'Autriche et Mme Erich Bleha, qui quittent Paris, ont donné une réception, jeudi, dans les salons de leur résidence, pour prêter congé des nombreux amis qu'ils s'étaient faits pendant leur trop court séjour en France.

Fiançailles

On nous prie d'annoncer les fiançailles de M. Martial Boyer Chamard, fils de M. André Boyer Chamard et de Mme, née Marie-Joséphine Guizard, avec Mlle Marie-Anne Desert, fille de M. Philippe-Henri Desert et de Mme, née Jacqueline Dubrac de Peur.

Nécrologie

Jean PEYRISSAC

On annonce la mort, survenue à Paris, du sculpteur Jean PEYRISSAC. Les obsèques auront lieu le 22 juin, à 10 h. 30, en la cathédrale de Cahors. Un service religieux sera célébré le 23 juin, à 10 h. 30, à Paris, en l'église Saint-Lambert.

[Né en 1893, Jean Peyrissac était fils d'après la guerre 1914-1918. Il se consacra d'abord à la peinture. Il voyagea en Espagne, en Italie, en Allemagne, où il fut très impressionné par le Bauhaus de Dessau. Il rencontra Kandinsky, Klee, Feininger. A partir de 1925 il réalisa des assemblages de matériaux divers dans des boîtes et peints de grandes compositions abstraites. Il exposa à Paris en 1927 et en 1934. Après 1939 il abandonna la peinture et se consacra à la sculpture en bois et en plâtre, notamment sur « Marie de Bourgogne », « Guillaume le Taciturne ».]

Mme Pierre Gries de la Barbelais, M. et Mme Jean-Pierre Gries de la Barbelais et leur fille Mlle Marie-Christine Gries de la Barbelais. Les obsèques ont été célébrées le 11 juin dans la plus stricte intimité en l'église Saint-Marc.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

[Née à Paris en 1896, le docteur Paulette Landowski s'était engagée, en 1914, comme infirmière dans les hôpitaux Roux, avant de continuer une carrière médicale, puis dans ceux de la Croix-Rouge.]

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Visites et conférences

SAMEDI 22 JUIN
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. Celles nationales des monuments historiques, 15 h. 30, rue Saint-Antoine. Mme Gatouillat : « Hôtel de Sully », 13 h. 30, bd de Ménilmontant. Mme Lemaire : « Les tombes célèbres du Père-Lachaise », 15 h. 30, place Puits-à-l'Évêque. Mme Stoppet : « Exposition Desrochers », 15 h. 30, square René-Viviani. Mme Wardey : « Le quartier Latin et la Sorbonne ».

CONFÉRENCES — 14 h. 45, cinéma Villiers, place Lavoisier. M. Paul Arnold : « Théâtre japonais aujourd'hui » ; M. René Barjavel : « Le Prince blesé » ; M. Claude-Henry Leconte : « De Nixon à Giscard en passant par Truman » (Club du Faubourg).

NEUILLY-sur-SEINE

Salle de vente du Roule
150, av. du Roule, Neuilly-sur-Seine
M^{me} Pont-de-Neuilly - 624-35-06
VENTE DE GRÈ A GRÈ
Samedi, dimanche et lundi
10 à 12 h 30 - 15 à 19 h 30
TAPIS D'ORIENT
et CHINOIS
IVOIRES et PIERRES DURES
D'EXTRÊME-ORIENT
(tous avec certificat d'origine)
Achat tapis, tapisseries et meubles anciens

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de M. Marcel DURAND, commandeur de la Légion d'honneur, ancien membre du Conseil économique et social, directeur général de la R.F.V.P., président fondateur des C.I.L.R.P., président d'honneur du F.F.F. Une messe sera célébrée par M. le chanoine Nancron, le mercredi 26 juin, à 11 h. 30, en la chapelle des Franciscaines missionnaires de Marie, 22, avenue Relin, Paris-14^e.

M. et Mme Jean-Pierre Nicolas, Mlle Suzanne Nicolas, C.S.S.P., M. et Mme Correntin Penn, M. et Mme Pierre Stutz, ses enfants.

M. Marcel Lamesine, son frère, et Mme, ont la douleur de vous faire part du décès de

Mme Aline NICOLAS, née Camille Lamesine, survenue le 19 juin 1974, à l'âge de soixante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 21 juin, à 15 heures, en l'église Saint-Nicolas de Meaux, 8, impasse Beuve, 77100 Meaux.

Alice Thomas, Nicolas et Joël, Phoebe et Gérard Thomas, ses enfants, ont la tristesse d'annoncer le décès, le 18 juin 1974, de

Daniel THOMAS, directeur d'études à l'École pratique des hautes études (VI^e section).

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

Ses amis se réuniront pour lui rendre hommage le lundi 24 juin, à 17 h. 30, à l'école pratique des hautes études, 54, rue de Varenne, Paris-7.

Le Cercle universitaire de solidarité africaine, du 22 au 29 juin, une semaine d'action culturelle et sociale en faveur des victimes de la sécheresse au Sahel. Plusieurs manifestations auront lieu au centre Chaillot-Callière à Paris-17 et au foyer international d'accueil de la rue Cambrai à Paris-14^e.

Les dons sont reçus au Cercle, 7, rue Marmadonne à Paris-15. C.C.P. La Solidarité 34-182-40.

« Indian Tonic » de SCHWEPPE. Passer un moment à Londres.

Le Cercle universitaire de solidarité africaine, du 22 au 29 juin, une semaine d'action culturelle et sociale en faveur des victimes de la sécheresse au Sahel. Plusieurs manifestations auront lieu au centre Chaillot-Callière à Paris-17 et au foyer international d'accueil de la rue Cambrai à Paris-14^e.

Les dons sont reçus au Cercle, 7, rue Marmadonne à Paris-15. C.C.P. La Solidarité 34-182-40.

« Indian Tonic » de SCHWEPPE. Passer un moment à Londres.

Le Cercle universitaire de solidarité africaine, du 22 au 29 juin, une semaine d'action culturelle et sociale en faveur des victimes de la sécheresse au Sahel. Plusieurs manifestations auront lieu au centre Chaillot-Callière à Paris-17 et au foyer international d'accueil de la rue Cambrai à Paris-14^e.

Les dons sont reçus au Cercle, 7, rue Marmadonne à Paris-15. C.C.P. La Solidarité 34-182-40.

« Indian Tonic » de SCHWEPPE. Passer un moment à Londres.

Le Cercle universitaire de solidarité africaine, du 22 au 29 juin, une semaine d'action culturelle et sociale en faveur des victimes de la sécheresse au Sahel. Plusieurs manifestations auront lieu au centre Chaillot-Callière à Paris-17 et au foyer international d'accueil de la rue Cambrai à Paris-14^e.

Les dons sont reçus au Cercle, 7, rue Marmadonne à Paris-15. C.C.P. La Solidarité 34-182-40.

« Indian Tonic » de SCHWEPPE. Passer un moment à Londres.

Le Cercle universitaire de solidarité africaine, du 22 au 29 juin, une semaine d'action culturelle et sociale en faveur des victimes de la sécheresse au Sahel. Plusieurs manifestations auront lieu au centre Chaillot-Callière à Paris-17 et au foyer international d'accueil de la rue Cambrai à Paris-14^e.

Les dons sont reçus au Cercle, 7, rue Marmadonne à Paris-15. C.C.P. La Solidarité 34-182-40.

« Indian Tonic » de SCHWEPPE. Passer un moment à Londres.

Le Cercle universitaire de solidarité africaine, du 22 au 29 juin, une semaine d'action culturelle et sociale en faveur des victimes de la sécheresse au Sahel. Plusieurs manifestations auront lieu au centre Chaillot-Callière à Paris-17 et au foyer international d'accueil de la rue Cambrai à Paris-14^e.

Les dons sont reçus au Cercle, 7, rue Marmadonne à Paris-15. C.C.P. La Solidarité 34-182-40.

Toutes les boutiques de Paris sont dans la même rue



Vos magasins préférés viennent de s'installer au Centre International de Paris, à la Porte Maillot : parfums, couture, bijoux, objets d'art, décoration, habillement, fleurs... ainsi que restaurants et cinémas.

Des milliers de cadeaux, des milliers d'idées vous attendent "Rue des boutiques de Paris." Paris a une nouvelle rue dans son nouveau Palais des Congrès. C'est très agréable de s'y promener. Un parking est à votre disposition sous la galerie.

Boutiques de Paris Palais des Congrès à la Porte Maillot

صوتيات الدامل

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

Une « Phèdre » de Racine parrainée par Bunuel

Une seconde ! Ne partez pas ! La saison n'est pas finie ! Voici, dans une cave près de l'Hôtel de Ville, une surprise : la Phèdre de Racine jouée de telle manière qu'elle provoque, pendant les cinq actes, le feu vif. Or le travail du metteur en scène et des comédiens est tout à fait sérieux, et cette Phèdre est passionnante.

D'abord, chacun des personnages est sorti du bain culturel collectif et acquiert une individualité. Hippolyte (Alexis Danavaras) pourrait être un étudiant en sociologie libanais, fort garçon, qui soigne subrepticement son accent oriental, a du goût pour les hommes, mais va séduire votre fille, qui, elle, sait qu'Hippolyte fait partie d'un complot international. Thémistocle (Patrick Collin) pourrait être le chef du protocole de l'Élysée ; sa redingote est trop large, parce qu'il a gardé dans le dos une chemise de l'homme-grenouille. Thémistocle fait du renseignement, par goût du risque ; il lit Michel Foucault, Thémistocle d'Athènes ; il a aussi quelque chose de Michel Jobert, ou de Talleyrand. Thémistocle (Jacques Padlard) pourrait être un Raoul Spilak qui, à force de lire Confucius dans le texte, est devenu dominicain, mais a gardé ses fonctions de général de corps d'armée.

Œnone (Sarah Stirling) est générale. Elle pourrait être la veuve d'un contrôleur des poids et mesures à Ruffec en 1905, qui est devenue à la fois tenancière de la maison close et directrice de l'institution de jeunes filles, ou mieux, du Bon Pasteur. Elle finira ses jours comme gouvernante du chef du groupe radical-socialiste à la Chambre. Aricie

(Martine Deconchick) est à notre avis la meilleure Aricie de ces dernières années. Elle est, de toute évidence, une gosse de l'assistance publique qui a l'air, à été repérée et mise en prison, a été réfugiée, est devenue l'égérie d'une bande de jeunes délinquants intelligents et révoltés de la Plaine-Saint-Denis, et qui maintenant aide des infirmiers à faire des interruptions de grossesse gratuites en milieu ouvrier. Il est formidable qu'une si jeune actrice parvienne à mettre tant de force et tant de cœur dans un rôle si classique, que de plus elle interprète avec une rare exactitude (mais tout le secret de cette Phèdre insensée est là).

Phèdre (Marie-France Santon) est Phèdre. C'est la seule qui se meurt pour rien. Mais elle se livre à un éclairage sélectif de toutes les réactions inscrites dans le texte. Le jeu des mains, le dessin des lèvres, la polyphonie de la voix, jouant chacun un jeu distinct, dégagent les différents emplois de chaque mot. C'est une Phèdre sans cesse en rupture avec elle-même. Elle ne croit à rien.

Il ne faut jamais oublier que dans cette Phèdre de Racine les acteurs de la tragédie s'arrachent les cheveux, se jettent la robe, sont prêts à tuer ou à se tuer, parce qu'ils se sentent à un affrontement de la mort. Les mains, le dessin des lèvres, la polyphonie de la voix, jouant chacun un jeu distinct, dégagent les différents emplois de chaque mot. C'est une Phèdre sans cesse en rupture avec elle-même. Elle ne croit à rien.

déliçables, imperceptibles, prouvent que cette actrice dévoile à merveille et la robe et la pièce. Pasage (Patrick Buisson) et Ismène (Michèle Walter) donnent un relief remarquable à deux rôles souvent négligés, lui en faisant flatter son nez entre Alceste et l'hippocrisie, elle en colorant ses interventions d'un vice presque terroriste, avec le sourire. Costumes : Hippolyte, Thémistocle, Œnone, révisés comme des officiers de l'empereur Maximilien au Mexique. Les femmes ont des robes de Poiret, ces robes de crépe de Chine couleur ciel courent au large caracolant que les femmes savantes de 1930 mettaient pour aller boire le thé chez Poincaré. Chabot. Nous avons dit que Thémistocle est en redingote.

Décor : il s'agit de représenter, à dire qu'ils sont projetés sur le fond de la scène, mais aussi sur les accessoires, sur les acteurs, comme des images de cinéma. Ce décor, qu'une troupe de Chicago avait déjà utilisé avec brio l'année dernière à Nancy, a un double effet : il interiorise le décor, il incorpore à l'action, à l'esprit des personnages et, en même temps, il le sort à l'air, au vent, le décor devient une sphère sous-marine dans le « milieu » de laquelle les personnages sont dévorés, décollés.

Comme Régis Santon, le responsable de la chose, a placé sur ce décor visuel des musiques connues, de charge onirique, parfois assez merveilleuse, par exemple Phèdre, glacée, acide, mais en pleine crise, est comme mangée par un désir archaïque, cette Phèdre métèque, maladroite, romanesque, pures comme le point du jour, scandaleuse, a un parrain — et c'est la première fois que nous rencontrons ce parrain au théâtre : Luis Bunuel.

Out, Bunuel est là-dedans : sa corrosion, sa gentillesse, son calcul, sa dimension, ses farces. Son côté flichaise aussi, pas bête. Racine et Bunuel, bien d'accord, bien d'accord, avec des jeunes charmants qui leur servent le choclat chaud, quel bonheur !

MICHEL COURNOT.
★ Théâtre Essalon, 41, rue du Temple, 22 h. 30.

LE CONSEIL DE PARIS CONCÈDE LA GAITÉ-LYRIQUE À Mme SILVIA MONFORT

Le Conseil de Paris a accordé jeudi soir, sur proposition du préfet, et par 16 voix contre 30, la concession du Théâtre de la Gaité-Lyrique, pour une durée de trois ans, à Mme Silvia Monfort et à l'équipe d'animation de l'ancien Centre d'animation de la Ville de Paris. Le contrat du nouveau Centre d'animation des Halles et du Marais prend effet le 1^{er} octobre. Il prévoit une redevance symbolique de 100 F par an.

2^e FESTIVAL DE MUSIQUE Russe et Soviétique

SAMEDI 22 : ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE STRASBOURG
Direction Kyril KONDRACHINE - Pianiste Tikhon KHRENNIKOV
LUNDI 24 : ORCHESTRE DES CONCERTS LA MOUREUX
CHEF Alexandre YORLOV
DIRECTION : Iouri TEMIRKANOV
THÉÂTRE DE LA VILLE 887-35-39

PUBLICIS MATIGNON ELYSEES LINCOLN HAUTEFEUILLE

ST-GERMAIN-HUCHETTE - MAYFAIR - MAXEUILLE
MONTMARTRE 83 - GAUMONT-SUD

WOODY ET LES ROBOTS

A voir à tout prix en cette époque où le rire au cinéma est bien rare.
HENRY CHAPIER / LE QUOTIDIEN DE PARIS
C'est le sacre de ce masochiste de génie, prince de la peau de banane.
ROBERT BENAYOUN / LE POINT

Woody Allen.
Acteur désopilant et irrésistible.
JEAN-LUC DOUIN / TELERAMA
Film drôle sorti tout droit du cerveau de Woody Allen.
CLAUDE GARSON / L'AUREOLE
Après les Marx Brothers, Jerry Lewis. Après Jerry Lewis, Woody Allen : il y a toujours un successeur dans l'heureuse famille des grands comiques américains.
JEAN DE BARONCELLI / LE MONDE

Musique

MARC PINCHERLE EST MORT

Un grand musicologue

Marc Pincherle, président honoraire de la Société française de musicologie et critique musical des « Nouvelles Littéraires », est mort brusquement jeudi à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-six ans.

Il en est des musicologues comme des savants et des étudiants : les meilleurs sont aussi les plus amoureux de leur art et les plus proches de la vie.

Marc Pincherle était l'un des plus grands musicologues français. Respecté de ses pairs dans le monde entier, cela n'a, hélas, pas suffi à lui assurer la fin de sa vie adieu qu'aurait dû lui mériter tant de travaux de haute qualité, ceux sur Vivaldi particulièrement, auquel il a consacré quarante ans de sa vie et qui lui ont, pour une large part, sa gloire posthume.

Ses œuvres de longue haleine, où l'intuition la plus lucide s'unissait à une critique historique impitoyable, étaient vivifiées par un contact permanent avec l'actualité musicale qu'il n'a pas cessé d'observer avec une curiosité toujours neuve. Un style pointu, prévenant l'expression.

Cinéma

« COMMENT RÉUSSIR DANS LA VIE QUAND ON EST C... ET PLEURNICHARD »

Un représentant en vermouth traité et en harogues à carillon réussit à placer sa camelote en apitoyant la clientèle sur son sort. Son numéro de pleurnicherie lui vaut les bonnes grâces d'un nymphomane riche et d'un posé de directeur dans un palace parisien. Interviennent de multiples comparses : une stripteaseuse sentimentale et masochiste, un pianiste neurasthénique, une hôtesse croqueuse de P.-D.G., un don Juan beau parleur, dont les destins se croisent et s'enchevêtrent. L'irrésistible ascension de son pleurnichard (le charmant Jean Carmet) ne semble guère avoir inspiré Michel Audiard, qui délaissa rapidement le bonhomme au profit des autres personnages. Le film part alors dans toutes les directions, les scènes s'enchaînant les unes aux autres sans qu'on sache très bien où l'auteur veut en venir. Du moins les comédiens mettent-ils les bouchées doubles. Jean-Pierre Marielle, en mariolte mûrissant, et Jean Rochefort, en paumé dostoïevskien, sont très drôles. Côté dames, Jane Birkin est une délicieuse elle-même, et Evelyn Baileys joue à merveille les suicides explosives. — J. B.

★ Berlioz, Clug-Falace, Gaumont-Bouquet, Gaumont-Ambassade, Montparnasse-Palace, Gaumont-Sud, Vieux-Clug, Versailles, Publicis Défense, L'Avant Le Bourget, Club Maisons-Alfort, Belle Epine, Gamma, Argenteuil.

juste à la phrase ronflante, d'un enthousiasme et d'un humour sous-jacent qu'il ne laissait pas déborder, s'interdisant de majorer ou de minorer le diagnostic de la culture et de la sensibilité. Il réservait l'ironie cinglante pour les musicologues prétentieux et les pseudo-musicologues, notamment les plagiaires dont il avait beaucoup souffert.

Si l'impatience de ne pas comprendre les plus récentes manifestations de la musique contemporaine, il n'avait jamais cessé de transférer avec la mode. Une longue vie, souvent épuisée, l'inculquant parfois au pessimisme. Ami sûr et dévoué, il était l'honneur de notre profession, selon une expression qui n'a jamais été plus juste. Il avait choisi pour épigraphe cette phrase de Faguet sur Brunetière : « Il fit très bien son métier de critique qui consiste à exciter à penser ».

JACQUES LONCHAMPT.

Il est à constater le 13 juin 1988, Marc Pincherle, après des études au lycée militaire de La Flèche, fut admis à la Sorbonne l'année de Bonaparte. Louis Laloy et André Péro, ses maîtres en musicologie. Le manuscrit de sa thèse de doctorat sur Vivaldi fut anéanti par un obus allemand pendant la guerre de 1914, dont il ramena trois blessures. Citations, la Croix de guerre et la Légion d'honneur. Il devait être fait prisonnier en 1940, mais fut libéré par la guerre à l'offensive XVII. A. où il organisa conférences et concerts avec un succès dont ce homme pudique parlait avec une vive émotion.

Marc Pincherle a mené de front une carrière de musicologue et une carrière de critique musical. Rédacteur en chef du Monde musical (1929-1931), puis de la revue musicale (1931-1933), il collabora à de nombreuses publications françaises et étrangères, tenant depuis 1945 la rubrique musicale des Nouvelles Littéraires. Son ouvrage majeur est sans doute le tome VII de la « Histoire de la musique instrumentale » (1948). Il a dirigé les œuvres complètes de Lully, Guiseppe, Monteverdi ; consacré de nombreux ouvrages au violon et aux violoncelles. Et tous ces livres ont été traduits, notamment par Lucien, Albert Roussel, son biographe illustré de la musique, le Monde des virtuoses, etc. Il a publié aussi les textes de sa précieuse collection d'œuvres musicales peintes par eux-mêmes.

Il était président honoraire de la Société française de musicologie (qu'il a dirigée de 1948 à 1956). Président de l'Académie Charles Cros, membre associé de l'Académie royale de Belgique, il avait assuré la direction artistique de la maison Pleyel de 1927 à 1933. Il fut, dès sa fondation, et pendant de longues années, le secrétaire général du festival d'Aix-en-Provence. Il était officier de la Légion d'honneur.

Pour l'inauguration de l'exposition Trois siècles d'histoire aux Invalides, une érotica historique à grand spectacle de Thierry Mariller et Marcelle Tassencourt, sera présentée dans la grande cour, les 21, 22 et 23 juin, à 21 heures.

M. Jacques Rigaud, membre du Conseil d'Etat, ancien directeur de cabinet de M. Jacques Duhamel, ministre des affaires culturelles, a été nommé membre de la commission de sélection des festivals cinématographiques. Il succède à M. Jacques Monod, délégué général à l'aménagement du territoire, démissionnaire depuis plusieurs mois.

Vendredi 21 juin

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : Don Quichotte.
Comédie-Française, 20 h. 30 : Le Bourgeois gentilhomme.
Odéon, 20 h. 30 : Par-dessus bord.
Théâtre de Chaillot, 20 h. 30 : Le Cid.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Le Cid.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Le Cid.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Le Cid.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Le Cid.

Les autres salles

Antoine, 20 h. 30 : Le Mari, la Femme et le Mort.
Atelier, 20 h. 30 : Le Médecin malgré lui.
Athénée, 21 h. 30 : Le Sexe faible.
Bouffes, 22 h. 30 : Moi, Pierre Rivière, ayant égorgé ma mère, ma sœur et mon frère.
Capitoline, 20 h. 45 : Seul le poison compte.
Carri-Théâtre, 20 h. 30 : Mon oncle.
Cartoucherie de Vincennes - Atelier de l'épée-de-bois, 20 h. 45 : Le Cid.
Centre culturel suisse, 21 h. 30 : Les Affaires microbolantes du roi des salades.
Charles-de-Beaufort, 20 h. 45 : Jambal deux sans loi.
Ecole normale supérieure, 20 h. 30 : Le Mort du Dr Faust.
Europeen, 21 h. 30 : Le Grand-Guignol revient.
Gaité-Montparnasse, 21 h. 30 : Lorette.
Gaité-Montparnasse, 21 h. 30 : Lorette.
Gaité-Montparnasse, 21 h. 30 : Lorette.
Gaité-Montparnasse, 21 h. 30 : Lorette.
Gaité-Montparnasse, 21 h. 30 : Lorette.

Les théâtres de banlieue

Châtelet-Les Halles, Théâtre Paul-Bourdieu, 21 h. 30 : Pils Colombeau.
Ivry, 21 h. 30 : Le Jalouse du Barbouille.
Nanterre, Théâtre des Amandiers, 20 h. 30 : Pils Carlos décadé.
Saint-Denis, Théâtre de la Colline, 20 h. 30 : Pils Carlos décadé.
Saint-Denis, Théâtre de la Colline, 20 h. 30 : Pils Carlos décadé.
Saint-Denis, Théâtre de la Colline, 20 h. 30 : Pils Carlos décadé.
Saint-Denis, Théâtre de la Colline, 20 h. 30 : Pils Carlos décadé.
Saint-Denis, Théâtre de la Colline, 20 h. 30 : Pils Carlos décadé.
Saint-Denis, Théâtre de la Colline, 20 h. 30 : Pils Carlos décadé.

Les festivals

FESTIVAL DU MARAIS
Théâtre, hôtel de Rohan-Strasbourg, 20 h. 45 : Othello. Auberge de l'Aigle-d'Or, 20 h. 30 : Comment harpinner le requin ?
Théâtre, hôtel de Rohan-Strasbourg, 20 h. 45 : Othello. Auberge de l'Aigle-d'Or, 20 h. 30 : Comment harpinner le requin ?
Théâtre, hôtel de Rohan-Strasbourg, 20 h. 45 : Othello. Auberge de l'Aigle-d'Or, 20 h. 30 : Comment harpinner le requin ?
Théâtre, hôtel de Rohan-Strasbourg, 20 h. 45 : Othello. Auberge de l'Aigle-d'Or, 20 h. 30 : Comment harpinner le requin ?
Théâtre, hôtel de Rohan-Strasbourg, 20 h. 45 : Othello. Auberge de l'Aigle-d'Or, 20 h. 30 : Comment harpinner le requin ?

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

Les Ballets Canadiens
TOMMY
musique originale
interprétée par
d'après MAZIN HENRI
par HENRI HENRI
et le THEATRE DE LINATTE
Location : Théâtre Agences
et par téléphone 225 44 36

Les concerts

Hôtel Hermet, 20 h. 15 : S. Scure, Piano, et le Trio Revival (Bach).
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Quatuor Borodine (Tchouganov, Tchouganov, Tchouganov, Tchouganov).
Théâtre de la Ville, 20 h. 15 : B. Haubourg, clavessin (Bach, Rameau, Debussy, Milhaud).
Salle E. Hénaff, 20 h. 30 : Ensemble populaire de Paris.
Salle Pleyel, 21 h. 30 : Orchestre national, dir. M. Janowski (Strauss, Wagner).
Salle Châtelet, 21 h. 30 : New Chamber Orchestra, dir. R. Zollman (Händel, Vivaldi).

Le jazz

Carri-Théâtre, 21 h. 30 : Jiro Arden.
Théâtre Essalon, 23 h. 30 : Martial Solin.
Théâtre Présent, 21 h. 30 : Pop Music Festival.
Salle Wagram, 21 h. 30 : Catherine Ribeiro, Alpes.

La danse

Espace Cardin, 20 h. 30 : Peter Gross et sa compagnie.
Palais des sports, 21 h. 30 : Rudolf Noureov.
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Les Grands Ballets canadiens.
Musée Guimé, 20 h. 30 : Musique et danse de l'Inde.
Henri-Varna-Mogador, 20 h. 45 : Danse nationale d'Espagne.

STUDIO DES URSLINES (v.o.)

DRAGON (v.o.)

TOUTE NUDITE SERA CHATIEE
un film d'André LACROIX
Ours d'argent FESTIVAL DE BERLIN 1973
INTERDIT AU MOINS DE 18 ANS
Une œuvre extrêmement forte et plus que talentueuse. C'est un film important.
L'HUMANITÉ
Albert CERVONI

CINÉMONDE OPERA (v.o.)

PUBLICIS SAINT-GERMAIN (v.o.) - GAMMA Argenteuil (v.o.)

BUTCH CASSIDY ET LE KID
un film de George Roy Hill
Ours d'argent FESTIVAL DE BERLIN 1973
INTERDIT AU MOINS DE 18 ANS
Une œuvre extrêmement forte et plus que talentueuse. C'est un film important.
L'HUMANITÉ
Albert CERVONI

SERVICE CONTINU

NAVY-CLUB-RESTAURANT

MIDI 4 H. DU MATIN
HUITRES - COQUILLAGES - SPECIALITES - FRUITS DE MER
DISCOTHEQUE 22 H. à l'aube avec ses Gogos Girls
SPECIALISTE REUNIONS PROFESSIONNELLES - BUFFET CAMPAGNARD
AUX FROMAGES DE FERME - LUNCH - COCKTAIL - 300 à 500 personnes
SALLES CLIMATISEES - 58 Bd. de l'Hôpital - 75013
FERME LE LUNDI SAUF JOURS FÉRIÉS / 535.91.94 / 535.99.86

MARIGNAN VO RICHELIEU VF IMAGES VF DANTON VF

CONVENTION GAUMONT VF MONTMARTRE 63 VF (à partir du 20)

LE CHEF-D'ŒUVRE DE CECIL B. DEMILLE

Samson et Dalila

BELLE EPINE-THAIS - VELIZY 2 - ARTEL-NOGENT

صلى الله عليه وسلم

CIRCULATION

DE DUNKERQUE A NICE SANS FEU ROUGE

Canes. — La Provençale — les élus des Alpes-Maritimes souhaitent qu'elle soit baptisée du moins à partir de Fréjus, l'Asnienne — est en fait plus qu'une simple autoroute elle est le symbole des vacances pour les flots d'autotouristes qui s'apprêtent à dévaler vers la Côte.

Elle est née dans l'Estérel, à l'ouest de Cannes, et de boteurs qui ont ouvert deux chemins noirs à travers le massif de porphyres rouges, d'andésites et de basaltes. Mais elle se développe aussi bien en un trait rectiligne dans les plaines quadrillées de vignes de Saint-Maximin, de Brignoles ou de l'Argens, incise les collines calcaires du Haut-Var, effleure les contreforts des Maures. La Côte annoncée par une longue tranchée médiane de sauteries roses et blanches, l'autotouriste la découvre soudain à l'approche de Cannes. Il n'a plus qu'à s'y laisser porter par la joie provençale.

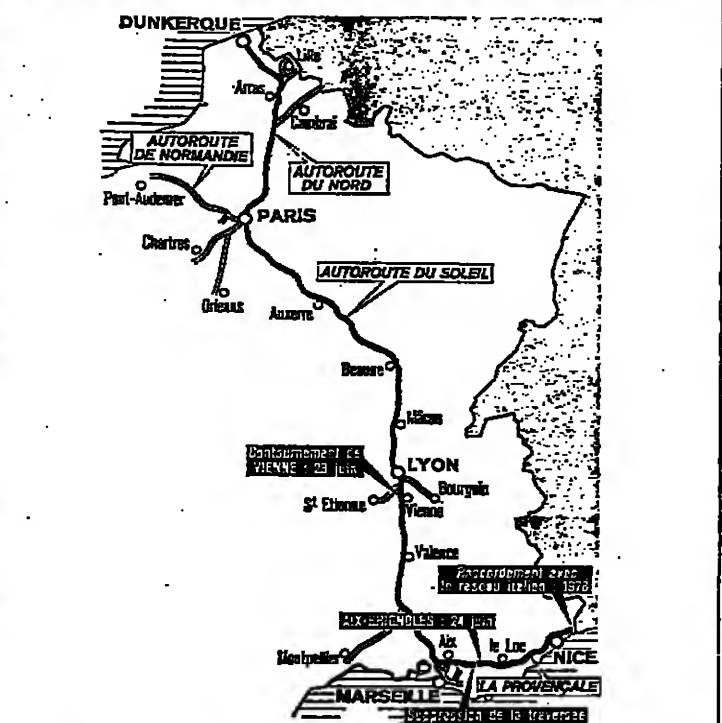
La mise en service du tronçon Aix-Brignoles supprime enfin le dernier « bouchon » du département du Var, celui de Saint-Maximin, si pénible pour les automobilistes à l'époque des grandes migrations estivales. Il aura nécessité près de soixante-dix ouvrages d'art, dont deux viaducs sur l'Arc et la sortie d'Aix-en-Provence et un tunnel — le seul de l'autoroute A-8 — sous la barre rocheuse de l'Argens, également à proximité d'Aix. Il comprend trois échangeurs au Cannet, Aix-la-Berque et Saint-Maximin, qui permettent notamment les liaisons avec la R.N. 7 et ultérieurement avec les autoroutes A et B-82, vers Aubagne et Toulon. Réalisés par la Société d'économie mixte de l'autoroute Estérel-Côte d'Azur (SESCOTA), dans laquelle la Caisse des dépôts et consignations détient 52 % du capital, les travaux ont coûté environ 65 millions de francs le kilomètre. Le coût total du péage entre Aix et Villeneuve-Loubet s'élèvera à 22 F au tarif normal et à 18 F au tarif réduit.

De Paris à la Côte d'Azur, il faudra déboursier pour une voiture de tourisme de plus de cinq chevaux si l'on.

Pour améliorer les communications militaires de l'Empire, Na-

poisson fit construire en sept ans, de 1805 à 1812, la route impériale n° 7 de Paris à Nice et Gènes. Si aucune restriction de crédit n'intervient d'ici là, si des impondérables sérieux ne se révèlent sur-

ment un trafic moyen de trois mille véhicules par jour. Cinq sections doivent maintenant se souder entre elles : Villeneuve-Loubet-aéroport de Nice (8 kilomètres) et la fin de



le terrain, l'autoroute Paris-Nice-frontière italienne pourrait être achevée à la fin de 1978, soit vingt et un ans après la signature du décret approuvant la concession de l'autoroute Estérel-Côte d'Azur.

Les plus grandes difficultés subsistent en effet dans les Alpes-Maritimes, où le bon déroulement du programme a au moins subi une entorse avec la construction décidée pour des raisons politiques du tronçon Roquebrune-Cap-Martin-frontière italienne. Cet appendice de 10 kilomètres a engendré 285 millions de francs, mais capte actuellement seule-

l'année 1976 ; aéroport-Saint-Isidore par la vallée du Var (4 kilomètres) dans le courant de 1977 ; Saint-Isidore - Pailhon - l'autoroute urbaine nord de contournement de Nice (11 kilomètres) pour laquelle la décision de démarrage des travaux doit être prise par l'ESSCOTA et proposée à l'approbation du ministère de l'Équipement le 24 juin prochain ; Pailhon-Tourbie ouest (6 kilomètres) à fin 1977 ; et enfin Turbie ouest-Roquebrune (5,4 kilomètres) à fin 1978. L'ensemble de ces opérations représente un investissement de 800 millions de francs.

Mais pour le moment, seul est réalisé le montage financier concernant le tronçon Saint-Isidore-Pailhon (150 millions de francs, dont deux subventions de 18 millions de francs chacune de la ville de Nice et du département des Alpes-Maritimes). La construction, très urgente, du tronçon Villeneuve-Loubet-aéroport (40 000 véhicules-jour prévus) ne paraît toutefois pas devoir être différée. Il ne resterait plus alors qu'un hiatus de 13 kilomètres que le bon sens exigerait de régler au plus vite. Le rythme des travaux est cependant lié aussi à l'évolution du trafic, laquelle dans les cinq premiers mois de 1974, a été inférieure de 4 à 5 % aux prévisions (près de vingt et un millions de véhicules ont emprunté l'autoroute Estérel-Côte d'Azur en 1973, pour une recette de 78 millions de francs).

GUY PORTE.

M. Galley : deux priorités, l'environnement et les transports en commun

A l'occasion de l'inauguration d'une partie de l'autoroute B-3 dans la région parisienne, M. Robert Galley, ministre de l'Équipement, a notamment déclaré : « J'attache à la question des transports une grande importance. Dans une société qui se caractérise particulièrement et légitimement d'améliorer les conditions d'existence et la qualité de la vie, les projets autoroutiers doivent comprendre, dans les cas les plus critiques, l'inséparabilité des immeubles collectifs proches de l'autoroute, voire, la réalisation d'écrans acoustiques, la réduction du bruit, la pollution, mais dont nous pensons qu'elle est encore coûteuse pour les résultats obtenus. Ces projets sont dès aujourd'hui, et seront encore plus demain, examinés avec toute l'attention voulue en liaison avec les intéressés. »

Le ministre a ajouté : « D'une façon générale il n'est ni possible ni souhaitable à l'intérieur de la zone la plus dense de la région parisienne limitée approximativement par le périphérique et l'A-86, de satisfaire toute la demande de déplacements par les seuls transports individuels, et il faut développer les transports en commun. En fait, la capacité maximum actuelle et future de la voirie parisienne constitue la limite à ne pas dépasser pour les ponts radiaux entre le boulevard périphérique et l'A-86. C'est pourquoi, sur les grandes radiales et pour la circulation générale, nous devons plus homogénéiser le réseau qu'en accroître systématiquement la capacité. Par contre, il peut être fort intéressant de prolonger les lignes de métro actuelles et de prévoir des couloirs réservés aux transports en commun. Dans cette zone, il suffira donc d'adapter les radiales aux trafics moyens et non aux trafics de pointe. »

Mais, au-delà de l'A-86, où la densité des constructions est plus faible, il ne sera pas possible, avant longtemps, de développer systématiquement des transports en commun lourds, et la majorité des déplacements devront donc être assurés par les voitures particulières. La voirie devra donc être capable d'absorber les trafics de pointe. A la limite des deux systèmes, il faudra bien sûr trouver un « chevron » de parquage de liaison assurant la rupture de charge entre les véhicules particuliers et les transports en commun, dans une zone où l'organi-

sation du tissu urbain de la banlieue et la desserte des nouvelles zones d'équipement ne sont possibles que grâce à un maillage routier satisfaisant, avec, en particulier, des voies de rocade de bonne qualité. C'est pourquoi la priorité routière en région parisienne va, sans conteste, à l'A-86. De même, nous ne devons pas négliger, pour la desserte interne de cette banlieue, le recours aux infrastructures existantes comme la ligne S.N.C.F. de grande ceinture, ainsi que des lignes de bus en site propre sur des itinéraires bien définis, très intéressants de prévoir sur l'A-86, dans l'Est.

La commission de contrôle parlementaire se prononce en faveur d'un établissement public des télécommunications

L'Assemblée nationale a décidé, le 20 juin, de publier le rapport de la commission parlementaire de contrôle de la gestion du service public du téléphone, que présidait M. Gérard Dumas, député (rép. ind.) du Rhône, nommé depuis secrétaire d'État au tourisme. La principale suggestion de la commission est de créer un établissement public des télécommunications (voir nos dernières éditions de jeudi).

Au cours d'une conférence de presse, M. Jacques Antoine Gau (P.S.), vice-président de la commission, a précisé que les socialistes, les communistes et les radicaux de gauche avaient voté contre les conclusions du rapport, car ils estiment que la cause principale de la crise du téléphone réside dans l'insuffisance des moyens consacrés à l'équipement téléphonique.

Les mesures de redressement préconisées par la commission parlementaire concernent les trois domaines où elle a relevé des insuffisances.

LE STATUT DES TÉLÉCOMMUNICATIONS : PAS DE CONCESSION AU PRIVÉ.

A l'unanimité, la commission a repoussé le projet de confier l'exploitation du téléphone à des sociétés privées. Elle a également jugé insuffisante la séparation en deux budgets distincts des postes et télécommunications proposées notamment par MM. Hubert Goussier et Jean Ruyer, anciens ministres des P.T.T.

« La commission, précise le rapport, s'est prononcée en faveur de la création d'un établissement public des télécommunications. Cette formule juridique lui a paru susceptible de mieux répondre à l'objectif recherché, même si elle soulève d'autres problèmes, notamment en matière fiscale et de statut du personnel. (...) »

LES FINANCEMENTS : 135 MILLIARDS EN 1974.

Le rapport demande que les autorisations d'engagements pour 1974 soient portées de 10,5 à 13,5 milliards de francs. Il souhaite que « l'enveloppe de 1975 soit fixée à 22 milliards de francs, ce qui correspondrait à un taux de croissance en valeur de 35 %. Encore ne s'agit-il que d'un minimum, dont il n'est pas sûr qu'il permettrait la croissance en volume souhaitée de 30 %. »

LA POLITIQUE COMMERCIALE : SIMPLIFIER LES FORMALITÉS.

« Il importe que les télécommunications pratiquent une politique commerciale en rapport avec la nature de son activité », déclare la commission. Aussi définit-elle quelques objectifs à moyen terme, notamment la facturation détaillée des communications téléphoniques, la multiplication des cabines publiques et la recherche systématique des

simplifications administratives, par exemple par l'unification des numéros des départements et des numéros minéralogiques.

Pour elle, la crise du téléphone ne pourra être considérée comme surmontée que si l'objectif de vingt-huit millions de lignes principales à la fin de l'année 1985 est retenu et respecté.

Plus novatrice que MM. Germain et Boyer, en matière de réformes de structure, la commission parlementaire fait preuve de plus d'ambition que M. Pierre Messmer, qui avait proposé, l'an dernier, dans le programme de Provis, d'atteindre douze millions de lignes en 1978.

L'abandon de la voie express rive gauche
Le Conseil s'incline

Prenant acte de la volonté de M. Giscard d'Estaing, le Conseil de Paris, réuni au projet de voie express rive gauche, jeudi 20 juin, à l'Hôtel de Ville, il a adopté, par 59 voix contre 30 (groupes de la gauche), un texte précisant notamment qu'il était « survenu » à la réalisation de la voie, sauf en ce qui concerne les travaux engagés par Saint-Bernard, entre le pont d'Austerlitz et le pont Sully. Il a décidé d'affecter les crédits libérés (100 millions de francs environ pour l'année 1974) à la construction de crèches et de maisons de retraite. Il a enfin invité l'administration à étudier les possibilités d'amélioration de circulation des autobus.

Le texte de la délibération du Conseil est le résultat d'un long compromis obtenu après une longue interruption de séance. Il a permis à des groupes aussi divisés sur cette question que l'U.D.R., les gauchistes et les centristes (Libertés de Paris) de voter ensemble. Ce que n'aurait pas permis de croire le ton de certaines interventions faites à la tribune. Ainsi, M. René Galy-Dejean (U.D.R.), très proche collaborateur de M. Georges Pompidou jusqu'à sa mort, a regretté « que de simples raisons électorales aient conduit à lui infliger un désaveu posthume ».

M. Christian de la Malène (U.D.R.), rapporteur général du budget, s'est voulu réaliste : il a considéré que la voie express avait reçu un coup « quasi mortel » et que le projet était « enterré ». Il a dénoncé cette rupture de continuité de la part de l'État et dit au préfet, Jean Verdier : « Quelle hypothèque va désormais peser quand vous viendrez nous proposer des engagements au nom de l'État. »

M. Bernard Rocher (U.D.R.), président de la commission de la voirie, s'est dit « attristé de ce que la continuité de l'État ne semble pas sauvegardée ». Par la voix de M. Bertrand de Malgret, les républicains indépendants ont tenté d'expliquer comment ils pouvaient se satisfaire de la condamnation du projet, alors qu'ils avaient toujours voté en sa faveur. Et M. de Malgret n'a pas craint d'affirmer à ce sujet qu'il ne s'agit pas, à l'époque, d'un « en commun » avec la majorité, mais qu'il avait voté « par solidarité avec elle ».

Pour les centristes, du groupe Libertés de Paris, M. Georges Mesmin s'est déclaré pleinement « heureux et satisfait » de l'initiative de M. Giscard d'Estaing. En revanche, les élus de la gauche ont surtout mis l'accent sur le caractère brutal de l'ingérence présidentielle dans les affaires parisiennes. M. Jean Gajser (comm.) a dit aux gauchistes : « Vous êtes mal venus de vous plaindre de cette immixtion, vous

qui l'avez organisée et avez fait élire un homme dont vous connaissiez les tendances à aggraver le pouvoir présidentiel. »

M. Claude Estier (soc.), ayant souligné que le Conseil n'était plus jamais à délibérer « sous la pression du fait accompli », a reproché au préfet de Paris, M. Verdier, « d'avoir beaucoup trop pesé dans le choix des élus » lors des précédents débats. Les deux élus de la gauche ont évidemment réclamé que l'on renonce définitivement et solennellement à ce projet.

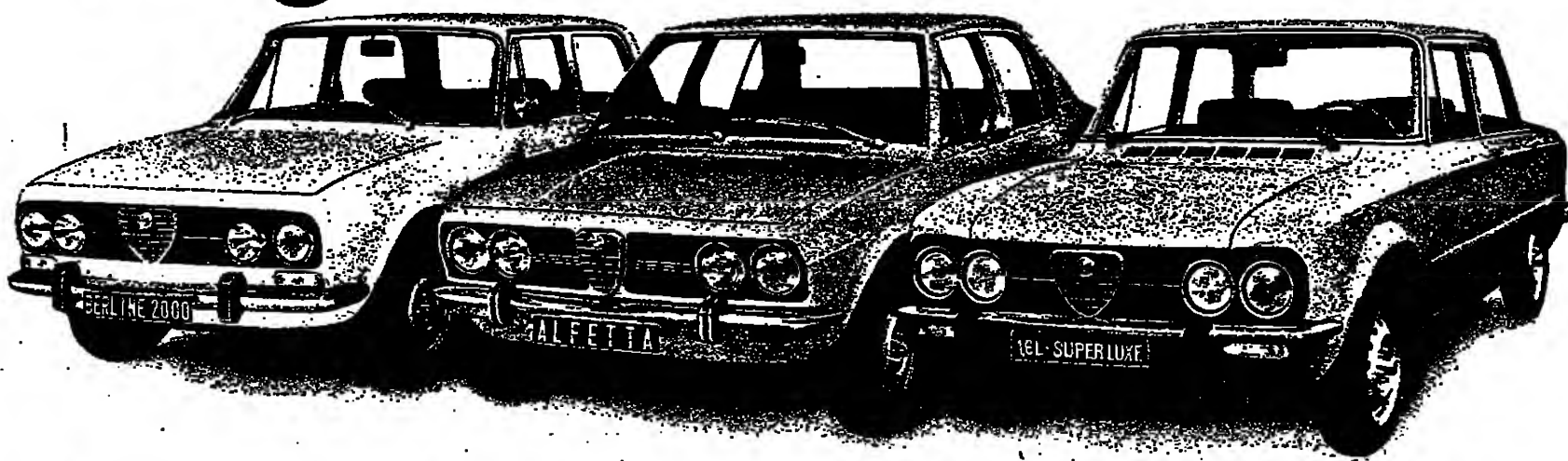
Si la majorité s'y est refusée, c'est sans doute qu'elle a voulu « sauver la face » en feignant de croire aux termes utilisés par M. Verdier au nom de M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, disant que « la position adoptée par l'État ne s'analyse pas actuellement comme un rejet définitif du projet ». Mais on sait ce que pensent à ce sujet M. de la Malène et ses amis.

On peut d'ailleurs émettre les mêmes doutes sur la crédibilité de ce programme supplémentaire de crèches et de maisons de retraite. La délibération votée implique, en effet, que l'État dégage réellement pour ce faire la somme qu'il devait consacrer à la voie express, et il y a très peu de raisons de penser que le gouvernement s'engage à accorder à la seule Ville de Paris les sommes économisées sur la voie express.

Le vote, qui a réuni malgré leurs rancoines les U.D.R., les G.D.P., les centristes, les gauchistes, marque bien les limites de leurs dissensions. Il est déjà le reflet de la majorité qui votera, en fin d'année le budget. La majorité est condamnée à s'entendre. Et, au-delà de son objet précis, ce débat montre qu'en définitive un coup de force de la tutelle envers Paris est effacé et payant. Le président de la République n'a aucune raison de regretter son initiative, puisque tous ceux dont le concours lui est nécessaire — à l'échelon municipal — lui sont, quoi qu'il arrive, acquis.

PIERRE BRANCHÉ.

Les grandes berlines Alfa.



Berlina 2000 : 32.208 F dés en main.*
11 CV fiscal - 150 CV SAE
Consommation : 8,5 litres à 90 km/h.
13,35 litres à 140 km/h. 5 vitesses.
Pont autobloquant. Accélération : 31,2 aux 1000.
Tout le luxe et le confort propres aux Alfa Romeo.

Alfetta : 30.650 F dés en main.*
10 CV fiscal - 140 CV SAE
Consommation : 7,50 litres à 90 km/h.
12,73 litres à 140 km/h.
5 vitesses. Accélération : 31,8 aux 1000.
Tout le luxe et le confort propres aux Alfa Romeo.

Giulia super-luxe : 26.698 F dés en main.*
9 CV fiscal - 116 CV SAE
Consommation : 7,8 litres à 90 km/h.
12 litres à 140 km/h.
5 vitesses. Accélération : 33,5 aux 1000.
Tout le luxe et le confort propres aux Alfa Romeo.

Essayez. Comparez. Choisissez.
Sans tenir compte du plaisir.

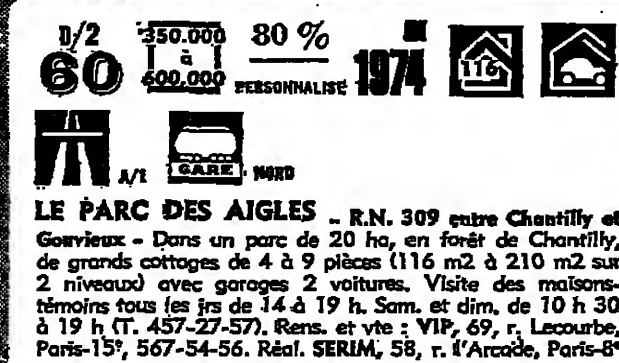


150, Champs-Élysées. 359.13.14

* Plus carte grise et vignette. Tarif n° 67 du 15/06/74.

UN PIONNIER DE L'AVIATION : CLEMENT ADER. — Icône, revue de l'aviation française, consacre son dernier numéro à Clément Ader, l'un des premiers à croire au « plus lourd que l'air », un inventeur de génie très controversé dont les vus sur l'aviation militaire restent étonnantes. (Icare, n° 68, Cidec A. 213, 94898 Orly Aéroport. Prix : 22,50 francs.)

<p>GRILLE A/S 78</p>	<p>2500 RÉVISABLE</p>	<p>2000 FD</p>	<p>90/15</p>	<p>C.F.</p>	<p>1974</p>	<p>Immobilier</p>	<p>Nombre d'app.</p>	<p>Maisons Individuelles</p>	<p>Garages particuliers</p>	<p>Garages en split-s ou box</p>
N° Dép. et grille	Prix moyen de m²	Prix moyen du m² ferme et terrain	montant des prêts commués et servis	prêt de Crédit Foncier	année de livraison et tringère					



B/S **3.000** **80 %** **1976** **240**



78 **FD** **20**



AFD **SAFE** **AFD**

« TRADITIONS » - 86, av. de Paris, Versailles - Après
Champs Logerode, au cœur du Versailles tracé, sur une de ses
avenues les plus prestig., TRADITIONS associe, héris du
siècle et confort à la technique contemporaine. Ouvert lun.,
jeu, ven. 10 à 12 et sam. et dim., 10 à 12 et 14 à 20 h.




Une réservation

CAPRI **G-SCIG, 15, bd de Vougl-**
rand-15^e - T. 951-40-61 **CSC**


A/5 **78** A PARTIR 166.000 **ED** $\frac{80}{20} \%$ 1974  




 ST-GERMAIN  OUEST


DOMAINE DE L'ORME GAUTHIER, - Rue de
Maujeu, ORGVEVAL - 4 types de maisons de 5, 6, 7 places,
prestations très soignées, chauffage électrique intégré, isolat.
phon. et therm. except., s. terr. 700 à 1.100 m², très propr.
Prêt Crédit Agricole taux intér. Maïs. térm., rns. s. pl. sarn.
et dim. de 10 h. 30 à 19 h. mar. au vend. C.O.R.E.G.I.,
114, rue du Gén.-de-Gaulle, 78300 Poissy, tél. 965.43-88.

N°1 **78** **260.000** **80%** **1974**  
1 PART **230.000** **PERSONNALISÉ**
 **LIGNE** **de SCEAUX**
2 700 m.




LES HAMEAUX DE LA GUITERIE - Rue Janin,
 Saint-Rémy-les-Chêvenues - A flanc de coteau en bordure
 d'une zone forestière protégée. Du 5 p. prêt à finir au 7 p.
 prêt à habiter grand luxe. Maisons témoins, rens. et vente,
 s. pl. t.j., sf. tun. et mar. de 10 à 12 h.
 et 14 h. à 18 h. - Tél. 052-12-57.
 Rens. CEPIM, 34, r. Balard, Paris (15').

N/8
91 A PARTIR **172.000** **CF.** **90%**
 4 PARTIR **FD** **5,50 %** **20** LIVRAISON IMMEDIATE 




 DRSAY
 ST-MICHEL
 AUSTERTITZ


 J.10
 SORTIE
 DOURDAN

LES HAMEAUX DE DOURDAN - Le Croix-St-Jacques, Dourdan. - Maisons ind. de 6 p. et 4 p. + combles aménagés, terrain privatif. Reste 16 maisons. Visite sur place du jeudi au lundi inclus de 14 h 30 à 18 h 30 et le samedi de 10 h à 12 h. Télph. : 492-75-81.
PIERRE BARON S.A., 36, rue Copernic, 75116 PARIS,
 Téléphone : 553-21-39.

B/7
91 **A PARTIR** **2.200** **80 %** **1974** **60** 
FD **20**
  **A 6 MINUTES**
RÉSIDENCE SELLIER-LECLERC - 5, rue du Général-Leclerc, Montgeron - Apparts de 3-4-5 p. de stand. Proximité imméd. Centre comm. Ecoles. Lycée pilote, à qu. min. de la forêt de Sénart. Ex. de prix : 3 p. avec park. : 160.000 F ferme et déf. Créd. 80 %. Prêt 1 % par. App. rém. s. pl. t. j. hrs de 10 à 12 h et de 14 h 30 à 19 h, souf mardi et jeudi
Résidence SELLIER-LECLERC, T. 903-38-90 et 903-63-45

C/6 **2.700** **80 %** **1976** **82**
92 **REVISABLE** **20**
 **128**  **LIGNE**
SELAUX
FORTUNA-
VAU-ROSES  **1500**
GUEST
A PROXIMITÉ
FLORILÈGE - Angle rue Marx-Dormoy et av. du M-Fock,
à Fontenay-aux-Roses - A 10 km à pied de la ligne de
"Sceaux, dans un site agréable, une élégante et discrète
résidence du studio au 5 pièces. Bur. de vente sur place
sauif mardi et mercredi de 10 à 12 h et de 14 à 19 h.
UNE RÉALISATION G-SCIC, 13, bd de Vaugrand, 75014
CAPRI  **Téléph. : 567-55-66.**

LE 101, AV. JEAN-JAURÈS - CLAMART (Centre). -
 Sect. résid. et comm. Part. imm. de classe, façades marbrées,
 grand confort. Ex studio au 1^{er} étage. Bureau de vente sur
 place samedi, dimanche, lundi, de 14 heures à 18 h. 30.
S.I.E.T.R.A.
 125, rue du Cherche-Midi,
 Tél : S.U.F. 24-28 - FON. 36-57.

9/8 1er TRIANO 3.500 2e TRIANO 3.800 80 % 1974 126 G

FD FD 20







FD M CHAUX T28





L'ERMITAGE - 8-14, pl. du Gl-de-Gaulle, Sceaux - En pl. cœur de la ville miraculeuse. préserv. de son agglomérat, à 500 m ligne de Sceaux, 2 tram. d'une éleg. raffinée darts pour de 5.600 m2, du 12 au 5 p. Sur. vie, 81 bis, r. Houdan, Sceaux, t.l.j. de 10 à 14 h, 14 à 19 h sur mt. mer.

Des réductions

CAPRI G-SIC 15, bd Vaugrain-151, 350-79-54







CEC














QUEST

LE PARC DES ABONDANCES (5.500 m²), 17, rue
 des Abondances - 31, rue Anne-Jacquien, Boulogne - Au
 milieu des arbres, 4 élégants petits immeubles de 3 étages.
 Studio au 6 p. de haute qualité. Terrasses et jardins privat.
 Livraison printemps 75. Bureau s. pl. et les A.-M. sf mardi.
 Informatic et vente: **PROMEX**,
 65, rue Rennequin, Paris-17.
 Téléphone : 755-82-10.

RÉSIDENCE AUGUSTE RODIN - 21, r. des Binélines, SEVRES - Cinq petits immeubles en pierre de taille. Prestations très soignées. Isolation phonique et thermique exceptionnelles. 3 apparts de 4-5 et 6 pièces. Bureau de vente tous les après-midi, sauf mardi. Résidence Auguste-Rodin, 21, rue des Binélines (92), Sevres. Téléphone : 027-00-98.

92 **FD** **80 %** **1974** **103**
20
PARCOURS **EST**
L'ORÉE DU GOLF - 35, rue du Professeur-Pauchet, Yvernessum - Face au golf de St-Cloud et au bois de St-Claudio, 4 petits immeubles de 5 étages dans un parc de 23.000 m2 aux arbres centenaires. 2-3 et 4 pièces avec nombreux plans d'archi. en harmonie avec le site excepté. Sur place samedi, dimanche, 10 à 19 h. Sem. 15 à 19 h. P. ROUSSEAU C. 11, av. Victor-Hugo, 163. Tél. POI. 27-16

LE SEPTENTRION - 3, v. Lavoisier, PANTIN - Appart.
 du st. au 4 p. dans 7 petits imm. de 3 à 10 ét. Jard. face au
 Parc de la République. Rentabil. st. 8 % assur.
 Vis. sur pl. ts les jrs de 12 h à 20 h. Téléph. :
 843-35-30. **SOFAP** Promoteur constr. gérante
 de la SCI rue Lavoisier, 64, rue de Lisbonne,

U/5 **93** **2.625** **80 %** **CF.** 1^{re} TRANCHE **1974** **1392**
FD **20**
 2^e TRANCHE **1975** **1491** **155** **74**
  **GALLIENI**  **101** **115**
LES COLLINES DE BAGNOLET - Rue de la Capenerie, BAGNOLET - Apt du stud, au 5 p. donnant directement sur parc dédié. Vous apprécier, un conf. qui, à 300 m près, vous coût. 50 \$ plus cher. Vis. s. pl. 1. js de 12 h à 19 h 30. T. 858-8674. S.O.P.A. Prom. constr. gér. de la SCI de la Cap.

« Le Monde Immobilier »
est une rubrique de publicité ouverte à tous
les constructeurs-promoteurs.
Elle est destinée à faciliter la démarche de
nos lecteurs dans la recherche et le choix
d'un programme immobilier.

صَكَاةٌ مِنَ الْإِهْلِ

BANLIEUE



B/S 78 **FD** **80%** **20** **1974** **120**

ALLÉES DE VERSAILLES - 98, avenue de Paris, Versailles - Appart. du 3 au 6 pièces entières, équipées. Reste 22 appartements. Vis. sur place tous les jours de 11 h. à 13 h. et de 14 h. 30 à 19 h., sauf lundi matin, mardi matin et mercredi matin. Renseignements et ventes : Tél. 705-37-10.

B/S 78 **FD** **80%** **20** **1974** **80**

RÉSIDENTE BOUGIVAL-MALMAISON - 24, rue Yves-Tourguineff, à Bougival - Dans un magnifique parc boisé avec piscine dominant la Seine, en retrait de la RN 13, nous vous offrons au calme une construction de petits imm. de 2 à 3 ét. En tout 80 appart. du studio au 6 p. Visite apport. témoin s/pl. : vend., sam., dim., lun., de 14 à 19 h. C.I.P., 21-23, av. Pierre-I^{er}-de-Serbie (16^e). T. 720-49-70.

C/S 92 **FD** **80%** **20** **1974** **55**

RÉSIDENTE DES FONTAINES - 2 à 10, rue des Fontaines à Sèvres - Dans un parc boisé de 5.000 m², 2 petits immeubles de haute qualité de 3 et 4 étages, situés au calme tout près du centre ville et de la gare. Rens. et vte s. pl. : 1 à 5, rue des Pommerets, de 14 à 19 h., ts ls jrs sauf les mardis et mercredis, ou à C.I.P., 21-23, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie - 75116 Paris, tél. 720-49-70.

B/S 92 **FD** **80%** **20** **1974** **154**

LA LISIÈRE DU GOLF - 60, r. du Cl-de-Rochefort, Garches - Entre le golf et l'hippodrome, au milieu de 7.000 m² d'esp. vert, pet. imm. à flanc coté. Prestations intér. grande qualité. Progr. primé, poss. d'utilis. 90% patron. Du 3 au 6 pièces. Rens. sur place ts les jrs, 12 à 19 h., sf mardi. Une réalisation **GAPRI** G-SCIC, 15, bd de Valenciennes - 75017 - T. 967-27-74.

C/S 92 **FD** **80%** **20** **1974** **132**

NEUILLY-EN-L'ISLE - 41-51, bd de Levallois - ILE DE LA JATTE - Au bord de la Seine, de luxueux appartements du studio au 6 pièces ornés par les arbres et les jardins du studio au 6 pièces. App. mod. ouv. l.l.j. de 11 à 13 h. et de 14 h. 30 à 19 h., sf lun. et mer. mat. et mar. toute la journée. Téléph. : 705-37-10.

...et pour financer votre achat un prêt cde

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS
6 rue Volney 75083 PARIS CEDEX 02
Tél. 260-35-10 et 742-73-15

ACCIDENTS DU TRAVAIL

LE P.-D.G. D'USINOR AFFIRME QUE LA SÉCURITÉ N'A JAMAIS ÉTÉ SACRIFIÉE AU RENDREMENT

La situation reste confuse à Usinor-Dunkerque, où la mission d'enquête du ministre du travail, dépechée sur les lieux des deux accidents mortels survenus récemment à la section des hauts fourneaux, a permis de constater avec la direction, les états-majors syndicaux et la commission d'hygiène et de sécurité de l'entreprise (la Monnaie des 19 et 20 juin).

Judi soir 20 juin, M. Huet de la Colombe, président-directeur général d'Usinor s'est attaché à résumer, au cours d'une conférence de presse organisée à Paris, « les conclusions » des organisations syndicales, notamment après l'accident du 20 juin. Rappelant que cet accident mortel était le premier survenu à la section des hauts fourneaux depuis la construction de l'usine, il a souligné que le haut fourneau numéro 4 était « un modèle pour le monde entier », particulièrement étudié pour offrir les meilleures conditions de travail.

M. Huet de la Colombe, nous n'avons sacrifié la sécurité au rendement. Mais la sécurité est un métier dangereux. L'opération de nettoyage des tuyères est considérée comme pénible. Dans cette affaire, Usinor se trouve le dos au mur, ne sachant qu'évoquer de plus et ayant fait tout ce qui avait été possible. Ce n'est pas un problème de prix : un haut fourneau comme le numéro 4 coûte 600 millions de francs.

Le même jour, la mission d'enquête s'était informée au sujet d'un procédé nouveau permettant le remplacement mécanique, et non plus manuel, des tuyères. Ce procédé, qui permettait de remplacer les tuyères usées par de nouvelles, était en cours d'essai à l'usine de Fos-sur-Mer.

ÉNERGIE

LE VICE-MINISTRE SAOUDIEN DU PÉTROLE FAVORABLE À LA HAUSSE DES PRIX

Dans une interview à l'hebdomadaire libanais « Al Hawadess », publiée jeudi, Faisal Saoud Al Faycal, vice-ministre saoudien du pétrole et fils du roi Faycal, a apparemment pris une position inverse à celle que soutient depuis des mois son ministre, M. Yamani. « Le prix du pétrole doit être augmenté, a-t-il déclaré, afin d'obliger les pays consommateurs à utiliser cette matière stratégique que dans des domaines vitaux ».

Le prix véritable du pétrole, a-t-il ajouté, doit être en fonction des prix des substituts, c'est-à-dire des autres matières premières qui peuvent remplacer le pétrole dans des domaines tels que le transport ou de l'industrie pétrochimique. « Il y a six mois, le shah d'Irak avait exposé une doctrine semblable... Faisal est d'avis que le pétrole est d'autant plus remarquable que M. Yamani est en ce moment à Washington en train de discuter avec le responsable américain de la façon de faire baisser les prix du brut ».

ASSURANCES

LES COMPAGNIES D'ASSURANCE AUTOMOBILE DÉCIDENT D'ACCORDER UN BONUS SUPPLÉMENTAIRE DE 5 %

Les sociétés d'assurance automobile ont décidé d'octroyer un bonus supplémentaire de 5 % aux assurés n'ayant causé aucun sinistre au cours des quatre années précédentes. Annonce du communiqué du ministère de l'économie et des finances.

Cette mesure applicable aux primes payées au cours du second semestre 1974 « a été rendue possible, malgré la hausse des coûts d'indemnisation des accidents, par l'amélioration constatée à la suite des mesures de sécurité (limitation de vitesse, obligation du port de la ceinture de sécurité, répression accrue de l'ivresse au volant) arrêtées par le gouvernement depuis l'année dernière ».

SYNDICATS

Le procès en représentativité engagé par la C.G.T. contre le syndicat C.F.T. d'une usine Berliet, à Lyon, dont nous avons rendu compte de la première audience dans le Monde du 20 juin, doit se poursuivre le 25 juin. Au cours de cette seconde audience de la troisième section du tribunal d'instance de Lyon, l'avocat de la C.F.T., M. Laugier, et celui de la direction de Berliet, M. Vernet, répondront aux arguments avancés par la C.G.T.

CONCERTATION SYNDICATS-PATRONAT-GOUVERNEMENT

Les organisations ouvrières veulent élargir les négociations à la Sécurité sociale, aux immigrés et au droit syndical

Le premier ministre devait présider, ce vendredi 21 juin dans l'après-midi, l'ouverture de la « réunion de concertation » entre le ministre du travail, les syndicats et le patronat. L'objectif de cette rencontre, insérée si l'on excepte les négociations de Grenelle de mai-juin 1968, est de mettre au point un calendrier et des méthodes de négociations sur les thèmes évoqués par M. Chirac, au dernier conseil des ministres.

À l'exception de la C.F.D.T., dont la délégation sera conduite par M. Edmond Maire, secrétaire général, les autres organisations devaient être représentées par ceux qui, habituellement, mènent les négociations avec le patronat : la C.G.T., M. Laval pour la C.G.T., M. Menu pour la C.G.C., la C.F.P., M. Laval pour la C.F.P., M. Menu pour la C.G.C., la C.F.P., M. Laval pour la C.F.P., M. Menu pour la C.G.C.

C.N.P.F. et de la C.G.P.M.E. devaient être respectivement menées par M. Chotard, vice-président, et par M. Deland, délégué général. Selon le ministre du travail, M. Durafour, qui s'est évadé de Paris pour visiter, par surprise, l'usine Motobécane à Saint-Etienne, les questions abordées seront les suivantes : sécurité de l'emploi, réforme du droit de licenciement collectif, institution d'un fonds de garantie de ressources, aide aux femmes sans emploi. Les organisations ouvrières avaient l'intention de manifester leur volonté d'élargir les futures négociations aux problèmes de la sécurité sociale, des immigrés et du droit syndical.

La C.F.D.T., dans un communiqué, de s'engager dans des discussions sans fin. « De nouvelles réactions ont été publiées, après l'annonce des mesures sociales du gouvernement. Selon le bureau national d'orientation générale du mouvement, ce n'est pas fondamentalement l'orientation générale du mouvement » et le syndicat demande l'ouverture de négociations « à tous les niveaux ». L'Union des cadres et techniciens (U.C.T.), qui approuve l'effort en faveur des

catégories défavorisées met cependant « en garde les employeurs, qui confondraient les cadres avec les dirigeants de l'entreprise et s'orienteraient vers un blocage de leurs salaires ».

La Fédération de l'éducation nationale (FEN), qui n'est pas associée à la concertation prévue vendredi « prend acte des mesures décidées le 19 juin » et estime qu'il devrait aller de soi que l'État, premier patron de France par l'effectif de ses salariés, applique à ceux-ci, avec les adaptations nécessaires, mais dans leur esprit du moins, les mesures ainsi décidées ».

Du côté patronal, la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.), « sans nier la nécessité de mesures susceptibles de supprimer les inégalités » s'inquiète de l'avenir des petites entreprises et cite un proverbe suisse : « On ne peut pas arroser à la fois le beurre, le lait, et le bœuf », surtout, ajoute la C.G.P.M.E., « si on bute la vache tout en la privant de nourriture ».

L'APPLICATION DU PLAN SOCIAL AUX D.O.M.

M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, a présenté jeudi après-midi 20 juin une série de mesures qui constituent l'application aux départements d'outre-mer du plan social du gouvernement. Les allocations familiales, le salaire minimum et le minimum vieillesse seront augmentés selon les mêmes taux qu'en métropole. En outre, le minimum de la prime globale sera augmenté (la prime globale consiste à allouer à chaque famille d'un D.O.M. la moyenne de ce que reçoit une famille métropolitaine en prestations sociales). Cette somme n'est toutefois pas versée intégralement à la famille, une partie va au Fonds d'aide sociale obligatoire ; une allocation-logement va être instituée (un projet de loi sera soumis au Parlement) ; la gratification des caristes sera étendue aux établissements du premier cycle du second degré et à l'enseignement technique ; une allocation rentrée scolaire sera attribuée et le montant de l'enveloppe destinée à l'allocation de chômage sera augmentée de 3 millions de francs.

AUGMENTATION DES OFFRES ET DIMINUTION DES DEMANDES D'EMPLOI NON SATISFAITES EN MAI

Selon les statistiques du ministère du travail, la situation de l'emploi est améliorée, en mai, ce qui est habituel en cette période de l'année. Le niveau de l'emploi est cependant moins favorable qu'en mai 1973.

Les offres d'emploi non satisfaites, corrigées des variations saisonnières, ont augmenté : 251 400 fin mai au lieu de 232 800 fin avril (7,96 %), mais 281 800 il y a un an (-2,97 %).

Les demandes d'emploi non satisfaites ont diminué : 428 800 fin mai au lieu de 438 000 fin avril (-2,08 %), mais 374 600 il y a un an (-12,33 %).

Quant au nombre des chômeurs, il est aussi en diminution : 141 700 fin mai au lieu de 145 700 fin avril (-2,85 %), mais 125 200 il y a un an (+12,82 %).

AUGMENTATION DES RÉMUNÉRATIONS À E.G.F. ET AUX CHARBONNAGES DE FRANCE

Les signataires de la convention salariale d'Electricité et de Gaz de France (C.G.T., C.F.D.T., F.O., U.N.C.M. et C.F.T.C.) ont obtenu un relèvement du salaire de base de 5,5 % au 1^{er} juillet, dont 1,5 % rétroactif au 1^{er} mai (les précédentes majorations avaient été de 2,5 % le 1^{er} février, de 3 % le 1^{er} mai, soit 8,50 % de l'année). Une nouvelle augmentation pourrait intervenir en septembre en fonction de l'évolution du coût de la vie.

Aux Charbonnages de France, la commission d'application de l'accord salarial de février 1972, signé entre la direction, la C.F.T.C., F.O. et la C.G.C., a décidé une augmentation de 3 % des salaires à compter du 1^{er} mai, ce qui porte à 8,3 % l'augmentation intervenue depuis le début de l'année. Il a été décidé d'autre part, un relèvement du salaire minimum mensuel garanti, qui passe de 1 290 F à 1 342 F.

Dans la presse hebdomadaire

Le bonheur austère ?

Les deux volets du programme économique et social du gouvernement sont désormais connus. La presse hebdomadaire se demande si la thérapeutique est adaptée au mal. Pour Gérard Jullien, dans L'UNITE, « la France est malade d'inflation ». Chacun sait que ce n'est pas avec des remèdes de cheval qu'on peut redresser une situation. Il faut que l'on fasse tomber brutalement la fièvre, mais pour laisser le malade dans quel état ? La France ne sera sans doute pas frappée d'embolie ».

Pourtant, Maurice Roy, dans LE POINT, note que les méthodes du nouveau ministre de l'économie et des finances tranchent avec celles de son prédécesseur. « Au regard de la délicate homéopathie giscardienne, observe-t-il, le « journaisme » est une grosse erreur ». Il coupe, il taille dans le vif, sans souci des équilibres. Là où Giscard donnait sa main à l'inflation, et des électeurs de Giscard. Ce choix, selon François-Ermi, dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR, s'explique par « le pari de Giscard pour l'été » : « La consigne est : ne pas frapper les Français avant les vacances et ne pas les frapper directement ; il faut être imaginatif, le chef de l'État a eu sa montre courtoise et habile. Courageux parce qu'il a frappé les entreprises en sachant très bien que par leur intermédiaire, il atteindrait les travailleurs. Après les vacances ».

constaté la « timidité » du plan social : « Giscard d'Estaing se retrousse à la rentrée face à des travailleurs dont le mécontentement n'aura pas désarmé à cause des quelques mesures annoncées, des syndicats dont l'unité sera considérablement renforcée, et dont l'opinion n'aura pas changé ». L'habileté toute seule ne peut pas être une politique ».

Pour LE POINT, note que les méthodes du nouveau ministre de l'économie et des finances tranchent avec celles de son prédécesseur. « Au regard de la délicate homéopathie giscardienne, observe-t-il, le « journaisme » est une grosse erreur ». Il coupe, il taille dans le vif, sans souci des équilibres. Là où Giscard donnait sa main à l'inflation, et des électeurs de Giscard. Ce choix, selon François-Ermi, dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR, s'explique par « le pari de Giscard pour l'été » : « La consigne est : ne pas frapper les Français avant les vacances et ne pas les frapper directement ; il faut être imaginatif, le chef de l'État a eu sa montre courtoise et habile. Courageux parce qu'il a frappé les entreprises en sachant très bien que par leur intermédiaire, il atteindrait les travailleurs. Après les vacances ».

Les mesures sociales annoncées par le gouvernement ne vont pas dans ce sens. « Il faut faire plus que de l'hygiène sociale, estime Dominique Audibert dans LES INFORMATIONS, il restera en fait que par une modification de fond pour lesquelles le traitement de choc devrait enfin succéder aux doses homéopathiques ». Pierre-Jérôme Delphine, dans POLITIQUE-HEBDO, la stratégie du pouvoir : « La nouvelle politique officielle délègue aux patrons le soin de porter les coûts nécessaires au pouvoir d'achat des travailleurs. Une telle délégation ne s'explique pas par les options libérales de la droite giscardienne, mais par la situation de faiblesse où se trouve l'État, qui s'efforce d'apparaître, en conséquence, au-dessus de la mêlée sociale. (...) Deuxième aspect de la démarche gouvernementale : le baume social, pour faire mieux passer la tactique que l'on vient de souligner. (...) Le premier dossier que Chirac a déclaré prêt à examiner avec les syndicats est celui des licenciements collectifs. Le plan d'austérité a cherché cette fois à doter à tout prix un affrontement central, directement politique donc, avec cette « autre France » qui a voté Mitterrand il y a quelques semaines ».

Alexis Cousin ajoute dans FRANCE NOUVELLE, hebdomadaire central du P.C. : « Pour faire passer auprès des travailleurs, de la population, une telle politique, comme le dirait Fourcade, il faut un « consensus ». Et ça, ce n'est pas gagné d'avance. »

À cet égard, Delphine reconnaît dans LA VIE FRANÇAISE-L'OPINION que les mesures sociales ont pour but de « faciliter la rentrée ». « Après les mesures économiques et fiscales, les compensations », note-t-elle. « (...) Reste, avec ce plan enfin complet, mesures économiques et mesures sociales — que les entreprises comme les salariés se doutent bien qu'ils seront mangés. Ils ne savent pas encore à quelle sauce ».

Le plan d'austérité, c'est que le gouvernement se ressente de la faiblesse du pouvoir, qui n'a pas osé agir avec énergie contre les courants fallu et a donné la préférence aux solutions de facilité. A vrai dire, on doit douter de la capacité de la démocratie en France à combattre l'inflation, surtout lorsqu'elle a à sa tête des gens soucieux de courtoisie sociale résolu à tirer toutes les ficelles de la démagogie. Mais combien de Français se rendent compte que l'ère de la facilité est terminée et que la situation impose un saut énergétique tant pour sauvegarder notre économie que pour maintenir la place de notre pays dans le monde ?

Le gouvernement propose un plan intelligent, reconnaît Denys

Clère dans HEBDO T.C.-TEMOIGNAGE CHRETIEN, mais il reste de droite, même s'il se badigeonne de social. Notre confrère note : « Il est évident que, dans un premier temps, [le] comportement inflationniste ne peut être contrebuté que par une modification très profonde de la répartition des revenus, dans le sens d'une grande égalité. Dans un deuxième temps, il faut un changement substantiel dans les conditions d'organisation et la finalité du travail. La lutte contre l'inflation passe par ces modifications de structure ».

Pour LUTTE OUVRIÈRE (trotskiste), « la vérité, c'est que le tandem Giscard d'Estaing-Chirac est tout aussi incapable que le tandem Pompidou-Giscard de mettre un terme à l'inflation, comme le seraient d'ailleurs n'importe quels autres hommes politiques de la bourgeoisie. Les capitalistes ne dominent pas, en effet, leur propre économie. Ils sont impuissants devant les crises et l'inflation. Et toute leur politique, dans une telle situation, consiste simplement à essayer de sauvegarder leurs profits aux dépens des travailleurs ».

François Valéry préfère ironiser dans REFORME. Il écrit : « Le bonheur austère : voilà un adjectif bien propre à adjuver l'âme protestante et à la porter au pinacle de la jouissance morale. (...) Autrement, la société libérale, si elle veut continuer d'exister, est condamnée à la ruine. C'est un moment où l'on peut s'interroger sur les renoncements à des facilités qui nous étaient devenues si familières qu'on ne savait même plus les mettre en question. Passionnante époque ».

« Notre société marche au molène, conclut un des personnages de Wolinski dans CHARLIE-HEBDO, mettez du malheur dans votre moteur et c'est le bonheur. » Le malheur pour les uns et le bonheur pour les autres — T. F.

GIGANTISME. INSUFFISANCE

La Cour des comptes dénonce de nouveau

M. Désiré Arnaud, premier président de la Cour des comptes, a remis, jeudi 20 juin, au président de la République le rapport de l'inspection de la rue Cambon. Les observations contenues dans ce document concernent des comptabilités de

1972 que le premier président a commentées pour la presse jeudi dans la soirée. Comme chaque année, le rapport met en relief la plus ou moins bonne utilisation des deniers publics. Mais le style du travail se modifie :

moins fragmentaires et moins nombreuses, les analyses de la Cour sont plus approfondies, plus complètes sur quelques dossiers importants, qui constituent les morceaux de choix de l'ouvrage. Cette année, l'inspection de la rue Cambon a fait

notamment porter ses efforts sur deux grands projets d'aménagement régionaux : ceux des côtes Languedoc-Roussillon et d'Aquitaine. La Cour met en garde contre les dangers du gigantisme et insiste sur l'ambiguïté du rôle des architectes — à

LANGUEDOC-ROUSSILLON : une opération qui n'a plus le même intérêt

Les sites choisis pour l'aménagement touristique du littoral du Languedoc-Roussillon n'étaient pas nécessairement les plus hospitaliers ni les plus proches des villes de l'intérieur capables de fournir aux stations nouvelles une première clientèle d'acheteurs et un complément attractif. Le site de Leucate-Barcarès, fait remarquer la Cour, cumulait plusieurs handicaps. Situé sur un cordon littoral exposé à des vents violents, dans une région mal desservie par les réseaux de communication et dépourvue de tradition touristique, il ne pouvait s'appuyer sur aucune ville-support. En dépit de ces aléas, il a été décidé de créer sur le lido de Leucate-Barcarès la plus importante de toutes les implantations du littoral avec quatre-vingt-deux mille lits (soit entre le tiers et le quart de la capacité à créer dans l'ensemble des stations nouvelles) et le plus grand port de plaisance de la Méditerranée avec mille huit cents postes à flot, auxquels s'ajoutent les deux cent cinquante prévus à Port-Barcarès et ceux qui desservent les « marinas ».

Une circulaire ministérielle en date du 14 janvier 1974 prescrit pourtant le gigantisme, souligne la Cour. La capacité optimum d'un port de plaisance se situe entre trois cents et six cents bateaux, avec un maximum de huit cents lorsque la création d'un port exige d'importants ouvrages de protection contre la houle. « Le choix de Leucate-Barcarès a eu de graves conséquences financières. Pour y faire face, le budget de la mission a été amputé de crédits importants — et devra l'être encore. Le déclinement de l'ensemble du programme a été sérieusement affecté ».

À propos de la rémunération des architectes, la Cour observe qu'ils ont été réduits par l'État, d'une part, au travers de l'agence d'urbanisme et, d'autre part, à titre individuel, en tant qu'architectes en chef de chaque station. L'un d'entre eux, maître paysan des honoraires supplémentaires de la Société d'économie mixte chargée des travaux d'aménagement. Une troisième rémunération leur est en outre allouée chaque année par l'État pour contrôler la conformité des projets de construction aux plans-masse qu'ils ont élaborés. « Une telle situation, où l'auteur du plan-masse est contrôlé par l'État de contrôler les projets qu'il a lui-même établis pour le compte de promoteurs, n'aurait pas dû être acceptée, en raison des ambiguïtés qu'elle comporte. Il incombait à la mission (administration chargée de l'aménagement) de limiter les interventions à titre privé de ces architectes et de veiller à réduire la rémunération versée pour leur activité de contrôle. Bien au contraire, elle a admis qu'elle soit d'ores et déjà plus que triple ».

Après avoir souligné les difficultés d'ordre commercial et financier rencontrées et les « palatins » qui ont été utilisés selon des « modalités parfois critiques », la Cour conclut : « La pression du marché a imposé de profonds inflexions par rapport aux prévisions. En premier lieu, la consistance de l'opération s'en est trouvée altérée. La défaillance de l'hôtellerie a conduit à donner une large prééminence aux résidences secondaires ; ainsi transformée, il n'est pas certain que l'œuvre entreprise présente encore le même intérêt pour le développement de la fréquentation touristique et l'animation de l'économie régionale ; elle constitue cependant à bénéficier d'un effort budgétaire exceptionnel de l'État ».

En second lieu, le rythme de développement de l'opération a été très sensiblement modifié. Au début de 1974, soit peu de temps avant la date initialement prévue pour son achèvement, l'aménagement touristique du littoral est

loin d'être terminé : la capacité totale d'hébergement installée dans les stations nouvelles n'atteint pas le quart de celle qui doit être finalement réalisée ».

Une analyse théorique

Dans sa réponse, le ministre de l'aménagement du territoire et de l'équipement souligne notamment : « S'agissant d'une opération d'aménagement cohérente et dont les objectifs ont été clairement définis par le gouvernement, confiée à une administration de mission qui devait se décharger des procédures traditionnelles de l'administration, pour réaliser des objectifs qui lui étaient confiés, il ne semble pas possible de porter un jugement sur l'exécution de l'opération sans mesurer les résultats acquis ».

En dix ans, avec un effectif extrêmement réduit (cinq fonctionnaires à plein temps et trois fonctionnaires à temps réduit), plus une dizaine d'agents d'exécution) avec l'aide de quatre sociétés d'économie mixte peu étoffées (une dizaine de personnes par société), la réalisation des architectes en chef et grâce à l'appui des services préfectoraux et des services techniques de l'État, des résultats importants se sont inscrits sur le sol. (...) Aucune analyse théorique (1) ne préconise contre les huit stations nouvelles qui fonctionnent maintenant à la satisfaction de 198 000 clients, contre les neuf ports de plaisance qui reçoivent 4 000 bateaux, contre les 3 800 villas et logements vendus en 1973, contre les 130 000 places de camping qu'occupent pendant l'été, près de 580 000 personnes, contre les 3 000 hectares de forêt replantés et les grands travaux routiers qui ont changé l'aspect de la région ».

À propos du choix du site de Barcarès-Leucate, le ministre précise que le lido de Leucate-Barcarès construit, la seule zone non encore obérée du littoral des Pyrénées-Orientales, et qui présentait une valeur touristique certaine : entre mer et étang, il bénéficiait d'un vaste paysage naturel avec un arrière-fond de montagne. En outre, Leucate-Barcarès était localisé dans la partie nord des Pyrénées-Orientales et la partie sud de l'Aude, qui étaient les zones où l'activité économique avait besoin d'être animée.

(1) Au cas présent, la Cour a procédé à des vérifications sur place, nombreuses et approfondies, dans les administrations et les S.E.M. et elle a longuement entendu les autorités responsables aux niveaux local, régional et central. (Note de la Cour.)

COTE AQUITAINE : un monopole pour les architectes

L'aménagement de la côte Aquitaine confiée à la mission interministérielle pour l'aménagement de la côte Aquitaine est critiquée par la Cour, notamment sur trois points :

— Des mesures de protection foncière n'ont été décidées que plus de trois ans après la création de la mission ;

— Des avis favorables donnés à d'importants lotissements ont jalonné le coût pour la puissance publique de l'aménagement des premières unités, à Lacanau en particulier, et d'autres avis ont été émis, pour l'unité principale n° 7, par exemple, dans des conditions peu satisfaisantes en regard à la doctrine définie par la mission elle-même sur l'utilisation privée des rives des étangs ; la Cour souligne la nécessité d'une application stricte des directives du comité interministériel d'aménagement du territoire aux termes desquelles les terrains bordant la mer, les lacs, les rivières et le futur canal seront, en principe, réservés à une utilisation publique ;

— Les architectes chargés d'étudier les esquisses d'aménagement des neuf unités principales, puis les documents d'urbanisme qui les précèdent, ainsi que de conseiller la mission sur les demandes d'autorisation présentées par les constructeurs sont en fait assez souvent appelés à intervenir en tant que maîtres d'œuvre privés dans la réalisation des opérations inscrites au schéma : la Cour estime qu'il serait regrettable que cette situation aboutisse, dans une certaine mesure, à la création de monopoles de fait.

En conclusion, la Cour demande que les « dotations budgétaires soient gérées avec plus de rigueur, que soient abandonnées des procédures coûteuses et difficilement conciliables avec le respect de la sincérité des écritures budgétaires — employées pour compléter les crédits de fonctionnement de la mission — enfin qu'il soit procédé par celle-ci à un contrôle plus efficace des conditions de réalisation de cet important programme d'aménagement ».

Certaines erreurs

En réponse, le ministre de l'aménagement du territoire et de l'équipement écrit en particulier : « Il est évident qu'en étudiant la gestion de la mission interministérielle pour l'aménagement de la côte Aquitaine, la Cour des comptes a pu relever certaines

erreurs, certains manquements aux règles administratives qui, à la suite du récent contrôle, ont été immédiatement redressés. On peut toutefois se demander si un organisme tel qu'une mission interministérielle, face à la complexité de sa tâche, est bien doté de tous les moyens indispensables pour mener à bien sa politique, et souhaiter qu'à cet organisme collaborent les représentants des ministères ayant un rang suffisant pour engager leur responsabilité ».

« Au sujet de la rémunération des architectes, le ministre précise : « Lors de la passation des contrats avec les architectes chargés d'étudier le schéma des unités principales d'aménagement, il leur a été bien précisé que leur situation d'architectes responsables des unités d'aménagement ne devait en aucune manière déboucher sur le monopole des opérations dans leur unité. Il a été admis qu'ils pourraient prendre la responsabilité d'une opération promotionnelle, mais que les promoteurs seraient libres de retenir l'architecte de leur choix ».

« La déontologie des usages professionnels doit s'appliquer ici : elle admet qu'un architecte responsable d'un plan d'urbanisme puisse participer pour un maximum de 20 % aux opérations architecturales de sa zone. Il apparaît souhaitable qu'un architecte responsable d'un urbanisme puisse témoigner par un exemple particulier de la matérialisation architecturale de son projet d'ensemble ».

AÉROTRAIN LA DÉFENSE-CERGY-PONTOISE : pas de garanties suffisantes

Si bien que la mise en service de la ligne d'aérotrain entre le quartier d'affaires de la Défense (Haute-de-Seine) et la ville nouvelle de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) ait été successivement annoncée pour 1976 au lieu de 1975, puis pour 1977, « il est désormais exclu qu'elle puisse avoir lieu avant la fin de 1978 ».

Il avait été envisagé d'aménager une liaison ferroviaire provisoire mais, en raison de la dépense supplémentaire d'environ 100 millions de francs qu'elle aurait entraînée, il y a été finalement renoncé au profit d'un effort d'amélioration des liaisons routières.

« La décision de lancer entre la Défense et Cergy un système d'aérotrain a été prise sans que soient réunies des garanties techniques suffisantes et définies de manière approfondie les caractéristiques particulières de la ligne projetée. En dépit du retard de l'opération, « il n'est pas certain que puisse être mis au point dans un délai rapproché le moteur linéaire qui doit offrir les garanties nécessaires de fiabilité et de robustesse exigées pour l'usage intensif auquel il sera soumis ».

« En conséquence, les caractéristiques de la voie ne peuvent être arrêtées : les travaux d'infrastructure ne peuvent donc commencer alors que leur réalisation au moins partielle est nécessaire pour procéder à l'expérimenta-

tion des prototypes. La création de cette ligne sera donc à l'origine de conséquences pour l'État sur le plan financier et fera peser des menaces sur le développement ultérieur de la ville nouvelle ».

Des aléas nécessaires

La mise au point définitive d'un système de transport nouveau ne peut être considérée comme achevée qu'avec une expérimentation commerciale en vraie grandeur ouverte aux usagers, écrit en réponse le ministre de l'aménagement du territoire et de l'équipement. « Une telle expérimentation comporte nécessairement des aléas qui sont évidemment source de délais supplémentaires. Ne pas l'accepter reviendrait en fait à condamner, ou du moins à ralentir fortement, le progrès technique dans un domaine où l'innovation apparaît le plus nécessaire ».

Une infrastructure de transport d'un coût de 325 millions de francs peut être rentabilisée par le gain de temps qu'elle procure aux usagers si celui-ci excède en moyenne quinze minutes et si le dix millions de voyages. Même si, au nom de ce seul critère, l'aérotrain n'est rentable que pour une mise en service comprise entre 1980 et 1985, « les compensations effectives avec les autres projets le justifient pleinement, de ce point de vue, très supérieur aux autres solutions envisagées ».

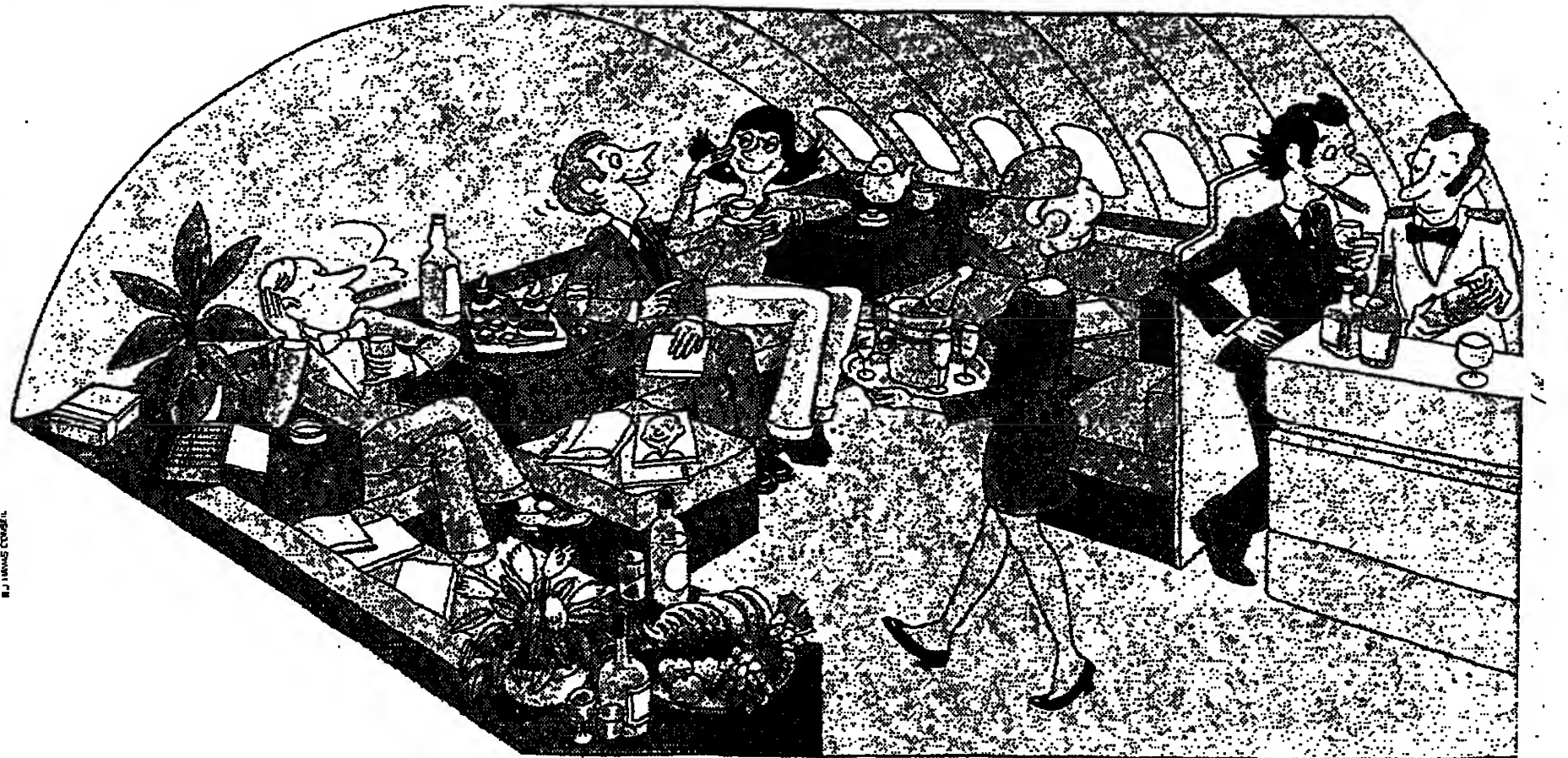
Avec nous, exporter devient simple et sûr



Tél. 538-44-04

Heller Confirming

FactoFrance Heller
Tour Maine-Montpernasse
33 Av. du Maine 75755 Paris cedex 15



4 JUILLET 1974, UNE NOUVELLE EXCLUSIVITE POUR LES PASSAGERS D'AIR FRANCE: LE BOEING 747 SUR PARIS-RIO DE JANEIRO-SAO PAULO.

Jeudi 4 juillet, le premier Boeing 747 mis en service par Air France vers l'Amérique du Sud s'envolera de l'aéroport d'Orly à destination de Rio de Janeiro et Sao Paulo, via Dakar. Départs : tous les jeudis à 22h00 et samedis à 9h30. Sur cette ligne, Air France sera ainsi la seule compagnie à offrir à ses passagers l'espace et le confort du fameux Jumbo Jet. Ils goûteront les qualités traditionnelles du service Air France à bord du 747 : boutique

de bord, prestige de la cuisine, buffet (en classe économique) dressé en dehors des heures de repas, etc. Quant à la première classe, beaucoup d'étrangers choisissent Air France spécialement pour elle... et son bar-salon, lieu de rencontre et de détente à l'ambiance particulièrement agréable tout au long du vol. Avec le Boeing 747, vous aurez donc une nouvelle raison de préférer Air France lors de

vos prochains voyages vers l'Amérique du Sud... Comme vers les 26 autres destinations que desservent dans le monde le Boeing 747 d'Air France au départ de Paris. Pour tous renseignements, consultez les Agences de voyages ou Air France (liste des Agences sur demande à Air France Cedex 876-75300 Paris).

AIR FRANCE

JEAN-YVES HABERER

la fièvre atlantique roman

«Une fiction bien organisée où la réalité et le rêve, goguenards se défient»

LE QUOTIDIEN DE PARIS

CHRISTIAN BOURGEOIS EDITION

501 11 11 11

DES ÉTUDES PRÉALABLES

la mauvaise utilisation des deniers publics

La fois contrôleurs et contrôlés — dans ces grands projets d'aménagement, implicitement, la Cour des comptes ne peut pas se prononcer sur la poursuite ou l'arrêt des travaux entrepris.

Le marché d'intérêt national de Rungis, l'Aé-

rotrain la Défense-Cergy-Pontoise, le quartier de la Défense à Paris sont également l'objet de développements intéressants.

Au cours de la conférence de presse qu'il a donnée jeudi soir, M. Désiré Arnaud a expliqué, en réponse à une question qui lui était posée, que le coût trop élevé de nombreux travaux et projets s'expliquait surtout par la manque ou l'insuffisance d'études préalables, mais aussi par la faible concurrence, beaucoup de marchés étant pas-

AMÉNAGEMENT DU QUARTIER DE LA DÉFENSE : un équilibre fragile

Motivée par la nécessité d'assurer l'équilibre financier du quartier de la Défense (Rungis-de-Seine), la décision interministérielle du 9 février 1972 de porter la superficie de bureaux dans la zone A de 950 000 à 1 500 000 mètres carrés, a été prise en compte harmonisée avec le souci de favoriser la décentralisation des activités de bureaux et la répartition des emplois entre les parties ouest et est de la région parisienne.

« Théoriquement assuré, l'équilibre financier n'est pas toujours facile à atteindre en pratique. Or, si pour près de 90 % la surface totale à acquérir dans la zone A est devenue propriété de l'établissement public pour l'aménagement de la région de la Défense (EPAD), il ne convient pas de dissimuler l'importance des travaux d'aménagement restant à exécuter. A la fin de 1972, le montant des opérations engagées depuis l'origine, évalué à 368 millions de francs hors taxes, représentait environ la cinquième des dépenses totales estimées décaissées à 1 906 millions de francs hors taxes.

Le pourcentage de réalisation prévu pour 1973, fixé en 1971 à 81,6 %, a été ramené en 1973 à 56 %. Cette situation est inquiétante car la réalisation des infrastructures et de la dalle qui doit les recouvrir conditionne la poursuite des constructions incombant aux promoteurs.

Quant à l'aménagement de la zone B, le programme, approuvé par un arrêté préfectoral du 28 septembre 1973, porte notamment sur la réalisation du parc

départemental des Hauts-de-Seine, la construction de 100 000 mètres carrés de bureaux dans le centre urbain et de dix logements. Le bilan est en principe équilibré au niveau de 582 millions de francs (base novembre 1972). Or, l'équilibre financier théorique apparaît artificiel à plus d'un titre. Le taux des frais généraux ramené de 10 % à 8 % est faible. L'autorisation d'édifier des immeubles de bureaux n'est pas acquise. Si cette condition ne se réalise pas, il faudrait demander un effort supplémentaire aux collectivités publiques déjà en charge d'importants investissements.

Informes les collectivités

Le ministre de l'aménagement du territoire et de l'équipement répond que l'accroissement du montant des travaux dans la zone A à la charge de l'EPAD s'explique par le développement de l'opération et par les ajustements des prévisions initiales : augmentation de la superficie des bureaux, extension de l'opération du côté des travaux est de 2 379 millions de francs (toutes taxes comprises) soit, par rapport à 1972, une augmentation limitée à 4 %.

Il reste effectivement à arrêter le bilan financier provisionnel de la zone B établi par l'EPAD. « La durée de réalisation de cette zone dépend de décisions émanant de l'établissement, ce dernier a pris toutes dispositions utiles pour informer les administrations et collectivités concernées ».

AGRICULTURE : manque de rigueur et inadaptation économique des aides aux industries de transformation

« L'octroi de la prime d'orientation agricole (P.O.A.) subvention aux investissements se caractérise par des incertitudes, un manque de rigueur et une procédure peu adaptée aux nécessités économiques », note la Cour des comptes.

Créée en 1964, la P.O.A. est une subvention en faveur des entreprises de stockage, de transformation et de commercialisation des produits agricoles et alimentaires pour des investissements réalisés lors d'opérations de création d'extension, de regroupement ou de modernisation.

A l'examen des quelque cent cinquante primes allouées chaque année dans ce secteur, la Cour relève à la prise en considération de facteurs techniques, économiques, sociaux et financiers tels que la dimension des unités de production et la restructuration des entreprises, mais aussi la qualité des équipements, le dynamisme des firmes, la création d'emplois ou les possibilités d'exportation.

Néanmoins, elle note qu'« aucune directive par secteur ou par branche d'activité n'a été émise, affirmant le caractère déterminant des créations d'emplois et de l'écoulement des produits agricoles, malgré l'importance attachée par le Plan à ces objectifs ».

Cela devait conduire à « accorder l'aide financière de l'Etat à des projets dont l'échec était prévisible ». Le rapporteur cite notamment le cas de l'installation d'une conserverie de fruits et légumes à Casamozza, en Corse.

« Le taux de subvention, exceptionnellement élevé, était fixé à 65 % et dépassait le plafond réglementaire (40 %) dès 1969. Il apparaît que l'installation serait difficilement viable (...); les décaissements ont été élevés, dépassant 4 millions de francs en 1971. Ils ont été couverts par l'Etat au titre des « subventions économiques », mais en 1973 la conserverie a dû être fermée.

Le rapporteur relève d'autres exemples de dépenses incohérentes

des fonds publics : les aides aux abattoirs sont distribuées sans tenir compte du plan arrêté en 1968 ; les P.O.A. sont versées indistinctement à des marchés d'intérêt national ou à des stations fruitières qui entrent le plus souvent en concurrence.

Or, la Cour estime que, « étant donnée l'importance des besoins, les concours financiers de l'Etat n'auraient dû être attribués qu'aux entreprises ayant subi la création de ces organismes. Les autres, qui ne sont que des sociétés d'exploitation, ne devraient pas bénéficier de l'aide publique. Les aides, qui ne sont que des sommes considérables, ne représentent sans doute pas des sommes considérables ; il n'en demeure pas moins qu'elles ne devraient pas bénéficier de la prime d'orientation agricole, qui ne peut servir qu'à la restructuration des entreprises et à la création d'emplois.

Dans sa réponse, le ministre de l'agriculture et du développement rural précise les buts visés à travers la prime d'orientation agricole, soulignant notamment que son administration a « toujours refusé de considérer les industries agricoles et alimentaires comme un « fourre-tout » susceptible d'absorber n'importe quel produit agricole qui ne pourrait trouver de débouché ».

De son côté, le ministre de l'aménagement du territoire, de l'équipement et des transports estime que « l'absence de sélection peut difficilement être illustrée par l'affaire de la conserverie de Casamozza qui témoigne, au contraire, d'un choix politique non contestable : celui de développer l'économie corse, malheureusement désemparée en l'absence par un dossier insuffisant qui a mené aux errements relevés par la Cour ».

CENTRE NATIONAL POUR L'EXPLOITATION DES OCÉANS : gaspillage en informatique

Les critiques de la Cour des comptes à l'encontre du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEOX) sont de divers ordres. Les unes découlent de situations et de faits antérieurs à la création par la loi du 3 janvier 1967 de cet établissement public à caractère industriel et commercial, ou elles sont dues à des pressions extérieures exercées sur le CNEOX depuis la création de cet organisme. Les autres sont, au contraire, imputables au CNEOX lui-même.

Le premier reproche émis par la Cour des comptes concerne l'imprécision de la mission attribuée au CNEOX par la loi du 3 janvier 1967, « notamment dans la nature des rapports que le nouvel organisme doit entretenir avec les établissements plus anciens ».

Des conflits graves ont opposé le CNEOX à l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (I.S.T.P.M.) et à l'Office de recherche scientifique et technique outre-mer (O.R.S.T.O.M.). La Cour reconnaît que les torts sont partagés.

« Dans un champ d'action aussi vaste l'exploitation de la matière vivante dans le cas de l'I.S.T.P.M., les recherches en océanologie et hydrologie dans le cas de l'O.R.S.T.O.M. de telles interférences n'auraient pas présenté de graves inconvénients si le CNEOX s'était mieux attaché à faire précéder le rôle de coordination qui lui est dévolu et si les établissements intéressés s'étaient, de leur côté, mieux prêtés à lui faciliter l'exercice de cette mission.

Cependant, « la difficile mais nécessaire mission de coordination, qui était l'une des principales raisons d'être du CNEOX, (...) n'a été que très imparfaitement remplie ».

Il serait souhaitable que des mesures fussent prises pour remettre fin à une concurrence excessive entre des organismes qui devraient coopérer plutôt que se comporter en rivaux.

Mais l'essentiel des critiques de la Cour des comptes concerne,

évidemment, les dépenses du CNEOX dans son domaine d'activité propre : « Le développement très rapide de ses interventions n'a pas toujours tenu suffisamment compte de ses moyens financiers, pourtant en forte progression », en outre, les conséquences prévisibles des actions entreprises n'ont pas toujours été étudiées avec assez de soin. La Cour rappelle que les dépenses de fonctionnement du CNEOX sont passées de 20 millions de francs en 1970 à 40,5 millions en 1973 et ses dépenses en capital à 11,1 de 50,3 millions en 1970 à 19,3 millions en 1973, la quasi-totalité de ces ressources provenant de deux subventions du ministère du développement industriel et scientifique.

Dans ses critiques adressées aux dépenses de fonctionnement, la Cour des comptes a retenu l'informatic et la gestion des navires.

« Les dépenses d'emploi des ordinateurs sont passées de 174 147 francs en 1969 à 4,6 millions de francs en 1973. Cette évolution a été marquée par certaines erreurs. Ainsi, le CNEOX dispose actuellement de trois ordinateurs de dimensions et de marques différentes, qui ne sont susceptibles d'aucune interconnexion. Le plus important et le plus récent, qui appartient à la série C.I.J. 1000, a été installé dans les locaux du centre océanologique de Brest en novembre 1971. Cet appareil, bien avant la mise au point de ses programmes d'utilisation, est resté de longs mois inemployé, alors que le prix mensuel de sa location dépassait 200 000 francs.

Pour les navires, la Cour reconnaît que l'augmentation des dépenses (6 070 000 francs en 1969, 17 000 000 francs en 1973) est due en grande partie à l'extension de la flotte du CNEOX, qui compte maintenant neuf bâtiments de surface et deux câgins d'exploration sous-marins.

« Il paraît souhaitable que, pour l'ensemble de sa flotte, même s'il ne prend pas en charge directement son armement, le CNEOX centralise la gestion afin d'obtenir une utilisation commune au profit de plusieurs organismes rendant la gestion plus économique, plus saine et plus judicieuse que possible ».

Dans les dépenses d'équipement, le rapport de la Cour des comptes critique à la fois la mise en œuvre simultanée de trop nombreuses actions et la répartition systématique des marchés lors de la construction des centres océanologiques de Brest et du Pacifique.

A propos de la construction du centre du Pacifique à Vaisoo (Tahiti) la Cour note que « c'est sur des domaines fonciers simplement loués à titre précaire à de nombreux propriétaires locaux que le CNEOX a commencé à édifier en 1972 un centre océanologique dont le coût total est estimé à 16 millions de francs. Au surplus, l'erreur a été commise de reprendre sans modification les dispositions des deux centres précédemment par l'autorité militaire, alors que la différence de celle-ci l'intention était de construire des installations permanentes et coûteuses. Il en résulte qu'en 1980, soit moins de cinq ans après l'achèvement du centre, les propriétaires des terrains se verront automatiquement, aux termes des contrats, attribuer la propriété des constructions ».

FAITS ET CHIFFRES

Economies étrangères

● LA BALANCE DE BASE DES ETATS-UNIS (opérations courantes et mouvements de capitaux à long terme) a été excédentaire de 2 008 milliards de dollars au premier trimestre. Elle avait été déficitaire de 498 millions de dollars au quatrième trimestre 1972, et excédentaire de 1 922 milliard de dollars au premier trimestre. L'excédent du premier trimestre est essentiellement attribué aux rapatriements de capitaux opérés par les compagnies pétrolières américaines. Toutefois, ce redressement spectaculaire ne paraît pas devoir se confirmer au cours des prochains mois. — (Agefi.)

● LE NOMBRE DE CHOMEURS EN GRANDE-BRETAGNE a atteint à la mi-juin son niveau le plus bas depuis 1959, avec 543 036 « sans-emploi » (2,2 % de la population active). Le nombre des chômeurs est en baisse de 18 810 par rapport à mai dernier, et de 32 250 par rapport à juin 1973. Le ministère de l'emploi et de la productivité estime cependant que la baisse du chômage aurait dû être plus importante, compte tenu des mouvements saisonniers de l'emploi.

Industrie

● DES CONVERSATIONS sont en cours entre deux firmes d'ingénierie française : COCEI (du groupe Lebon) et TECHNIP. Elles ont pour objet, précise TECHNIP, « de définir les modalités d'une collaboration étroite, permettant aux deux sociétés de répondre de façon plus adaptée au développement du marché de l'ingénierie », et pourraient se traduire par une prise de participation de TECHNIP dans le capital de COCEI.

● LA SOCIÉTÉ ITALIENNE MONTEDISON, un des majors de l'industrie chimique mondiale, va prêter son assistance à l'Etat argentin pour l'aider à doter le pays d'une importante industrie pétrochimique destinée à terme à couvrir ses propres besoins, mais également à ouvrir sur les marchés internationaux. L'accord récemment signé à Buenos-Aires prévoit en outre la mise en valeur des ressources énergétiques de l'Argentine.

Syndicats

● CITROËN : PROTESTATION DE LA C.G.T. contre l'attaque d'un délégué cégétiste et d'un ouvrier, à l'usine de Levallois. Selon la C.G.T., les deux salariés, qui voulaient protester contre les conditions de travail, ont été « frappés à coups de poing et d'objets métalliques » par « une vingtaine d'hommes de main de la direction, notamment connus pour leur appartenance à la C.F.T. ».

Les studios de l'Avant-Seine sont aux premières loges sur Paris. Vous y faites un placement bien en vue.

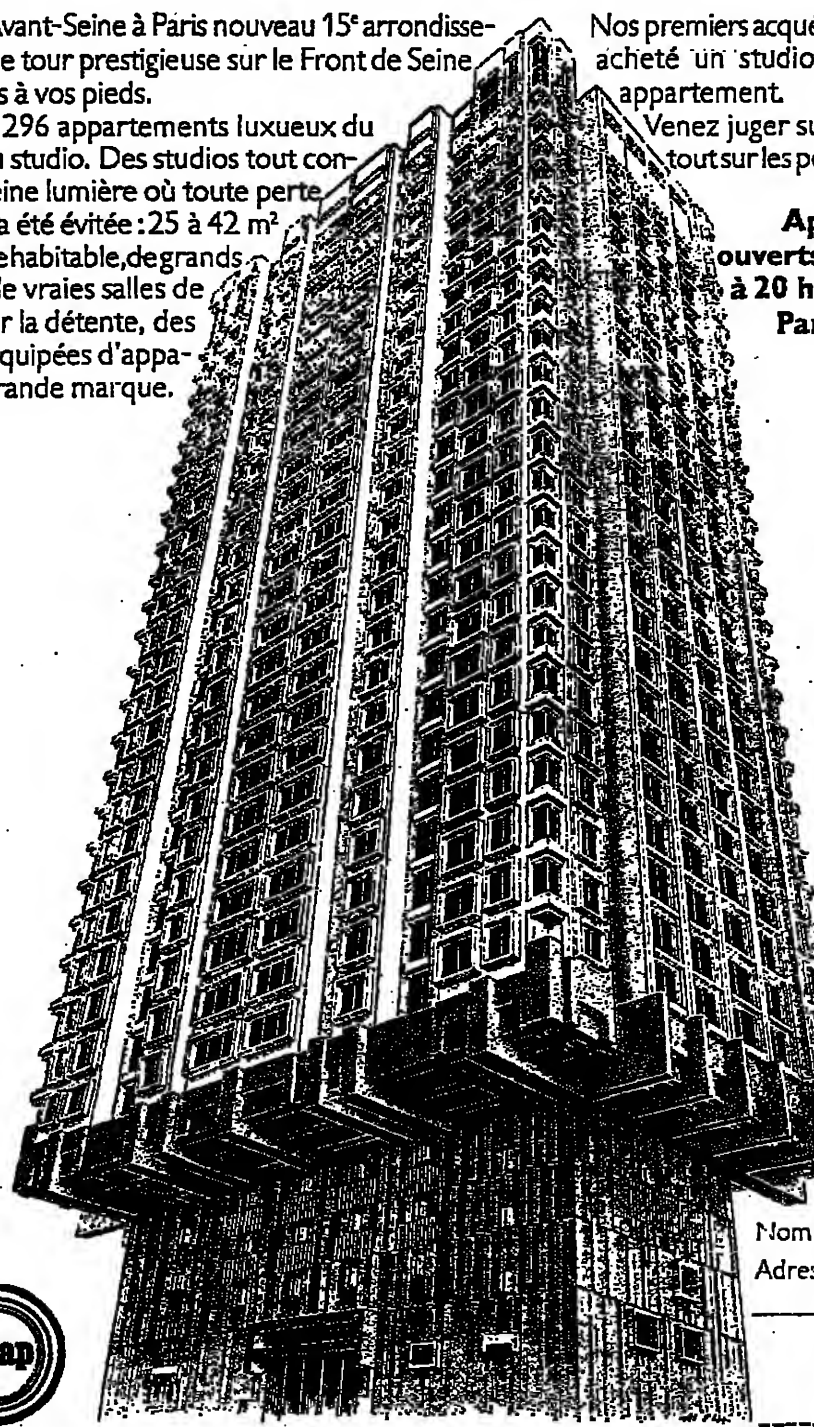
L'Avant-Seine à Paris nouveau 15^e arrondissement. Une tour prestigieuse sur le Front de Seine. Tout Paris à vos pieds.

Là, 296 appartements luxueux du duplex au studio. Des studios tout confort et pleine lumière où toute perte d'espace a été évitée : 25 à 42 m² de surface habitable, de grands séjours, de vraies salles de bains pour la détente, des cuisines équipées d'appareils de grande marque.

Nos premiers acquéreurs sont satisfaits. Ils ont acheté un studio, ils louent un véritable appartement.

Venez juger sur place, nous vous dirons tout sur les possibilités de l'Avant-Seine

Appartements témoins, ouverts tous les jours de 11 h à 20 h, 51, quai de Grenelle, Paris 15^e - Tél. 577.68.21.



Pour demander le programme, retourner ce bon à SOFAP 64, rue de Lisbonne 75008 PARIS

Nom _____ Adresse _____ Tél. _____

Prix fermes et définitifs L'AVANT-SEINE

20 millions dépensés en pure perte

La Cour s'en prend ensuite au sous-marin porte-plongeurs Arggyronète, dont la construction, entreprise en 1969 conjointement par le CNEOX et l'Institut français du pétrole, a été arrêtée sur décision du ministre du développement industriel et scientifique en septembre 1971. Mais près de 20 millions avaient déjà été dépensés en pure perte.

Le rapport de la Cour des comptes reproche à l'Arggyronète, et à juste titre — l'affaire de l'Arggyronète dans le contexte plus général de l'affaire du Centre d'études marines avancées (CEMA) chargé entre autres de construire l'Arggyronète. Le CEMA, « cette association de la loi de 1901, à qui le CNEOX avait précédemment confié d'importantes recherches de physiologie, n'avait pas d'assise financière solide et résolu, dans une certaine mesure, ses problèmes de trésorerie grâce aux marchés prêtés relatifs à l'Arggyronète. Lors de l'adoption de cette opération, le CEMA se trouvait ainsi dans une situation telle que le CNEOX fut invité à conclure avec lui, pour un montant total de 1758 184 F, dont 1671 399 F immédiatement versés, des marchés qui n'étaient en réalité destinés qu'à assurer sa survie. Ces coûteux expédients n'ont fait que retarder de quelques mois la disparition du CEMA. Il fut absorbé par une société privée qui a dû ensuite déposer son bilan ».

LA VIE ÉCONOMIQUE

AGRICULTURE

Le gouvernement accorde une aide de 1,5 million de francs aux producteurs d'artichauts bretons

Le gouvernement a décidé, le 20 juin, à l'issue d'une réunion avec les représentants professionnels, d'accorder une aide supplémentaire de 1,5 million de francs aux producteurs d'artichauts de Bretagne.

M. Christian Bonnet, ministre de l'Agriculture, a précisé que cette mesure avait été prise pour compenser la dégradation des cours sur le marché des artichauts. En outre, elle correspond à la demande formulée la semaine dernière au conseil du Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) par les représentants professionnels.

Cette décision du gouvernement

est intervenue quelques heures seulement après l'ultimatum de M. Alexis Guennepin, président de la Société d'intérêts coopératifs agricoles (SICA), qui menaçait de déclencher une action directe énergique. M. Guennepin, les producteurs bretons avaient déposé 20 tonnes d'artichauts dans la cour de la préfecture de Morlaix.

D'autre part, M. Bonnet a indiqué que le gouvernement français était disposé à fermer les frontières entre la France et l'Espagne, si les Espagnols ne réajustent pas leurs exportations de pêches. Celles-ci étaient considérablement accrues ces derniers jours, provoquant des manifestations des producteurs français.

LA DÉGRADATION DES REVENUS DES AGRICULTEURS

Une « table ronde » se tiendra la semaine prochaine au ministère

Une « table ronde » réunissant le ministre de l'Agriculture et les quatre grandes organisations professionnelles se tiendra la semaine prochaine afin d'examiner la situation des revenus des agriculteurs. Cette réunion a été décidée jeudi par le premier ministre, après une entrevue avec les dirigeants de la F.N.S.E.A.

Le président de cette organisation, M. Debattiste, a déclaré à l'issue de cette audience que

la F.N.S.E.A. demandait que quatre types de mesures soient prises :

- Pour relever les cours des produits sur les marchés, une intervention à des prix supérieurs pour la viande bovine et le porc, le retrait de certains tonnages d'artichauts, l'arrêt immédiat des importations de fruits et enfin la distillation des vins à un prix intéressant ;
- Une aide budgétaire ou un remboursement de T.V.A. afin de compenser les hausses intervenues sur les engrais et les aliments du bétail ;
- Le réajustement à sa valeur réelle du « franc vert » pour compenser la dépréciation de celui-ci par rapport à l'unité de compte européenne. Cette opération conduirait à un relèvement des prix agricoles intérieurs français ;
- Une réactualisation des prix agricoles européens dès le mois d'octobre.

Au congrès des producteurs de blé

M. BONNET SE PRONONCE CONTRE LA SUPPRESSION DES TAXES PARAFISCALES SUR LES CÉRÉALES

« L'agriculture, que l'on considérerait comme un secteur en surcoût, est en train de reconquérir ses lettres de noblesse et sa place dans l'économie moderne », a déclaré le 20 juin le ministre de l'Agriculture, M. Christian Bonnet, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Association générale des producteurs de blé et autres céréales (A.G.P.B.).

En réponse aux revendications propres aux céréaliers, le ministre a tenu à réaffirmer ses convictions européennes. Mais il a précisé qu'il n'était pas question, pour l'instant, de supprimer certaines taxes parafiscales pour le fonds d'action rural et le budget social agricole, comme le souhaite l'A.G.P.B.

Le ministre a ensuite rendu hommage à M. Deleau — « vous êtes le pape de l'agriculture », semble-t-il l'assemblée de l'A.G.P.B. — poste qu'il occupait depuis vingt-deux ans. — (A.F.P.)

Le ministre de l'Agriculture a indiqué que le gouvernement était d'accord avec l'analyse de la situation faite par les dirigeants professionnels et qu'il veillerait à ce que le revenu des agriculteurs ne soit pas en retard par rapport à celui des autres catégories professionnelles.

M. Chirac reçoit ce vendredi l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture, les Jeunes agriculteurs et les organisations mutualistes et coopératives. — (A.F.P.)

ARTISANAT

M. Paul Vauclair, député U.D.R. des Hauts-de-Seine, a été élu président du groupe d'étude des problèmes du secteur des métiers et de l'artisanat, qui rassemble cinquante-cinq députés de toutes tendances.

AFFAIRES

CENT QUINZE ACCORDS DANS LES INDUSTRIES ALIMENTAIRES EN 1973

Dans les industries alimentaires, en 1973, on n'a pas compté moins de cent quinze accords — vingt-deux fusions, absorptions, achats, soixante-treize apports partiels d'actifs ou prises de participation, vingt regroupements sous forme contractuelle ou par création de filiales communes — soit quatre de plus que l'année précédente, alors que le secteur a continué à tenir le pompon de l'inflation. L'indice des prix alimentaires de détail a en effet augmenté de 10,9 % en 1973 contre 8,5 % pour l'ensemble des prix de détail. C'est ce que souligne l'enquête annuelle d'Agra-Alimentation sur « les accords interentreprises dans les industries agricoles et alimentaires » (1).

(1) Les industries agricoles et alimentaires en 1973. Agra-Alimentation, 29, rue du Général-Foy, 92 157 pages, 4 F.

LE GROUPE ALLEMAND BEIERSDORF RACHÈTERAIT NIVÉA

La firme Beiersdorf, important fabricant allemand de produits cosmétiques, se proposerait de racheter la société française Nivéa. A cet effet, une offre publique d'achat sur les actions Nivéa aurait été déposée à la Chambre syndicale des agents de change, qui, conformément à la réglementation, a suspendu les cotations sur cette valeur à compter du 19 juin.

Le groupe Beiersdorf, qui occupe une place de tout premier plan sur le marché allemand des cosmétiques et fabrique aussi des parfums, a réalisé en 1973 un chiffre d'affaires de 500 millions de DM (1 milliard de francs environ). Il compte parmi ses principaux actionnaires la société d'assurances Allianz.

Nivéa réalise un chiffre d'affaires de 34,5 millions de francs en fabriquant des produits d'hygiène de saonnerie et de parfumerie. Il est également très connu pour ses crèmes solaires. C'est l'une des cinq premières firmes françaises de produits de soins pour le visage.

(PUBLICITE)

REPRÉSENTANT OU DISTRIBUTEUR

Une entreprise espagnole de premier ordre et en pleine expansion désire disposer en exclusivité pour la vente des articles de sa fabrication de : PORTE-MANTEAUX, PRÉSENTOIRS, COMPTOIRS, RAYONNAGES, etc. Nous sommes au premier rang du marché aussi bien par les ventes que les modèles que la qualité et les prix.

Adressez la réponse au numéro 3.514, Publicité MYB - Urgel 49-51 Barcelone, 15 - ESPAGNE

BANQUE

Le relèvement du taux de l'escompte annonce-t-il un nouveau renchérissement du crédit ?

Le relèvement massif du taux d'escompte, porté jeudi 20 juin de 11 % à 13 % par la Banque de France, annonce-t-il un nouveau renchérissement du crédit ? Cette augmentation de deux points — la plus forte qui ait été enregistrée depuis longtemps — porte, en tout cas, le taux français au niveau le plus élevé des pays occidentaux devant la Grande-Bretagne. Elle annonce une politique d'argent cher, conjuguée avec les restrictions quantitatives sur le crédit et destinée à lutter contre l'inflation en réduisant la demande. Certes, les variations du taux d'escompte n'exercent plus une influence directe sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, abstraction faite des prêts immobiliers anciens qui lui

sont rattachés, et dont les échéances risquent d'être majorées. Aujourd'hui, c'est le taux d'intérêt sur le marché monétaire, où se refinancent en partie les banques, qui joue un rôle directeur. Ce taux, contrôlé par la Banque de France, vient de monter aux environs de 14 %, et a entraîné une hausse du taux de base des établissements pour la totalité de leurs crédits à court terme.

Mais les autorités monétaires, en relevant aussi fortement le taux d'escompte, veulent le rapprocher du taux réel pratiqué sur le marché monétaire, indiquant ainsi que la tension accrue sur le coût du crédit est appelée à se maintenir. Le recours aux financements bancaires sera donc non seulement raréfié mais renchéri. Cette politique sera critiquée par ceux qui jugent inflationniste la hausse des taux d'intérêt, incorporée dans les prix, mais elle fait partie intégrante du plan de « refroidissement » lancé par le gouvernement. Priorité est donnée au freinage quantitatif, quels que soient les inconvénients qui puissent en résulter à court terme.

L'action est globale, non sélective, et va s'exercer immédiatement, quitte à subir des corrections si ses effets deviennent trop radicaux. Elle a reçu l'indulgence des autorités des autres pays, qui ont toujours préconisé une politique d'argent cher et rare pour lutter contre l'inflation.

● LA BANQUE DE FINLANDE a reçu un prêt de 100 millions de dollars d'un groupe bancaire international, dont l'un des chefs de file est la banque Ambros de Londres.

● LA BANQUE MONDIALE va prêter à l'Algérie 167,5 millions de dollars et au Maroc 50 millions de dollars pour le financement de projets de développement économique. Le plus important concerne la construction à Bethioua (Algérie) d'un port pour l'exportation de gaz naturel liquéfié aux États-Unis et en Europe. — (A.F.P.)

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
60 jours	11 1/2	12 1/2	7 1/2
3 mois	12	12 1/2	8 1/2
6 mois	12	12 1/2	9 1/2
1 an	12	12 1/2	10 3/8
2 ans	12	12 1/2	10 7/8

A L'ÉTRANGER

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE

La Bundesbank est favorable à un ralentissement des exportations

De notre correspondant

Bonn. — La Bundesbank considérerait favorablement un ralentissement des exportations allemandes. Telle est la principale conclusion qui se dégage du rapport mensuel de juin de la Banque centrale d'Allemagne fédérale. « Ce serait mieux pour la structure de notre économie », peut-on lire dans ce texte, « si une plus grande partie du produit national brut était utilisée ici plutôt qu'à l'étranger ».

La diminution du rythme de croissance des exportations serait, selon la Bundesbank, la suite logique de la lutte contre l'inflation, entreprise dans d'autres pays et qui devrait amener une baisse des paiements ont en Allemagne. L'institut de Francfort note à ce propos que les pays accusant des déficits importants de leur balance des paiements ont en Allemagne qu'à maintenir peu ou pas de succès du tout avec leur politique de stabilité, mais qu'ils ont pris conscience depuis peu du caractère indispensable de méthodes plus énergiques.

Sans doute la Bundesbank se félicite-elle de l'importance du rôle de la balance courante allemande des paiements : malgré la hausse des produits pétroliers, l'excédent de la balance commerciale de la R.F.A. s'est élevé à 9 milliards de DM (environ 18 milliards de francs) au cours du premier trimestre de cette année. Il représente ainsi 3 % du P.N.B. « C'est une situation intenable à long terme », écrit la Bundesbank.

L'augmentation de 1,5 % en valeur réelle du P.N.B. enregistrée au cours du premier trimestre de cette année par rapport à la période correspondante de 1973 a pratiquement été absorbée par les exportations. La Bundesbank attribue cette croissance au fait que les prix ont augmenté plus vite à l'étranger qu'en R.F.A. et que les délais de livraison des entreprises allemandes sont très courts.

Un ralentissement des exportations offrirait plus de latitude pour répondre à la demande intérieure. Or la Bundesbank estime qu'il faut compter sur une relance

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SERETE

Au cours de sa réunion du 17 avril 1974, le conseil d'administration a approuvé les comptes de l'exercice 1973.

Le bénéfice net après impôt, hors plus-value à long terme, s'est élevé à 4 448 000 F, en augmentation de 19 % par rapport à celui de 1972. La plus-value nette à long terme après impôt est de 34 798 000 F ce qui porte le bénéfice total de l'exercice à 39 246 000 F.

Tenant compte des recommandations du ministre de l'économie et des finances, le conseil propose à l'assemblée générale de limiter l'augmentation du dividende à 5 %, c'est-à-dire à 25,50 F par action, plus avant-découvert, contre 24 F l'année précédente.

Un montant supplémentaire de 1,50 F par action sera reporté à nouveau pour distribution en 1974, égarant ainsi, au titre de l'exercice 1973, une distribution totale de 27 F, en augmentation de 15,5 %.

SILIC

L'assemblée générale extraordinaire, réunie le 12 juin a autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital par tous moyens, en une ou plusieurs fois, jusqu'à un montant maximum de 163 millions de francs, et à émettre directement dans le public des obligations convertibles en actions à concurrence d'un montant maximum de 130 millions de francs.

Le conseil d'administration a décidé l'émission d'un emprunt convertible de 80 millions de francs, sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires et de l'accomplissement des formalités légales, mais n'a pas envisagé de procéder à une augmentation de capital en numéraire.

Le conseil a décidé de faire reprendre directement par Silic la première tranche du centre industriel localisé à Evry (35 000 m² de bâtiments industriels et commerciaux sur un terrain de 7 hectares) dont la réalisation avait été d'abord confiée à une S.C.I. constituée entre Silic et Sofilis ; les premiers bâtiments, déjà presque achevés, seront livrés à partir de juillet à raison de 2 000 m² par mois. Les premiers loyers sont en cours de conclusion.

Le conseil a retenu le principe de la participation de Silic au centre industriel de l'île-Abeau, dans la région lyonnaise, dont le groupe de l'O.C.P. va entreprendre la réalisation d'ici la fin de l'année et du lancement d'un nouveau programme au voisinage de l'aéroport de Molsay-en-France.

S'assurant des ressources nécessaires à l'achèvement de ses programmes en cours à Evry et à Evry, Silic prend ainsi des dispositions qui lui permettront de poursuivre ses investissements et de maintenir la croissance des résultats tout en diversifiant ses implantations, en province comme en région parisienne.

COMPAGNIE MARITIME DES CHARGEURS REUNIS

L'assemblée ordinaire, réunie le 18 juin 1974 sous la présidence de M. Francis C. Fabre, a approuvé les comptes de l'exercice 1973 ainsi que les résolutions qui lui étaient présentées.

Le rapport rappelle qu'au 31 décembre 1973 la flotte exploitée par la C.M.C.R., la Compagnie Fabre, la Nouvelle Compagnie de Paquebots, et les autres sociétés du groupe comprenait cinquante-sept navires d'un port en lourd total de 303 715 tonnes.

La Société navale Chargeurs Réunis-Delmas-Dauphine-Vieljeux a réalisé un chiffre d'affaires de 765 millions de francs.

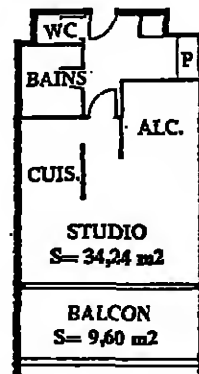
Le dividende net, fixé à 3,50 F par action, sera mis en paiement à partir du 5 juillet 1974. Compte tenu de l'avoir fiscal de 1,75 F, le revenu global par action ressort à 5,25 F (incluant l'avoir reporté à l'exercice précédent).

En réponse à la question d'un actionnaire, le président a indiqué que l'exercice en cours se présentait favorablement, les résultats des cinq premiers mois accusant une progression sur ceux de l'année précédente.

(PUBLICITE)

Entreprise générale suisse cherche financements partiels pour ses affaires immobilières. Participation aux bénéfices de l'opération. Conditions entre les parties selon entente. Garanties à disposition. Discretion assurée. Faire offres sous chiffres 87-50.238 aux ANNONCES SUISSES S.A. ASSA, Fribourg sur Lac 2, CH-2001 Neuchâtel.

à Cannes:
en front de mer:
Le Trident
plage du midi



RÉSIDENT DU TRIDENT : A LA FOIS CANNES ET LA MER...

Pour vivre de tous les plaisirs de la Côte d'Azur et de la Méditerranée : une Résidence exceptionnelle, avec la mer devant votre terrasse la vue sur la Baie et les îles, un accès direct au bord de mer. C'est aussi l'environnement d'un grand parc ombragé, un cadre de vie de standing, un confort fait de finitions soignées, d'équipement "dernier cri" dans votre cuisine.

Grands STUDIOS avec alcove Appartements 2 et 3 PIÈCES (possibilité 4 PIÈCES)

Le Trident

Bureau de vente sur place, boulevard Leader (accès 65, avenue du Docteur-Picquard) Tél. 38.52.44

COMMERCIALISATION
LONGUET-NEEL / GEFIC
Le Gallia - Boulevard Montfleury CANNES Tél. 99.11.45
RÉALISATION PROMO SOLEIL CANNES

سكنى فى الامم

UN JOUR DANS LE MONDE

2. PROCHE-ORIENT
2. ASIE
2. AFRIQUE
- RHODÉSIE : les nationalistes officieux décident de boycotter les prochaines élections.
3. AMÉRIQUES
- ÉTATS-UNIS : le président Nixon s'est efforcé de rassurer le Congrès sur ses promesses en matière nucléaire.
- 3 à 6. EUROPE
- « La Suisse en quête d'un vingt-troisième canton » (II), par J.-C. Bacher.
- PORTUGAL : M. Álvaro Coutinho se prononce pour une véritable indépendance des territoires d'outre-mer.
- U.R.S.S. : avant la visite de M. Nixon, les autorités arrêtent des activistes juifs.
6. DIPLOMATIE
- La politique extérieure de la France portera la marque du changement, déclare M. Giscard d'Estaing.
- LA DÉCLARATION ATLANTIQUE : « La liberté de la France est entièrement préservée », affirme M. Saragat.
- 7 à 10. POLITIQUE
- M. Mitterrand propose un impôt sur les banques.
- L'Assemblée nationale adopte à l'unanimité la loi d'amnistie.
11. JUSTICE
- Des trafiquants de cartes de travail dans les Yvelines condamnés à des peines de prison.
12. SOCIÉTÉ
- Un colloque à Berlin : les ambiguïtés du féminisme.
12. ÉDUCATION
- M. J.-P. Solson, secrétaire d'État aux universités, expose ses projets.
- 13-14. RELIGION
- Deux synodes réunis en Suisse demandent la liberté d'expression pour les théologiens.
14. SCIENCES
- Framatome, Westinghouse et le C.E.A. vont étudier la sûreté des réacteurs à eau pressurisée.

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- Pages 15 à 25
- Les intentions du secrétaire d'État au tourisme.
 - Avant l'été, un bilan de santé des places françaises.
 - De l'écologie à l'écologie.
 - Les safaris-photos.
 - JEUERS : Conserver l'art éphémère.
 - JARDINAGE : Les plantes en vacances.
 - CHRONIQUE SPORTIVE : En marge de la Coupe du monde de football.
 - Mode : Saison : Plaisirs de la table, Épiphanie, Jeux, Philatélie.

28-29. ARTS ET SPECTACLES

- THÉÂTRE : une Phèdre de Racine parvenue par Buzuel.

31. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

- DISTRICT PARISIEN : l'abandon de la voie express : le Conseil s'incline.

35 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- La Cour des comptes dénonce de nouveau la mauvaise utilisation des deniers publics.
- LE PLAN SOCIAL : les organisations ouvrières veulent élargir les négociations à la sécurité sociale, aux immigrés et au droit syndical.
- BANQUES : le relèvement du taux de l'escompte annonce-t-il un renchérissement du crédit ?

LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (30)
Annonces classées (22 et 33)
Cartes (26) ; Informations pratiques (30) ; « Journal officiel » (30) ; Météorologie (30) ; Mots croisés (30) ; Finances (30).

Votre voiture immobilisée ?
Louez-en une chez Europcar
pour réserver, 045.21.25

Le numéro du « Monde »
daté 21 juin 1974 a été tiré à
563 933 exemplaires.

A B C D E F G

A la réunion du conseil supérieur de la marine marchande

« France » à nouveau sur la sellette

Le conseil supérieur de la marine marchande devait se réunir ce vendredi 21 juin, avec à son ordre du jour, l'examen de la situation des navires à passagers, et notamment du « France ».

Si le nombre des passagers qui ont fait des croisières sur les bateaux français a nettement augmenté en 1973 (39 000 personnes au lieu de 31 000 en 1972), la situation de ce secteur de la flotte française est en effet très difficile.

La hausse du prix du carburant — multiplié par quatre depuis octobre dernier — est venue en effet aggraver les conditions d'exploitation des navires français, qui sont depuis longtemps mauvaises. Certes, dans le monde entier, la concurrence des compagnies aériennes a entraîné une réduction du marché du trans-

port des passagers. Il semble cependant que le pavillon français soit plus particulièrement frappé. En 1968, il y avait en France soixante-cinq navires à passagers, dont trente-neuf paquebots ; aujourd'hui, il ne reste plus que vingt navires à passagers, dont quatorze trans-bordiers, et six paquebots : le France, le Renaissance et le Marmoz, le Massilia, le Roussillon et l'île de Beauté ; les trois premiers seuls faisant des croisières lointaines. Et alors que certains armateurs étrangers parviennent à continuer à vouloir miser sur la croisière, les armateurs français se plaignent de la précarité croissante de leurs exploitations, due pour l'essentiel, selon eux, à la nécessité où ils sont d'embarquer uniquement des marins français.

Dans l'immédiat, les navires de croisières les plus menacés sont le France, le Marmoz et le Marmoz.

Le Renaissance, exploité par la nouvelle compagnie de paquebots du groupe des Chargeurs réunis, d'autre part, une décision doit être prise prochainement sur un éventuel désarmement du France à l'automne prochain. On rappelle à ce propos les déclarations de M. Giscard d'Estaing qui, lorsqu'il était candidat à la présidence de la République, avait affirmé, après avoir insisté sur la nécessité de réduire le déficit d'exploitation du paquebot (120 millions en 1974) : « J'espère une solution positive. Si elle ne devait pas l'être, je prends en tout cas l'engagement que la nécessaire serait faite dans le même temps pour assurer, à travers des unités nouvelles et à travers le rachat de nos hommes, une juste compensation à notre personnel maritime. »

« LE NOUVEL OBSERVATEUR » ACCUSE M. PONIATOWSKI DE TENIR DES PROPOS DIFFAMATOIRES

L'hebdomadaire « Le Nouvel Observateur » a protesté, jeudi 28 juin, contre des propos de M. Poniatowski, ministre d'État, ministre de l'Intérieur. Celui-ci, interrogé mercredi 19 juin à l'Assemblée nationale sur le fait qu'un journaliste du « Nouvel Observateur », arrêté pour excès de vitesse, s'était vu demander par la gendarmerie, après consultation d'un fichier central, quelle infraction il avait commise en 1968 (le Monde n° 21 juin), avait notamment déclaré au député qui l'interpellait : « Je pourrais vous répondre que l'histoire que vous me racontez n'est pas exacte. Mais je ne le sais ; je ne sais même pas si le journaliste ne l'a pas inventée pour le bleu-foncé de sa démonstration. »

« Le Nouvel Observateur » estime que ces propos mettent en doute la véracité des faits rapportés par son collaborateur. « Nous considérons, ajoute l'hebdomadaire, l'expression de ce doute comme diffamatoire puisque elle ne repose sur aucune enquête précise et n'est étayée d'aucune preuve. Le ministre a d'ailleurs précisé lui-même qu'une enquête était en cours. Cette réaction du ministre nous paraît grave, car elle s'attaque directement et avec légèreté à ce qui constitue une qualité essentielle du journalisme, sa crédibilité. »

LATREILLE
SON RAYON
GRAND TAILLEUR
Coupe « CREATION », 3 essayages
Costumes et parades
de 1950 à 1950 F
62, St-André-des-Arts, 6^e
PARKING RÉSERVÉ
CATALOGUE SUR DEMANDE

POUR VOS VACANCES 1974 NAUTIC VOYAGE

vous propose ses Maisons-Boats à 4 couchettes, aménagées, sans permis, en Bourgogne et en Camargue.

Renseignements et inscriptions
8, rue de Biliac - 75003 PARIS
Tél. 334-86-80 et 330-81-98

A 20 MINUTES DE L'ÉTOILE
AUTOROUTE DE L'EST, 5^e SORTIE ÉTOILE
64, ROUTE DE VERSAILLES - LOUVIÈRES TEL 969.84.53

RÉCEPTIONS
MANIFESTATIONS
DIVERSES

MARIAGES
REPAS D'AFFAIRES

AuBerge Cœur Volant
Cadre de Verdure Unique MAGNIFIQUES SALONS

Plus de 15 marques - 300 pianos, orgues et claviers exposés
LOCATION VENTE PAR PIANO BAIL en 3, 4 ou 5 ans
RAMEAU, C. SAUTER, K. KAWAI
STEINWAY, TCHAIKKA, BALDWIN, etc.
piano center
LA PLUS GRANDE EXPOSITION DE FRANCE
71, RUE DE L'ÉGLISE 92250 LA GARENNE - TEL. 242.26.30 ET 782.75.67

Sur les marchés des changes

RAFFERMISSEMENT DU FRANC

Le franc s'est raffermi ce vendredi 21 juin sur les marchés des changes. À Paris, il s'est apprécié contre dollar, qui vaut 4,81 F contre 4,82 F, et surtout contre deutsche-mark, qui revient à 1,83 1/2 F contre 1,84 3/4 F. Ce raffermissement est attribué aux mesures restrictives prises par le gouvernement, et à la montée des taux d'intérêt sur la place de Paris, où le taux de l'argent au jour le jour a atteint 14 1/4 % au fin de semaine.

M. MICHEL HOUSSIN DEVIENT P.-D.G. DES PUBLICATIONS DE « LA VIE CATHOLIQUE »

Le mandat de M. Georges Hourdin, président-directeur général des publications de la Vie catholique, venant à expiration, le conseil d'administration de cette société a élu pour le remplacer, M. Michel Houssin.

(Né le 5 juillet 1921 à Paris, M. Michel Houssin a été sous-directeur à Beyrouth des exploitations en Syrie et au Liban de la Compagnie générale du Levant (1946-1951), adjoint à l'administrateur délégué, puis directeur général au Liban de la Compagnie du port de Beyrouth et administrateur de la Compagnie libanaise de télévision (1951-1952). Il est, depuis cette date, administrateur-directeur général adjoint des publications de la Vie catholique et de l'Éditeur, administrateur des éditions du Cerf et des éditions du Temps présent, président de la société presse-informatique. Il a été élu en 1968 vice-président du syndicat de la presse hebdomadaire paritaire. En 1972, il est devenu associé, avec dix-huit parts, de la Société le Monde.)

NOUVELLES BRÈVES

● Un séminaire des Nations unies sur « La promotion et la protection des droits de l'homme des minorités nationales ethniques et autres », se tiendra à Ohrid, en Yougoslavie, du 25 juin au 3 juillet. Les représentants de trente-trois pays de tous les continents et systèmes politiques ont été invités à participer au séminaire, ainsi que le Conseil de l'Europe, la Ligue des États arabes, l'Organisation de l'Unité africaine, l'Organisation des États américains. — (A.F.P.)

● Le Cercle universitaire de solidarité africaine organise, du 22 au 29 juin, à Paris, une semaine d'action culturelle et sociale en faveur des victimes de la sécheresse au Sahel. Des conférences, une exposition auront lieu au Foyer international d'accueil de Paris (FIAP), 30, rue Cabanis.

● M. Pierre Chatenet est nommé président d'une nouvelle filiale de la C.G.E. La Compagnie générale d'électricité va créer une nouvelle filiale spécialisée dans la promotion du transport par véhicule électrique dont la raison sociale sera Cotavel. La présidence de cette société a été confiée à M. Pierre Chatenet, âgé de cinquante-sept ans. M. Chatenet fut successivement ministre de l'Intérieur dans le gouvernement de M. Michel Debré (de 1959 à 1961), président d'Euratim, puis de la Commission des opérations de Bourse (COB). Il est membre du Conseil constitutionnel.

● Un éboulement sur un chantier a coûté la vie à un terrassier M. Roger Rameau, quarante-cinq ans, de Mesves-sur-Loire, qui prenait la place de Karpo, a battu le grand maître argentin Quinteros, qui prenait lui-même la place de Karpo. Ses trois coéquipiers ont été blessés.

● Luis Ocaña, qui avait remporté l'épreuve l'année passée, ne pourra participer au Tour de

REÇUS A L'HOTEL MATIGNON

Les présidents des groupes socialiste et communiste du Sénat jugent « fragmentaire » la réforme du système des suppléants

La délégation sénatoriale reçue, par M. Chirac à l'hôtel Matignon, jeudi matin 20 juin, comprenait les présidents des groupes politiques de la Haute Assemblée : MM. Jacques Duclos (P.C.), Lucien Grand (Gauche dém.), André Diligent (Union cent.), Michel Chauty (non-inscr.), Louis Courroy (rép. ind.), Max Moncheux (R.I. d'action soc.), Pierre Carous (U.D.R.) et Marcel Champeix (socialiste).

Au moment où il s'apprêtait à lire un communiqué commun au président du groupe socialiste et à celui du groupe communiste, M. Duclos a été victime d'un léger accident : heurté au visage par un des miroirs de l'ORTF, il a dû recevoir quelques soins pour arrêter une hémorragie nasale. C'est M. Marcel Champeix qui a lu le communiqué suivant :

« MM. Jacques Duclos, représentant du groupe communiste au Sénat, et Marcel Champeix, représentant du groupe socialiste, se sont rendus sur son invitation auprès du premier ministre.

« L'entretien a porté sur le projet de loi organique tendant à modifier l'article 25 de la Constitution et la loi organique instituant le régime des remplaçants de parlementaires.

« Au cours du dialogue avec le premier ministre, MM. Duclos et Champeix ont rappelé que leurs groupes ont réjeté en son temps le projet gouvernemental tendant à réduire à cinq ans la durée du mandat présidentiel, cette réforme n'étant qu'une modification partielle et insuffisante.

« Ils ont constaté que la réforme demandée aujourd'hui ne serait qu'une mesure plus fragmentaire et incomplète. Or d'autres réformes importantes s'imposent à l'Assemblée nationale.

« Ils ont demandé que la réforme soit discutée avec les instances des partis communiste et socialiste, qui entendent faire un travail sérieux. Ce n'est donc qu'après un examen approfondi que les groupes socialiste et communiste feront connaître leurs conclusions. »

De son côté, M. Carous, président du groupe U.D.R., a souligné qu'il était personnellement très attaché aux institutions de la V^e République et a ajouté : « L'U.D.R. ne souhaite pas qu'on touche à la Constitution. Toutefois, ne pas toucher aux dispositions importantes est une chose et apporter des modifications à certaines points particuliers est autre chose. Depuis 1958, les choses ont changé. »

De son côté, M. Carous, président du groupe U.D.R., a souligné qu'il était personnellement très attaché aux institutions de la V^e République et a ajouté : « L'U.D.R. ne souhaite pas qu'on touche à la Constitution. Toutefois, ne pas toucher aux dispositions importantes est une chose et apporter des modifications à certaines points particuliers est autre chose. Depuis 1958, les choses ont changé. »

M. Carous a répété qu'après avoir entendu le premier ministre il demeurait favorable à une telle modification limitée à un point particulier. Il a rappelé en quoi consistent les modifications : un membre du gouvernement quitte son poste et est remplacé par un suppléant pendant l'exercice de ses fonctions gouvernementales.

De telles dispositions, selon M. Carous, pourraient s'appliquer dès la promulgation de la loi et il ne serait pas forcément nécessaire d'attendre la fin de la législature.

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, qui s'est ensuite entretenu avec M. Chirac, a déclaré à sa sortie de l'hôtel Matignon que le premier ministre, qui lui a reçu « fort amicalement », lui avait fait part des projets de gouvernement en ce qui concerne une modification du régime des suppléants. M. Defferre a expliqué au premier ministre qu'il était nécessaire que le groupe socialiste en délibère. D'autre part, a-t-il souligné, « il faut qu'on nous donne la possibilité, et nous le ferons dans les jours prochains, d'en parler avec nos amis rattachés et communistes. Quand nous serons parvenus à la définition d'une position commune, alors nous pourrions répondre au premier ministre. M. Defferre a indiqué qu'il serait sans doute amené à revoir le premier ministre.

Interrogé sur le nouveau style donné aux rapports avec l'opposition, M. Defferre a remarqué : « Sans doute est-ce le début d'une concertation ; il serait plus exact de dire que c'est le début d'une forme de concertation entre le gouvernement et l'opposition. Je pense que c'est une bonne chose et que cela peut permettre de résoudre un certain nombre de problèmes dans de meilleures conditions qu'auparavant. »

M. Chirac a ensuite offert un déjeuner en l'honneur d'une partie des membres des bureaux des commissions de l'Assemblée nationale.

Le premier ministre recevra vendredi matin 21 juin, à 10 h. 30, M. Robert Ballanger, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale.

DEUX CONVENTIONS SIGNÉES AVEC LES TERRITOIRES DES AFARS ET DES ISSAS

Deux conventions prévoyant « un déconcentration accrue en faveur de l'autorité du Territoire français de Afars et des Issas » ont été signées mercredi 19 juin à Paris par M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, et Ali Bourhan, président du conseil de gouvernement du T.F.A. qui avait, le jour même, été élu durant quarante-cinq minutes par M. Giscard d'Estaing.

Ces textes confient désormais la gestion du personnel d'ordre technique au Territoire, et fixent de nouvelles modalités de gestion de crédits du Fonds d'investissement de développement économique social (FIDES), qui seront chaque année, directement à la disposition du Territoire.

La signature d'un troisième texte concernant la police, a été différée, bien que, a affirmé M. Stirn, « l'acte fasse déjà l'objet d'un accord sur le fond ».

Aux Jeux olympiques d'échecs les Français sont fatigués

Au Palais des expositions de Nica, les vingt et unièmes Jeux olympiques d'échecs ont pris un rythme — apparent — de croisière, malgré quelques défaillances de l'organisation. La presse n'a pas accès à l'enceinte où se déroule la finale du groupe A, et des journalistes, venus de tous les pays, s'en plaignent amèrement.

Dans ce groupe, l'U.R.S.S. caracole en tête, non sans concéder des nuls par-ci et par-là. A noter, toutefois, et cela en dit assez long sur la force des six grands maîtres soviétiques, qu'ils n'ont perdu aucune des cinquante-deux parties qu'ils ont jouées jusqu'à présent. Jeudi, dans leur match de la sixième ronde, contre la très forte équipe argentine, les « premiers échiquiers » avaient, de chaque côté, été laissés au repos. Kortchnoi, qui prenait la place de Karpo, a battu le grand maître argentin Quinteros, qui prenait lui-même la place de Karpo. Ses trois coéquipiers ont été blessés.

Les Français, dans le groupe B, enregistrent leur plus mauvais résultat depuis le début des Jeux. Après leur succès contre le Portugal (2,5 à 1,5), ils ont ensemble trébuché sur l'obstacle autrichien. Maclès a perdu avec les blancs contre le grand maître Robatsch, Todorovic et Seret se sont également inclinés. Puhm a, lui, surmonté sa partie, mais avec un pion de moins et sans grand espoir de nullité. Le score probable de 4 à 0 indique peut-être une certaine fatigue chez les jeunes joueurs français qui se sont battus vaillamment sur l'échiquier, n'acceptant jamais la défaite, ajournant même des parties a priori nulles pour parvenir à les gagner. Quelle que soit leur performance finale, ils ne sont pas à critiquer.

**la Règle
à Calcul**

1er distributeur agréé en France
des calculatrices électroniques
Hewlett-Packard
vous présente
le HP-35, le HP-45, le HP-80

HP-35 : 27 fonctions
1245 F h.t. 1494 F t.t.c.
dans son nouveau magasin
65 Boulevard St-Germain
75005 Paris Tél. 033.02.63
démonstration - vente sur stock
crédit CETELEM

HEWLETT-PACKARD

En ouvrant un compte bancaire
épargne sobi
vous retrouverez

après 3 ans	VOTRE CAPITAL	+ 27%
après 6 ans	VOTRE CAPITAL	+ 68%
après 9 ans	VOTRE CAPITAL	+ 100%
après 12 ans	VOTRE CAPITAL	+ 174%

**SOCIÉTÉ DE BANQUE
ET D'INVESTISSEMENTS**
Instituée par la loi du 28 décembre 1963 (N° 1074) du 13 juin 1964
26, bd d'Italie, MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)
Documentation N° 432 - sur simple demande

مكتبة الامم المتحدة